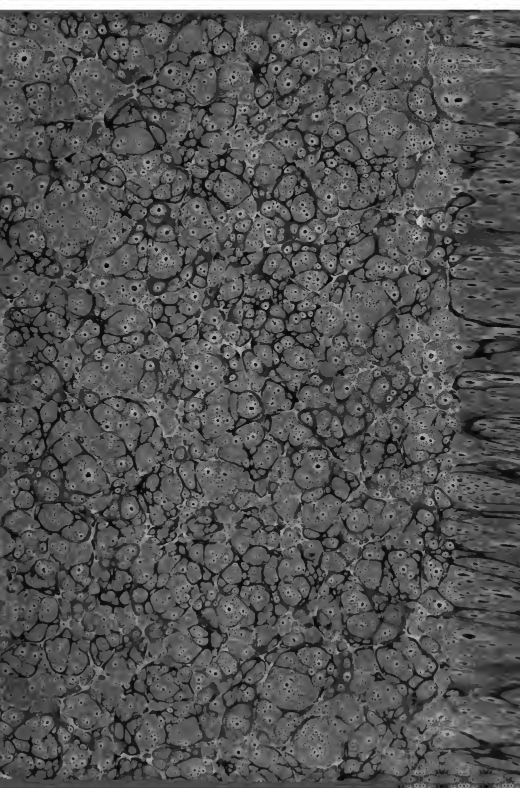


MÉMOIRES

SUR L'ITALIE

Paris. — Imprimerie de L. MARTINET, rue Mignon, 2.

MÉMOIRES

SUR L'ITALIE

PAR

JOSEPH MONTANELLI

Ex-président du conseil des ministres,
ex-triumvir du gouvernement provisoire toscan

TRADUCTION

DE **Fr. ARNAUD** (DE L'ARIÉGE).

TOME PREMIER.

PARIS

F. CHAMEROT, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE DU JARDINET, 13.

M DCCC LIX.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. E.
III

INTRODUCTION.

Nous avons pensé que le meilleur moyen de servir la cause italienne, c'était de faire connaître à la France un livre qui présente, dans un tableau saisissant, le drame national des dernières années. Cette Italie qu'on a crue morte pendant des siècles, si bien que ses grands hommes découragés, cessant d'être Italiens s'étaient faits cosmopolites, cette Italie que M. de Lamartine avait appelée *la terre des morts*, et M. de Metternich *une expression géographique*, cette Italie qui ne vivait plus que des souvenirs de sa grandeur passée... s'est réveillée tout à coup. La mère de la race latine a compris enfin que trop longtemps la place d'un grand peuple était restée vide dans le monde, et que l'Europe s'agiterait en vain tant qu'il n'y aurait pas une Italie.

Alors on a vu ce miracle d'une nation s'affirmant elle-même, en dépit des causes séculaires qui l'avaient divisée, broyée et comme scellée dans la tombe. Ses écrivains, ses hommes d'État, sans cesser d'être cosmopolites, retrouvent l'idée de la patrie; et cette idée ne demeure pas l'utopie impuissante de quelques rhéteurs. Au lieu des poëtes qui, autrefois, s'en allaient pleurant la patrie ensevelie vivante, et promenant à travers le monde le rêve stérile d'une Italie nouvelle, voici des

hommes qui agissent, des sociétés politiques qui se forment; la parole devient un acte, la main qui tenait la plume saisit le fusil; ce peuple d'artistes qu'on accusait de ne savoir faire des révolutions que dans ses chansons, jette dans les luttes civiques et sur les champs de bataille toute une génération de héros... Au même instant, sans accord possible, sans mot d'ordre échangé, des Alpes au Phare, un ébranlement universel fait tressaillir la péninsule; la révolution éclate sur tous les points à la fois, à Venise, à Milan, à Rome, à Florence, à Palerme. C'est la révélation enthousiaste de l'âme d'une nation.

Avant cette révélation héroïque, nous qui, malgré les apparences, avions foi dans la résurrection inévitable de l'Italie, nous aurions eu beau implorer en son nom l'assistance fraternelle de la France; en vain aurions-nous montré, par l'histoire lamentable de nos interventions, que partout, sur cette terre que nous devions affranchir, notre passage a laissé presque toujours des traces sanglantes, comme aurait fait une invasion de Barbares; en vain, pressés par ces souvenirs qui nous lèguent une dette sacrée, aurions-nous demandé à la France si, après tant de funestes interventions, le moment n'était pas arrivé d'intervenir pour faire une Italie.

On nous eût répondu : c'est un rêve; à quoi bon remuer la cendre des tombeaux? Vous voulez créer une Italie, et il n'y a pas d'Italiens.

Les événements qui se sont accomplis en 1848 au delà des Alpes ont entièrement changé la face des choses.

Quand la France saura la vérité sur cette glorieuse tentative, quand elle ne pourra plus nier les symptômes de vie qui se sont manifestés au sein de cette nation qu'on disait morte, elle sera sans prétexte pour lui refuser l'appui de son influence et de ses armes.

Malheureusement, le vrai caractère de ces événements est ignoré du plus grand nombre. On sait avec quelle légèreté et quel dédain on a coutume de jeter la pierre aux vaincus; pour la plupart des hommes tout disparaît devant le résultat. Combien sont rares les esprits droits et fermes qui, dans leurs jugements, savent tenir compte des difficultés d'une entreprise, du courage qu'il a fallu seulement pour la tenter, et des espérances que peut faire concevoir une lutte héroïque, même suivie d'une défaite! La révolution italienne a échoué; c'en est assez pour qu'on ne sache voir dans cette tentative qu'une preuve nouvelle de l'impuissance de l'Italie.

Il importait donc avant tout de mettre en lumière la physionomie véritable de ce mouvement.

Or, le livre de Montanelli, c'est le drame national tout entier; c'est la mise en scène jour par jour, province par province, homme par homme, comme il le dit lui-même, de ce mouvement un et multiple tout ensemble, un par les tendances qu'il manifeste, multiple par la diversité des États dans lesquels la révolution s'accomplit.

Par un étonnant concours de facultés, la nature compréhensive de l'Italien de Pise semblait être disposée tout exprès pour représenter, dans une de ces individualités

largement douées, comme en produit le sol merveilleux de la Toscane, cette variété dans l'unité qui caractérise la révolution nationale italienne. Jamais une âme de citoyen n'a plus fidèlement reflété les idées, les sentiments, les aspirations de son pays; jamais la vie d'un homme ne s'est plus entièrement identifiée avec la vie d'une nation. Voilà pourquoi, dans les mémoires de l'ancien triumvir de Florence, l'écrivain et le citoyen se confondent; voilà pourquoi ce livre est la plus fidèle expression de cette société renaissante, avec ses impatiences, ses hésitations, ses naïves ardeurs, sa poésie, son enthousiasme. Sous la plume de l'écrivain mêlé chaque jour aux agitations de la vie publique, recevant le contre-coup de toutes les émotions populaires, les luttes, les divisions, les hostilités de partis, ont dû renaître dans toute leur vivacité; et malgré cette vivacité d'impressions, les adversaires politiques ont eux-mêmes rendu hommage à l'impartialité de l'historien.

Ce n'était pas assez pour Montanelli de s'être donné tout entier à l'Italie, au moment de la lutte. Quand il a voulu faire du récit de ses souvenirs un nouveau gage de son patriotisme, il a senti qu'il fallait à son pays renouvelé une langue rajeunie. Pendant longtemps les écrivains italiens avaient écrit en dehors des réalités de la vie nationale. Montanelli, homme d'action en même temps qu'homme de pensée, a voulu rendre à la langue italienne la vivacité et le naturel des langues vivantes. Tout en conservant à l'idiome toscan la pureté qui le fait

supérieur à tous les autres idiomes de l'Italie, il s'est emparé de mille tours populaires qui donnent à la langue parlée tant d'énergie, de couleur et de pittoresque. Il forme une langue italienne de tout ce qui est le fonds commun de l'Italie, comme il veut former une seule nation de ce qui est le fonds commun de toutes les provinces italiennes; il veut que, dans son livre, l'Italien de Rome, l'Italien de Milan, l'Italien de Venise, l'Italien de Naples, l'Italien de Florence, se sentent parler et agir, comme ils se sentent solidaires de tous les événements racontés dans le livre. C'est vraiment la langue de la révolution nationale.

Combien nous regrettons de n'avoir pu faire passer dans la traduction ces grâces naïves, cette variété de tons, cette poésie enfin qui donnent tant de charme à l'œuvre originale! Les mérites littéraires des mémoires de Montanelli, c'est dans le texte seul qu'il faut les chercher. Notre but unique était de faire assister la France au réveil de la nation italienne; trop heureux si nous pouvions contribuer à dissiper des préventions funestes et rendre ainsi plus profondes les sympathies entre les deux nations!

Après avoir lu le livre de Montanelli, au lieu de céder au désir d'exposer nos idées personnelles sur la situation présente de l'Italie et sur son avenir, nous croyons plus convenable de nous effacer devant le récit de notre illustre ami. Simple spectateur de cette grande lutte, nous en avons suivi les incidents, les vicissitudes avec une

anxiété douloureuse; mais, quel que soit le vif intérêt qui nous associe aux destinées de l'Italie, n'ayant pas pris une part directe aux efforts, aux sacrifices de ce peuple qui veut enfin une patrie, nous serions téméraire de mêler notre jugement sur les hommes, sur les choses, sur les fautes commises, sur les divisions funestes, au jugement d'un écrivain qui, tour à tour, agitateur, tribun, modérateur, soldat intrépide, donna sans réserve à l'Italie de ses rêves tout son esprit, tout son cœur, toute sa vie.

Celui qui, toujours guidé par les intentions les plus pures, paya si largement sa dette à son pays, a le droit de distribuer, selon ses impressions personnelles, l'éloge ou le blâme. Pourrait-on s'étonner qu'il ait des paroles de reconnaissance pour les hommes qui marchèrent avec lui dans la voie qu'il croyait la bonne, et qu'il laisse éclater ses regrets, ses plaintes et quelquefois ses reproches, quand il rappelle des actes qui furent à ses yeux un obstacle au succès de la guerre de l'indépendance?

Pour nous Français, étrangers à ces luttes intestines, les divisions, les hostilités, les nuances diverses dans le choix des moyens, s'effacent et disparaissent devant l'unanimité de l'effort national. Dans tous ceux qui ont vaillamment combattu contre toutes les tyrannies étrangères ou indigènes, nous ne voyons que des citoyens de l'Italie future; dans tous ces proscrits qui tiennent haut et ferme le drapeau national vaincu, mais respecté, nous ne voyons que des frères; ils sont, avec les exilés de tous

les pays opprimés, le peuple fidèle chargé de porter l'arche sainte; ils sont les éclaireurs de la civilisation; ils contribuent, bien mieux encore que les merveilleuses créations de l'industrie humaine, à ce travail de fusion qui doit créer entre les nations délivrées de tous les genres de despotisme, la sainte harmonie de la démocratie universelle.

Ailleurs, nous essaierons de reprendre, avec tout le calme que commande un pareil sujet, les grands traits de ce mouvement italien si contradictoire dans les moyens, si simple et si constant dans le but. Du sein de cet apparent chaos où se rencontrent et se heurtent, sans issue visible, les intérêts, les passions, les illusions de l'Italie du moyen âge et les questions vivantes des sociétés modernes, nous tâcherons de dégager l'idée sociale qui peut mettre un terme à ces déchirements intimes, et produire l'unité. Au milieu de ce champ de bataille où les fantômes de la papauté temporelle et de l'empire encore debout à côté des affirmations toutes-puissantes de la démocratie, ajoutent une complication de plus à la confusion déjà si grande résultant des rivalités municipales, de l'ambition des princes, de l'inexpérience des patriotes, nous recueillerons les symptômes de vitalité, les aspirations communes qui promettent une nation. Nous montrerons pourquoi l'Italie est indispensable au mouvement de l'Europe. Son histoire, ses révolutions, ses chutes, même ses utopies qui l'ont si longtemps égarée dans ses voies, jetteront de vives lumières

sur la nature de la mission qui lui est réservée, maintenant que semble venue l'heure de sa seconde renaissance. Nous dirons pourquoi, par un instinct infaillible, les princes et les peuples ont toujours tourné leurs regards vers l'Italie, les princes pour y asseoir le centre de leur équilibre monarchique, les peuples pour y attendre le signal de leur délivrance. C'est en Italie, c'est à Rome, qu'est le nœud du grand débat qui tourmente le monde ; en sorte que la question italienne est à la fois la question européenne et la question universelle. Cette question peut faire explosion tantôt en Espagne, tantôt à Vienne, aujourd'hui à Paris, demain en Orient ; c'est à Rome qu'elle doit se résoudre. La France, le soldat de Dieu, selon l'expression de Schakespeare, la France démocratique s'agitera en vain sur elle-même et fera révolutions sur révolutions, jusqu'au jour où, comprenant toute la grandeur de son rôle, elle ira poser et résoudre la question européenne en Italie. Une solidarité étroite lie les destinées des deux nations, et toutes deux se doivent au monde... Immense problème qui résume en lui tous le intérêts sociaux du siècle.

Ces considérations et ces recherches seraient ici hors de propos. La philosophie de l'histoire doit laisser parler les faits avant d'entreprendre son œuvre. Cette œuvre deviendra facile quand les événements, racontés par les hommes qui en ont été les témoins et les acteurs, montreront clairement les grandeurs et les faiblesses de l'Italie, les énergies morales qu'elle renferme. Alors ils

sera permis de dire ce qu'on peut attendre de ce peuple, si un de ces ébranlements qui sont moins le fait des hommes que l'action des lois providentielles dans la vie des sociétés, soulève de nouveau les grandes questions qui n'ont été qu'ajournées.

En attendant, nous saisirons avec empressement toute occasion d'offrir notre modeste tribut à la cause de l'Italie. Celui que nous apportons ici est à la fois un témoignage de vive amitié au héros de Curtatone, à ce cœur invincible qui, après avoir montré tous les genres de courage, supporte si noblement les tristesses de l'exil ;

Un hommage affectueux à tous nos frères proscrits ;

Une réparation à l'Italie, à cette Italie qui a tant à se plaindre de notre pays.

Plaise à Dieu que cette réparation, au lieu d'être le vœu impuissant d'un cœur sympathique, soit un jour l'œuvre féconde de la France !

Fr. ARNAUD (de l'Ariége).

15 novembre 1856.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR JOSEPH MONTANELLI.

Joseph Montanelli est né en 1813, à Fucecchio, près de Florence. Son père était musicien, et sa première éducation fut toute musicale. Il semblait destiné à la vie d'artiste ; et déjà, tout enfant, au sein de ces populations passionnées pour les beaux-arts, on se le disputait, dans les églises d'alentour, comme organiste et comme chanteur. Mais, à l'âge de neuf ans, un de ses oncles, chanoine et directeur d'un collége de Pise, vint l'arracher aux enchantements de cette vocation naissante. Il entra au collége, et du collége à l'université, où il embrassa les austères études du droit, si différentes de celles qui avaient fait le charme de ses premières années.

Bien qu'en apparence son éducation eût été tout italienne, elle était au fond toute française. Dès l'âge de seize ans, la lecture de la préface de l'Encyclopédie avait exercé sur son esprit une vive et profonde influence et décidé de la direction de ses idées. Comme toute la jeunesse française de cette époque, il était en recherche, à défaut d'une voie religieuse, d'une voie philosophique, et risquait de s'égarer dans l'idéologie matérialiste des Helvétius, des Tracy, des Cabanis, quand les premières publications de l'école saint-simonienne vinrent lui ouvrir des horizons plus vastes et plus nouveaux. La révolution de 1830, qui animait, vers le même temps, toutes les jeunes intelligences d'un vague transport vers un avenir inconnu, fut également pour lui un stimulant énergique et ne servit pas médiocrement à le rattacher au mouvement de la France. Sans aucune relation personnelle avec Paris et réduit aux communications générales de la presse, il suivait d'instinct l'idéalité patriotique et humanitaire la plus élevée ; et aussi, lorsque l'association célèbre à laquelle il s'était uni de cœur, se rompit, après le premier éclat de ses débuts, par l'explosion des sentiments divers qu'elle renfermait, Montanelli n'hésita-t-il point : laissant de côté les doctrines panthéistes si antipathiques à sa nature, il se porta vers l'école philosophique qui, modérée dans ses expressions et dans ses actes, mais inflexible dans sa ligne, s'était

groupée autour de la Revue encyclopédique et de laquelle sortit plus tard l'Encyclopédie nouvelle.

Ses premières publications datent de cette époque. Ce sont deux dissertations philosophiques, l'une sur les rapports de l'esthétique et de la morale, l'autre sur les différences du sentiment de l'amour dans les littératures ancienne et moderne. Elles attirèrent sur lui l'attention, et bien qu'âgé seulement de dix-huit ans, il eut l'honneur de se voir appelé à la collaboration du *Journal des lettrés* de Pise et de l'*Anthologie* de Florence. Malgré les goûts sévères qui se font jour dans ces deux écrits et dans les divers articles qui leur succédèrent, la forme poétique, si voisine de celle dans laquelle il avait été nourri, répondait bien plus fidèlement aux aspirations instinctives de ce jeune esprit, que la forme philosophique. Aussi ne tarda-t-il pas à s'y vouer tout entier. En 1836, il publia un volume de poésies lyriques qui produisit une certaine sensation; et, encouragé par ce succès, les ébauches de poëmes et de tragédies se multiplièrent bientôt autour de lui.

Mais cette vocation, toute séduisante qu'elle fût à ses yeux, ne pouvait se présenter sous des couleurs aussi brillantes à ceux de sa famille. Il venait de terminer ses cours de droit, et son père exigea, ou qu'il leur donnât suite en embrassant la profession d'avocat, ou qu'il revînt se fixer à Fucecchio. L'horreur de la vie de petite ville l'emporta : il brûla ses ébauches et se jeta résolûment dans le barreau.

Il y eut, dès ses débuts, beaucoup de succès; et, en 1840, âgé seulement de vingt-sept ans, désigné au choix du gouvernement par l'éclat de son talent et de sa position, il fut nommé à la chaire de droit commercial et de droit toscan qui venait d'être instituée à l'université de Pise. Il ne tarda pas à justifier cette nomination, non-seulement par l'excellence de son enseignement, mais par deux publications spéciales d'une haute valeur: son *Introduction à l'étude du droit commercial*, et son *Traité des sociétés commerciales*.

Le jurisconsulte, en se développant, n'avait point effacé en Montanelli le patriote. Les généreuses idées de 1830 et les espérances qu'elles lui avaient fait concevoir touchant l'émancipation de l'Italie, vibraient toujours dans son cœur; et ses auditeurs suivaient avec enthousiasme des leçons dans lesquelles, sous la forme sévère du droit, respirait le patriotisme le plus

pur. Il était par excellence l'homme de la jeunesse, et bien que plus enchaîné dans ses leçons, il avait fini par acquérir dans les écoles une autorité morale analogue à celle qu'avaient conquise, vers le même temps, dans les nôtres, les Quinet et les Michelet. C'est sur ce noble terrain qu'il s'était élevé peu à peu à la popularité, lorsque le réveil général des idées libérales en Italie, et bientôt après l'avénement de Pie IX, vinrent ouvrir à son activité une carrière politique à la fois plus large et plus précise.

L'honneur d'avoir inauguré en Italie la période de l'agitation légale, prélude brillant de la révolution, lui appartient incontestablement. Le premier acte de cette politique, si différente de celle qui, sous les inspirations soit du carbonarisme, soit de la Jeune-Italie, consistait essentiellement en conspirations et soulèvements partiels, fut en effet la pétition des habitants de Pise contre le jésuitisme, pétition conçue et dictée par Montanelli en février 1846. En transportant le mouvement hors des cadres des sociétés secrètes, et en permettant même aux plus timorés de s'y associer, il est évident qu'il tendait à communiquer à ce mouvement une ampleur, et par conséquent une puissance toute nouvelle; et les pétitions qui, à la suite de celle de Pise, ne tardèrent pas à surgir de tous côtés, dans les villes de la Romagne, dès le mois de juin de la même année, en Piémont, à Milan, à Venise, dans le midi de la Péninsule, dans le courant de l'année suivante, et en produisant partout une effervescence du même genre, montrèrent assez tout ce que l'Italie pouvait attendre d'une telle méthode.

L'agitation produite par les pétitions fut soutenue par celle de la presse clandestine, conduite pour la première fois dans un esprit de retenue et de modération qui, malgré la fermeté de la tendance, devait naturellement lui donner accès auprès d'une partie de la population, demeurée jusqu'alors dans l'effroi des sbires. C'est Montanelli qui eut aussi le mérite de l'initiative à cet égard. Il pensait avec raison, qu'au lieu de précipiter au pas de course contre l'ennemi un peloton isolé et que personne ne suit, il était d'une plus sage tactique de s'appliquer à mettre en branle, fût-ce pas à pas, toute une multitude. L'épigraphe, que, dès 1847, grâce à la pression croissante de l'opinion publique sur le pouvoir, il put afficher librement en tête du journal qu'il fonda sous le nom d'*Italia*, résumait en deux mots

toute cette politique si bien d'accord avec la souplesse de son esprit et la fermeté de son caractère : *Réformes et nationalité.* Cette épigraphe devint aussitôt, en Toscane, le cri général du mouvement, car les réformistes les moins avancés aussi bien que les démocrates les plus ardents pouvaient également s'y accorder : elle représentait à la fois et le but final et les diverses phases du progrès nécessaire pour s'y acheminer graduellement.

C'est en effet sur le chapitre de la méthode de la révolution, plutôt que sur celui des théories sociales, que se dessine, parmi les divers partis italiens, la personnalité de Montanelli. Il nous semble avoir réussi, mieux qu'aucun autre de ses compatriotes, à réunir dans sa conception deux points sans lesquels on peut dire qu'il n'y a pas de véritable politique : la détermination de l'idéal et celle des sacrifices à faire, en vue même de cet idéal, aux exigences du présent. Il ne se contente pas, comme tant d'autres, de savoir où il faut aller : il se préoccupe avec le même soin de savoir de quelle manière il faut aller pour ne pas s'exposer à faire fausse route ; et n'est-il pas logique, en effet, si tout s'opère en ce monde par une loi de progrès, de chercher à assigner d'avance à cette loi, dans les prévisions de l'avenir, sa part légitime? L'utopiste n'est pas seulement celui qui se propose un idéal erroné, c'est aussi celui qui, devant un idéal juste, prétend franchir d'un bond, et sans s'y arrêter, tous les intermédiaires. Cette vérité, qui est une stricte conséquence du principe de la perfectibilité, n'a jamais cessé de présider à la conduite de Montanelli ; et aussi est-il de ceux qui se sont toujours opposés le plus vivement à la funeste maxime « Tout ou rien, » qui a déjà causé tant de maux à la démocratie, tantôt en l'immobilisant, tantôt en la jetant follement dans toutes les aventures de la pensée et de l'action. On l'a vu, à chacune des phases du mouvement, fidèle à la même inspiration, s'appliquer avant tout à donner place dans ses formules de conduite à tous les éléments progressifs, même aux plus modestes, et du même coup, se conformer à toutes les exigences d'un développement graduel ; si bien qu'en le mettant à côté des révolutionnaires modérés, qui ne veulent que les premiers termes, et des révolutionnaires radicaux, qui ne veulent que le dernier, on pourrait le définir en deux mots, sous le nom de révolutionnaire progressif, voulant tout, mais successivement.

Dans la seconde période de la révolution italienne, alors que

l'esprit nouveau ayant pris décidément le dessus, toutes les portes semblaient vouloir s'ouvrir à la nationalité et à la liberté, c'est encore lui qui proféra le cri de ralliement : « Ministères démocratiques et constituante italienne ! » C'est sous cette bannière que les démocrates, sans rien abandonner de leurs principes, purent se frayer partout le chemin du pouvoir et se mettre en mesure de procéder constitutionnellement à la grande œuvre de l'unification nationale : mouvement sublime et qui aurait mérité de prendre place dans l'histoire à côté de notre 89, si une main fatale ne l'avait abattu dès son essor !

Ce ne fut pas seulement par la sagesse et le patriotisme de ses conseils que Montanelli paya, à cette époque, son tribut à l'Italie. Comme il avait été un des premiers à réveiller au sein de la jeunesse des écoles le sentiment de la liberté, quand cette vaillante jeunesse se leva en armes, au cri de la Lombardie menacée de nouveau par l'aigle monstrueuse, le professeur réclama l'honneur de marcher avec elle. Frappé le 29 mai d'une balle autrichienne à la bataille de Curtatone, et laissé pour mort au champ d'honneur, il scella noblement de son sang les opinions auxquelles il s'était dévoué. Sur la nouvelle de sa mort, l'Italie émue prit le deuil et consacra à sa mémoire, dans les somptueuses basiliques de Florence et de Milan, de glorieuses funérailles. Du fond de l'hôpital où il gisait ignoré, il ne put entendre tout ce bruit, mais ce qu'il en recueillit lorsqu'il se vit enfin rendu à la lumière et à la liberté par suite de la capitulation de Milan, dut former pour lui la plus douce récompense qui puisse toucher un noble cœur.

Il fut accueilli par la Toscane avec enthousiasme. Professeur et jurisconsulte éminent, politique habile et décidé, le sacrifice sanglant de sa personne en avait fait un héros. Choisi pour député par sa ville natale, justement fière d'un tel citoyen, il entra au parlement de Florence le 27 septembre ; et dès la fin du mois suivant, le grand-duc, obligé par le cri de l'opinion publique de s'entourer d'un nouveau ministère, chargeait Montanelli de le composer et de le diriger comme président du conseil.

C'est en cette qualité que Montanelli eut la gloire de proclamer la convocation de la constituante italienne, résumé de toute sa politique et aspiration passionnée de toute sa vie. Ce fut le premier acte de son ministère. A son instigation, la Toscane,

prenant l'initiative, fit appel à tous les autres États de l'Italie pour l'élection de représentants destinés à se réunir à Rome en assemblée nationale ; et donnant du même coup l'exemple, elle procéda immédiatement pour son propre compte à l'élection. Que cette élection, par la faute des temps, n'ait pas eu de suites, elle n'en marque pas moins le pas le plus décisif que l'Italie ait jamais fait dans les voies de son avenir.

L'assemblée constituante italienne, telle que l'avait conçue Montanelli, jouissait de toute la flexibilité nécessaire pour répondre aux exigences complexes de l'œuvre progressive à accomplir. Son règne devait se partager en deux périodes : l'une se rapportant à l'expulsion de l'étranger et aux opérations nécessaires pour remettre chaque État en libre possession de lui-même ; l'autre se rapportant à la fondation de la nationalité italienne. Dans la première, instituée en vue de la seconde, il ne pouvait y avoir d'autre base que le faisceau fédéral fourni par les divisions actuelles du pays ; mais ce fédéralisme accidentel n'aurait représenté que le moyen et non le but. Le but, c'était l'installation définitive au milieu de la société européenne, enrichie elle-même par une si noble adjonction, de cette belle nationalité péninsulaire, « une en sa variété et parsemée de cités comme le firmament est parsemé d'étoiles ; » et tout semblait organisé au mieux pour y atteindre.

La défaite de Novare, que l'on a si justement nommée le Waterloo de l'Italie, arrêta dès leurs préliminaires toutes ces magnificences. Les circonstances nouvelles, nées de l'ambition irréfléchie de la maison de Savoie, appelèrent dans chaque État une politique nouvelle. Montanelli qui, après la fuite du grand-duc, avait été porté à la tête du gouvernement toscan par les suffrages réunis des deux chambres, en qualité de triumvir, résigna ses pouvoirs afin de laisser l'autorité exécutive se concentrer, en cet instant de crise, dans les mains de son collègue Guerrazzi. Ne voulant ni s'associer à ce gouvernement, ni le contrarier par une opposition intempestive, il demanda à être envoyé en France afin d'y activer la création d'une légion auxiliaire et d'y tenter les derniers efforts auprès du gouvernement et de l'opinion en faveur de l'Italie expirante. La restauration de la puissance autrichienne l'a trouvé dans cette position, et l'exil l'a retenu depuis lors parmi nous.

Cet exil n'a pas eu la puissance d'abattre la sérénité de son

âme, ni l'activité de son esprit. Toujours fidèle à la démocratie, il ne s'est pas mépris sur la portée du temps d'arrêt auquel nous assistons et n'a jamais craint que la suspension d'un mouvement qui se poursuit depuis tant de siècles fût en danger de dégénérer en une cessation véritable. Un très bel exposé des affaires de l'Italie, publié par lui dans la *Revue de Paris*, a récemment fait connaître tout le fond de sa pensée à cet égard. Sans s'arrêter à la situation artificielle faite à la Péninsule par la politique actuelle, il voit dès aujourd'hui les forces vives de l'opinion se réveiller de toutes parts et tendre vers un but qui, à son avis, ne pourra trouver satisfaction que par le renouvellement de l'appel à une constituante fédérale. Adversaire aussi déclaré que dans le passé des partisans de « tout ou rien, » il se réjouit de la prospérité du régime constitutionnel en Piémont, et tiendrait pour un avantage sérieux que ce régime pût s'étendre à toute autre portion de l'Italie; non sans doute par l'effet d'une admiration absolue pour un tel système, mais parce qu'il le considère avec raison comme formant, faute de mieux, une transition utile. Toutefois cet esprit de désintéressement et de justice ne va pas jusqu'à le détourner de la droiture républicaine ni le mettre dans l'illusion quant au point essentiel. Persévérant dans les vues d'après lesquelles il s'était gouverné lorsqu'il était au pouvoir et contre lesquelles l'expérience n'a rien conclu, il n'espère la délivrance générale de l'Italie de la part d'aucun roi. Que l'ambition monarchique rayonne à partir de Naples ou à partir de Turin, il refuse non-seulement de s'y associer, mais il n'y reconnaît pas même une chance de réussite et ne compte aujourd'hui, comme toujours, pour le salut de la démocratie italienne, que sur cette démocratie elle-même se concentrant successivement, selon ses fractions naturelles, en asssemblée souveraine. Voilà sa politique, pleinement radicale, toute graduée qu'elle soit. Il est sans doute permis à chacun d'en critiquer soit le fond, soit l'opportunité, mais il n'est permis à personne d'en méconnaître la stricte concordance avec les principes que Montanelli a toujours suivis.

« L'exil, la prison, le gibet, ne sont pas les seuls supplices qui accompagnent les entreprises de rédemption, a-t-il dit quelque part en parlant de la mort d'un exilé; il y a un martyre caché que le monde ne connaît pas, que l'histoire ne glorifie pas, que Dieu seul inscrit sur le livre des sacrifices féconds : c'est le

désenchantement... » Grâce à la fermeté de ses opinions, fondées sur l'idéalité et non sur les variations passagères des événements, Montanelli est demeuré parfaitement étranger à ce genre d'épreuve, le plus cruel de tous assurément. Il sait que l'âme des peuples est comme l'Océan, et il attend avec confiance et patience le retour du flot. Peut-être même le spectacle qui l'entoure parmi nous a-t-il contribué à tempérer pour l'illustre Toscan la rigueur de l'enchaînement à la terre étrangère, en lui faisant comprendre que l'exil ne consiste pas moins dans la privation du sol moral que dans celle du sol matériel, et que la patrie ne reprend sa plénitude que du jour où l'on sent les cœurs y rentrer de nouveau dans l'éternelle conspiration de la liberté contre la servitude. Il est à peine besoin d'ajouter qu'il a rencontré en France tout l'accueil auquel il avait le droit de prétendre et toute la sympathie qu'il avait jamais pu souhaiter. Il y vit au sein des familiarités les plus élevées, et son amitié, pour tous ceux qui ont l'honneur d'en jouir, forme une compensation véritable aux tortures infligées de nos jours au sentiment de la vie publique.

D'ailleurs, le supplice de l'éloignement ne l'a point paralysé. Il n'a pas cessé, depuis qu'il l'a quittée, de travailler pour l'Italie. Outre ses publications courantes dans les journaux et dans les revues, il a publié en 1853 ses Mémoires, pages éloquentes dans lesquelles se révèle toute sa netteté d'homme d'État et d'historien. Plus récemment, il s'est appliqué à nous aider dans l'appréciation de l'une des gloires de son pays, en traduisant pour madame Ristori, aux applaudissements de tous les juges compétents, la *Médée* de M. Legouvé. Bien que dans le mode le plus modeste, il est rentré par là d'une manière trop retentissante dans le monde poétique pour qu'il ne soit pas permis d'espérer qu'il continuera à y demeurer, jusqu'à ce que le réveil de la Péninsule lui fasse une loi de se concentrer ailleurs. La poésie a des ailes qui, en Italie surtout, transportent la pensée dans le sein des multitudes plus puissamment que toute autre forme du langage, et elle est toute prête, en attendant la tribune, à y servir de messagère au politique et au penseur.

C'est en effet ce que semble indiquer l'apparition d'un nouveau poëme intitulé la *Tentazione*. C'est une épopée religieuse et politique dans laquelle notre poëte rattache, d'une manière symbolique, à la tentation du Christ cette lutte complexe

entre le bien et le mal qui constitue le fond des destinées de la terre. Finalement, c'est le bien qui l'emporte, et Satan lui-même, épouvanté du vide qui s'est fait autour de lui, cède à l'empire universel de la charité, reçoit son pardon et rentre dans le ciel. En l'absence d'une traduction qui ait vulgarisé parmi nous cette composition remarquable à plus d'un titre, qu'il nous soit permis, pour compléter l'idée que nous avons cherché à donner de la personnalité de Montanelli, d'en insérer ici un fragment. Nous choisissons le suivant, qui a l'avantage de donner un assez fidèle aperçu de sa manière poétique en même temps qu'un large résumé de ses sentiments. C'est l'épreuve relative à Washington, alors que l'esprit d'égoïsme et d'orgueil, pour le vaincre comme tant d'autres parvenus, tente de l'éblouir par les séductions du pouvoir absolu.

SATAN. Homme de guerre, n'aperçois-tu pas la main de Dieu qui te prépare le manteau des rois?

WASHINGTON. La vertu seule est mon manteau; loin de moi, fantômes de royauté!

SATAN. Homme de guerre, n'entends-tu pas le superbe cri qui, de l'ancien monde, arrive jusqu'à toi? Les flots qui baignent tes rivages s'entretiennent avec les flots de la mer Tyrrhénienne. Cette mer redit les noms d'Alexandre, de César, de Charlemagne...

WASHINGTON. Les flots de la mer avec laquelle je converse ne redisent d'autre nom que le tien, ô Liberté!

SATAN. Homme de guerre, n'entends-tu pas l'écho qu'apportent jusqu'à toi les brises de tes forêts virginales? Cet écho même répète : « Le peuple est une bête féroce, et il faut, pour le dompter, le frein des rois. »

WASHINGTON. Mes forêts retentissent d'un son immense, pareil à celui des harpes de l'éther : la liberté ne fait pas entendre un autre chant sur le berceau de ce peuple titanesque. Devant l'Eternel seul s'incline mon front : que mon égal n'incline pas le sien devant moi. Satan! Satan! celui que tu as en vain tenté sur la montagne me donne l'exemple que je veux suivre.

(*Satan s'engloutit dans la mer, et Washington tombe à genoux en face du soleil levant.*)

LE CHRIST. Hosanna! hosanna! La liberté des peuples vient de naître pour le monde dans cette âme sublime. Sur l'aile des tempêtes, le verbe social va prendre son vol au delà de ces flots. O France! toi l'Etna des peuples et la vallée de Josaphat des potentats, tu en rempliras l'univers avec tes mille trompettes, prête encore à tirer ton épée, comme tu l'as toujours été chaque fois que

l'esprit qui souffle dans tes chênes impérissables allume en toi l'amour des nouveautés!

Comme dans un embrasement souterrain, les villes chancellent et s'affaissent, le sol ouvre de toutes parts des bouches menaçantes, les montagnes s'écroulent, les plaines se soulèvent, et l'Europe tout entière est encombrée de ruines. Mais ni les vains fantômes du passé, ni les tyrans des saturnales populaires, ni les tremblantes déclamations des sophistes, ni l'art des fortunes rapides, ne réussiront à empêcher les nations divisées de se donner enfin dans la liberté un éternel baiser. Un jour, l'âme nouvelle de l'Europe fera retentir tout à coup le salut de fraternité par des milliers d'organes. A ces accents, l'Afrique arrachera pour toujours aux marchés infâmes de l'Amérique ses noirs enfants; les feux de l'antique Asie, ensevelis sous la cendre des empires, remonteront comme des étoiles dans le ciel de l'Orient; et sur un char flamboyant, armé de mon pouvoir créateur, je parcourrai la terre d'un pôle à l'autre.

Ce n'est cependant pas sur la terre que la vertu doit aspirer à sa dernière récompense. Un éternel enchaînement de merveilles, tel que l'esprit des mortels ne saurait se le peindre, même en imaginant le spectacle infini des mondes se succédant coup sur coup, voilà le fond des ravissements ineffables que je lui destine. Les siècles, soustraits à la lenteur actuelle du temps, se suivent, dans ce royaume céleste, rapides comme les palpitations du cœur. Là, le regard se délecte de toute beauté, l'oreille de toute harmonie, et l'être tout entier ne respire que suavité... Le charme de la première parole d'amour, les délices de l'âme d'une mère dans l'embrassement de son premier-né, rien de ce qu'il y a de plus enchanteur sur la terre ne peut donner idée des joies qui règnent dans mon empyrée. L'astre où la mort inexorable sépare les unes des autres les âmes qui s'aiment ne sera jamais qu'un lieu d'épreuve; mais, Satan vaincu, l'homme deviendra l'ange de sa planète.

JEAN REYNAUD.

MÉMOIRES
SUR L'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

LA TOSCANE DEPUIS LA RESTAURATION DE 1814.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu répéter que le gouvernement toscan était un gouvernement sage, libéral, paternel. C'était une opinion répandue dans toute l'Europe, que rien ne manquait à notre félicité sous la douce tutelle de nos princes. Bien aveugles étions-nous d'aspirer à des réformes; bien imprudents de mettre en péril, par nos exigences, les inappréciables bienfaits d'un pareil régime...... Trompeuse apparence, illusion d'observateurs superficiels, de malades reconnaissants pour lesquels tout est bien dans le pays qui leur rendit la santé, de diplomates désœuvrés dont la vie se passait, à Florence, dans les plaisirs et la galanterie, de femmes sentimentales, de touristes littérateurs, tous habitués à puiser leur érudition sur l'Italie, au milieu des fêtes et des bals, et surtout dans les salons des étrangers.

Pour se faire une juste idée du gouvernement de la Toscane, il ne suffisait pas d'admirer les vertes campagnes de la vallée de l'Arno, avec leurs pampres gracieusement enlacés, la richesse et la majesté des monuments,

le luxe splendide des fleurs et l'harmonie des chants, la facilité des mœurs, et cette douce gaieté qui donne tant de charme au caractère de ce peuple. On ne devait pas attribuer à la sagesse politique ce qui est le résultat du climat tempéré, du goût exquis et du génie poétique des habitants; on ne devait pas faire honneur à la monarchie des effets impérissables de l'antique grandeur de l'Italie et de l'influence dominatrice des traditions républicaines. Il fallait pénétrer plus avant, étudier les institutions, voir si le gouvernement développait la fécondité traditionnelle d'un pays qui fut le berceau des arts et le centre de la civilisation italienne. Un examen attentif eût bientôt dissipé toute illusion. La Toscane ne souffrait pas, il est vrai, tous les maux qui affligent les autres États de l'Italie : elle n'était pas soumise à une soldatesque étrangère, comme la Lombardie, au monopole clérical, comme Rome, à l'esprit jésuitique et à l'aristocratie, comme le Piémont et le royaume de Naples; mais elle renfermait dans son sein des germes d'infirmité morale que s'attachait à développer le régime politique qui, chez elle, succéda à la domination française.

L'antique Étrurie fut la véritable initiatrice de la civilisation romaine ; elle fonda des institutions municipales qui survécurent à la conquête latine et aux invasions des Barbares. Au moyen âge, la Toscane, dans sa commune démocratique, tenta les plus hardies réformes du socialisme moderne, l'organisation du travail, la fusion des classes dans l'unité populaire, l'impôt sur la richesse. Un prince philosophe, Léopold Ier, dans la seconde moitié du dernier siècle, soumit le clergé toscan au droit commun, abolit le droit d'aînesse, les priviléges de justice, la prison pour dettes civiles, les crimes de lèse-majesté, la torture, la peine de mort, l'inquisition; il créa, au moyen de

réformes dans le droit emphytéotique, une nouvelle classe de propriétaires, les propriétaires cultivateurs.

La domination française donna à la Toscane l'unité législative et administrative, des garanties judiciaires et des institutions militaires.

Le gouvernement du grand-duc, restauré en 1814, au lieu de recueillir ces magnifiques traditions, détruisit les conquêtes du régime français, et dénatura les institutions de Léopold Ier, qu'il prétendait ressusciter.

Un service signalé avait été rendu à la Toscane le jour où le Code Napoléon fut substitué à cette multiplicité de statuts municipaux qui, malgré les projets de codification plusieurs fois renouvelés, au moment de l'annexion à l'empire français, régissaient encore les matières les plus importantes du droit civil. La Restauration abolit le Code Napoléon, excepté le titre de l'hypothèque et celui de la preuve testimoniale; elle promit un Code nouveau, et, en attendant, elle remit en vigueur toutes les lois promulguées par les grands-ducs, que des lois postérieures n'avaient pas abrogées; n'osant pas ressusciter les statuts municipaux, elle pourvut aux questions concernant l'état des personnes, la puissance paternelle, le régime dotal et les successions, au moyen de lois provisoires qui durent encore depuis trente-sept ans, et, pour tous les cas non prévus par ces lois, elle renvoya au droit romain et à la jurisprudence des tribunaux. Ainsi, la législation toscane devenait une vraie Babel, et tout esprit de justice se perdait au milieu des inextricables subtilités du barreau.

On pouvait contester le principe de centralisation qui fut la base de l'unité administrative française; sous ce régime, la liberté est sans garantie; l'expérience l'a toujours prouvé, partout où ce principe de centralisation a

prévalu. Les franchises municipales sont indispensables pour préserver les États contre les attentats liberticides. Mais la restauration toscane ne voulut pas rendre aux communes les libertés qui avaient été sacrifiées au système napoléonien. Et comme d'ailleurs elle n'avait pas su conserver ce système dans ses conditions normales, elle ne pouvait suppléer au défaut de liberté, par une puissante direction gouvernementale. Ainsi, la Toscane eut à subir tous les inconvénients, sans aucun des avantages de la centralisation administrative.

La Toscane fut divisée en cinq parties, sous le nom de *compartimenti*. Mais le *compartimento* toscan ne correspondait pas au département français. Le chef lieu du *compartimento* n'était pas un centre intermédiaire pour toutes les affaires qui pouvaient se rapporter, soit à la tutelle exercée par l'État sur les intérêts économiques des communes, soit à la surveillance politique, soit à la juridiction des tribunaux ordinaires. Le *provveditore* ou président d'une espèce de conseil appelé *camere comunitative*, qui résidait au chef-lieu du *compartimento*, n'avait pas d'autre mission que de contrôler, au nom du gouvernement, l'administration des communes. Les fonctions de la police s'exerçaient par une autorité indépendante des *provveditori* et par circonscriptions distinctes de celles des *compartimenti*. Les chefs de l'administration politique s'appelaient, en certains lieux, commissaires, en d'autres, gouverneurs. Les circonscriptions politiques, qu'elles fussent des gouvernements ou des commissariats, se subdivisaient en vicariats et en bailliages. L'administration de la justice se divisait en circonscriptions de tribunaux d'appel, nommés tribunaux de rote, indépendantes des circonscriptions du *compartimento* et de celles de la police.

L'édifice administratif de la Toscane s'était formé successivement, sans qu'on eût jamais songé à le réduire à l'unité. En vain, pour connaître les compétences administratives avait-on recours à la loi organique d'où chaque fonction tirait son origine. Cette loi se terminait le plus souvent par une clause générale qui investissait la fonction nouvelle d'attributions se rapportant à des emplois supprimés et qui n'avaient été définis nulle part. Par là, un vaste champ était ouvert à l'arbitraire, et le pouvoir arbitraire par excellence, le pouvoir de la police, remplissait seul le vide de la légalité.

La direction générale du gouvernement appartenait à trois ministres appelés secrétaires d'État, qui composaient le conseil du grand-duc. Mais ce ministère exerçait une autorité plutôt nominale qu'effective. A la tête des branches les plus importantes de l'administration publique étaient des ministères spéciaux avec le titre de *presidenza del buon governo*, pour la police; de *segreteria del regio diritto*, pour les affaires ecclésiastiques; de *comando militare*, pour la guerre; de *consulta*, pour la justice; de *soprintendenza degli studii*, pour l'instruction. Ces ministères proposaient la solution des affaires à qui de droit, ils informaient pour la collation des emplois, ils faisaient, en somme, cette partie du service qui, dans un système de centralisation administrative bien constituée, aurait dû appartenir exclusivement au ministère général de l'État. Ainsi, le conseil du prince se trouvait dans la nécessité d'adopter les propositions de ces ministres subalternes, pour ne point se mettre en hostilité avec les hommes qui tenaient en leurs mains tous les ressorts de la puissance exécutive; et comme chaque ministère spécial considérait les choses au seul point de vue de l'intérêt de sa fonction, il était impossible que la centra-

lisation gouvernementale fût jamais le résultat de cette centralisation bureaucratique.

Nous avons dit que les Français, outre l'unité administrative et législative, avaient donné à la Toscane des garanties judiciaires et des institutions militaires.

La restauration abolit les juges de paix, les conseils de famille, le ministère public, la publicité des procès criminels; aux tribunaux de première instance, elle substitua la juridiction des vicaires, des baillis et des auditeurs; à l'unique cour d'appel, les auditeurs de rote; à la cassation, le conseil suprême. Elle rendit à la police l'instruction des procès; elle rétablit la procédure inquisitoriale, moins les garanties de la réforme criminelle de Léopold.

La restauration dénatura les règlements militaires, et rendit impossible la formation d'une bonne armée, surtout en donnant à la police la faculté de condamner au service militaire les mauvais sujets appelés *discoli :* ainsi les régiments se remplissaient d'une population déshonorée et dépravée, avec laquelle il n'était plus de discipline possible, et le noble métier des armes ne tentait plus la jeunesse honorable.

Le respect affecté pour les institutions léopoldines fut un pur mensonge.

Léopold avait rendu aux communes de la Toscane la liberté d'administrer leurs propres affaires. La restauration, tout en remettant en vigueur le régime municipal de Léopold, en détruisait les effets, au moyen de restrictions partielles qui réduisaient à rien cette concession. Elle donnait au souverain la faculté de nommer les gonfaloniers; elle soumettait la commune à la quadruple tutelle des *cancellieri*, des *ingegneri*, du *provveditore della camera* et du président *del buon governo*. Elle leur inter-

disait les plus petites dépenses, sans l'autorisation des supérieurs.

Léopold avait favorisé la division de la propriété, et aboli le droit d'aînesse et les substitutions. La restauration rétablit les commanderies (qui sont de véritables fidéicommis) en faveur de l'ordre équestre de Saint-Étienne, et introduisit dans les successions, au profit de la branche paternelle, des priviléges empruntés au régime féodal.

L'œuvre principale de la restauration toscane consistait à réorganiser le pouvoir des sbires, avec tout le dégoûtant appareil de l'époque des Médicis.

Dans les autres États, les sbires furent les instruments de la caste régnante; les sicaires de la noblesse à Venise, du clergé dans les États du pape: en Toscane, où toute autre classe avait été anéantie sous les flots débordants de la démocratie, ils formeront eux-mêmes la caste régnante. Cosme Ier donna aux nobles des croix et des titres; aux sbires le pouvoir. Le peuple considéra comme infâmes ces honteux ministres de l'arbitraire; il les exclut du commerce de la société, eux, leurs femmes et leurs enfants. Condamnés à l'isolement, ils devinrent une caste par privilége d'infamie; c'étaient de vrais parias, tant on avait horreur de leur contact; mais l'infamie n'empêche pas de régner.

Depuis Cosme Ier, le pouvoir des sbires fut héréditaire en Toscane, et c'est une tache à la mémoire de Léopold Ier de l'avoir, lui aussi, protégé, tandis qu'il appliquait dans ses lois quelques-unes des idées généreuses de la philosophie contemporaine. Cet odieux pouvoir avait disparu sous la domination française. Un homme d'État célèbre, à qui fut confiée par Ferdinand III, après le congrès de Vienne, l'administration

de la Toscane, Victor Fossombroni d'Arezzo, eut la triste gloire de le ressusciter, pour en faire la base de la restauration.

CHAPITRE II.

POLITIQUE DE FOSSOMBRONI.

Victor Fossombroni, à une grande pénétration d'esprit, à une vaste érudition, joignait une longue pratique de la vie. Mathématicien, ingénieur, économiste, poëte, il passait, en politique, pour être dévoué aux réformes Léopoldines; aussi, quand Ferdinand III en fit son ministre, ce choix fut-il considéré comme une victoire du parti libéral sur le parti rétrograde, personnifié dans le prince Rospigliosi, qui, après la défaite de Napoléon, avait été chargé de prendre possession de la Toscane au nom du grand-duc. Cette réputation de libéralisme est restée, par la suite, attachée à l'administration de Fossombroni; il faut dire qu'elle semble se justifier par la constante résistance de cette politique à la maison d'Autriche, qui prétendait tenir garnison tudesque en Toscane, par l'hospitalité accordée aux réfugiés politiques des autres États italiens, par la conservation des franchises commerciales de Léopold, et par le libre accès donné aux journaux français d'opinion libérale; toutefois, les résultats de la politique inaugurée par Fossombroni ont, dans ces derniers temps, fait concevoir quelques doutes sur la légitimité de cette réputation. Quant à nous, nous n'hésitons pas à affirmer que le prétendu libéralisme de Fossombroni a été, sous bien des rapports, fatal à la Toscane.

Fossombroni était sceptique, aussi bien en politique qu'en religion, et c'est de ce scepticisme qu'il fit l'élé-

ment essentiel de l'administration de l'État : il voulut étouffer tout noble sentiment, tout dévouement aux principes, réduire la vie sociale aux conditions du plus brutal matérialisme, gouverner enfin en affectant un cynique mépris de toute chose. Nous ne lui ferons pas un mérite d'avoir préservé la Toscane de l'occupation militaire autrichienne, lorsqu'en même temps il suivait les principes de la politique de la maison d'Autriche; car cette politique faisait plus de mal que n'en eût fait une soldatesque étrangère, dont la présence eût été une provocation continuelle aux sentiments patriotiques du peuple.

Il fallait inspirer au citoyen le dégoût de la chose publique, l'enfermer dans le cercle étroit des intérêts privés, lui interdire toute manifestation légale de la pensée commune. Aussi voyez : la presse soumise à des censeurs qui recevaient leurs instructions du *buon governo;* les pétitions collectives prohibées; défense faite aux communes de délibérer sur les affaires étrangères à leur administration, et d'envoyer des députations au souverain sans autorisation préalable ; défense aux gonfaloniers des communes limitrophes de former entre eux des réunions. Le peuple, en un mot, ne pouvait ni manifester un simple vœu d'amélioration, ni faire entendre une plainte contre les fonctionnaires publics; il n'y avait plus moyen de respirer.

Les sbires étaient là, gardant le sépulcre de la liberté, et leur autorité était sans rivale.

Le président du *buon governo*, pontife suprême de la *sbirocratie*, avait sous ses ordres deux catégories de fonctionnaires : les officiers de la *haute police* et ceux de la *basse police*.

Les gouverneurs, les commissaires, les auditeurs du

gouvernement, chefs politiques des villes, les vicaires et les baillis, chefs politiques des bourgs et des villages, constituaient la *haute police*; la *basse police* comprenait les sbires proprement dits, depuis le simple sbire, qui, sans aucun signe distinctif et avec la jaquette du peuple, empoignait et menait en prison, jusqu'au *bargello*, qui tenait dans sa main tous les fils de l'inquisition secrète.

La *haute police* était esclave de la *basse* : un *bargello* était plus puissant qu'un gouverneur.

L'autorité des gouverneurs était dérisoire. C'est à eux, par exemple, que revenait le privilége de concéder aux charlatans l'usage de la place publique; dans tout autre cas, ils devaient préalablement informer le président du *buon governo*, et attendre sa décision. Le *buon governo*, après cela, correspondait directement avec les chefs de la police (bargelli), lesquels, chaque semaine, lui faisaient discrètement et sans bruit un rapport confidentiel sur l'état du pays et sur la conduite des fonctionnaires supérieurs. Ainsi les gouverneurs, les commissaires et les auditeurs du gouvernement, placés sous la surveillance d'un subalterne, obligés de le flatter, de le consulter et d'agir à sa fantaisie, ne pouvaient sauver leur emploi qu'en abdiquant toute volonté propre et toute dignité. En définitive, ce système de détours et de mystérieuses manœuvres mettait l'autorité réelle entre les mains des *bargelli*, et le sort des citoyens était à la merci de ces hommes déclarés infâmes et de leurs secrètes dénonciations. Pas un emploi n'était donné sans l'avis du *bargello;* il suffisait d'être mal vu par la police, pour n'avoir plus aucun titre à la moindre faveur, même la plus méritée. Le *bargello*, du reste, se passait de tribunaux, à l'égard de ceux qu'il voulait frapper; il procédait *économiquement*, c'est-à-dire sans aucune des formalités de la

justice ordinaire, et le *procès économique*, cette épée de Damoclès suspendue sur toutes les têtes, donnait une force immense au pouvoir qui en était armé.

Fossombroni l'avait bien compris : ce système de vague intimidation paralyse plus l'esprit d'opposition que les rigueurs tyranniques qui accumulent au fond des cœurs les sourdes colères, si terribles au jour de l'explosion ; il sentait qu'une fois anéanties les libertés qui éclairent, fortifient et ennoblissent un peuple, le despotisme peut, en toute confiance, lâcher la bride à celles qui le corrompent en le divertissant et l'avilissent en l'enrichissant. Si toute circulation était interdite aux idées, elle restait entièrement libre aux marchandises; les étrangers n'étaient nullement inquiétés, et la prostitution s'étalait impudemment dans les rues de Florence. Quelques journaux français lus dans les cafés ou dans les cabinets littéraires par les amateurs de nouvelles, quelques réfugiés politiques, de plus ou de moins, accueillis en Toscane, cela ne semblait pas à l'astucieux ministre de nature à mettre en péril la tranquillité publique. Il savait bien qu'au besoin une expulsion, un peu de prison, ou même une simple réprimande faite à propos par le président *del buon governo*, suffirait, au milieu de cet affaissement universel, pour calmer les têtes chaudes.

La *sbirocratie* de Cosme I[er] employait le poignard, celle de Fossombroni préférait les narcotiques. Ce grand politique s'appliquait surtout à écarter toute cause d'ébranlement. Comme l'expérience lui avait appris qu'un gouvernement qui veut éviter tous les ennuis de la lutte doit faire parler de lui le moins possible, il avait en horreur les lois nouvelles, et, pour excuser l'inertie du pouvoir législatif, il avait coutume de dire : *Le monde va de soi-même.* — Ironie infernale dans la bouche d'un mi-

nistre qui, sous la main étouffante des sbires, avait éteint toute étincelle de vie spontanée. Fossombroni n'avait pas la simplicité de croire, comme certains hommes d'État de nos jours, que les réformes peuvent suspendre et endormir la révolution ; il avait compris qu'un gouvernement absolu, une fois engagé dans la voie des réformes, doit aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au suicide de l'absolutisme, ou succomber à moitié chemin, sous le poids des exigences toujours croissantes qu'il a provoquées.

Il importait peu à Fossombroni d'avoir des fonctionnaires habiles et consciencieux ; il ne voulait pas que ses agents prissent leurs fonctions plus au sérieux qu'il ne prenait lui-même au sérieux son propre gouvernement. C'était pour lui un jeu de distribuer les emplois au rebours des vocations : il aurait fait d'un prêtre athée un archevêque, d'un poëte un directeur des douanes. Il peupla les administrations de gens sans aveu. Il disait qu'un employé n'avait pas besoin de savoir autre chose que toucher son traitement le 16 de chaque mois, et rester assis quelques heures par jour. Le favoritisme fut poussé jusqu'à l'impudence. Une certaine femme, toute-puissante sur l'esprit du vieux ministre dont elle dispensait les faveurs, était appelée *la madone des grâces.*

Persuadé que le fanatisme engendre le fanatisme, et que les amis trop zélés sont souvent plus funestes aux gouvernements que les ennemis eux-mêmes, Fossombroni détestait les chevaliers errants du despotisme ; il tenait les jésuites éloignés de la Toscane, comme une race trop guerroyante, et il en savait trop long pour permettre aux feuilles politiques d'entreprendre la défense de l'autel et du trône, ainsi que cela se pratiquait, dans les autres États italiens, par des journaux autorisés et protégés.

Le seul journal politique permis en Toscane, et publié sous les auspices du gouvernement, était la *Gazzetta di Firenza*. C'eût été peine perdue que d'y chercher une opinion. La *Gazzetta* ne se prononçait ni pour le gouvernement ni pour aucun parti, et pas le moindre signe ne pouvait faire soupçonner au lecteur dans quel monde elle le transportait. Certains mots émouvants, comme révolution, constitution, liberté, étaient exclus de son dictionnaire. Elle se complaisait dans les événements de la Chine et de l'empire ottoman; elle glissait sur ce qui concernait l'Angleterre et la France; elle parlait du présent comme de l'histoire ancienne, et des vivants comme s'ils n'existaient plus. L'écrivain de la *Gazzetta* était un prêtre défroqué, l'abbé Pédani, un homme de génie, qui, devinant, par un merveilleux instinct, ce que devait être le journalisme de la *sbirocratie* endormante, enrichit d'un nouveau genre la littérature italienne: le beau idéal de la sottise.

CHAPITRE III.

DÉGÉNÉRATION DU CARACTÈRE TOSCAN.

S'il est vrai que la grandeur des nations dépend de leur force morale, et qu'elles tombent en décadence quand se perd, dans leur sein, la vigueur des caractères, comment flétrir assez énergiquement cette politique dissolvante qui rendait stériles les admirables facultés du peuple toscan.

La vallée de l'Arno charme les regards par la merveilleuse harmonie de son ensemble; on n'y voit pas de tristes et discordants contrastes : ni ces plaines monotones brusquement terminées par les cimes des Alpes, comme dans l'Italie septentrionale, ni ces vignes à côté d'un sol qui n'est que de la lave noircie, ni ces ruines d'antiques cités exhumées, bordées de bois d'orangers, comme dans l'Italie méridionale. La plaine et la colline, la colline et la montagne, la blanche maison du paysan coquettement élevée au milieu de la ferme, et le clocher du village, le village et la campagne, la campagne et la ville, se succèdent, se confondent par des gradations si douces, que la variété ne détruit pas l'unité, et que l'unité ne tourne pas en monotonie. Cette même harmonie se retrouve dans la nature morale du Toscan : mélange de bon sens pratique et de fantaisie créatrice, de délicatesse et de force, des facultés qui font les grands artistes et de celles qui font les grands hommes d'État, type de Dante et de Machiavel. On comprend comment la Toscane fut un foyer de civilisation pour l'Europe; on comprend

comment la Toscane du moyen âge, alors que ses petites républiques participaient à l'immense vie de la chrétienté, et que le culte des idées dominait le culte de la matière, présentait un type de caractères qui paraît impossible, dans nos temps de prosaïque et confus industrialisme : type de marchands, grands citoyens, et poëtes dans toutes leurs œuvres. Au retour de leur expédition en Orient, les marchands de Pise rapportèrent dans leur pays les colonnes de porphyre, les précieux mausolées destinés à ces gigantesques monuments, le baptistère, la cathédrale, le *campanile* et le *camposanto*, qui, dans un angle isolé de la cité, entre la verdure des champs et l'azur du ciel, devaient associer l'idée de la vie et celle de la mort, la glorification de Dieu et l'apothéose des héros de la patrie. Les marchands de la seigneurie de Florence, quand ils résolurent de bâtir *Santa-Maria del fiore*, commandèrent à l'architecte de faire le plus beau temple du monde. Quelle puissance d'enthousiasme! Quel élan passionné vers l'infini! Une génération léguait à l'autre des entreprises colossales, et, satisfaite d'en avoir eu l'idée et l'initiative, peu lui importait qu'il fallût, pour les achever, des années ou des siècles. Elle ne demandait pas, comme nous, misérables calculateurs, si elle verrait et recueillerait les fruits de ses efforts.

Cette sublimité de caractère survécut aux discordes civiles qui agitèrent la démocratie toscane au moyen âge; si bien qu'à voir les actes héroïques qui remplissent les dernières convulsions des républiques de Pise, de Florence et de Sienne, on croirait assister à l'aurore, plutôt qu'à l'agonie d'une nation. Quel immense amour de la patrie et quelle grandeur dans ces intrépides citoyens de Pise qui, après une résistance de quatorze années et sept mois, au milieu de tous les genres de souffrances et de

privations, réduits à se rendre par famine, ne peuvent supporter la vue de la patrie esclave, et, quoique traités avec tous les égards qu'impose leur héroïsme à l'admiration de l'ennemi, préfèrent l'exil perpétuel à la servitude ! Ils s'éloignent donc de la terre consacrée par les tombeaux de leurs pères, et vont chercher un asile, les uns en Sicile, les autres dans le midi de la France ou en Suisse, laissant déserte la cité bien-aimée ! Et Florence ! assiégée par les troupes impériales et papales ; elle sait qu'elle doit succomber sous le nombre. Mais ne croyez pas qu'elle déclare la résistance inutile ; elle combat pour ses traditions, et lègue à la postérité la sublime et inspiratrice figure de François Ferrucio. Je ne puis détacher mes regards de ce Calvaire du peuple sans me prosterner devant vous, derniers républicains de Sienne, qui, sous la tyrannie des Médicis, avez montré quelle vitalité conservait encore la démocratie toscane ; transporté d'admiration, je vous vois sortir de la ville vaincue, gravir, chargés de vos pénates républicains, les sommets escarpés du Montalcino, et, dans ce refuge suprême, protégé par la nature, respirer encore l'air de la liberté !

Le caractère du Toscan dégénéra sous les princes.

Il importe de remarquer avant tout que la monarchie toscane, née de la fraude, et non point d'une suprématie glorieusement conquise sur les champs de bataille, ne pouvait inspirer ces dévouements sincères qui étaient le nerf de la féodalité. Les nobles, dont elle s'entoura, étaient des fils de marchands, travestis en comtes, en chevaliers et en marquis ; le peuple ne pouvait les prendre au sérieux et abdiquer devant eux la conscience de sa souveraineté ; il en résultait qu'au fond, la masse de la population toscane restait républicaine, l'antique fierté démocratique

survivait dans le mépris de l'autorité : le Toscan pouvait aimer et estimer tel ou tel autre de ses princes pour ses qualités personnelles; la majesté royale ne lui imposait pas; depuis le premier ministre jusqu'au dernier fonctionnaire du gouvernement, il les regardait tous avec dédain et les criblait de quolibets, de surnoms et de toutes sortes d'injures; mais chez lui, le sentiment démocratique n'était pas accompagné de cette conscience de la force collective qui donne au républicain une attitude digne et altière. Le Toscan dégénéré, qui se moquait en arrière du patron détesté, se montrait en face obséquieux et servile; il ne se faisait pas scrupule de donner toutes les démonstrations de respect au plus infime des employés, quand cela pouvait servir ses desseins et lui procurer la faveur de cette autorité si méprisée. Et comme la corruption de ce qui est excellent est la pire des choses, cette faculté artistique qui, au service de grandes et généreuses passions, avait créé les grands caractères toscans du moyen âge, en l'absence de ces nobles sentiments, pervertissait tous les types moraux, donnait à l'égoïsme des couleurs séduisantes, à l'abrutissement un vernis de bon ton; elle produisait des caractères aussi hideusement difformes que ceux des siècles de liberté avaient été admirables. Le Toscan dégénéré s'était fait une série de maximes qui formaient comme le code de la bassesse, à l'usage des vrais sages; l'égoïste, étroitement enfermé dans son petit monde domestique, il l'appelait l'*homme de bon sens;* les hommes généreux qui se dévouent au bien des autres, c'étaient des fous et des exaltés; il enseignait qu'un galant homme doit s'occuper de ses propres affaires, et ne point se mêler des affaires publiques, prendre le monde comme il vient, faire à chacun gracieux visage et patte de velours, sans se fier à personne. La conscience,

ainsi égarée dans cet obscurcissement de tous principes, chacun se retranchait dans sa plus laide passion, en dehors de laquelle il aurait vu sans s'émouvoir crouler le monde; la jeunesse recevait une éducation toute jésuitique, les incrédules allaient à la messe pour ne pas être remarqués, l'ami n'avait plus le courage de défendre l'ami; les dévots se moquaient du prochain : en réalité, cette souplesse de caractère, ces faciles contentements, ces utiles et opportunes résignations, qui avaient acquis aux Toscans modernes la réputation d'un peuple bon, affable, plein d'urbanité, résultaient principalement de l'absence de convictions, de tout sentiment de dignité et de passions énergiques.

A Rome, l'homme du peuple conserve, quoique déchu, la conscience de la force collective, et dit encore *civis Romanus sum.* Voyez *Rogantino*, le masque populaire de Rome! c'est un pygmée, mais il menace et frappe comme s'il était un géant; il parle avec la majesté du souverain; il croit avoir assez dit à son ennemi, quand il a proféré ces redoutables paroles : *Pensa che son Romano.* L'homme du peuple de Florence ne conserve, dans sa décadence, que les qualités négatives de la démocratie. *Stenterello*, le masque populaire de Florence, est un serviteur qui n'aime ni ne respecte son maître; il le flatte, il le loue et le divertit; puis, le dos tourné, il le chansonne et lui fait toutes les espiégleries et tous les tours que peut inventer sa malice, pour le vexer et le rendre ridicule. Rusé et sachant faire le niais, il se rend compte de sa propre abjection; il est lâche, et il n'a pas honte de se vanter de sa lâcheté, dans de spirituels lazzis; il est pauvre et il en rit, et il chante sa misère; il fait la sourde oreille, quand il a intérêt à ne pas entendre; il est l'ami de tout le monde et de personne; un bon morceau, un bon somme

et l'épigramme, voilà la félicité suprême de cet artiste républicain abruti.

On a dit que le gouvernement des prêtres était le pire de tous ; à en juger par les effets, il en est un plus déplorable encore que celui des prêtres, c'est le gouvernement pur et simple de la police.

Les réformes de Léopold Ier ne suffisaient pas pour retirer la Toscane de l'abîme où l'avait précipitée la *sbirocratie* des Médicis. Les peuples tombés se relèvent par l'enthousiasme des grandes idées; or, quelle grande idée Léopold Ier posait-il en tête du mouvement régénérateur? Il corrigeait les abus du clergé, il n'enflammait pas la foi religieuse du peuple, à l'exemple des ardents prédicateurs des croisades du moyen âge et des réformateurs du XVIe siècle; il réalisait l'égalité dans les lois civiles, il n'en faisait pas un *credo* social, comme les républicains français. L'idéal de Léopold était un gouvernement paternel, une sorte de conseil de famille, où régnerait le plus touchant accord entre le prince et l'assemblée élue par les communes. Il voulait faire de la Toscane comme une autre Arcadie, uniquement occupée de son bien-être et de ses progrès matériels, étrangère aux armes, neutre dans toute espèce de guerre; ce n'était pas le moyen de retremper les caractères et de faire des citoyens libres.

L'ébranlement donné à l'Europe par la révolution française et les événements qui en résultèrent, eurent de bien autres effets. Quand l'Italie ne devrait à la France de 89 que cette secousse morale qui, élevant les esprits, les fit entrer en communion avec la conscience universelle, il n'en faudrait pas davantage pour convaincre d'erreur ceux qui reprochent à la révolution française d'avoir troublé les réformes de nos princes, sans nulle compensation. Dans cette lutte gigantesque, l'abstention

n'était pas possible ; il fallait combattre ou pour les puissances du passé ou pour celles de l'avenir ; alors le culte des principes devenait la grande passion des âmes et les caractères reprenaient toute leur vigueur. La restauration est venue arrêter ce mouvement salutaire. La *sbirocratie* endormante, inaugurée par Fossombroni, a repris les traditions de l'école des Médicis, et les petitesses de l'ancien régime se sont de nouveau substituées à la grandeur morale et politique de l'époque française ; mais il était désormais impossible d'étouffer les germes de la vie nouvelle ; nous les verrons, ces germes, malgré les conditions les plus défavorables, fructifier en Toscane, comme dans les autres parties de l'Italie ; nous verrons la patrie de Michel-Ange sortir de son abaissement et payer à la révolution italienne le tribut de son génie, de son amour et de son sang. Mais avant d'en venir aux actes de résistance qui produisirent les crises de 1847 et de 1848, voyons dans quelle mesure ont contribué à l'éducation politique de la Toscane

1° La littérature ;

2° La philosophie sociale ;

3° Les actes du gouvernement ;

4° Les sociétés secrètes.

CHAPITRE IV.

LA LITTÉRATURE TOSCANE.

Deux écoles littéraires se sont signalées en Italie, dans ces derniers temps : l'école lombarde et l'école toscane.

L'école lombarde, dont le chef était Alexandre Manzoni, faisant découler la décadence politique de la décadence morale, pensait que, pour réformer la société, il fallait d'abord réformer l'individu, ce qui n'est possible que par l'influence de l'Évangile ; aussi s'appliquait-elle à ranimer, par la poésie, les sentiments chrétiens dans les âmes. L'école toscane s'efforça surtout de réveiller l'amour de la liberté; elle eut d'illustres champions : Jean-Baptiste-Niccolini, François Guerrazzi, Joseph Giusti.

Niccolini n'avait pas la vigueur tragique d'Alfieri, ni l'enthousiasme lyrique de Manzoni ; il les surpassa tous deux par la richesse de ses harmonies et de ses couleurs. Il sut revêtir l'idée philosophique de formes splendides; il mit en vers, à la portée de tous, les aphorismes de la liberté, comme Métastase avait fait pour les préceptes de la morale. Il n'était ni guelfe ni gibelin ; mais il conservait cette tradition d'une Rome démocratique, survivant à la papauté et à l'empire, la tradition d'Arnaud, de Cola de Rienzo, d'Étienne Porcari, de Pétrarque. Il ne cessa d'inculquer aux Italiens la haine de la double tyrannie papale et impériale, ouvertement dans les tragédies qu'il ne destinait pas à la scène, voilant un peu sa pensée dans

celles qui devaient être représentées. En 1829, le ministre d'Autriche à Florence, assistant à la première représentation de *Jean de Procida*, disait au ministre de France : *L'adresse est à vous, la lettre est pour moi.*

Guerrazzi fonda, en 1828, *l'Indicatore Livornese*, petite feuille pleine de sentiment qui cachait, sous des formes toutes littéraires, des intentions politiques. A Guerrazzi se joignirent Mazzini, qui envoyait de Gênes des articles à *l'Indicateur*, et Charles Bini, jeune négociant de Livourne, dont l'Italie n'a pu connaître toute la valeur que par un volume de travaux, recueillis par ses amis et publiés après sa mort.

L'Indicateur de Livourne appartenait manifestement à l'école romantique, tout en se distinguant essentiellement de l'école lombarde.

Les romantiques livournins se figuraient que la doctrine de l'abnégation chrétienne, qui inspirait la poésie de Manzoni, portait les peuples à subir la servitude avec résignation. Ils ne croyaient pas que le pur amour qui s'exhalait des vers si tendres des poëtes chrétiens, fût capable de briser les chaînes séculaires de l'Italie. Il leur fallait le chant de Tyrtée, le dithyrambe des batailles, le roulement du tambour, pour convoquer les combattants, les liqueurs excitantes pour les enivrer.

Entre les trois chefs de cette école, il y avait de notables différences. Guerrazzi, doué d'un esprit éminemment pratique, de cet esprit qui regarde les idées au point de vue de l'application, dédaignait les théories philosophiques relatives à la perfectibilité humaine; disciple de Machiavel et de Byron, il adorait la puissance, et il voulait qu'elle fût restituée à l'Italie, sans espérer que cette conquête fût pour elle une source de bonheur. Mazzini, disciple de Herder et de Schiller, voyait dans l'avenir de

l'humanité une ère fortunée d'universelle harmonie, et il se complaisait dans cet idéal, qui fut la consolation de Condorcet expirant dans sa prison. Charles Bini, sceptique d'esprit, croyant de cœur, révélait, dans tous ses écrits, un profond sentiment de compassion pour les misères de l'humanité : l'amour émoussait le dard de son ironie; des pleurs étaient cachés sous ses épigrammes. Il était un point capital sur lequel se réunissaient les romantiques de Livourne et l'école florentine représentée par Niccolini : c'était la haine de la tyrannie cléricale et étrangère.

Un article de Mazzini sur le poëme l'*Exilé* de l'excellent Pierre Giannone, fit supprimer l'*Indicatore Livornese*.

Guerrazzi continua de publier des œuvres littéraires : entre toutes, la plus patriotique, et la plus belle, au point de vue de l'art, c'est le *Siége de Florence*, roman historique, qui parut anonyme en 1835. Il avait commencé cette épopée sur l'un des plus grands événements de l'histoire italienne, avec l'esprit sceptique qui lui avait dicté les articles de l'*Indicateur* et sa *Bataille de Bénévent*. Il la termine par un hymne à l'Espérance, s'accusant avec remords de l'avoir appelée, au début, la prostituée de ce monde. Il raconte, à la façon homérique, la bataille de Gavinana et la fin héroïque de François Ferrucio.

Joseph Giusti, écolier à Pise en 1831, égayait ses jeunes camarades par des poésies pleines d'inventions originales et d'enjouement. Enflammé de l'amour de la liberté, dont l'idée, relevée par la révolution française, avait repris toute sa puissance, il s'essaya dans la satire politique, et s'éleva à la hauteur de nos premiers poëtes. Il créa un style nouveau, enrichi de tours populaires. Il flagella les vices de la Toscane dégénérée; il fut sans pitié pour les

oppresseurs, petits et grands, de l'Italie; il défendit l'honneur national contre l'injustice des juges étrangers. Pour faire honte à la génération présente, il évoqua les glorieux souvenirs du passé.

D'autres écrivains, dignes d'être nommés, honorèrent l'école littéraire toscane. Atto Vannucci, professeur de belles-lettres au collége de Prato, sut tirer de l'étude des classiques latins, de mâles leçons de patriotisme, et il publia, sur l'histoire nationale, des fragments où les premiers âges semblent revivre dans toute leur jeunesse et leur fraîcheur. Pierre Thouar, pour rendre l'idée démocratique accessible à tout le monde, l'exposa dans une série de traités de morale pleins de sentiment et de grâce sympathique.

Nous ne croyons pas être injuste envers les autres pays italiens, en attribuant à cette littérature une large part dans l'éducation nationale et démocratique qui prépara la dernière révolution. Les écrits de Niccolini, de Guerrazzi et de Giusti composaient presque toute la bibliothèque de la démocratie. Quelques-uns de ces livres étaient très difficiles à trouver; mis à l'index par la police, ils étaient activement poursuivis, comme contrebande de la pire espèce. Mais celui qui avait le bonheur de les posséder, les faisait lire à ses amis, et tout jeune homme était impatient de se composer un recueil manuscrit de pièces de vers et de prose, qui parlaient d'Italie et de liberté. Semblable à la vestale antique, la littérature gardait le feu sacré; c'est grâce à cette littérature que le sentiment national ne s'est pas éteint dans la jeunesse italienne, quand, d'un bout à l'autre de la péninsule, le despotisme nous contraignait au silence. A ces lectures qui enseignaient le culte de la patrie, le cœur battait et se sentait transporté d'une ardeur toute nouvelle; et

l'Italie devenait pour nous une mère adorée, une mère dans les fers, et nous portions envie à ceux qui souffraient pour elle, et nous attendions, comme le plus beau jour de notre vie, le jour où il faudrait se lever et combattre pour l'affranchissement de notre patrie.

CHAPITRE V.

DE LA PHILOSOPHIE SOCIALE EN TOSCANE.

Si la littérature développait les sentiments libéraux de la jeunesse, en s'adressant à son cœur, la philosophie sociale complétait cette éducation par ses enseignements rationnels et scientifiques.

A la fin du siècle dernier, le professeur Lampredi, par son enseignement du droit public dans l'Université de Pise, par la publication qu'il fit, en latin élégant, du texte de ses leçons, avait inauguré en Toscane une école de philosophie sociale. Les traditions de cette école ont, de nos jours, été continuées avec honneur par Jean Carmignani, professeur de droit criminel dans cette même Université, avocat éloquent, et auteur, entre autres choses, d'une théorie des lois pénales, ouvrage en quatre volumes, qui sera plus justement apprécié par la postérité que par les contemporains. Pendant que les doctrines de l'école lombardo-romagnosienne prévalaient dans l'enseignement de l'Université de Sienne, Carmignani suivait une voie originale: il répudiait le principe de la nécessité, professé par Romagnosi; il distinguait les principes immuables du droit absolu, des principes contingents du droit politique; il maintenait en honneur les réformes de Léopold dans la législation pénale; il combattait la peine de mort, et ne reconnaissait pas de délit politique; il proposait des idées nouvelles à l'égard des procès criminels.

De l'école de Carmignani sont sortis François Forti et Jérôme Poggi, qui, tous deux, se sont illustrés dans la science de la philosophie sociale.

François Forti de Pescia se signalait, dès l'âge de vingt ans, comme un penseur profond; il entreprit tout d'abord d'appliquer la philosophie à l'étude du droit civil, afin de la soustraire aux aridités de la scholastique, comme Carmignani avait fait pour le droit criminel. Il avait terminé une partie de son travail, lorsqu'à trente-deux ans à peine, il fut enlevé à ses amis, leur laissant les deux livres des institutions civiles, qu'ils ont publiés et qui doivent l'immortaliser; quelques-unes de ces pages sont dignes de figurer à côté des plus belles de Machiavel.

Jérôme Poggi, de Florence, acquit une véritable illustration philosophique, en traitant l'un des sujets les plus importants de la législation toscane; il écrivit sur le système emphytéotique de Léopold, quatre gros volumes qui font autorité au barreau; il allait entreprendre des travaux de plus longue haleine, quand la mort vint aussi le frapper à la fleur de l'âge.

Jamais la mort ne porta un plus rude coup au mouvement émancipateur d'un peuple, qu'en enlevant à la Toscane ces deux éminents publicistes.

Ce qui servit puissamment à propager la philosophie sociale, ce fut la revue mensuelle, publiée à Florence par Pierre Vieusseux, sous le titre d'*Antologia.*

Pierre Vieusseux obtint, en 1820, l'autorisation d'ouvrir à Florence un cabinet littéraire. Après la catastrophe de 1821, ce lieu de réunion, popularisé par son journal, devint le centre du mouvement intellectuel qui de Toscane se propagea dans toute l'Italie.

Ce sont des temps difficiles, ceux qui succèdent à la défaite de la liberté; et tant que dure cette période de

persécutions, de terreurs, de défiances, qui tiennent éloignés les anciens chefs et laissent un libre champ aux ennemis, quelle reconnaissance ne méritent pas les hommes qui savent réunir quelques débris de la phalange dispersée, et autant que possible, recommencer l'œuvre régénératrice interrompue? Cette reconnaissance, nous la devons à Pierre Vieusseux.

Sur la place de la Sainte-Trinité, à Florence, se voit l'antique palais des Buondelmonti, en face de la colonne surmontée de la statue de la justice, que Cosme Ier fit élever, pour perpétuer le souvenir de la victoire de Montemolo; c'est entre ces deux monuments, dont l'un rappelle l'origine de nos discordes civiles, et l'autre le dernier effort de la liberté, que Vieusseux établit le siége de son *Antologia*. Sous les murs du palais Bondelmonte, réhabilités par la religion du malheur, se réunissaient, autour du directeur de ce journal, les illustres réfugiés napolitains, piémontais et lombards, à qui la politique de Fossombroni ne fermait pas l'asile de la Toscane. Là se rencontraient Montani qui avait travaillé avec Pellico et Confalonieri, martyrs du Spielberg, au journal *le Conciliatore* de Milan, Gabriel Pepe qui avait combattu dans l'armée constitutionnelle de Naples, Poerio, l'éloquent orateur du parlement napolitain, Giordani, l'élégant et vigoureux prosateur.

Pourvu que ses collaborateurs respectassent certains principes fondamentaux qui constituaient l'esprit de l'*Antologia*, Vieusseux laissait toute latitude à la liberté des opinions; si bien qu'on put y lire des articles de Carmignani et de Romagnosi, deux chefs d'écoles opposées; de Forti, l'adversaire de l'école historique allemande, et de Pierre Cassei, l'un des adeptes de cette école; de Montani, sectateur du sensualisme français, et de Tommaseo,

apôtre du spiritualisme catholique de Manzoni et de Rosmini. Avec un bon sens exquis, Vieusseux sut maintenir, au milieu de ces divergences, l'unité des principes généraux. L'*Antologia* ne cessa de défendre la cause de la diffusion des lumières contre les obscurantistes, de l'unité nationale contre ceux qui veulent scinder la souveraineté en la localisant dans les communes; de la tolérance religieuse contre les fanatiques; des réformes législatives contre les rétrogrades. Il mit fin aux discussions sur la langue, qui s'étaient élevées entre les puristes de Florence et les littérateurs lombards; il fit la guerre aux afféteries et aux fadeurs arcadiennes; il éleva la littérature en lui donnant une mission sociale. L'infatigable journaliste poursuivit son œuvre pendant dix années, à travers des obstacles de tous genres, obligé de disputer pied à pied le terrain à la censure, de lutter d'adresse et de ruse avec la police et la diplomatie, de supporter les susceptibilités littéraires, enfin de passer pour un timide ami de la liberté auprès des révolutionnaires de cabinet.

Sur une plainte de la diplomatie russe, l'*Antologia* fut supprimée; elle ne put être sauvée par la courageuse protestation de Niccolo Tommaseo qui se déclara l'auteur de l'article anonyme qui avait provoqué cette plainte, bien que cet article ne fût pas son œuvre, appelant ainsi sur lui toutes les rigueurs de la répression.

Vieusseux ne perdit pas courage; il continua, comme il put, son apostolat au nom de la philosophie sociale.

Éditeur du *Giornale agrario*, auquel étaient joints les comptes rendus des travaux de l'Académie des Georgofili, il introduisit, dans ce recueil périodique, des discussions économiques de la plus haute importance. Il entreprit, avec Raphaël Lambruschini, la publication du *Guida dell' educatore*, recueil consacré aux problèmes les plus

ardus de la philosophie pédagogique. Il fonda, avec Gino Capponi l'*Archivio storico*, revue destinée à enrichir l'histoire nationale de documents inédits recueillis dans les archives publiques.

Si Florence, un jour, aux funestes souvenirs de la place de la Sainte-Trinité, veut opposer de doux souvenirs, elle élèvera en ce lieu, au nom de la philosophie sociale, un monument au labeur infatigable, persévérant et modeste du fondateur de l'*Antologia*.

CHAPITRE VI.

LES ACTES DU GOUVERNEMENT.

Après avoir flétri, comme nous le devions, l'administration de Fossombroni, la justice nous commande de rappeler quelques actes du gouvernement qui lui succéda ; ces actes, sans être inspirés par l'amour de la liberté, n'en profitèrent pas moins à son développement.

Léopold II, successeur de Ferdinand III, en 1824, porta sur le trône l'ambition d'imiter son illustre aïeul, en se signalant par quelque œuvre d'amélioration générale ; aussi ne put-il s'accommoder du scepticisme et de l'inaction de son premier ministre. Fossombroni ayant désapprouvé de vastes travaux entrepris pour l'assainissement des marais de Grosseto, ce fut entre eux la cause d'un refroidissement, et Fossombroni ne fut plus le conseiller que de nom.

Après la révolution française de 1830, Gino Capponi, Cosme Ridolfi et le marquis de Rinuccini alors gonfalonier de Florence, préparèrent au grand-duc, à son retour d'Allemagne, une ovation populaire, afin d'encourager, comme ils le disaient eux-mêmes, ses dispositions libérales. Léopold refusa les fêtes qui lui étaient offertes, et au lieu de faire des concessions, il redoubla de rigueur, expulsant de la Toscane Poerio, Giordani et d'autres illustres réfugiés qui, depuis plusieurs années, jouissaient dans ce pays d'une paisible hospitalité. Les

trois promoteurs de la fête, blessés de ce refus, se démirent de leurs fonctions de chambellans.

Un avocat nommé Ciantelli, président du *buon governo*, celui-là même qui avait conseillé ces énormités inouïes, voulait substituer la sbirocratie terroriste à la sbirocratie endormante; mais c'était pousser à bout le peuple de Florence; son indignation éclata en démonstrations menaçantes; Léopold effrayé renvoya Ciantelli avec une pension, et inaugura une politique moins ténébreuse, par son *motu proprio* du 11 septembre 1832, qui limitait un peu les pouvoirs du président du *buon governo*, et donnait la faculté d'appeler, devant la consulte, des décisions du *procès économique*.

Dans la suite, il se prêta à de notables réformes administratives et civiles. Il élargit les principes de publicité et de spécification, qui sont la base de tous les systèmes modernes sur l'hypothèque; il simplifia la procédure concernant l'exécution des jugements; il abolit la tutelle perpétuelle de la femme; enfin, cédant aux conseils de Aurelio Puccini, qui n'avait cessé d'insister pour la restauration du régime judiciaire français, il rendit à la Toscane les tribunaux de première instance, une cour royale et une cour de cassation; il rétablit la publicité des procès criminels et le ministère public, ainsi que d'autres institutions d'origine française, qui avaient été supprimées dès l'année 1814; il transféra à un corps de carabiniers les fonctions exécutives exercées par les sbires.

Mais, ce qui, plus que tout le reste, grandit Léopold II dans l'opinion et lui valut la réputation de prince libéral, ce fut la création de congrès scientifiques et le grand développement donné aux études.

Il permit, à la demande du prince de Canino, d'essayer en Toscane des réunions scientifiques, à l'exemple de

celles qui avaient lieu dans certains pays; toutefois les sciences morales et politiques en étaient exclues. La première de ces assemblées se tint à Pise, dans l'automne de 1839, et une autre à Florence en 1841, avec une solennité extraordinaire. Le congrès florentin fut présidé par Côme Ridolfi qui, depuis sa démission, avait fondé, dans sa villa de Mileto, où il s'était retiré, un institut agronomique, devenu célèbre dans toute l'Italie. Dans cette circonstance solennelle, Ridolfi fit la paix avec le grand-duc, et, après cette réconciliation, il rentra à la cour, en qualité de gouverneur de l'héritier présomptif, approuvé par quelques libéraux qui aimaient mieux voir en ses mains qu'aux mains de tout autre, l'éducation du maître futur, mais blâmé par le plus grand nombre.

Léopold II, flatté des éloges que lui décernait la science, décoré par l'Angleterre du diplôme de docteur de l'université d'Oxford, eut l'ambition d'attirer en Toscane les savants italiens illustres, sans s'inquiéter de leurs opinions politiques; il nomma professeur dans l'hôpital de *Santa-Maria Nova*, à Florence, Bufalini; dans l'université de Pise, Regnoli, Matteucci et Puccinotti, tous exilés des États du pape; il donna la chaire d'astronomie, à Pise, au célèbre Mossotti, exilé piémontais; il augmenta le nombre des facultés dans les universités de Pise et de Sienne; il y introduisit l'enseignement de l'économie politique et de la philosophie du droit.

Ces réformes, dignes de tout éloge, ne portaient pas remède à la plaie de la Toscane; elles laissaient subsister la *sbirocratie*. La réforme des tribunaux donnait des garanties contre l'arbitraire des juges, mais elle laissait les *procès économiques* à l'arbitraire du président *del buon governo;* elle confiait au ministère public la défense de l'ordre et des lois, mais l'instruction des procès et l'ad-

ministration des prisons, elle les abandonnait aux soins des officiers de police; elle instituait la cour de cassation, afin de maintenir l'unité dans l'interprétation des lois, et elle ne faisait pas cesser la confusion qui régnait dans la législation. La création du corps des carabiniers supprimait les *sbires* et les *bargelli*, mais sbires et bargelli, sous le nouveau titre d'*agents* et d'*inspecteurs*, dirigeaient, dans toutes les affaires de la police, les opérations des carabiniers. La réforme universitaire instituait des chaires pour la science de la législation, mais la *presse* ne pouvait se permettre aucune observation sur les lois existantes; et moi-même qui, chargé d'expliquer le droit national, croyais qu'il entrait dans ma mission d'en rechercher les principes, j'ai plus d'une fois reçu des remontrances du gouvernement, qui m'avertissait que le prince n'entendait pas que les professeurs de l'Université se mêlassent de former des législateurs, et qu'il fallait se contenter de former de bons avocats.

Ces réformes, d'ailleurs, bien loin de diminuer l'anarchie administrative, n'avaient fait que l'accroître. La création de nouvelles surintendances, notamment d'une *surintendance communale*, qui donna le coup de grâce aux communes, fit sentir plus que jamais les inconvénients des ministères spéciaux. Les surintendants formaient un conseil *ex lege*, espèce de *camarilla* qui avait établi son centre d'action au secrétariat intime du grand-duc, dans le palais Pitti, appartenant à l'avocat Charles Felici. Il en résultait qu'au lieu d'un gouvernement il y en avait deux : le gouvernement du *palazzo Vecchio*, où résidait le ministère officiel, et le gouvernement du palais Pitti, où se réunissaient les surintendants. Depuis la mort de Fossombroni, le ministère, fidèle aux traditions de la politique endormante, résistait à tout projet de réforme,

et ne négligeait rien pour refroidir l'ardeur du grand-duc. Les surintendants, au contraire, le poussaient aux nouveautés, et ils ne cessaient de se plaindre des obstacles que les ministres opposaient à sa bonne volonté. Les réformes, entreprises au milieu de ces tiraillements, portaient l'empreinte de la contradiction, et devaient aboutir à un avortement. Leur application provoquait toujours de justes plaintes, auxquelles il fallait donner satisfaction; mais les corrections faites par la main du ministère, qui naturellement avait le pas sur les surintendants, quand il s'agissait de modifier les réformes, ne servaient qu'à empirer ces réformes, au lieu de les améliorer. C'était un désordre, une instabilité et un bouleversement perpétuels, qui déconsidéraient l'autorité, et dont les finances de l'État souffraient considérablement, à cause des subsides, des pensions, et de toutes les folles dépenses qui en résultaient.

Et pourtant ce chaos et ces contradictions valaient encore mieux que l'immobilisme de Fossombroni, avec sa perfide logique. Les discussions publiques des tribunaux formaient le peuple à la vie parlementaire; la jeunesse accourait autour des nouvelles chaires, recueillir la haute science qui fait les citoyens. Les congrès scientifiques resserraient les liens sacrés de la fraternité nationale.

CHAPITRE VII.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES.

La littérature, la philosophie sociale et les actes qu échappaient à la surveillance du gouvernement de Léopold II, eurent une large part dans l'éducation politique de la Toscane ; les sociétés secrètes y contribuèrent aussi puissamment.

Le carbonarisme, société politique née dans la Calabre au temps de l'invasion française, et destinée tout d'abord à repousser cette invasion, fut ensuite tourné contre les Autrichiens, et servit à préparer les mouvements constitutionnels de Naples et du Piémont, dans les années 1820 et 1821. Cette société s'étendit aussi en Toscane, où cependant elle ne produisit aucun mouvement. Les congrès qu'elle y tint, ou les *ventes*, selon l'expression consacrée, ne mériteraient pas d'être mentionnées, si le stratagème conseillé par Fossombroni pour les détruire n'avait occasionné le suicide de François Benedetti, jeune homme fortement trempé, auteur, à vingt-huit ans, d'un volume de tragédies remarquables.

La correspondance des carbonari toscans avec les carbonari de Naples ayant été interceptée, le *bargello* de Florence demanda au gouvernement l'autorisation de procéder aux poursuites les plus rigoureuses. Fossombroni lui répondit, avec son sourire habituel, qu'il fallait traiter le carbonarisme florentin comme un enfantillage; que, pour le dissoudre, il suffisait d'envoyer ces

lettres à leur adresse, avec le *visa de la police.* Benedetti, à la réception de la sienne, courut se réfugier chez un ami, qui eut la lâcheté de lui fermer sa porte. Ce digne et généreux jeune homme, ainsi trahi par l'amitié, trahi dans ses espérances patriotiques, fut tellement frappé au cœur, qu'il ne put résister à la tentation du suicide.

Après la révolution française de 1830, des intelligences s'établirent entre les libéraux des différentes villes de l'Italie centrale. Stimulés par l'exemple de Modène et de Bologne, qui avaient fait leur révolution dans le mois de février 1831, Florence préparait la sienne, pour contraindre le grand-duc à proclamer le gouvernement constitutionnel. Le jour et le lieu étaient fixés; le signal devait être donné le jeudi gras de la même année, au théâtre della Pergola. Quelques bonapartistes étaient impliqués dans cette conspiration; le chef présumé était Guillaume Libri; revenu de Paris depuis les *trois journées*, il prétendait connaître les intentions libérales du gouvernement de Louis-Philippe, et affectait en public de tenir, à ce sujet, des propos très rassurants. Le projet avorta, et les récriminations accoutumées des chefs contre les soldats et des soldats contre les chefs, ne furent pas épargnées. L'année suivante, une partie des libéraux toscans se fondait dans la nouvelle société connue sous le nom de *la Jeune Italie.*

L'origine de cette association se rattache à la pensée qui avait donné naissance à *l'Indicateur de Livourne.* J'ai déjà dit que Guerrazzi et Mazzini, quoique séparés par de notables différences, s'étaient réunis pour rédiger ce journal. Après la suppression de *l'Indicateur*, Mazzini avait pris part à la rédaction de *l'Anthologie*, en signant : *Un Italien.* En 1830, il vint en Toscane; puis, en compagnie de Charles Bini, il alla visiter Guerrazzi, exilé à Montepulciano, pour avoir, dans un discours libéral lu de-

vant une Académie de Livourne, rendu hommage à la mémoire du colonel del Fante, brave soldat de l'armée de Napoléon et l'une des gloires de Livourne. Les fondateurs de l'ancien *Indicatore* formèrent là les plus audacieux desseins.

Le comité central de *la Jeune Italie* établit son quartier général à Marseille, où s'était rendu Mazzini, forcé de s'exiler. La nouvelle société donna le premier signe de vie par une lettre à Charles-Albert. Mazzini y invitait ce roi à se laver de la honte de 1821, en prenant en main la cause de l'unité et de l'indépendance de l'Italie. Ayant trouvé le roi sourd à ses instances, la société arbora le drapeau républicain.

La Jeune Italie se proposait un double but : faire une œuvre d'apostolat en donnant de la publicité à ses principes, au moyen du journal intitulé *la Jeune Italie*, qui s'imprimait à Marseille et se répandait clandestinement en Italie ; créer une force matérielle suffisante pour renverser les gouvernements oppresseurs de l'Italie. Ses affiliés étaient organisés en décuries et en centuries ; chacun d'eux était tenu de se munir d'un fusil et d'un certain nombre de cartouches. Les simples soldats étaient soumis aux décurions, les décurions aux centurions, les centurions aux comités, et tous les comités de la péninsule au comité de Marseille, qui devait être juge du moment opportun et des moyens d'exécution, donner le signal du combat, et constituer le gouvernement provisoire de la révolution.

La nouvelle société échoua dans sa double entreprise. Pour dire la vérité, on se tromperait fort si l'on se figurait que les membres de *la Jeune Italie* s'étaient unis dans une foi commune aux principes professés par Mazzini, et que les légions inscrites sur les listes secrètes

représentaient réellement la force matérielle accusée par les chiffres officiels.

Mazzini proclamait, comme articles de foi de *la Jeune Italie*, l'alliance du principe politique et du principe religieux : une synthèse religieuse nouvelle, fondée sur la croyance à Dieu et au peuple; l'unité italienne, modèle et germe de la future unité européenne. Ce *Credo* n'avait séduit qu'un très petit nombre des associés. A Livourne, il avait deux chauds partisans, Pierre Bastogi et Henri Mayer : l'un, riche négociant, qui, pendant tout le temps que dura l'agitation de *la Jeune Italie*, avait coutume de se rendre, presque tous les dimanches, à Pise. Là, réunissant, dans des banquets patriotiques, les jeunes étudiants ses amis, il les enivrait des doctrines mazziniennes; l'autre, illustre dans l'art d'élever la jeunesse, qui, dès la naissance de *la Jeune Italie*, s'était jeté à corps perdu dans la conspiration. A ses risques et périls, il avait, dans une rapide excursion, couvert de comités l'Italie centrale. Quant à Guerrazzi, considéré comme la plus forte tête du parti, il se moquait du *Credo* mazzinien. La première fois que je le rencontrai, comme j'avais moi-même exposé devant lui des théories politico-mystiques vers lesquelles m'entraînait ma nature enthousiaste, mon extrême jeunesse et le goût des études philosophiques, il me dit que nous tous, nous lui faisions l'effet de bergers d'Arcadie; que, pour son compte, il suivait une autre voie, et que, du reste, plus d'un chemin conduisait à Corinthe. Charles Bini avouait ne rien comprendre à ces théories, et il parlait de Mazzini comme d'un *buon figliuolo* (1), qui substituait à la réalité les rêves dorés de son imagination. La seule chose qu'il ne pou-

(1) Bon garçon.

vait lui pardonner, c'était la prétention de diriger le mouvement italien, tout en se tenant hors de l'Italie, et il disait à ce propos : Ne peut gouverner le navire, celui qui n'est pas dedans. En somme, *la Jeune Italie*, loin d'être une société de croyants strictement attachés au même symbole religieux et politique, comme le journal de Marseille voulait bien le faire entendre, n'était, à l'exemple des autres sociétés politiques, qu'une coalition de patriotes intéressés à la révolution. Ses membres, impatients de renverser le gouvernement existant, s'étaient contentés, pour tout lien social, de cette idée négative, sans s'inquiéter des opinions de chacun d'eux sur le régime qui devrait suivre, encore moins de leurs croyances religieuses.

Sous cette enseigne : *Dieu et le peuple*, les athées donnaient la main aux déistes; la formule de l'unité était assez vague pour couvrir à la fois les partisans de l'unité française et les partisans de l'unité fédérative. Guerrazzi était fédéraliste. Le mazzinisme, c'est-à-dire la doctrine théologico-politique de Joseph Mazzini, comptait pour la plus faible part dans l'association.

Si, pour composer le personnel de la société, on ne s'attachait guère à faire concorder les opinions avec le symbole de Marseille, on ne s'occupait pas davantage de la valeur militaire des individus qui devaient former le corps belligérant.

On mettait, à la tête des décuries et des centuries, les conjurés les plus considérables par leur position sociale : des comtes, des marquis, de riches propriétaires, des avocats, des docteurs en droit et en médecine, les plus étrangers enfin à l'art de la guerre; et, pour l'admission du soldat, on ne comptait ni les forces physiques de l'affilié, ni son courage, ni sa puissance morale. J'ai vu, de

mes yeux, un pauvre estropié prêter serment à la société militante. Que serions-nous devenus le jour où cette armée clandestine, prenant les armes, chacun eût dû jouer son rôle de soldat ou de capitaine?

Cependant Mazzini annonçait à l'Europe des milliers d'apôtres armés, impatients de combattre. La plupart des chefs locaux, comparant à ces pompeuses annonces le misérable personnel qu'ils avaient sous les yeux, se consolaient en s'imaginant que ce qu'ils voyaient était l'exception, et qu'on avait su bien autrement faire les choses partout ailleurs. Il en est ainsi, du reste, dans toutes les conspirations : c'est toujours la même histoire de milliers de combattants imaginaires, et la même complaisance pour enfler, dans chaque lieu, les nouvelles apportées d'un autre. Les conspirations conçues et dirigées par les exilés ont quelque chose de pire encore : moins que toutes les autres, elles permettent aux chefs de s'éclairer et de devenir sages à l'école de l'expérience. Les exilés qui ont la malencontreuse idée de conserver la direction du mouvement dans leur pays se font une sorte de gouvernement fantastique, et participent aux illusions, aux fascinations, aux incorrigibles obstinations des princes régnants : ils comptent, comme soumises à leur puissance, toute ville, toute province où ils ont deux ou trois correspondants. Ils font grand bruit de forces supposées, et, par ces imprudentes vanteries, ils attirent la persécution sur leurs amis de l'intérieur ; ils se font un piédestal des victimes de leur déplorable légèreté, et, des pays libres où ils vivent en sûreté, ils envoient à leurs frères en péril, des manifestes qui proclament la fécondité du martyre. La charbonnerie, au moins, unissait chefs et soldats dans de communs périls ; elle ne faisait pas un absurde mélange de publicité et de conspirations.

Il faut être juste cependant envers Mazzini : s'il est plus que tout autre responsable de cette fausse direction donnée par *la Jeune Italie* aux sociétés politiques italiennes, il a droit à des éloges, non pour avoir tramé, de son exil, des conspirations impuissantes, mais pour s'être posé, dans ses écrits, comme le défenseur du spiritualisme. Le spiritualisme catholique de Manzoni, de Tommaseo, de Rosmini, ne faisait aucune impression sur la jeunesse de nos Universités, parce que, devant l'opinion libérale, parler de catholicisme, c'était parler d'inquisition. Après 1830, les systèmes néochrétiens venus de France eurent plus de succès. Quelques écoliers de Pise, en 1832, avaient formé entre eux une petite secte saint-simonienne. Ce nouveau mouvement d'idées fut secondé par la parole mystique et dithyrambique de Mazzini, et ce ne fut pas un petit service ; car si le plus grand malheur pour une nation, c'est de perdre sa foi dans les principes, tout système, quelque imparfait qu'il soit, qui tend à lui restituer l'amour de l'idéal et le désir de s'en rapprocher, se doit compter parmi les plus puissants moyens de résurrection.

CHAPITRE VIII.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES (SUITE).

En Toscane, deux autres sociétés faisaient concurrence à la *Jeune Italie;* le *Carbonarisme réformé* et les *Veri Italiani.*

Les *Carbonari réformés* avaient leur centre de réunion à Pise; au premier rang, parmi eux, était Charles Pigli, professeur de physiologie et orateur éloquent; ils avaient conservé de l'ancien carbonarisme toutes les solennités de l'initiation, afin de frapper plus vivement l'imagination du peuple, d'accord, du reste, avec la *Jeune Italie*, sur le but commun, le renversement du gouvernement établi.

Les *Vrais Italiens* dépendaient d'un comité directeur composé de proscrits; ils comptaient un grand nombre d'affiliés parmi les juifs; un Corse, Charles Guitiera, jeune homme d'une grande activité d'esprit, tenait, à Livourne, les fils de l'association pour toute la Toscane.

Quand le président du *buon governo* jugea opportun de mettre la main sur ce mystérieux travail, on divisa, avec une partialité manifeste, les prévenus en deux catégories; les uns furent déférés aux tribunaux ordinaires pour crime de haute trahison, les autres soumis à une douce et provisoire détention, sous le pouvoir arbitraire de la police. Henri Montucci et quelques autres membres du comité de la *Jeune Italie* de Sienne, subirent le procès ordinaire, et les chaleureux efforts de leur défenseur

César Capoquadri, ne purent empêcher leur condamnation ; la peine fut d'abord commuée ; plus tard, le prince leur fit grâce entière. Charles Guitiera, Louis Balzano et d'autres citoyens de Livourne, impliqués dans la conspiration des *Vrais Italiens*, eurent le même sort ; condamnés, eux aussi, pour crime de haute trahison, ils furent ensuite entièrement graciés. Ces deux procès nuisirent beaucoup à la réputation de François Forti, alors substitut de l'avocat du Fisc, lorsqu'on apprit qu'il était l'auteur des conclusions, lues par son chef, en audience publique. — On fit subir une détention de plus de quatre mois, dans les forts de Livourne et de Porto-Ferraio, à Salvagnoli, Venturi, Angiolini, Guerrazzi, Tolomei, Bini, Agostini, Contrucci, Franchini. L'abbé Contrucci, membre de la *Jeune Italie* de Pistoie, auteur d'un catéchisme libéral en forme de dialogue, dont la publication clandestine avait eu un grand retentissement, fit, pendant sa captivité, une élégante traduction des confessions de saint Augustin. Bini composa la plus grande partie des écrits en prose et en vers, publiés après sa mort; Guerrazzi acheva le *Siége de Florence*. Pendant que le gouvernement toscan bornait ses rigueurs à l'emprisonnement des démocrates, en Piémont, les procès de la *Jeune Italie* se déroulaient en drames sanglants.

Les cruelles exécutions du Piémont et la fatale issue de l'expédition de Savoie, tentée par Mazzini, en février 1834, firent évanouir les espérances d'une révolution prochaine.

Les proscrits, pendant quelques années, s'abstinrent de fomenter d'imprudentes émeutes; ils employèrent plus utilement la triste liberté de l'exil. Ceux qui faisaient profession des armes, allèrent combattre en tous lieux pour la cause de la liberté : Borso di Carminati, Nicolas

Fabrizii, les frères Durando, dans l'armée constitutionnelle d'Espagne, Garibald à Montevideo où il forma cette légion italienne que son héroïsme a, depuis, rendue si célèbre. Mamiani faisait de la philosophie à Paris, Gioberti à Bruxelles. Le général Guillaume Pepe écrivit ses mémoires, ainsi qu'un très bon livre sur l'art militaire. Tommaseo, qui avait été contraint de quitter la Toscane, dès l'époque de la suppression de l'*Antologia*, publia, à Paris, de remarquables ouvrages en vers et en prose, dont l'un a pour titre : *Œuvres inédites du père Savonarole*, chef-d'œuvre de satire politique, de philosophie et de style. Mazzini écrivait des articles de littérature et de philosophie sociale, dans les revues françaises et anglaises ; il s'occupait activement d'une institution de bienfaisance, pour l'instruction des ouvriers italiens réunis à Londres, et, dans ce but, il imaginait un petit journal intitulé l'*Apostolat*. — A la même époque fut publiée à Paris une revue italienne ayant pour titre l'*Italiano*; elle était rédigée par les membres les plus illustres de l'émigration, mais elle n'eut qu'une durée bien courte.

En Toscane, une fois les liens artificiels rompus, et l'apostolat rendu à l'inspiration locale, les sociétés secrètes cessèrent d'être des monarchies secrètes; elles s'organisèrent désormais spontanément, en vertu des sympathies naturelles, cité par cité, autour des hommes qui avaient su, par leur intelligence et leur caractère, inspirer le plus de confiance; chacune d'elles devenait, pour ainsi dire, *une commune* de la révolution. On n'y songeait pas à appeler le peuple aux armes, pour des idées qu'il ne comprenait pas encore; on s'efforçait, avant tout, de lui donner l'intelligence de ses vrais intérêts et de ses droits. L'Italien s'habituait à voir, dans chaque Italien, un concitoyen solidaire de ses sentiments et de ses aspirations

patriotiques, dans tout homme un frère à protéger et à aimer ; au moyen de cet apostolat préparatoire, l'œuvre des sociétés secrètes indépendantes produisit des résultats merveilleux. Dans chaque ville, un petit groupe de libéraux se tenait au courant des publications clandestines, entretenait des relations avec les groupes des villes voisines, donnait asile et secours aux fugitifs poursuivis par la police et recommandés, comme on disait, par les amis ; il épuisait tous les moyens propres à faire pénétrer les idées libérales dans l'esprit du peuple, écrits, entretiens intimes, réunions de toutes sortes... C'était la population de Livourne, entre toutes celles de la Toscane, qui fournissait les citoyens les plus ardemment dévoués au culte de la patrie : dans le quartier nommé *de Venise*, un grand nombre de prolétaires avaient, tous les dimanches, des réunions où se faisaient des lectures propres à inspirer l'amour de la liberté. Vers la fin de cette époque, avaient surgi deux chefs populaires dont plus tard les dissensions devinrent funestes à la démocratie de Livourne, Joseph Federighi et Henri Bartelloni. Ce dernier, (dont nous verrons plus loin l'intrépidité et la fin tragique) était un charcutier surnommé *il gatto* (le chat), petit homme trapu, au teint cuivré, au regard étincelant, à la voix suave ; enthousiaste de l'Italie et de la liberté, il était tout-puissant sur l'esprit de ses compagnons. Je le vois encore arriver, à pas de loup, dans ma chambre, quand il croyait qu'il y avait quelque chose à faire pour *la sainte cause*, s'offrir, lui et les siens, pour les entreprises les plus périlleuses, puis me quitter avec un serrement de main qui en disait plus que toutes les paroles.

Les libéraux de 1821 avaient introduit en Toscane les écoles d'enseignement mutuel ; pendant la période qui succéda à la *Jeune Italie*, on y fonda des asiles pour l'en-

fance ; mais, dès l'origine, afin d'éviter à ces établissements les persécutions des prêtres, il fut convenu qu'on s'en occuperait secrètement.

La première idée de la fondation des salles d'asile appartient à Mathilde Calandrini, génevoise, descendante d'une de ces familles de Lucques qui, pour avoir embrassé la réforme au XVIe siècle, avaient été forcées de s'exiler. Pour sa sûreté, elle résidait à Pise. Elle forma le dessein de transporter, dans cette ville, les établissements d'éducation de son pays ; elle eut pour digne associé, dans cette œuvre sainte, Louis Frassi, républicain de mœurs antiques, démocrate de 99, qui, sous ses vénérables cheveux blancs, avait conservé le cœur d'un jeune homme. Ne pouvant, sans l'autorisation du gouvernement, ouvrir des écoles, et sachant bien que cette autorisation lui serait refusée s'il la demandait pour des salles d'asile, Louis Frassi prit le parti de tenir le premier asile de l'enfance dans sa propre maison ; la police n'osant violer le domicile d'un des plus respectables citoyens de Pise, la tolérance put être considérée comme une approbation tacite ; et c'est ainsi qu'un subterfuge fut, en quelque sorte, le point de départ de ces établissements de bienfaisance qui ne tardèrent pas à se répandre en Toscane. Parmi les libéraux qui s'occupèrent des asiles, il y en eut quelques-uns qui cherchèrent moins un moyen de secourir les classes inférieures, qu'une occasion de se mettre en relation avec le peuple, et de lui prouver, par ces œuvres, que ses vrais amis sont les amis de la liberté ; ils formèrent donc entre eux une société qui, de Pise, s'étendit dans toute la Toscane et dans d'autres pays, association où se rencontrèrent, avec Frassi, don Ferrante Aporti, de Crémone ; Henri Mayer, de Livourne ; Charles Torrigiani, de Florence ; André

Buovi, de Bologne; Laurent Valerio, de Turin; noms illustres dans les annales de la charité intelligente. Frassi mourut en 1838. Ce fut alors un spectacle bien émouvant : derrière le cercueil du fondateur des asiles en Toscane, on voyait se presser une immense multitude de peuple, malgré les mesures qui défendaient ces pieux convois; puis, dans le cloître de l'église Saint-François, où furent déposées les saintes dépouilles, quand l'avocat Antonio dell'Hoste, digne interprète de la douleur universelle, prononça l'oraison funèbre de l'homme de bien, une explosion de sanglots accompagna ses paroles.

Une profonde inquiétude augmentait alors cette tristesse, c'était la crainte de voir disparaître, avec une vie si précieuse, ces institutions populaires naissantes. Mais Dieu, qui n'abandonne jamais ce qu'il a commencé, donnait pour successeur à Louis Frassi, dans l'œuvre des asiles de Pise, Laurent Ceramelli, un de ces hommes privilégiés qui savent unir, à la chaleur des sentiments, la maturité dans le conseil et la constance dans l'exécution; Ceramelli, secondé surtout par l'excellent fils du fondateur, maintenait ces asiles à la hauteur de leur première réputation.

Mathilde Calandrini appartenait à cette communion appelée *évangélique* qui se fait remarquer par une ferveur religieuse, bien rare à notre époque; elle respectait les convictions religieuses opposées aux siennes, elle ne se faisait pas, des écoles de l'enfance, un moyen de propagande protestante, comme le donnait à entendre la coterie irritée des dévots. Quant aux patriotes voués comme elle à l'éducation du peuple, c'étaient, pour la plupart, des hommes imbus de la philosophie du XVIIIe siècle, indifférents en matière religieuse, bien qu'ayant reçu le baptême catholique; sur ceux-là, l'âme ardente de

Mathilde Calandrini, son zèle évangélique, exerçaient une influence extraordinaire. C'était le soir que la Calandrini avait coutume d'accomplir les dévotions de son culte domestique ; elles consistaient en une lecture de la Bible, suivie d'une prière faite par elle à haute voix, sous la vive inspiration du cœur. Ceux qui assistaient à cette réunion ne pouvaient entendre les accents de cette âme croyante, sans être profondément remués, et ils emportaient toujours un grave sujet de méditation ; plus d'un, dans ces moments où la créature sent toute son infirmité et le besoin de la prière, s'est enflammé, à ce souvenir, d'un saint enthousiasme, et de l'indifférence est retourné à la foi chrétienne. Ainsi, des sociétés ayant pour but l'éducation, sortirent les premières associations religieuses de la Toscane. Les membres de la communion évangélique s'assemblaient pour prier en commun ; ils travaillaient à répandre les écritures traduites en langue vulgaire : le comte Pierre Guicciardini, de la famille du grand historien florentin, se distinguait parmi les nouveaux convertis.

Depuis quelques années, demeurait en Toscane, dans sa *villa* de Saint-Cerbone, près de Figline, l'abbé Raphaël Lambruschini, de Gênes, dont nous avons dit un mot, à propos du *Guida dell' educatore*, écrit par lui et publié par Vieusseux.

Lambruschini, quoique prêtre, professait une philosophie très libérale ; ayant soutenu ses idées dans une lettre à son oncle le cardinal, très connu pour son audacieux obscurantisme, il en reçut cette sèche réponse : « C'est du Lamennais. » L'abbé Raphaël ne se déclarait pas l'ennemi du catholicisme, bien qu'il crût devoir combattre, en Italie, le catholicisme pharisaïque de la cour de Rome, au nom du *catholicisme chrétien*. Il considérait

comme indispensable une réforme radicale dans l'Église italienne, et faisait remonter au concile de Trente la responsabilité de nos funestes divisions; il préparait un grand ouvrage de théologie, afin de mettre en lumière les vraies traditions de l'Église universelle, et faire disparaître, par ce moyen, les nombreux malentendus qui existaient entre les protestants et les catholiques. Ces sentiments, qu'il exprimait familièrement devant ses amis, lui donnaient un immense crédit sur la société secrète évangélique qui voyait en lui le futur promoteur de la réforme religieuse en Italie.

Parmi les hommes qui prirent part à l'œuvre des écoles et à la propagande évangélique, quelques-uns eurent le tort de dédaigner la question politique, se figurant que les asiles de l'enfance et la Bible traduite par Diodati, suffiraient pour restituer au peuple italien l'esprit et la vie des nations libres. Mais ceux qui firent le plus de mal, ce furent les libéraux qui tournaient en dérision toute entreprise dont le but n'était pas d'insurger la nation, et qui dédaignaient de prêter leur concours à ces salutaires institutions en faveur du peuple. Les oisifs qui empêchent de réaliser le possible, en se vantant de vouloir l'impossible, sont plus dangereux en Italie que les modestes travailleurs à courte vue; car notre plus grand obstacle à la régénération sociale, c'est cette inertie égoïste, jamais plus difficile à vaincre que lorsqu'elle se couvre d'un apparent fanatisme pour les grandes tentatives.

CHAPITRE IX.

DES SOCIÉTÉS SECRÈTES (SUITE).

Vers l'année 1840, les sociétés politiques retombèrent sous la direction des proscrits

Bologne était, de toutes les villes d'Italie, celle qui suivait, avec le plus sympathique intérêt, le mouvement de la science sociale en France. Un groupe de libéraux bolonais, dont quelques-uns, après les affaires de 1831, avaient passé un certain temps en exil, entretenait des correspondances avec les amis restés à Paris, se faisait fidèlement renseigner sur les livres, les journaux, les leçons ayant trait aux problèmes sociaux, et discutait ces problèmes dans des réunions particulières; il y avait, dans ces réunions, des rationalistes et des néo-catholiques, des partisans de la libre concurrence et des partisans de l'organisation du travail, s'accordant tous dans l'ardent désir de la régénération italienne. Le but de ces patriotes était de resserrer les liens de fraternité entre les libéraux les plus connus de chaque province d'Italie, sans avoir recours aux mystérieuses intelligences et aux vaines formalités des anciennes associations, puis de se concerter sur tous les moyens les plus propres à favoriser l'éducation du peuple; ils envoyèrent à Paris Rodolphe Audinot, qui devait s'entendre avec Térence Mamiani et Philippe Canuti, tous deux très considérés dans le parti, pour mettre la dernière main à ce projet. Mamiani, en effet, prit la chose à cœur; en 1839, il publia une bro-

chure intitulée : *Notre avis sur les affaires italiennes*, qui était comme le programme de cette nouvelle entreprise. Mamiani ne condamnait pas, en principe, la révolution armée, mais il ne la croyait possible que dans le royaume de Naples ; il jugeait sans excuse, devant l'Europe, l'inertie de cette puissante population méridionale. Il ne montrait de préférence pour aucune forme de gouvernement, pourvu que ce fût un gouvernement libre qui donnât l'indépendance à l'Italie ; il était cependant disposé à croire que la monarchie constitutionnelle convenait mieux à l'Italie que la république, tant que cette forme de gouvernement serait celle des deux grandes nations libres de l'Europe, l'Angleterre et la France. Pour préparer l'insurrection, il proposait les moyens suivants : 1° la réforme individuelle ; 2° la charité, féconde en bienfaits pour le peuple ; l'instruction morale et intellectuelle de ce même peuple ; la conversion du clergé aux idées libérales. En même temps il faisait circuler un autre petit écrit autographié, qui contenait plus spécialement des instructions aux Italiens, pour l'œuvre préparatoire.

Cependant quelques-uns des officiers italiens qui combattaient dans l'armée constitutionnelle d'Espagne, s'apercevant que le sol de l'Italie se prêtait très bien à cette guerre de partisans, si glorieuse pour les Espagnols, fondèrent une société secrète nommée *la Légion italienne.* Leur but était de recruter un grand nombre de soldats exercés à la guerre de montagnes, qui devaient, à un signal de leurs chefs, quitter leurs maisons et se rendre sur les divers sommets des Apennins où se déroulerait le plan de campagne. *La Légion italienne* ne voulait pas, comme *la Jeune Italie*, commencer la révolution dans les villes ; elle ne faisait pas de profession de foi

dans des proclamations; pour conquérir les faveurs populaires à l'idée de l'unité italienne, elle comptait plus sur le renversement des lignes douanières qui séparaient les États, premier triomphe d'une bande victorieuse, que sur les plus éloquents écrits. Nicolas Fabrizi, proscrit modénois, établit à Malte le centre de cette conspiration, et, passant à Livourne, il engagea le médecin Léopold Ruschi et le lieutenant Constantin Razzetti à la propager en Toscane. De mon côté, je consentis à faire partie du comité de Pise, bien que le projet m'inspirât peu de confiance. — Il s'agissait de se vouer à de graves périls, et quand d'autres généreux citoyens exposaient leur vie, me serais-je lâchement soustrait à la communion du sacrifice?

Mazzini était également contraire au système de Mamiani, qui procédait par l'éducation, et au système militaire de Fabrizi. Il voulait, plus que jamais, la *Jeune Italie* en corps et en âme; informé de la nouvelle agitation qui commençait, il fit des tentatives auprès de ses anciens amis, les poussant à relever en Savoie le drapeau vaincu; il s'adressa, entre autres, à Henri Mayer; mais celui-ci étant allé à Rome à cette époque, sa correspondance avec Mazzini, surveillée par le gouvernement des prêtres, lui valut plusieurs mois de prison dans le château Saint-Ange; et sans de puissantes intercessions, Dieu sait quand il en serait sorti.

Survinrent alors les affaires d'Orient, qui, aux yeux de tous, rendaient la guerre imminente. Tous les comités de Malte, de Paris, de Londres, d'un commun accord, engagèrent leurs amis de l'intérieur à préparer leurs armes. Cette impulsion une fois donnée, le mouvement se continua même après la chute du ministère Thiers, avec lequel avaient disparu toutes les chances de guerre.

En 1842, les frères Attilio et Emile Bandiera, officiers dans la marine autrichienne, écrivirent à Mazzini que leur cœur était enflammé du plus ardent amour de la patrie, qu'ils avaient converti un grand nombre de leurs compagnons d'armes à la cause italienne, et qu'ils mettaient toutes leurs forces au service de la conspiration dont ils le supposaient le chef : secours aussi précieux qu'inespéré. Jamais, à vrai dire, la conspiration des proscrits ne posséda un élément de force aussi considérable que celui qu'elle découvrait au sein même des forces ennemies. Les frères Bandiera se mirent en outre en communication avec le comité de Malte. Fabrizi, ayant abandonné sa première idée opposée à la révolution dans les villes, se concertait avec les comités de Paris et de Londres pour préparer les soulèvements, et tenir les troupes prêtes à entrer en campagne. — Les conspirateurs comptaient principalement sur la Calabre et la Romagne.

En Toscane, à cette époque (1842), les comités de la *Légion italienne* étaient dissous. Alexandre Cipriani, de Livourne, étant rentré, pendant l'été de cette année, d'un voyage en Orient, me rapporta ce qu'il avait appris touchant l'état de nos affaires, au sein même du comité de Malte, et il m'engagea à me remettre à l'œuvre avec lui. Il attendait des instructions et devait, après les avoir reçues, se rendre à Venise, pour s'y concerter avec un personnage très *important* qu'on ne lui avait pas nommé, mais qu'il sut depuis être un des frères Bandiera. Cipriani reçut effectivement par la poste une lettre de Malte à son adresse ; cette lettre en renfermait une autre cachetée, avec une adresse inconnue de lui. La première ne renfermait que des choses insignifiantes ; quant à la seconde, il devait la garder jusqu'à ce que la

personne à qui elle était destinée vint la prendre elle-même. Novice dans l'art des conspirations, dont il ignorait le langage, l'idée ne lui vint pas que ce pouvait être un artifice pour lui éviter des persécutions ; il prit l'injonction au sérieux ; il n'ouvrit pas la lettre cachetée ; mais, étonné de ne point recevoir les instructions promises, il retourna à Malte au printemps, afin de voir par ses propres yeux ce qui s'était passé. Là, le malentendu fut expliqué ; il apprit les progrès de la conjuration, l'imminence de la révolution qui, d'après les résolutions prises, devait éclater au mois de juillet, dans le royaume de Naples et dans la Romagne : à son retour, il essaya, par une activité extraordinaire, de réparer le temps perdu ; nous nous mîmes en mouvement pour recueillir quelque argent dont le comité directeur pouvait avoir besoin, et qu'on disait surtout nécessaire pour faire venir d'Espagne les officiers qui devaient organiser la guerre de partisans.

Le colonel Ribotti, très renommé pour la bravoure qu'il avait montrée dans la guerre d'Espagne, s'était chargé du soin de choisir et de transporter ces officiers ; mais avant d'exposer la vie d'hommes honorables qui se fieraient à sa parole, il voulut s'assurer par lui-même de la solidité de l'entreprise ; il parcourut donc, sous un faux nom, le territoire des Légations ; à Bologne, il passa en revue plusieurs milliers de soldats futurs qui, mêlés au peuple, sur la place publique, défilèrent sous ses yeux un jour de fête ; les chefs de la conjuration locale les lui faisaient reconnaître à certains signes. Dans les entretiens qu'il eut à Livourne, après ce voyage, avec Alexandre Cipriani, il disait que les forces actives de la Romagne avaient, par le nombre et la valeur, dépassé ses espérances, et qu'elles étaient supérieures aux besoins de la

situation. Il retourna en Espagne afin de transporter sans retard les officiers annoncés. — Cipriani lui remit, de sa bourse, une somme de 17,000 francs réclamée pour cet usage.

En même temps, le Bolonais Livio Zambeccari revenait de Naples où il avait été envoyé par les comités des Légations, pour examiner si les dispositions prises dans ce pays répondaient aux avis des proscrits, et il en racontait des merveilles ; il disait que les chefs de la conspiration, rassemblés de toutes les parties du royaume, avaient fixé le jour de l'explosion ; de Naples à Palerme, c'était à qui engagerait le premier la bataille, tant était grand l'enthousiasme général !... Et pour mettre le comble à ces magnifiques espérances, au même moment apparaissait devant Livourne la frégate autrichienne commandée par les frères Bandiera. Quelques-uns de nos amis allaient la visiter, et là, au milieu de ces marins, l'élite de l'armée, tous enflammés de l'amour de la patrie, on parlait de liberté, on buvait à l'Italie, on chantait des hymnes nationaux, comme si le drapeau tricolore flottait déjà à la place du drapeau jaune et noir, sur les vaisseaux ennemis. La police ne s'apercevait de rien, aussi aveugle que les impatientes démarches des conjurés étaient visibles et faites sans la moindre prudence.

La société secrète qui avait préparé le mouvement ne s'appelait ni *Carbonarisme*, ni *Jeune Italie*, ni *Légion italienne;* elle n'imposait aucune formalité gênante à l'initié; elle ne lui faisait aucune question, ni sur la république, ni sur la constitution, ni sur l'unité, ni sur la fédération. Des gouvernements provisoires sur tous les points où éclaterait la révolution, et guerre à tous les ennemis, nationaux ou étrangers, au nom de l'Italie et de la liberté; tel était le programme politique de la conspiration de 1843.

Des signaux télégraphiques étaient préparés, pour qu'au moment même où le mouvement commencerait à Naples, la nouvelle en fût donnée à la Romagne ; là, on ne devait pas bouger avant de savoir le midi en insurrection, parce que les Romagnols seraient exposés, dans le cas contraire, à rester seuls à la merci de l'intervention autrichienne. Zambeccari avait dit que le moment fixé pour le soulèvement de Naples était le dernier jour de juillet ; en sorte que tout était disposé pour soulever l'Italie centrale aux premiers jours d'août ; mais sur les cimes de l'Apennin ne brillèrent pas les signaux si ardemment désirés, et les vaisseaux napolitains, attendus depuis le 31 juillet à Livourne, avec une anxiété indicible, arrivèrent avec la vieille bannière des Bourbons, au lieu des trois couleurs comme nous l'avions espéré. Les passagers interrogés sur l'état où ils avaient laissé Naples, répondaient qu'il n'y avait pas l'ombre d'un mouvement. Barthélemy Aquarone, expédié immédiatement par le comité de Livourne, pour connaître la cause de ce retard, raconta dans quel étonnement étaient tombés les amis de Naples en apprenant que nous avions attendu d'eux la première impulsion, tandis que de leur côté, c'était de nous qu'ils l'attendaient, la révolution étant impossible à Naples, à cause des forces accumulées dans la ville ; ils devaient commencer la lutte dans les provinces, après que la Romagne et la Toscane auraient donné l'exemple. A ces déclarations si différentes de celles que nous avions entendues naguère, de la bouche de Zambeccari, nous restâmes confondus, et l'on ne put découvrir avec certitude de quel côté était venue l'erreur.

Le mouvement de Naples ayant manqué, les libéraux des États de l'Église se partagèrent en avis contraires ; les plus ardents voulaient agir, les plus prudents se tenir

tranquilles et attendre. Ces divisions, qui éclataient ouvertement au milieu des bruyantes réunions des cafés et des places publiques, ouvrirent les yeux à la police qui jusque-là avait tout ignoré. Le cardinal Amat, légat à Ravenne, et le cardinal Spinola, légat à Bologne, usèrent de modes différents de répression : le premier donna des passe-ports aux principaux chefs et n'inquiéta pas ceux qu'ils avaient entraînés; le second ordonna d'arrêter chefs et soldats, ainsi que toute personne suspecte d'avoir pris part à la conjuration; il voulait infliger à tous un châtiment exemplaire. Ces rigueurs poussèrent aux partis extrêmes quelques centaines des plus exaltés, et les frères Muratori, de Bologne, ayant rallié une bande sur l'Apennin, réussirent à jeter la terreur dans le gouvernement; ils livrèrent plusieurs combats contre les carabiniers du pape. Le capitaine Castelvetro fut tué dans une de ces rencontres.

Cependant, le colonel Ribotti, avec les officiers amenés d'Espagne, arrivait à Livourne. L'argent fourni par Alexandre Cipriani étant épuisé, il en demandait de nouveau pour conduire ses braves à leur poste. Cipriani avait dû, dans ces conjonctures, quitter momentanément Livourne, et il se trouvait à Paris. Michel Palli, G. Paul Bartolommei et quelques autres parmi les libéraux les plus notables de Livourne, qui, en l'absence de Cipriani, avaient coutume de recevoir les demandes de Ribotti, lui répondirent d'abord par un refus; ils ne voulaient pas, disaient-ils, faire de sacrifices pour une cause évidemment désespérée. Mais, cédant enfin à l'insistance du colonel qui menaçait de se tuer plutôt que de se rembarquer sans avoir tenté un suprême effort, ils lui fournirent quelques milliers de francs. Ribotti pénétra dans Bologne, réunit une bande, fit une tentative sur Imola, et peu s'en

fallut qu'il ne fît prisonniers quatre cardinaux réunis dans une villa, près de la ville, parmi lesquels se trouvait le futur Pie IX. — Certes, si l'audace suffisait pour faire les révolutions, le colonel Ribotti aurait dû mettre en feu toute la Romagne, car il est impossible de s'imaginer plus d'intrépidité et d'audace qu'il n'en montra en cette occasion ; mais les soulèvements populaires, comme les tempêtes de l'océan et les explosions volcaniques, ont leurs moments marqués dans les décrets divins : alors, il suffit d'une femme, d'un enfant, pour soulever ces multitudes, qui restent indifférentes à la voix des chefs les plus intrépides, quand ce n'est pas l'heure de la mystérieuse intervention de Dieu, dans le drame des nations.

Pour faire la guerre de partisans, il ne suffit pas d'un pays de montagne, il faut surtout des conditions morales auxquelles ne songeaient pas ceux qui croyaient pouvoir l'entreprendre en Italie. Il faut que la guerre de montagnes trouve, chez les indigènes, assistance et coopération de toute espèce; il faut, en un mot, que les montagnards la fassent eux-mêmes; et puis, les jeunes gens qui avaient suivi les frères Muratori, habitués la plupart aux commodités de la vie, ne pouvaient supporter longtemps les fatigues de ce genre de guerre; on manquait de quoi pourvoir aux dépenses journalières, forcé qu'on était de payer comptant les vivres, l'abri de la nuit, tous les services enfin demandés aux populations; car, sans une rémunération suffisante, l'indifférence des montagnards se serait convertie en hostilité. Aussi, la bande Muratori, après deux mois d'une résistance héroïque, fut-elle obligée de se dissoudre. Les débris de cette légion se réfugièrent secrètement en Toscane, et l'empressement que mirent les sociétés toscanes à recueillir et à sauver les

fugitifs, resserra les liens de l'amour national entre les libéraux des deux États voisins. Ce changement de la fortune montra bien quels étaient les hommes qui possédaient le vrai sentiment de la liberté et ceux qui n'en avaient que les apparences. La désertion du comte Guillaume Digny fit scandale; l'un des plus ardents conspirateurs de Florence, quand l'avenir lui souriait plein de magnifiques promesses, il se retira à la campagne, dès que le vent eut tourné, déclarant qu'il ne voulait plus s'occuper de politique. Les habitants de Livourne se conduisirent admirablement; ils cachaient les proscrits dans leurs maisons, ils leur fournissaient des chaussures, des vêtements, de l'argent, et, pour qu'ils pussent en sûreté s'éloigner du port, ils épuisaient toutes les ruses et les expédients les plus périlleux. Cinq d'entre eux, sachant que les frères Muratori, après avoir erré de montagne en montagne, étaient arrivés près de Vada, sur le littoral de la Maremme toscâne, partirent de Livourne dans une barque de pêcheur, abordèrent au rivage, en violation des lois sanitaires qui les rendaient passibles de la peine de mort, recueillirent les frères fugitifs, et à force de rames, les transportèrent en Corse. Le comité de Livourne voulait les récompenser de leur belle action; quoique pauvres, ils refusèrent la récompense.

L'exil, la prison, la potence, n'étaient pas les seuls genres de martyre réservés aux héros qui tentaient de sauver leur patrie. Il est un martyre secret que le monde ignore, que l'histoire ne glorifie pas, que Dieu seul inscrit sur la page des fécondes immolations..... le désenchantement! il laisse sa trace funèbre sur la route des révolutions. Victime de cet invisible poison, le promoteur de la révolution toscane dans ces derniers temps,

Alexandre Cipriani succombait à Paris, le 29 septembre.

Alexandre appartenait à une riche famille corse établie à Livourne; il joignait à une remarquable beauté, un grand cœur et une intelligence d'élite. Dans les années de sa première jeunesse, on l'avait vu absorbé dans ses propres pensées et souvent taciturne. Un soir, m'ayant engagé à le suivre chez lui, il tira d'un secrétaire plusieurs manuscrits, et après m'avoir fait promettre de lui dire franchement la vérité sur les idées qu'il allait me communiquer, il me lut un projet d'association secrète, dont le but était la régénération de l'Italie; comme il pensait qu'une union sérieuse devait avoir pour base la foi dans un même avenir, il avait sommairement indiqué les institutions nouvelles que chaque associé jurerait de favoriser : religion, gouvernement, éducation, code pénal, armée, sur tous ces problèmes, il donnait ses formules, empruntées aux systèmes des utopistes les plus rêveurs. Tout en rendant justice à la hardiesse de sa conception, et à l'intelligence peu commune dont il faisait preuve à dix-huit ans à peine, je ne pus m'empêcher de lui faire remarquer que de pareils systèmes sont inapplicables... Après cela il partit pour la France, d'où il m'informa que voulant se rendre capable d'être utile à son pays, il se vouait à la carrière des armes, convaincu que ce moyen servirait mieux ses desseins que toutes les méditations philosophiques. N'étant pas admis à l'école Polytechnique, il se fit simple soldat dans l'armée française, et avec une héroïque résolution, il affronta toutes les rudes nécessités du noviciat militaire; mais cette vie, si différente de la douce vie de famille qu'il avait menée jusqu'alors, altéra sa robuste constitution, et il fut contraint de prendre son congé. Initié à la conjuration italienne, il s'y jeta avec l'enthousiasme d'une âme pleine

d'illusions ; toujours prêt à sacrifier sa fortune et sa vie à cette patrie tant aimée, il jugeait des sentiments des autres par sa propre générosité. Comptant, parmi les libéraux, des amis très riches, il s'était bercé de l'espérance qu'au premier appel, ces patriotes viendraient généreusement en aide à la révolution ; quelques refus inattendus le blessèrent au cœur, et il s'en plaignit à moi comme du premier désenchantement qui diminuait sa confiance dans les hommes. Cette cause de chagrin, les tristes nouvelles qu'il reçut d'Italie, pendant un voyage qu'il avait fait en France pour des affaires de famille, les injustes reproches que lui adressèrent, par lettres, des personnes incapables d'apprécier ses rares qualités, tout cela mit le comble à ses déchirantes pensées, et détermina une fièvre cérébrale à laquelle il succomba ; et il avait à peine vingt-trois ans ! Une jeune femme bien aimée, une âme pleine à la fois de force et de douceur, à laquelle il s'était uni, deux mois avant sa mort, me racontait que peu d'heures avant d'être atteint de la fièvre, il avait reçu une lettre. En la lisant, il passait la main sur son front comme s'il l'eût senti chargé d'un poids funèbre, et il déchira la lettre, ne voulant pas l'attrister par une douloureuse révélation ! Et me disant la triste histoire, la jeune veuve levait au ciel ses beaux et grands yeux bleus, et s'écriait en soupirant : Ah ! l'Italie ! — Consumée par le regret de son compagnon perdu, son cœur la poussait vers la tombe ; pauvre Sophie ! elle mourut, elle aussi, martyre de l'Italie !

CHAPITRE X.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES (SUITE).

Le libéralisme italien se formait à l'école de l'expérience, et ses propres fautes devenaient pour lui d'utiles avertissements. Fermant les yeux aux leçons du passé, nous avions prétendu changer notre sort, au moyen de sociétés secrètes, organisées pour la lutte armée contre les gouvernements établis. Quels doutes pouvait-il nous rester maintenant sur la vanité de pareilles entreprises? Jamais conspiration réunit-elle des forces comparables à celles dont disposait la conspiration de 1843?—Une vaste affiliation qui embrassait les provinces du midi et celles du centre, des chefs pleins d'énergie et d'audace, le concours d'hommes honorables appartenant à toutes les conditions, et pas une trahison jusqu'au jour fixé pour l'attaque. — Seulement, les éternels malentendus, les fautes commises par celui-ci ou celui-là, en un mot, tous les accidents ordinaires, que les conspirateurs appellent imprévus, et qu'il faudrait mettre tous ses soins à prévenir, puisqu'ils se reproduisent dans toutes les conspirations, avaient fait encore échouer celle-ci.

Vers la fin de l'année 1843, à la prière de quelques amis dégoûtés comme moi des entreprises de ce genre, je rédigeai le programme d'une nouvelle société secrète, ayant pour titre *I fratelli italiani*, et posant la régénération individuelle comme base de la régénération nationale. Chaque associé devait préparer l'avénement de

l'Italie comme nation, en faisant de lui-même un digne Italien. Cette association, tout en se réservant de prendre part, selon l'occurrence, aux événements politiques, se proposait surtout un but moral; faisant dériver l'asservissement et les divisions de l'Italie, de la sécheresse des cœurs et des discordes qui régnaient au sein des communes et des provinces, elle déclarait la guerre à trois sortes d'égoïsmes : l'égoïsme personnel, — l'égoïsme municipal — et l'égoïsme provincial; elle indiquait les vertus qu'il fallait pratiquer, les travaux à entreprendre, afin que *les frères* de l'association fussent, en tous lieux, signalés comme les meilleurs citoyens, et que le patriotisme des *vrais Italiens* inspirât au peuple l'amour de l'Italie. Cette société se répandit parmi les étudiants; elle fut propagée, à Livourne, par Vincent Malenchini à qui ses éminentes qualités et sa position sociale donnaient un grand crédit dans cette ville.

Mais les exilés, bien loin de devenir plus sages, poussaient à de nouvelles violences. Parmi les proscrits, à la suite des derniers événements, étaient le comte Lovatelli et le docteur Louis Charles Farini. Le premier, riche seigneur de Ravenne, avait dirigé le mouvement de la Romagne, et après que Naples eut trompé les espérances qui reposaient sur elle, il était resté presque absolument maître de retenir ou de déchaîner la révolution dans les provinces. Mais convaincu de l'impossibilité où était la Romagne de soutenir seule une révolution en face des forces autrichiennes qui accouraient pour l'écraser, et éprouvant une insurmontable répugnance à sacrifier inutilement une jeunesse si généreuse, il avait refusé de se soumettre aux résolutions des plus ardents, bien que ces résolutions fussent les plus populaires; il sacrifia ainsi sa propre popularité, pour épargner le sang de tout un

peuple, se résignant à passer, aux yeux du grand nombre des conjurés, pour un homme à qui le cœur avait manqué au moment du danger. Ce courage, si rare, de ne pas reculer, quand il s'agit du bien public, même au risque d'être tenu pour un lâche, fut apprécié par quelques amis qui lui serrèrent la main, quand il traversa Livourne pour passer sur la terre d'exil : c'était justice que l'histoire lui rendît ce témoignage. Farini, docteur en médecine, natif de Russi (1), avait acquis dans son pays quelque réputation, par ses œuvres médicales, et par l'ardeur qu'il apportait dans les conspirations.

A peine sortis tous deux de la dernière agitation où ils venaient de faire une si douloureuse expérience, il semblait qu'ils dussent porter aux proscrits de plus sages conseils; tout au contraire, dès qu'ils eurent mis le pied sur le sol étranger, ils se laissèrent aller aux fantasmagories politiques qu'engendre la nostalgie; arrivés à Paris, ils entrèrent dans un comité révolutionnaire où conspiraient ensemble Ricciardi, Mamiani, Giannone, Canuti, Leopardi, d'accord avec Mazzini et le comité de Malte. Voici quelles avaient été les bases de l'alliance entre Mazzini et Mamiani. — L'insurrection ne devait pas arborer le drapeau républicain, comme l'avait résolu un moment la *Jeune Italie*; républicains et constitutionnels se donneraient la main pour allumer la guerre au nom de l'indépendance, de l'unité et de la liberté de l'Italie; après la victoire, les questions de forme politique seraient décidées par une constituante nationale. J'ai su par un membre du comité, partisan de Mamiani, que ce dernier, avant d'accepter ce programme, avait fait quelques objections sur la formule de l'unité; il trouvait absurde qu'on

(1) Village d'Italie.

tranchât, par l'initiative révolutionnaire, la question entre la fédération et l'unité, tandis qu'on réservait à la constituante la solution du problème entre la monarchie et la république; car, suivant lui, ces deux questions, subordonnées l'une à l'autre, ne pouvaient être résolues que par le pouvoir constituant. Mais sans doute l'illustre philosophe dut réfléchir à l'élasticité de ce mot unité, et considérer que dans les conditions où se trouve l'Italie, il est impossible qu'une insurrection, même la plus ouvertement unitaire, ne tienne pas compte du fait traditionnel de la division des États; aussi, ce mot inscrit sur le drapeau des insurgés, ne peut-il être qu'un vœu, réalisable seulement au moyen d'une union, ou convention ou constituante, comme on voudra l'appeler. Le comité de Paris envoya des secours à celui de Malte; Mazzini en demanda aussi aux comités de Toscane; et dans une lettre à Mayer, il exposait le programme du mouvement. Les plus influents, qui en avaient délibéré, refusèrent le secours demandé, déplorant l'aveuglement des proscrits qui allaient inévitablement sacrifier des forces précieuses, et préparer de nouveaux désastres à leur malheureuse patrie.

Plusieurs habitants de la Romagne, expulsés de leur pays, à la suite des derniers événements, s'étaient fixés en Toscane, les uns secrètement, les autres avec la tolérance du gouvernement; aussi, les fraternelles communications, entre ces deux provinces, s'étendaient-elles chaque jour davantage. Nous nous attachions à nouer de sympathiques alliances avec les libéraux de cette Rome que nous avons vue naguère, dans sa haine contre le pouvoir temporel des papes, se soulever au premier mot de nationalité, et donner au monde le spectacle d'une grandeur digne des temps antiques. Il est d'un haut intérêt de savoir comment le peuple de Rome accueillit tout

d'abord ces idées de nationalité et d'aversion contre la papauté temporelle.

Le peuple romain, dépositaire de la plus étonnante tradition de puissance humaine qui ait existé sous le soleil, injuriait, emprisonnait, chassait les papes, quand ils étaient au faîte de la grandeur; quand il les vit déchus et attaqués par la révolution européenne, il les prit généreusement sous sa protection: et il dédaigna la cour que lui faisaient les jacobins de France, en proclamant une république romaine, comme il dédaigna la flatterie de Napoléon baptisant son fils roi de Rome.

En 1831, la Romagne s'était soulevée au nom de l'Italie; le général Sercognani, précédé du drapeau tricolore, marchait à la conquête du Capitole, et tandis que la jeunesse de l'université romaine frémissait d'enthousiasme et brûlait de combattre pour la liberté, les Transtéverins criaient à Grégoire XVI, nouvellement élevé au pontificat suprême: — *Saint-Père, soyez sans crainte.*

Le peuple romain, fier de ses traditions et de son origine, méprisait les nobles et les bourgeois comme des gens venus de l'étranger et d'une race inférieure à la sienne; il les insultait en leur donnant l'épithète de *païni;* il faisait si peu de cas des *païni*, que, les idées libérales venant d'eux, il avait pris ces idées en aversion. Pendant le pontificat de Grégoire, les libéraux comprirent que pour rendre l'altier Romain accessible à l'idée moderne, il fallait se faire semblable à lui. Quelques jeunes gens imaginèrent donc de se dépouiller des vêtements de la bourgeoisie pour prendre ceux du peuple, puis ils allèrent, ainsi travestis, dans les cabarets des quartiers populaires. Le peuple-roi fut flatté de cette espèce d'abdication du *païnato*, et alors il daigna discuter avec lui. Or, comme il arrivait quelquefois que, la discussion

s'échauffant, des paroles on en venait aux actes, et que les *païni* faisaient bonne contenance, on commença à dire : Les *païni* sont braves. Les jeunes propagandistes faisaient éclater aux yeux du Romain le contraste de son antique grandeur et de sa présente dégradation ; mais, ce qui produisit sur eux un effet merveilleux, ce fut la lecture des *Paroles d'un croyant* de Lamennais, traduites en italien. Cette lecture fut une révélation. Le chapitre où les sept rois juraient d'adopter les prêtres et la croix comme des instruments d'oppression, frappa l'imagination des Transtéverins ; ils l'apprenaient par cœur, ils le récitaient et le chantaient dans leurs réunions nocturnes, il devint leur évangile politique. Et en vérité, on vit bien la main de Dieu manifestant sa justice, dans ce réveil du peuple romain, à la parole de Lamennais. Qui ne se souvient de ce prêtre français, célèbre par la sainteté de sa vie, par la puissance de son génie et son admirable éloquence, qui, dans les premières années du pontificat de Grégoire, traversait notre ville, le bâton de pèlerin à la main ! Il allait à Rome, se défendre d'avoir tenté la réconciliation de la papauté avec la liberté ! On connaît l'accueil antichrétien qu'il y reçut. Alors, ayant vu de près cette autorité qu'il vénérait, il confessa son erreur de l'avoir appelée la lumière des nations, et il dénonça devant le tribunal des peuples le souverain sacerdoce comme le complice de toutes les tyrannies. Quand Grégoire XVI refusa orgueilleusement à l'humble prêtre suppliant la grâce d'exposer, à genoux, le but de son pèlerinage apostolique, il ne prévoyait pas que le dernier prestige de la puissance temporelle des papes serait détruit par la parole de celui à qui il donna cette occasion de scandale.

Les associations populaires des Transtéverins eurent

pour chef Angiolo Brunetti, plus tard devenu célèbre sous le nom de Ciceruacchio. Les procès politiques de 1844 contribuèrent beaucoup à exaspérer les esprits. Une condamnation surtout irrita le peuple, celle du docteur Mattia Montecchi qu'il chérissait. Cette même année, les Toscans, surpris à Rome, subirent de grandes rigueurs. Vincent Malenchini, entre autres, fit deux mois de prison dans le château Saint-Ange, pour avoir, pendant son séjour à Rome, demandé, dans une lettre adressée à Mayer, des nouvelles de sa mère ; l'inquisition disait qu'il ne s'agissait pas de la vraie mère, mais de l'Italie ; le Siennois Badii fut condamné à dix ans de fers, pour avoir répandu les *Paroles d'un croyant*.

Cependant, la conspiration de 1844 allait avoir le même sort que les conspirations antérieures. Un mouvement à Cosenza, aussitôt réprimé; les chefs les plus notables du libéralisme napolitain, enfermés dans le château Saint-Elme ; Bologne et la Romagne livrés aux commissions extraordinaires ; les frères Bandiera, réfugiés à Corfou ; il ne restait plus l'ombre d'une espérance, même aux yeux des plus disposés à se faire illusion.

Mais les Bandiera, caractères antiques, sentirent qu'une entreprise à laquelle ils s'étaient associés ne devait pas finir ainsi; ils sentirent qu'après tant de proclamations promettant de grands sacrifices au nom de l'Italie, il fallait prouver par un exemple éclatant, que tout ce langage révolutionnaire n'était pas une vaine parade de rhéteurs. Décidés au martyre, ils s'embarquèrent pour aller faire un dernier appel à la Calabre, et puis mourir. Le 12 juillet, la barque dévouée à la mort abordait aux rivages de la Calabre. Trahis par un compagnon, enveloppés par des forces incomparablement supérieures, ils combattirent en héros et moururent en martyrs. La

nouvelle de leur immolation courut de bouche en bouche, excitant partout l'admiration et arrachant des larmes à tous les yeux. On raconta qu'une poignée de braves, le matin du 25 juillet, avait traversé les rues de Cosenza, chantant le chœur de la *Donna Caritea : Chi per la patria muor vissuto è assai !* C'étaient Attilius et Émile Bandiera, avec sept de leurs compagnons, Dominique Moro, Niccolò Ricciotti, Dominique Lupatelli, Jacob Rocca, Jean Venerucci, François Berti, Anacharsis Nardi ; — ils allaient à la mort comme à un triomphe, — on racontait qu'une belle jeune femme était morte de douleur, certaine du sort qu'avait subi le couple fugitif, quoique personne autour d'elle n'eût osé lui en parler et qu'elle n'eût questionné personne, — c'était la veuve d'Attilius Bandiera ; — on parla d'une vénérable mère qui avait commandé un service funèbre dans une église de Venise, et priait seule au pied du catafalque..... la police autrichienne veillait à la porte du temple ! — c'était la mère des frères Bandiera. Console-toi, oh ! mère désolée ! au premier rayon de liberté, les peuples italiens accourus en foule dans leurs églises reconquises, célébreront l'anniversaire du 25 juillet, et attesteront que tu ne pleurais pas seule !

CHAPITRE XI.

NOUVELLE DOCTRINE DE GIOBERTI.

En recherchant les diverses causes qui contribuèrent à l'éducation politique de la Toscane, si nous nous sommes étendus sur les sociétés secrètes, c'est moins pour éclaircir un sujet peu connu, que pour détruire deux erreurs accréditées, dans toutes les histoires contemporaines : la première, c'est que la *Jeune Italie* depuis sa création, serait restée la seule société secrète en Italie, et que Mazzini serait, en quelque sorte, le roi mystérieux de ce pays; la seconde, c'est que les hommes qui trouvèrent bon, après l'avénement de Pie IX, de prendre le nom de modérés, les Balbo, les d'Azeglio, les Capponi, les Salvagnoli, les Mamiani, les Farini, les Lovatelli, les Gualterio, auraient travaillé à soustraire le libéralisme italien à la voie des violences, pour le faire entrer dans celle des protestations pacifiques et des réformes. Les faits ont démontré que la *Jeune Italie* avait été en Toscane, où se trouvait son principal centre de l'intérieur, une société secrète de courte durée, et que l'élément mazzinien était très loin d'y dominer ; d'autres associations venues après celle-là, la *légion italienne* de 1839, les associations de 1843 et de 1844, n'empruntèrent à la *Jeune Italie* ni son nom, ni tous ses principes. Mazzini lui-même avait consenti à effacer du drapeau de l'insurrection le mot de république, et à laisser le choix de la forme du gouvernement à la constituante nationale qui serait convo-

quée après la guerre. Les faits ont démontré que les sociétés secrètes indépendantes ont fait beaucoup plus pour l'éducation italienne, que les sociétés secrètes à formules sacramentelles et livrées à la direction des proscrits ; ils ont prouvé que les prétendus modérés, ou bien, comme Balbo et d'Azeglio, n'avaient pas encore marqué leur place dans la vie publique, ou bien avaient partagé les erreurs communes, comme Mamiani, Canuti, Lavatelli, Farini. La formule qui vint inaugurer avec tant de succès le nouveau mouvement, ne fut pas le triomphe d'une fraction du parti libéral sur une autre ; elle fut le résultat de la triste expérience que tout le libéralisme italien avait puisée dans ses propres revers, et aussi de l'intervention d'un nouveau principe philosophique, qui rendait possible l'alliance sincère de la liberté avec le sacerdoce catholique, et permettait de tenter une transaction avec les princes. Nous avons maintenant à faire connaître la portée de la révolution dans les idées, dont Gioberti fut le principal promoteur, sans quoi nous ne pourrions comprendre la révolution politique inaugurée depuis, au nom de Pie IX.

Gioberti fut forcé de quitter le Piémont, en 1833, accusé de nourrir des sentiments républicains. Après être resté quelques années en France, il se rendit à Bruxelles où il se fit professeur de philosophie, dans une institution privée. En 1838, il publiait son livre *del Soprannaturale*, qui lui acquit, en Italie, la réputation de philosophe indépendant et vigoureux. Dans la dédicace de ce livre à son ami Paglia, mort en exil, il appelait les princes italiens des tyrans domestiques, et Charles-Albert un homme cruel ; il démontrait, dans une note, que le progrès moderne tendait à substituer le principe électif au prin-

cipe héréditaire, pour la transmission de toutes les fonctions sociales, et qu'en cela consistait la vraie démocratie. Peu de temps après, par son *Introduction à l'étude de la philosophie*, il fondait, en Italie, une nouvelle école philosophique, ayant pour but de réconcilier la philosophie avec le catholicisme, au moyen de la méthode *ontologique*, différente de la méthode *psychologique* pratiquée par l'école catholique rosminienne. Quant à l'application de sa formule à la politique, il distinguait l'idéal de la société future, de la période de transition : son idéal, c'était le gouvernement de la société par *l'aristocratie naturelle, mise en état de fonctionner, et habilement organisée au moyen d'élections hiérarchiques, sous la suprême autorité du droit et de la justice;* il excluait ainsi le principe héréditaire de la vie normale des nations; théoriquement, il était donc républicain. Dans la période de transition, il admettait le principe monarchique, auquel il assignait encore quelques années d'existence, à la condition que les princes renonceraient au faste de leurs cours et à toutes les pratiques du despotisme, pour s'occuper sincèrement de l'éducation du peuple; il déclarait peu favorables au progrès, les méthodes négatives des écoles révolutionnaires; il enseignait que le progrès social s'opère, ou par de simples réformes, ou par un radical changement : par des réformes, dans les États où la souveraineté se trouvant régulièrement constituée, il s'agit seulement d'en modifier les effets accidentels et variables; par un changement radical dans ceux où l'un des pouvoirs ayant usurpé les droits des autres pouvoirs avec lesquels il partageait la souveraineté, il s'agit de reconquérir les droits souverains confisqués. Tout en condamnant la rébellion, il admettait la guerre du pouvoir souverain opprimé contre le pouvoir usurpateur; il admettait

l'expulsion du prince violateur de la constitution nationale.

Les Rosminiens se déchaînèrent contre la nouvelle philosophie, dont ils réfutèrent la partie ontologique; il s'engagea, à ce sujet, une très vive polémique entre eux et Gioberti, qui fut loin de rester muet. Les jésuites, alors les ennemis mortels des rosminiens, à cause d'un nouvel ordre religieux, *les frères de la charité*, fondé par Rosmini, et dont ils redoutaient la concurrence, prirent parti pour Gioberti; ils n'avaient pas assez de louanges pour sa profondeur, son éloquence, son érudition; et tandis que, dans des libelles pseudonymes, ils traitaient Rosmini d'hérétique, ils faisaient de Gioberti un saint père du XIXe siècle.

Les libéraux ne s'occupèrent, ni pour les approuver, ni pour les combattre, des théories politiques exposées dans l'*Introduction à l'étude de la philosophie*. Les gouvernements ne prirent aucun ombrage de ce nouveau philosophe; en 1842, Léopold II, sur la proposition du provéditeur Jules Boninsegni, l'aurait appelé comme professeur de philosophie à l'Université de Pise, si Charles-Albert, qui se souvenait de l'abbé républicain de 1833, ne s'y fût opposé.

Gioberti commença à faire du bruit dans le monde politique, par la publication de son livre intitulé : *De la prééminence* (*primato*) *morale et politique des Italiens*. Coïncidence étonnante! en cette année 1843, pendant que les Romagnols conspiraient pour renverser le gouvernement temporel du pape, deux voix retentissaient en Italie, la voix d'un poëte et celle d'un philosophe; l'une exaltant l'hérésie, l'autre la papauté, toutes deux l'Italie. Niccolini, dans son *Arnaud de Brescia*, conseillait aux Italiens de suivre, en religion, l'exemple des peuples protestants,

s'ils voulaient les suivre dans la voie de la civilisation. La civilisation, disait Gioberti, ne consiste pas dans les biens matériels dont les peuples sont si fiers; l'Italie a conservé le dépôt des principes absolus qui créent la vraie civilisation; et c'est là ce qui fait la prééminence morale de l'Italie, et cette prééminence morale redeviendra une prééminence sociale, dès que le clergé dégénéré, tournant les yeux vers l'idéal de son institution, reconnaîtra son présent abaissement, et s'élèvera à la hauteur des principes dont il est le gardien : il rappelait à Grégoire XVI, vassal de l'Autriche, la papauté guelfe, arbitre des destinées des empires; il rappelait aux moines ignorants, avares, paresseux, intolérants, le moine qui avait conservé et fait progresser les sciences, fondé les institutions charitables, défriché les campagnes, protégé les opprimés.

Gioberti appliquait à la régénération italienne l'ancien dualisme du moyen âge : l'esprit et l'épée, le prêtre et le soldat; il voulait le pape inspirateur et chef honorifique de la ligue italienne, et le roi de Piémont, promoteur et chef de la guerre de l'indépendance.

Ces idées firent un affreux scandale parmi les libéraux toscans. En Toscane, nous l'avons déjà dit, la littérature et la philosophie conservaient toutes vivantes les traditions de l'école antipapale ; le néo-catholicisme poétique de Manzoni, et le neo-guelfisme historique de César Balbo et de Charles Troja, n'y avaient pas trouvé de partisans; en Toscane, quand parut le *Primato*, la jeunesse était sous le charme de l'*Arnaud de Brescia*. Qu'on s'imagine, dans ces conditions, quel pouvait être l'accueil fait au panégyrique de la papauté. Niccolini signalait l'abbé Gioberti comme le précurseur d'un nouveau Torquemada ; Salvagnoli l'accablait d'épigrammes,

Giusti jetait le ridicule sur l'utopie de la papauté régénératrice, par sa parodie : *La papauté du prêtre Pero.*

Cependant, Gioberti poursuivait son œuvre. Tout d'abord, en écrivant le *Primato*, il n'avait pas eu en vue l'Italie libérale, l'Italie des Niccolini, des Salvagnoli, des Giusti, des Guerrazzi; l'Italie des avocats, des médecins, des hommes de lettres, des philosophes, des étudiants, en un mot, des hommes imbus plus ou moins de l'esprit moderne; mais l'Italie des séminaires, des couvents, des curés, des chanoines, des évêques, des archevêques, des monsignori, des cardinaux!..... l'Italie du moyen âge, l'Italie du pape. — C'est à tout ce monde clérical que s'adressaient ses paroles, et non à la société laïque, et il le faisait en homme qui veut se faire accepter, et conquérir l'autorité sur son auditoire. Il savait très bien que s'il avait commencé par adresser au pape une foudroyante attaque, à la manière du Dante, on se serait empressé de le confondre avec les philosophes des écoles condamnées à Rome et qui s'appuyaient sur Lamennais; et une fois l'excommunication encourue, il lui eût été désormais impossible d'agir sur l'esprit d'un seul membre du clergé. C'est pourquoi, avec un art merveilleux de tribun, il sut ménager ses attaques pour éviter tout scandale; il se sépara des traditions qui auraient pu le rendre suspect d'hétérodoxie; en revanche, il fut sans ménagement contre les jansénistes et les philosophes modernes. Il laissa les jésuites en repos, ne s'occupant d'eux, de loin en loin, que pour les montrer par quelque côté honorable; s'adressant à un clergé malade, il eut soin de lui dorer ses pilules. Aussi, les jésuistes qui déjà, en haine de Rosmini, s'étaient enrôlés sous le drapeau de Gioberti, ne furent-ils pas trop scandalisés de l'italianisme du *Primato*, bien que l'un des plus rusés d'entre eux, comme en fait

témoignage le père Curci, s'apercevant tout de suite du piége qui était au fond, définit le livre : — *Une maison de libéraux avec les armoiries du pape.* — Si la prééminence italienne, disaient les jésuites, doit être la prééminence des prêtres et des moines..... vive l'Italie! si le règne de la liberté doit être notre règne..... vive la liberté! Cependant, la parole du tribun catholique allait dans les cellules, dans les presbytères, dans les séminaires, gagnant les âmes enthousiastes à la cause de la rédemption italienne, et tant de bons prêtres qui avaient horreur de la liberté jacobine, parce qu'ils la croyaient ennemie de la religion, dès qu'ils entendaient un prêtre parler de religion et de liberté, de l'Italie et de la papauté, s'enflammaient de sentiments libéraux, et préparaient le clergé national qui mérita que Radetzky, dans un ordre du jour du 15 mars 1848, parlât de lui en ces termes : « Comme le clergé italien, à peu d'exceptions près, fait » cause commune avec nos ennemis les plus audacieux et » les plus redoutables, le général investi du haut com» mandement militaire, devra veiller, au moyen d'ordres » secrets adressés à tous les commandants des régiments, » à ce que les troupes, pour leur confession pascale, ne » s'adressent à aucun autre prêtre que leur aumônier » respectif, afin de les soustraire aux dangers d'être séduits » par leurs confesseurs. La même surveillance devra » avoir lieu sur les sermons de carême, qui se font à » cette occasion. Il vaut mieux que le soldat s'abstienne » d'aller au prêche, que d'entendre des paroles qui le » poussent à la trahison. (1) » Tel est le témoignage, non suspect, qui atteste la part active que prit le clergé à la dernière révolution; il prouve mieux que toutes les

(1) *Archives triennales des affaires d'Italie*, p. 464.

paroles, de quelle importance furent les conversions opérées, par le *Primato*, dans *l'Italie des prêtres* qui était, plus qu'on ne l'a cru, *l'Italie du peuple*.

Gioberti, fort de l'appui du clergé, put attaquer de front le pharisaïsme catholique ; si son audace devait lui attirer les colères des mauvais prêtres blessés au vif, il était sûr d'avoir pour lui la conscience des bons prêtres, près desquels il était déjà en grande réputation. Dans ces conditions, il publia, en 1845, les *Prolégomènes du Primato*, magnifique discours où il peint le jésuitisme de main de maître ; il montre ce génie remuant, factieux, envahisseur et tenace, qui tend à efféminer la mâle religion du Nazaréen. Usant de sa prudence accoutumée, et ne voulant pas tout dire en une fois, il s'abstint de censurer les funestes effets du gouvernement temporel du pape ; mais il lança un foudroyant anathème contre les juges vendus qui avaient condamné les frères Bandiera ; c'était, pour qui voulait l'entendre, une attaque contre les tribunaux extraordinaires qui exerçaient toutes sortes de vexations sur la Romagne, au nom du pape.

L'effet des *Prolegomeni* fut diamétralement opposé à celui qu'avait produit le *Primato* ; de la part des libéraux ce furent des applaudissements enthousiastes ; mais il souleva toutes les colères des rétrogrades. Les libéraux avaient d'abord repoussé le *Primato* comme une arme sortie de l'arsenal des jésuites ; dès qu'ils virent ce prêtre catholique sérieusement aux prises avec les bons pères, tout en restant dans les limites de la plus rigoureuse orthodoxie, ils comprirent toute la latitude que le catholicisme laissait à la liberté des opinions ; et ils commencèrent à se convaincre que c'était le jésuitisme, et non le catholicisme bien compris, qui était un obstacle à la régénération de l'Italie. Les jésuites et leur faction,

au contraire, jetaient les hauts cris, et dénonçaient, comme insensé et hérétique, ce même philosophe que jusqu'alors ils avaient proclamé la colonne de la sainte mère l'Église ; mais cette subite transition d'un si bruyant *hosanna* à leur *tolle, crucifige*, dévoilait si bien leur motif intéressé et leurs intrigues de coterie, que Grégoire XVI lui-même, non moins que la grande majorité du clergé, en fut soulevé de dégoût; aussi, eurent-ils beau se démener, ils ne purent réussir à faire mettre les *Prolégomènes* à l'index. En ce moment, le clergé italien se divisa en deux partis : le parti aristocratique, et comme on dirait, en France, le parti borne, avec les jésuites, le parti démocratique et voulant avancer, avec Gioberti; ce fut un fait immense que l'ébranlement de ce clergé jusqu'alors uni comme un seul homme, dans sa résistance au mouvement de l'idée libérale, et cette manifestation d'un sacerdoce des opprimés, en face du sacerdoce des oppresseurs, et ce progrès sans schisme dans l'Église italienne. Pour comprendre toute l'importance de cette révolution, il faut considérer qu'en Italie, depuis la ruine de toutes les autres institutions sociales, le peuple n'avait pas conservé d'autre synthèse que celle de l'Église. La parole du prêtre était la seule règle des multitudes, en qui le nom seul d'Itatie n'éveillait aucun souvenir de grandeur commune; c'était au point, que le sentiment national n'aurait pu pénétrer jusqu'au peuple, si le prêtre, au moins momentanément, ne s'était fait médiateur. Sans ce concours, nous aurions pu avoir des libertés apportées de l'étranger comme en 99, des coups de main libéraux comme en 1821 et en 1831, mais une révolution jaillissant des entrailles de la nation, comme celle de 1848, jamais!

CHAPITRE XII.

LE LIBÉRALISME CATHOLIQUE.

Tandis que, sous l'influence de la philosophie de Gioberti, les prêtres se convertissaient à l'idée libérale, les libéraux, de leur côté, se convertissaient à l'idée catholique. En Toscane, le libéralisme catholique fit surtout fortune dans l'Université de Pise.

Parmi les professeurs considérés comme libéraux, se faisaient remarquer Sylvestre Centofanti et François Puccinotti.

Sylvestre Centofanti enseignait l'*histoire de la philosophie*. Poëte et philosophe d'un mérite contesté, il avait révélé, comme professeur, d'éminentes et incontestables facultés oratoires. Les jours où il se trouvait en verve, il fanatisait son auditoire; chacune de ses leçons était un événement; on y voyait accourir en foule, non-seulement les étudiants, mais les professeurs, les étrangers et les habitants des villes voisines. Plus fait pour revêtir de couleurs brillantes et originales les idées d'autrui, que pour en créer de nouvelles, il avait, en philosophie, suivi toutes les fluctuations et les progrès du mouvement des idées en Italie : sensualiste quand prévalait la doctrine de Condillac; rationaliste quand vint le règne des rationalistes allemands et français; spiritualiste et catholique depuis Gioberti. La magnifique et splendide exposition du dogme catholique, faite par ce professeur éloquent et non suspect de bigoterie, produisait un effet immense, principalement sur la jeunesse.

François Puccinotti, dialecticien nerveux, élégant écrivain et chef d'une école médicale, se convertit aussi, du panthéisme qu'il professait ouvertement, à la doctrine catholique. Son cours de clinique ne lui donnait guère l'occasion de prêcher le catholicisme, à l'exemple de Centofanti; mais il se remit aux pratiques extérieures du culte, et il fonda une association médicale de bienfaisance ayant pour base la religion.

Professeur de droit à l'Université de Pise, moi aussi, à la fin de 1844, je me rapprochai de la philosophie catholique qui envahissait le libéralisme italien. L'histoire contemporaine devant tenir compte du mouvement de l'idée religieuse dans les cœurs, comme de faits psychologiques d'une haute importance, je ne crois pas superflu d'exposer par quel progrès moral, après avoir traversé le matérialisme qui a été l'erreur de ma première jeunesse, je suis parvenu à reconstruire en moi les dogmes essentiels du christianisme, qui restaient dans toute leur pureté, tout en s'alliant à mes convictions libérales.

J'avais à peine treize ans, quand j'arrivai à l'Université; quelques camarades, plus âgés que moi, me donnèrent à lire les *Ruines* de Volney, et le *Système de la nature*, attribué au baron d'Holbach, m'affirmant que, dans ces livres, étaient démasquées les impostures des prêtres. Il n'en fallait pas beaucoup pour effacer de l'esprit une religion qui n'avait pas de racines dans le cœur, et qui, ne possédant du christianisme que le nom, était en réalité toute païenne; une religion toute de pratiques extérieures, de génuflexions devant les images, d'humbles coups de chapeau aux prêtres, de chapelets, de messes, de vêpres, de chemin de la Croix, une religion qui pour nous, jeunes gens, s'identifiait avec tous les souvenirs de dégoût, d'oppression domestique, attachés à ce barbare

système d'éducation cléricale, qui règne si despotiquement dans nos écoles et dans les familles prétendues religieuses. Il suffisait d'une note de d'Holbach ou de Volney, pour nous persuader que nous ne serions vraiment des hommes que lorsque nous ne croirions plus ni à Dieu, ni à notre âme, ni au Christ, ni au diable, mais seulement à la raison et à la nature. Forcés de cacher à nos familles ces conversions secrètes, et de faire semblant de vénérer des choses qui désormais nous paraissaient des fables ridicules, je ne puis dire combien était funeste aux meilleures natures, une pareille dissimulation, imposée à l'âge qui a le plus besoin de sincérité, et pratiquée dans le sanctuaire domestique. En même temps que notre initiation à la philosophie se faisait dans des conditions si déplorables, nous nous élevions aux premières idées de la vie publique; et ce fut un bonheur, car la politique entretenant l'enthousiasme dans nos jeunes cœurs, les préservait des funestes effets de cette philosophie si vide et si désastreuse.

C'est pourquoi je ne m'aperçus point de la stérilité de cette doctrine qui abaissait l'idée au niveau de la sensation, et réduisait tout sentiment moral à l'intérêt, jusqu'à cette triste année 1831 où je vis la révolution italienne vaincue, les promesses de la France trahies, l'héroïque Pologne sacrifiée : alors, aux divins transports du premier enthousiasme inspiré par la liberté et la foi dans son triomphe, succédèrent les amers désenchantements et les graves réflexions, devant le spectacle des misères de l'humanité. Par bonheur, au commencement de 1832, je rencontrai les livres de l'école saint-simonienne qui n'était pas encore tombée dans les grossières puérilités théocratiques du père Enfantin. Cette doctrine qui nous réconciliait avec le nom de religion exclu des écoles

matérialistes, qui attribuait le déplorable état de la société moderne à l'absence de toute synthèse religieuse, qui, en divisant l'histoire des progrès humains en deux ordres de périodes, les périodes de critique et les périodes d'organisation, promettait une prochaine période organique, où s'accomplirait l'harmonie entre la matière et l'esprit, l'individualité et l'association, la liberté et l'autorité, la conservation et le progrès; une pareille doctrine m'arrachant à l'immonde bourbier du matérialisme, me transportait dans des sphères où l'on respirait un air plus pur; ayant dès lors l'assurance que je pouvais coopérer à la synthèse religieuse de l'avenir, je fis partie de la petite église saint-simonienne formée en 1832 dans l'Université de Pise; depuis, je suivis, avec quelques compagnons d'études, le mouvement des questions sociales. C'était du panthéisme allemand que dérivaient les nouveaux systèmes accrédités en France, sous le règne de Louis-Philippe, et propagés par la *Revue indépendante*, recueil périodique, à la fois républicain et socialiste. J'étais, en Toscane, peut-être le seul abonné à cette revue. Il y avait, au fond de ces doctrines, un idéal splendide, qui, par son côté poétique, ne me laissait rien à désirer. Cette substance unique qui se décompose en ce nombre infini de formes existantes, ce mélange d'humilité et d'orgueil qui saisit l'homme quand il se sent dieu avec le ver de terre, dieu avec le soleil resplendissant; l'humanité d'abord semblable à la brute, puis s'élevant à la pensée, et avec la pensée, fondant des villes, créant les arts, et de génération en génération, se perfectionnant elle-même et perfectionnant la planète qu'elle habite; l'effort de tous les êtres s'élevant vers l'idéal, par des transformations progressives; le moi divin se dégageant peu à peu du chaos éternel, quelles pensées plus dignes des intelli-

gences les plus poétiques! Mais, à mesure que j'étudiais, je voyais de graves objections s'élever contre le panthéisme. L'homme, me disais-je, est un être à la fois intelligent et actif; je ne puis donc admettre une philosophie qui n'est pas susceptible d'application; or, avec la doctrine panthéistique de l'identité, plus de distinction possible entre le bien et le mal moral, entre le libre arbitre et la nécessité; ainsi, nous voilà forcés de consacrer le fatalisme comme la grande loi des sociétés, à moins qu'effrayés des funestes conséquences de ce principe, nous n'admettions la nécessité de faire reposer toute la science sociale sur un mensonge, après nous être fait un devoir d'accepter la vérité quelle qu'elle fût. Et puis, qu'est-ce donc que le progrès, soit dans l'humanité, soit dans tout l'univers, sans une idée de perfection qui précède et détermine le mouvement? Comment avancer quand on n'a pas un but devant soi? et si nous mettons l'archétype de la perfection avant tout ce qui est imparfait, voilà le Dieu antérieur au monde, voilà la création. — Passant ensuite des considérations métaphysiques aux considérations morales, je ne voyais plus de motifs au sacrifice, toutes les fois qu'il fallait proposer pour unique fin de l'œuvre sociale, dans le présent, le bonheur des générations futures. On a beau répéter que l'homme est porté, par le mouvement même de sa nature, à se sacrifier au profit de ses semblables. Tant que dure la jeunesse, l'enivrante poésie de cet âge, la soif de la gloire, le besoin d'aimer, poussent aux généreuses entreprises; mais quand la vie apparaît dans sa réalité, et la gloire comme un fantôme insaisissable, quand nous voyons les hommes pour qui nous nous sacrifions, accepter, sans nous donner un peu d'amour en échange, le martyre de nos corps et de nos âmes, oh! alors, pour persévérer, sans un inté-

rêt immédiat, dans la pratique des vertus sociales, pour se vouer aux souffrances qu'exige le triomphe de la justice, les inclinations naturelles ne suffisent pas; il faut le sentiment du devoir. Pourquoi devrais-je souffrir, afin d'assurer le bonheur de ceux qui viendront après moi? — Serait-ce pour me consacrer à ce qui est le bien absolu ? — Alors, j'admets un bien absolu; je me reconnais moralement responsable de mes actions, devant l'être qui est le souverain bien; donc Dieu est distinct de moi; — Serait-ce dans un intérêt personnel bien entendu? Je suis le seul juge de mon intérêt, et personne ne me persuadera que quand une action me coûte un vrai sacrifice et que je ne puis en retirer une utilité effective, je ne dois pas moins la faire dans mon intérêt. — Que si je mets au nombre des calculs de l'intérêt, le désir de passer, aux yeux du monde, pour un homme désintéressé, je reconnais par là la prédominance, dans l'opinion publique, d'un idéal de vertu contraire à mes théories. — Puis, je me transportais dans cet avenir prophétisé par le panthéisme : — La science a arraché à la nature tous ses secrets; elle a trouvé des remèdes pour toutes les infirmités physiques; elle a su faire une juste distribution des richesses, qui assure à chacun le nécessaire et même le bien être. — Tout cela serait-ce encore le bonheur? — L'homme ne vit pas seulement de pain; toute âme cherche en vain, dans les choses de la terre, la satisfaction de ses désirs infinis; et plus la part faite aux nécessités de la vie matérielle laisse de place aux soins de la vie morale, plus est profond ce gémissement ineffable de l'esprit; je ne pouvais m'imaginer une société sans amour, ni l'amour sans les tourments qui l'accompagnent, tourments auxquels les progrès de l'intelligence ne porteront pas remède. — Ainsi ébranlé dans ma foi au panthéisme,

je me retrouvais sceptique, non pas de ce scepticisme qui nie et qui est moins un doute qu'une croyance négative, mais de ce scepticisme qui cherche la vérité, avec l'espérance de la retrouver. Les années passées dans cet état d'aspiration vers la vérité furent les plus poétiques de ma vie; et, bien que les charges de l'enseignement et du barreau qui absorbaient presque tout mon temps, ne me permissent pas de composer des vers, la poésie débordait de mon cœur ; elle s'épandait en invocations à la foi robuste des premiers chrétiens; elle éclatait en reproches contre cette philosophie qui m'avait promis la lumière et me laissait dans les ténèbres; elle s'élevait à la contemplation de l'univers, lui demandant de nouveau l'explication de la grande énigme de la vie; et si l'esprit n'affirmait pas encore le Dieu des chrétiens, il ne pouvait plus le nier, il avait recouvré ce sens intime qui, développé, devient religion : le sens du mystère.

Pendant l'hiver de 1843, je fis la connaissance de Charles Eynard, protestant génevois, de la communion évangélique, neveu du célèbre philhellène Eynard, auteur lui-même de biographies estimées, homme d'esprit et de cœur, charitable, amant passionné de l'Italie, et, sans pédanterie ni intolérance, propagateur infatigable du christianisme. M'étant lié intimement avec lui, je lui révélai mon état moral. Il me conseillait la prière, et il m'envoya une lettre renfermant quelques versets de l'Évangile; quelques mois se passèrent sans que je fisse aucun cas de ces conseils. Après les désastres politiques de cette année, m'étant un jour rendu à Livourne, pour mettre en sûreté chez un ami, l'un des fugitifs de la Romagne, j''appris inopinément de sa bouche la mort d'Alexandre Cipriani. Ce fut pour moi comme un coup de foudre; la perte d'un de mes amis les plus chers,

l'idée qu'il devait être mort de douleur à la suite de nos désastres publics, le pressentiment de tant d'autres malheurs qu'allait entraîner cette catastrophe, c'en était trop, dans l'état d'abattement moral où j'étais plongé, depuis l'effort impuissant de ma patrie; je me sentis saisi d'un si profond dégoût de la vie, que, n'ayant plus la force de vouloir et d'agir, je pris la résolution d'aller le long de la mer et de m'y précipiter. En cheminant, je me souvins du conseil d'Eynard, et j'essayai de prier. Je priai le Dieu possible, puisque, dans mon scepticisme, je ne pouvais en affirmer l'existence; mais, dans cette élévation de l'âme, je trouvai la force qui m'avait manqué; et dès ce moment, la prière devint une des habitudes de ma vie. — Redevenu chrétien par le cœur, sinon encore par la doctrine, je repris la lecture de l'Évangile. — Au milieu de quelques obscurités du Nouveau-Testament, je vis deux choses briller dans tout l'éclat de l'évidence :

1° La sublimité de son enseignement moral;

2° La conscience d'une mission rédemptrice, que le Christ portait en lui et qu'il affirmait.

Je ne pouvais nier le Christ rédempteur, sans considérer l'homme qui prenait ce titre, ou comme un fou ou comme un imposteur. Mais comment concilier la démence et l'imposture avec la sagesse et la sainteté de cette morale sublime ! Cette impossibilité de séparer le Christ fondateur de la morale, du Christ s'affirmant le sauveur du monde, me ramenait à l'étude du dogme de la rédemption ; avec ce dogme de la rédemption venait celui de la création et de la chute, puis enfin tout l'ensemble de la philosophie chrétienne. Je n'avais pas de répugnance à admettre un mystère consolateur, après n'avoir trouvé, en dehors du christianisme, que mystères vides et désolants. — La philosophie de Gioberti, quel-

ques ouvrages de l'école théologique orthodoxe de l'Allemagne, et les Saints Pères, me furent d'un grand secours pour l'éclaircissement des difficultés que présentait à ma raison le système du catholicisme; je ne pus me résoudre à l'accepter, avant d'être persuadé qu'il n'offensait ni les droits de la raison, ni la liberté de conscience, et qu'on pouvait être catholique, tout en niant l'infaillibilité du pape, l'*autorité cléricale*, et cette inévitable et tracassière intervention des prêtres affectant de s'imposer partout et sur tout; catholique enfin comme Dante, comme Savonarole, comme Pascal, comme le furent tant d'autres grands esprits ou grands citoyens.

Eynard avait établi entre les membres de la communion évangélique de Pise, des réunions pour la prière, à l'exemple de celles que Guicciardini tenait à Florence. Dans le mois d'avril 1844, il provoqua, à Florence, une réunion générale des *Evangélistes* des deux villes, afin de rechercher ce qu'il y aurait d'utile à faire pour ranimer le sentiment religieux en Toscane. L'abbé Lambruschini assistait à cette réunion; nous y traitâmes la question de savoir si nous devions nous constituer en communion évangélique toscane. Lambruschini fit repousser ce parti qui, suivant lui, nous aurait mis dans l'impossibilité de combattre utilement le pharisaïsme romain. A nos réunions de Pise qui, tous les dimanches, avaient lieu chez moi, assistaient quelques prêtres catholiques, animés à la fois de sentiments libéraux et chrétiens; nous lisions un chapitre de l'Ancien Testament et un chapitre du Nouveau; puis nous écoutions, à genoux, la prière qu'un des prêtres disait à haute voix.

La présence de Louis Doubet contribuait à activer le mouvement libéral catholique; secrétaire du cercle catholique de Paris, il était venu en Toscane, dans l'hiver

de 1844, pour y rétablir sa santé. Doubet, élevé dans les idées de l'Église gallicane, réunissait deux qualités qui se trouvent rarement ensemble en Italie, une piété édifiante dans l'observance des pratiques de l'Église, et en même temps, le plus grand libéralisme quant à la part qu'il convient de faire à la religion dans l'économie de la société moderne. Sa grande piété ne l'empêchait pas de défendre avec ardeur la liberté de conscience, et dans la conversation qu'il avait avec nos prêtres, cet homme, si plein de foi, revendiquait pour les autres *le droit de ne pas croire*. Ayant vu de près cette vie latente de l'Italie, il eut le désir de la faire connaître en France, et il songeait à fonder à Paris une revue politico-religieuse consacrée aux affaires italiennes; bien que les événements ne lui aient point permis de réaliser son projet, nous lui en conservons un reconnaissant souvenir.

En Italie, le libéralisme catholique fut un simple mouvement d'opinions philosophiques; ceux qui le professaient ne songèrent point à faire des conventicules politiques, comme les néo-catholiques français. L'idée catholique ne se confondait pas avec la question guelfe, bien qu'elle s'y trouvât mêlée quelquefois.

Cependant, malgré ces différences, on affecta de considérer ce mouvement comme une œuvre de sectaires ; dès qu'un libéral se montrait à genoux dans une église, on tirait sur lui sans miséricorde. Avant l'apparition des *Prolégomènes*, on mettait en un seul faisceau, guelfes, catholiques et jésuites; c'était, pour les plus vieilles amitiés, une pierre d'achoppement, car la passion, comme il arrive toujours dans le choc des croyances, présidait aux jugements bien plus que les conseils de la raison. Jean-Baptiste Niccolini, intimement lié avec Gino Capponi, depuis des années, se refroidit envers lui, dès qu'il sut

qu'il avait recommencé à se confesser. Giusti chansonnait les bonnes gens composant ces réunions chrétiennes, qu'il appelait le menu fretin de l'athéisme. Mayer provoquait une souscription pour frapper une médaille en l'honneur de Gabriel Rossetti, dont il répandait clandestinement les écrits hostiles à la papauté, afin de paralyser l'influence des œuvres de Gioberti. Mais cette opposition ne servait qu'à accroître l'importance de la nouvelle école libérale, et le clergé s'y sentait attiré plus que jamais. Il faut avoir assisté à ces réunions où, du vivant même de Grégoire XVI, les prêtres disciples de Gioberti, mêlant aux nôtres leurs ardentes prières, demandaient à Dieu la rédemption de l'Italie, pour comprendre combien était sincère et profonde la foi qui, dans le mouvement qui eut lieu plus tard, unit le sentiment religieux et l'amour de la patrie. Oh! combien furent injustes les patriotes qui, ne tenant aucun compte de la transformation spiritualiste opérée dans le libéralisme italien, avant Pie IX, affectaient de signaler l'accueil enthousiaste fait à ce pape, comme une comédie jouée par nous, aux yeux de l'Europe.

CHAPITRE XIII.

ORIGINES DU MOUVEMENT RÉFORMISTE.

Depuis quelque temps, les plus sages, parmi ceux-là mêmes qui s'agitaient dans les entreprises violentes, avaient compris que c'était une duperie de s'obstiner à vouloir tout ou rien; dans l'impossibilité d'obtenir tout de suite les libertés républicaines ou même les libertés constitutionnelles, n'était-il pas d'une habile politique de faire bon visage à toutes les réformes concédées par les gouvernements, la moins importante valant mieux que rien, et une concession menant à une autre? Gioberti, non content de mettre le clergé en communication avec la partie libérale de la société, rendit à la cause du progrès un autre service signalé, en proposant un programme politique immédiatement réalisable, sans l'emploi de la violence : ce programme consistait en un certain nombre de réformes à opérer dans chaque État italien, après quoi une ligue serait organisée entre tous les États réformés. L'idée libérale italienne, étant ainsi posée sur le terrain de la réforme pacifique, un vaste champ s'ouvrait à la libre discussion; les libéraux de l'intérieur pouvaient donc y prendre part, sans se rendre coupables du crime de lèse-majesté. César Balbo fut le premier, entre les libéraux de l'intérieur, qui, après Gioberti, publia un livre politique sur les affaires d'Italie.

On aurait tort de considérer Balbo comme un chef d'école, puisque en réalité le livre des *Espérances de*

l'Italie, qu'il publia en 1844, ne renfermait aucun programme. Il fait un exposé historique de l'idée d'indépendance; il pose, comme principe fondamental, que l'Italie ne pourra être régulièrement constituée, tant qu'elle ne sera pas affranchie de la domination de l'Autriche; il recherche de quelle éventualité pourrait sortir l'indépendance italienne, et il n'en voit pas d'autre que la pente qui entraîne l'Autriche vers l'Orient, sur les ruines de l'empire ottoman. En attendant, que devaient faire les Italiens? Pratiquer la vertu, et la jeunesse lombarde apprendre le métier des armes, dans l'armée autrichienne. Assurément, ce n'était pas là un programme politique.

Il faut éviter également d'associer Balbo à Gioberti; car, sans compter les différences de principes, l'auteur des *Espérances*, bien loin de favoriser le programme de Gioberti, lui aurait plutôt créé des entraves. — Gioberti était au fond démocrate, bien qu'il exaltât la monarchie, telle que l'avait faite la civilisation, sur les ruines de la société barbare et féodale. Pour Balbo, la monarchie héréditaire représentative était le *nec plus ultra* des conquêtes politiques. Gioberti voulait que les réformes et la ligue des États italiens précédassent toute tentative pour la cause de l'indépendance; Balbo, à force de dire que l'indépendance était le *porro unum*, et que les moyens dirigés vers ce but ne devaient pas se compliquer d'œuvres étrangères, faisait naître ce préjugé que quiconque parlait de réformes et de ligue italienne, créait des obstacles à la conquête de l'indépendance. Ce préjugé, nous ne le verrons que trop, devint, entre les mains des partisans du *statu quo*, une arme fatale à l'indépendance elle-même. Il y avait d'ailleurs, dans le livre des *Espérances*, des contradictions qui n'échappaient

à personne. La cause de l'indépendance, y lisait-on, devait être l'objet d'une entreprise nationale qu'aucune autre entreprise ne devait compliquer; et puis, l'indépendance devait résulter du mouvement de l'Autriche vers l'Orient, ce qui, un jour, la mettrait dans la nécessité d'abandonner spontanément la Lombardie vénitienne; n'était-ce pas dire que l'œuvre de l'indépendance ne pouvait être, pour les Italiens, le but d'une entreprise nationale, concertée et combinée? Il montrait la domination étrangère comme la cause unique de tous nos maux; mais les princes d'Italie, disait-il ensuite, étaient indépendants dans leurs États respectifs, et ils étaient les maîtres de suivre la politique autrichienne ou la politique libérale; ainsi les Piémontais étaient esclaves, non point parce que l'Autriche occupait la Lombardie, mais parce que Charles-Albert ne voulait pas qu'ils fussent libres; enfin, après avoir insisté pour qu'on s'abstînt de provoquer des réformes libérales à l'intérieur, dans la crainte de compliquer l'œuvre de l'indépendance, le livre ajoutait que, si un prince italien eût accordé la constitution, il eût très bien fait, et que c'eût été là un événement très favorable à l'émancipation nationale, bien qu'entièrement indépendant de la ruine de l'empire ottoman et du mouvement de l'Autriche vers l'Orient. Somme toute, les *Espérances* étaient le livre d'un docte et éminent esprit, d'un cœur plein de dévouement à l'Italie et d'un très galant homme, mais non d'un homme d'État, et Henri Mayer n'avait pas tort d'appeler ce livre les *Espérances d'un désespéré.*

Malgré tout, cette publication arriva fort à propos, et fit beaucoup de bien, par des causes étrangères au mérite intrinsèque du livre.

Et d'abord, c'était une bonne fortune, qu'après un

prêtre illustre, on vit intervenir dans la discussion des intérêts de l'Italie, un comte piémontais, un père de famille, considérable par son âge, par sa science, par ses sentiments chrétiens. En s'emparant de ces questions, Balbo contribuait puissamment à détruire le déplorable préjugé qui faisait considérer les idées nationales comme les fantaisies de têtes creuses, comme les châteaux en l'air d'individus n'ayant rien à perdre; c'était déjà un immense service rendu à notre cause. Et puis, bien que le livre eût été imprimé à Paris, l'auteur demeurant à Turin, personne ne pouvait croire que Charles-Albert fût entièrement étranger à cette publication; quelques-uns allaient jusqu'à dire que c'était par son ordre que le livre avait été écrit; d'autres, que le roi avait revu et corrigé le manuscrit; d'autres enfin, que Balbo dînait très souvent à la cour. Au milieu de tous ces bruits, ce qu'il y avait de certain, c'est que, si Charles-Albert n'eût pas approuvé les *Espérances*, il eût trouvé moyen de faire connaître son mécontentement. Ici, le silence était un assentiment, et l'assentiment une complicité. Or, la prétendue conversion d'un roi à qui l'on attribuait alors plus de puissance qu'il n'en avait réellement, gagnait un grand nombre de nouveaux adhérents à la cause nationale, mettait en émoi le monde diplomatique, et réveillait le souvenir des commencements libéraux de la jeunesse du prince de Carignan. Metternich et les princes d'Italie se disaient à voix basse que l'ex-carbonaro était repris de ses velléités d'indépendance italienne; et ce trouble entre les protecteurs, tournait à l'avantage des peuples protégés.

On sentit le besoin de publier en italien, à Paris, un journal réformiste qui pût circuler librement, sinon dans toute l'Italie, au moins dans quelques provinces. Pour

répondre à ce vœu, Marino Falconi offrit ses services. C'était un avocat romain qui partit d'Italie dans l'hiver de 1845, n'emportant avec lui d'autre ressource que sa bonne volonté; il parvint, sans capitaux et sans collaborateurs, à fonder une *Gazette italienne*, paraissant à Paris trois fois par semaine; il pourvut aux dépenses des premiers numéros avec le peu d'argent que lui procurèrent des abonnements anticipés. La *Gazette*, à l'origine, n'était pas grand chose, et même, à dire vrai, elle était sans valeur; mais elle pouvait acquérir une grande importance par le concours qui lui arriverait d'Italie; bientôt, en effet, elle fut sensiblement améliorée par la coopération de la princesse Belgioioso, de Massari et de Leopardi qui acceptèrent le programme de Gioberti, et firent de la *Gazette* le drapeau de la réforme.

La réforme, dans le sens où l'avaient entendue Napoléon et la Sainte-Alliance, c'est-à-dire comme une satisfaction donnée aux besoins de l'ordre matériel, dans le but d'étouffer des exigences plus généreuses, aurait été un désastre public; et nous n'aurions pas dû hésiter à la combattre. Mais il ne pouvait venir à l'idée de personne qu'en réclamant des réformes, nous entendions renoncer à notre foi politique et à nos vœux pour la liberté et l'indépendance de l'Italie. La réforme était pour nous le premier pas dans le progrès, par la seule voie qui nous fût ouverte, puisque nous étions décidés à ne plus sacrifier inutilement nos faibles forces, dans d'impuissantes tentatives de révolutions violentes. Ce premier pas, d'ailleurs, devait conduire à l'indépendance et à la liberté.

Mais cette grande question était appréciée de façons bien diverses par ceux des proscrits qui s'appelaient les *radicaux*, les *révolutionnaires*, les *hommes d'action*. Maz-

zini, dans ses *Souvenirs aux frères Bandiera*, appelait une peste la réforme prêchée par Gioberti; Riccardi, dans ses *Encouragements à l'Italie*, la mettait plus bas que terre. Nous, qui étions sur les lieux, nous demandions comment les Italiens, qui ne jouissaient d'aucune liberté, pourraient obtenir la réforme; et nous sommions ceux qui se disaient maîtres en fait d'action, de nous indiquer la route à suivre, pour atteindre le but commun. Mazzini, dans ses *Souvenirs*, disait que pour délivrer l'Italie il suffirait d'une poignée de patriotes résolus, promenant à travers les populations le drapeau tricolore où brillerait la devise : *Dieu et le peuple*. Ricciardi voulait une conspiration de républicains-unitaires, ne croyant ni au pape, ni au Christ, enveloppant l'Italie tout entière comme dans un réseau, afin que l'incendie révolutionnaire pût éclater, au même instant, sur tous les points de la péninsule. L'avis de Mazzini ne comportait pas la discussion. S'il avait deviné qu'il ne manquait au peuple italien, pour se lever *comme un seul homme*, qu'une poignée de braves, il ne tenait qu'à lui de tenter une entreprise si facile, et il devait s'empresser de prouver, par les faits, la vérité de sa découverte. Le projet de Ricciardi supposait, avant tout, que les Italiens étaient d'accord sur son *credo* républicain-unitaire et antichrétien; et, comme nous étions bien loin de cet accord moral, il en résultait que l'idée de la révolution politique devait être indéfiniment ajournée, et que tous nos efforts devaient se borner à la préparer, au moyen d'une secte d'illuminés. Ainsi se voyait ce singulier phénomène, que les révolutionnaires de l'extérieur, à force d'impatientes rêveries, avaient perdu le sens de la révolution dans leur pays, pendant que les *réformistes* lui donnaient une formule et un drapeau. — Les espions de l'Autriche, plus

avisés, sentirent l'importance de la nouvelle méthode. Tandis que, dans leurs nombreux rapports, aujourd'hui devenus publics, ils tournaient en dérision Mazzini et Ricciardi, et les armées imaginaires des conspirateurs, ils parlaient dans les termes qu'on va lire, du mouvement dont Gioberti avait été le principal promoteur : » Les révolutionnaires (écrivait De Meuz à Metternich, » avant l'exaltation de Pie IX) tournent maintenant leurs » menées du côté du clergé, qui a une immense autorité » sur le peuple italien. On ne peut nier que ce système » soit le plus redoutable de tous ceux que la propagande » révolutionnaire a pratiqués jusqu'à ce jour; et si elle » parvient à gagner du terrain dans cette voie, les évé» nements les plus graves peuvent menacer le repos de » l'Italie (1). » Que l'on juge, par cette parole, où était vraiment le drapeau de la révolution.

La réforme, devenue un levier révolutionnaire, avait, sur le système des *constitutionnels* et sur celui des *républicains*, cet avantage, que tout en évitant de poser, de prime abord, les questions de forme politique, et paraissant borner son ambition à l'établissement des institutions libérales, compatibles avec l'absolutisme, elle n'excluait pas pour cela les exigences plus radicales, dans l'avenir; ainsi pouvaient combattre sous la même bannière, sans se rendre coupables d'apostasie, ceux qui prétendaient s'en tenir à l'absolutisme réformé, et ceux qui voulaient arriver aux réformes politiques, et enfin aux réformes sociales. — La meilleure des formules politiques est précisément celle qui assure le plus grand concours de volontés pour l'œuvre du présent, sans préjudice de l'avenir.

(1) Gualterio, t. I, *Documents*, p. 545.

La réforme trouva, en Italie, cet accueil sympathique qui ne manque jamais à une idée venant à propos, pour donner satisfaction à un besoin universellement senti. Mais avant de suivre le nouveau système en Toscane, voyons comment il fut accueilli dans les autres États italiens, c'est-à-dire dans la Romagne, dans le Piémont et à Naples.

CHAPITRE XIV.

LA RÉFORME DANS LA ROMAGNE.

Le gouvernement des prêtres, chaque jour plus cruel, en était venu à des rigueurs si intolérables, que les hommes les plus modérés se sentaient poussés à de nouveaux projets de violence. Au printemps de 1845, quelques délégués de la Romagne s'étant rendus à Paris, se mirent en rapport avec Philippe Canuti qui leur confia l'écrit qu'on va lire :

« Conseils à nos compatriotes :

» En réponse aux demandes qui nous ont été adressées » par quelques-uns de nos amis, nous croyons devoir » donner les conseils suivants, conseils subordonnés, » bien entendu, à l'hypothèse que quelques villes de » l'Italie centrale sont réellement en état de s'insurger et » d'abattre le gouvernement actuel; sans quoi, nous » n'aurions pas le courage de pousser, même indirecte- » ment, nos compatriotes à des tentatives faciles à répri- » mer, et ne pouvant avoir d'autres résultats que le » sacrifice d'hommes généreux. Ce point admis que la » révolution peut s'accomplir dans plusieurs villes de » notre pays, il sera nécessaire, avant tout, de l'étendre » le plus possible dans l'Italie méridionale ; l'interven- » tion de l'Autriche y sera très difficile, d'abord parce que » ses forces sont, en ce moment, peu nombreuses en » Italie ; en second lieu, parce que des corps de patriotes » qui se jetteraient dans les Apennins, pouvant inquiéter

» les derrières de l'ennemi, celui-ci n'oserait s'avancer » dans les Marches, avec des troupes insuffisantes; » enfin, parce qu'il faut espérer que la France et l'Angle- » terre ne permettront pas aux impériaux de s'avancer » jusqu'à Rome et à Naples. Il faudra s'emparer des places » d'Ancône et de Civita-Vecchia, et les fortifier immé- » diatement pour être prêt à s'y défendre; on devra sur- » tout faire tous les efforts possibles pour entrer à Rome » et y établir le siége du nouveau gouvernement. *La » chute de Rome serait un fait d'une grande importance, » non-seulement pour l'Italie, mais pour toute l'Europe.* » On devra engager les autres États italiens à s'associer » au mouvement, car il ne faut jamais perdre de vue que » le but définitif de la révolution doit être national. Si » la révolution s'étendait aux autres parties de la pénin- » sule, le programme serait alors ouvertement celui de » la régénération et de l'indépendance de l'Italie. Mais, » si, par malheur, le mouvement demeurait circonscrit » dans les États pontificaux, en ce cas, plutôt que de tout » perdre, il serait prudent d'établir un gouvernement » avec le pape, mais un gouvernement séculier, libéral, » représentatif; s'appuyant sur le *memorandum* bien » connu, qui fut présenté à la cour de Rome, au mois de » mai 1831, par les représentants des puissances euro- » péennes, on revendiquerait les réformes politiques et » administratives que les populations ont en vain deman- » dées tant de fois Voici les principales de ces réformes :

» 1° La sécularisation des fonctions administratives et » judiciaires;

» 2° La convocation d'une assemblée législative à » Rome;

» 3° L'institution de conseils provinciaux et commu- » naux, ayant pour base l'élection populaire;

» 4° La rédaction d'un nouveau code;
» 5° L'abolition de tout tribunal exceptionnel et privi-
» légié;
» 6° La liberté de la presse;
» 7° La garde nationale;
» 8° L'exclusion de l'armée de tout corps étranger.
» Toutes ces réformes devront être rigoureusement » exigées; et qu'on se garde de se laisser désarmer et » arracher des concessions par les séduisantes promesses » de la cour de Rome ou de la diplomatie. En même » temps, il faudra se défendre, non-seulement contre les » attaques ouvertes, mais surtout contre les intrigues » souterraines de nos ennemis, s'attacher plutôt à la » substance des choses qu'à leur apparence ; ce serait un » avantage inappréciable qui préparerait le succès futur » de la cause italienne, que d'avoir ainsi un lieu où la » libre discussion serait permise, où les citoyens reste- » raient armés, en un mot, où l'on jouirait d'un com- » mencement d'institutions représentatives. »

Philippe Canuti, avocat de Bologne, était proscrit depuis l'année 1831. Il avait, plus que tout autre, contribué à préparer la révolution qui, cette année-là, avait éclaté dans l'Italie centrale, et à lui donner le caractère de révolution nationale. Sa rare droiture, son esprit conciliant, sa prudence, jointe à une grande activité, lui avaient mérité une juste considération dans son pays et à l'étranger; il passait pour l'un des partisans des doctrines de Térence Mamiani. Le document que nous venons de citer, est une nouvelle preuve des illusions que se font les historiens du parti modéré, quand ils prétendent attribuer toutes les tentatives violentes qui précédèrent l'avénement de Pie IX, à la puissance fabuleuse de leur éternel vampire — Mazzini. — Voilà, certes, une vraie

révolution, avec tout ce qui en fait le cortége inévitable : des forteresses prises d'assaut, des bandes d'insurgés jetées dans les Apennins, le siége mis devant Rome, la papauté temporelle supprimée, toutes les provinces d'Italie soulevées..... et cette révolution était l'œuvre des amis de Térence Mamiani ! Pour moi, j'affirme que Philippe Canuti entendait mieux la révolution que Mazzini, et la réforme mieux que beaucoup de réformistes venus depuis. Suivant lui, la révolution nationale ne devait être tentée que lorsqu'elle posséderait des forces suffisantes, circonstances dont les proscrits ne pouvaient être juges ; mais, dans le cas où le mouvement se bornerait aux États du pape, il voulait qu'on évitât de le compliquer des questions de nationalité, la prudence faisant une loi de se renfermer dans les termes du *memorandum* de 1831.

Le *memorandum* de mai 1831 était certainement insuffisant pour achever l'œuvre de transformation, dans les États de l'Église ; car il est impossible que le pape gouverne avec des laïques, et qu'une assemblée de laïques fonctionne, à Rome, à côté du collége des cardinaux, sans qu'il en résulte d'inévitables conflits, devant amener ou le rétablissement du régime purement sacerdotal, ou une révolution radicale. Mais, en acceptant ce *memorandum* comme le programme du mouvement, on enlevait au clergé tout prétexte de soulever l'Europe pour une croisade religieuse ; on s'assurait, au contraire, l'appui des grandes puissances, qui engageraient le clergé à en favoriser l'exécution ; on donnait le temps à la révolution d'accroître ses forces matérielles et morales, au lieu de se faire écraser tout de suite par l'armée autrichienne. Il ne s'agissait pas de renoncer aux principes, mais seulement de ne pas confondre la tactique de parti

avec la foi politique ; lorsque Canuti proposa son système de réforme, il se garda bien de le faire autrement que comme un stratagème dans le but d'obtenir *un lieu unique, où la libre discussion serait permise, où les citoyens resteraient armés, où, en somme, existerait le principe du régime représentatif.*

Ces conseils furent approuvés ; les chefs du mouvement, tout bien pesé, comprirent qu'en ce moment une révolution nationale était sans aucune chance de succès, et ils se résolurent à engager la lutte, sous la modeste apparence de réclamer, pour les États de l'Église, l'accomplissement du *memorandum* de 1831. Louis-Charles Farini, qui se trouvait alors en Toscane, fut chargé de rédiger, au point de vue des indications de Canuti, un manifeste aux princes et aux peuples de l'Europe, qui serait le programme des agitateurs. Farini me communiqua son ébauche, me priant d'y faire les corrections que je croirais utiles. Je voulais qu'on y inscrivît les vœux populaires; tant de modération et de réserve n'allait pas non plus à son caractère; mais « chaque siècle, disait-il, a son génie propre ; or, le génie positif et calculateur du nôtre, exige des moyens révolutionnaires qui lui correspondent ; les révolutions tentées dans le passé ont échoué, pour s'être trop confiées à l'inspiration poétique ; celle-ci, avec quelques promesses d'améliorations matérielles évidentes, comme *deux et deux font quatre*, ne peut manquer de réussir. » Du reste, il m'assurait que les villes des Légations étaient très bien disposées, la garnison d'Ancône gagnée à la cause, et que l'adhésion de Mamiani était un gage certain de la solidité de l'entreprise.

Je ne m'arrête pas à raconter comment Pierre Renzi, en septembre 1845, souleva, avec le manifeste de Farini, la ville de Rimini qui fit bonne contenance pendant deux

jours; comment Pierre Beltrami de Bagnacavallo fut le seul des nombreux adhérents annoncés, qui répondit à l'appel, en organisant à ses frais une bande de volontaires; les insurgés, battus et poursuivis, se réfugièrent sur le territoire toscan.

Il existait, entre les deux États limitrophes, un traité d'extradition, en vertu duquel tout accusé de rébellion réfugié en Toscane, devait être rendu à son gouvernement si celui-ci le réclamait. L'application que le gouvernement clérical faisait de ce traité, dans sa rage de tyrannie, soulevait la conscience publique, car on savait très bien que livrer au pape un libéral menacé de ses rigueurs, c'était le vouer à une mort certaine. Le gouvernement lui-même s'exécutait de mauvaise grâce, soit à cause de ses vieilles antipathies contre la cour de Rome, soit à cause de ses projets d'agrandissement de territoire, qui lui faisaient préférer la sympathie des populations de la Romagne à l'amitié de leurs gouvernants. L'année précédente, une vive contestation s'était élevée à propos d'un certain réfugié Maccolini; le nonce avait remué ciel et terre pour obtenir qu'on le lui livrât; mais il n'avait pu vaincre les résistances du gouvernement qui appuyait son refus sur un éloquent écrit de l'avocat Vincent Salvagnoli, approuvé par quelques-uns de ses illustres collègues. Il y était démontré que la cour de Rome, en administrant la justice à la façon des peuples barbares, avait perdu le droit d'exiger l'exécution de traités, n'ayant de valeur qu'à la condition d'un respect réciproque pour les lois universelles du monde civilisé.

Cette fois, ce n'était plus d'un rebelle isolé qu'il s'agissait, mais bien d'une insurrection armée. Le gouvernement du grand-duc se trouvait dans un cruel embarras, sûr qu'il était d'encourir un blâme sévère, quelque parti

qu'il adoptât : accusé de libéralisme et de complicité avec les rebelles s'il refusait de les livrer, accusé d'inhumanité et de complicité avec les bourreaux s'il rendait les réfugiés.

La mort frappa, à ce moment, Neri Corsini, premier secrétaire d'État qui, par l'éclat de sa famille, la courtoisie de ses manières, les ressources de son esprit et les importantes fonctions diplomatiques qu'il avait dignement remplies, avait joui, dans le temps, d'une certaine renommée; une fois entré dans les conseils du gouvernement, il avait montré une nullité toute patricienne et bien propre à satisfaire les partisans les plus dévoués de la politique endormante; à tel point que, dans les dernières années, on aurait cru voir, à la tête du gouvernement, le dieu du sommeil en personne. Pendant l'interrègne ministériel qui suivit, le rôle important, dans le conseil, appartenait à François Cempini; on peut dire que le sort des réfugiés était entre ses mains, parce que le grand-duc, dans les questions juridiques telles que celle de l'extradition, s'en remettait à lui comme au plus habile légiste. Nous devons ici faire connaître, en quelques mots, le ministre Cempini, qui aura une large part dans le triomphe de la réforme en Toscane.

Il descendait d'une famille de paysans, et sa rusticité native, mal déguisée sous l'habit brodé du ministre, lui donnait une sorte d'air antique, une façon de Cincinnatus qui plaisait fort aux républicains. Il avait été, dans sa jeunesse, janséniste et jacobin, c'est-à-dire ennemi du gouvernement des prêtres et du gouvernement des princes. Élevé aux premiers honneurs, il devint partisan de l'absolutisme, par amour pour le prince absolu qui lui donnait sa confiance; très tendre de cœur, malgré sa rudesse apparente, il pleurait de joie en parlant des té-

moignages d'estime et d'affection qu'il recevait d'en haut. Il était trop bon pour s'associer à une politique tyrannique, et trop simple pour s'engager dans le mystérieux et infernal système de la politique énervante. Il ne se mêlait en rien de politique générale ; enseveli sous des monceaux de paperasses, il se remplissait la tête de toutes les minuties de son ministère des finances, se faisant gloire de ne jamais jeter les yeux sur un journal, et prenant en pitié ceux qui les lisaient ; les agitations des peuples libres, les luttes parlementaires, les crises ministérielles de la France et de l'Angleterre, il appelait tout cela des niaiseries. Malgré tout, trois liens le rattachaient encore, à son insu, au libéralisme : la haine du clergé, ses habitudes de jurisconsulte et l'amour des lettres. Fidèle aux principes de jansénisme qu'il avait professés dans sa jeunesse, croyant à l'indépendance du temporel à l'égard du spirituel, comme à un évangile, il ne pouvait souffrir les empiétements des prêtres ; il était opposé à toute espèce de concordat avec la cour de Rome, et ne tenait aucun compte des excommunications du pape. Quand le grand-duc fut excommunié par Grégoire XVI, pour avoir soumis au régime allodial le domaine de Vada appartenant à l'archevêque de Pise, s'il eût suivi les conseils de Cempini, au lieu de reculer et de transiger, il eût laissé crier les prêtres, méprisé les excommunications et passé outre.

Jurisconsulte consommé dans la science du droit romain, c'était pour lui un besoin de ramener la solution de toutes les affaires publiques à des principes de justice ; il détestait la brutalité du pouvoir arbitraire. Il pouvait quelquefois se faire une fausse idée de la justice, mais il ne l'aurait jamais sacrifiée volontairement. Élevé dans l'étude des classiques, il goûtait la vraie poésie, celle

surtout qui exprimait des sentiments républicains et italiens, tout dévoué qu'il était à son prince absolu, et quelque flatté qu'il se sentît des hochets impériaux. Il se délectait à la lecture des poésies libérales de son fils Léopold ; il apprenait par cœur les vers de Giusti, bien qu'ils n'épargnassent ni le grand-duc ni lui-même, à qui le poëte voulait faire allusion quand il parlait *de son excellence rustique, et des vestes grossièrement endossées, sur le modèle d'une excellence*, etc. Il se réjouissait que son fils, étudiant à l'université de Pise, eût conçu, entre tous les professeurs, une prédilection pour moi qui m'efforçais d'unir à l'étude du droit le culte des lettres. Quoique je fusse connu pour mes opinions libérales, il m'aimait comme littérateur. A l'époque dont nous nous occupons, il me donna un témoignage tout particulier d'estime, en me confiant Léopold, que j'emmenai avec moi au congrès de Naples.

Cempini prit parti pour les Romagnols; il s'appuyait sur la convention verbale, faite avec les réfugiés par le capitaine Facdouel, chargé de garder la frontière ; les réfugiés devaient entrer librement après avoir déposé les armes; il soutenait que c'était une capitulation qu'il fallait exécuter; qu'il ne s'agissait plus de coupables compris dans le traité d'extradition, mais d'ennemis avec lesquels le gouvernement toscan avait capitulé. Ce langage mit en fureur le nonce Sacconi; il disait qu'on ne capitulait pas avec des rebelles, et puis, que la capitulation de Facdouel ne liait pas le gouvernement. Cempini tint ferme; il donna l'ordre de conduire les réfugiés à Livourne, en les entourant de tous les égards dus au malheur ; il délivra une somme pour leur acheter quelques vêtements et payer leurs frais de voyage; puis il les fit embarquer pour la France avec des

passe-ports toscans. Renzi était l'un de ces exilés.

Un pareil acte fit, dans les cours étrangères, un scandale inouï. On y dénonçait la connivence du grand-duc avec les rebelles; Rome ne faisait plus de différence entre Cempini, Léopold II, Mazzini, Mamiani, Renzi, etc. Je devais me rendre de Naples à Rome, avec le fils du ministre; le père ayant appris cette exaspération des prélats, et craignant que nous ne fussions partis, avant d'avoir reçu l'avis qu'il nous donnait de renoncer à ce voyage, passa quelques jours dans une vive inquiétude; il craignait que la liberté accordée par lui aux réfugiés romains, ne fût cause de l'arrestation de son fils, à titre de représailles. On murmura aussi à la cour de Vienne; et l'on raconte que l'empereur de Russie, lorsqu'il passa, peu de temps après, à Florence, affecta une certaine réserve qui renfermait une leçon au grand-duc. Les libéraux, au contraire, triomphaient, s'imaginant que du mouvement ministériel occasionné par la mort de Corsini, sortirait un cabinet libéral. Le grand-duc étant allé au théâtre *della Pergola*, après cet acte de courageuse résistance inspiré par l'humanité, y fut salué par des applaudissements sincères et unanimes. La poésie, non celle des courtisans, chantait ses louanges. Les familles des malheureux sauvés bénissaient le prince toscan; on disait qu'il avait donné des leçons de sentiments évangéliques au vicaire du Christ.

L'opinion générale était si favorablement disposée pour la *réforme*, que ce mouvement, quoique bien restreint, puisqu'il se bornait à la réclamation de quelques réformes, fit grande sensation en Europe. Les journaux les plus modérés de France commentaient les demandes des insurgés de Rimini, en démontraient la justice; le gouvernement de Rome, pour la première fois, s'abais-

sant jusqu'à se justifier, répondait, dans la *Gazette officielle*, à quelques-uns des reproches qui le touchaient plus vivement. L'infatigable Canuti publia en français, *sur la question romaine*, des écrits qui jetèrent une vive lumière sur l'état des provinces papales. Le soulèvement de Rimini fut, pour la *Gazette italienne*, un large sujet de discussion. Cette feuille, quoique opposée en principe aux révolutions violentes, n'en défendait pas moins avec chaleur les demandes des Romagnols; elle publiait, notamment, un article non signé, où il était prédit qu'on ne parviendrait pas à pacifier les États de l'Église, tant que le gouvernement resterait entre les mains des prêtres; elle rappelait que la souveraineté papale du moyen âge reposait, plus que toute autre, sur la puissance d'une idée abstraite, et sur le prestige d'un nom, limitée qu'elle était par les pouvoirs populaires et par les pouvoirs féodaux, qui opposaient une double et infranchissable barrière à ses envahissements. Quant à ce gouvernement, où l'on voit le chef de l'État se mêlant de tous les détails de la vie sociale, avec des prêtres et des évêques administrant les finances publiques, levant les impôts, commandant les armées, dirigeant la police, c'était, disait *la Gazette*, une invention toute moderne; elle proposait de ramener le gouvernement temporel du souverain pontife à ses conditions d'autrefois; un pape régnant sans gouverner, tel était, suivant la *Gazette*, le seul moyen de résoudre la difficulté, et elle n'hésitait pas à tirer sa conclusion : ou le pape consentirait à faire des modifications progressives, dans le choix de ses ministres, dans les institutions, dans les lois, ou bien, au premier vent révolutionnaire qui soufflerait en Europe, la force aveugle lui arracherait ces concessions; il fallait choisir, ou déshonorer la tiare, en la souillant de taches sanglantes, et

lui préparer ensuite une chute honteuse, ou la rendre plus vénérable aux yeux du monde, en la faisant pure de toute iniquité. — Cet article était de Gino Capponi. — Ce n'est pas le lieu d'examiner si le moyen par lui proposé était réalisable; toujours était-ce une excellente chose, que le libéralisme italien, dans ce grand débat concernant la papauté, se montrât grave, savant, désireux des discussions d'où peut sortir la lumière.

CHAPITRE XV.

LA RÉFORME EN PIÉMONT.

Le bruit public qui, depuis quelque temps, attribuait à Charles-Albert des velléités favorables à l'indépendance italienne, ne pouvait vaincre le sentiment d'exécration soulevé contre ce prince, par la *Clarina* de Jean Berchet. La portion active du parti libéral déclarait qu'elle n'entendait plus se laisser duper. Alors Maxime d'Azeglio, profitant du goût tout particulier qu'ont les Italiens pour les mystérieuses menées des conspirations, eut l'idée d'user de ce moyen, pour refaire au roi sarde une popularité telle quelle; le voilà donc, dès l'été de 1845, dans les rangs des conspirateurs.

Maxime d'Azeglio semblait être fait tout exprès pour jouer le rôle de médiateur, entre un roi et la démocratie. Il se recommandait à la cour, par sa naissance illustre, par ses manières et ses instincts aristocratiques; il se recommandait à la démocratie, par sa modeste fortune, par sa profession de paysagiste, et surtout par ses deux romans de la *Sfida di Barletta* et de *Niccolò de' Lapi*, tout empreints de sentiments nationaux. A la cour, il était le marquis d'Azeglio, le fils du chef de la Société catholique *des Enfants de Marie*, fondée à Turin par les jésuites, le frère d'un majordome et d'un jésuite. Dans les comités démocratiques, c'était Maxime l'artiste, aimable compagnon qui savait faire de tout, des livres, de la peinture, de la musique et des chansons; l'un de ces

chrétiens *all' ingrosso*, dont les croyances ne gênent guère leur goût pour le monde et les plaisirs.

Il portait, dans la politique l'esprit impressionable et mobile de l'artiste, montrant une aptitude singulière à jouer à volonté tous les rôles, celui du conservateur ou du démagogue, celui du publiciste ou du soldat, arrivant en toutes choses aux limites extrêmes de l'imitation, sans jamais atteindre au génie. D'Azeglio n'avait pas de résidence fixe. Quoique Piémontais, il n'habitait presque jamais Turin; parent de Manzoni, ses principales relations étaient en Lombardie; il faisait de longs séjours dans l'Italie centrale, et surtout à Florence et à Rome. Ordinairement, au retour de ses excursions à travers la péninsule, il faisait visite à Charles-Albert qui avait coutume de l'interroger sur la situation des autres États italiens. Le roi aimait à plaisanter avec lui sur le duc de Modène, à qui il gardait rancune depuis que ce prince lui avait disputé le trône de Savoie; du duc de Modène, la conversation passait à l'Autriche; d'Azeglio ne manquait pas d'exciter son humeur belliqueuse contre les Allemands, et ce roi, qui refusait la liberté aux Piémontais, lui disait quelle joie ce serait pour lui, s'il pouvait, avant de mourir, délivrer les Lombards.

D'Azeglio était à Rome à l'époque où se tramait la conspiration de 1845. Quelques Romagnols le mirent au courant des nouvelles manœuvres des conjurés; il s'éleva contre ces projets, par ce motif qu'il ne fallait pas disperser les forces dans des tentatives partielles, qu'on aurait bientôt l'occasion de se lever en masse pour l'indépendance nationale, et qu'il fallait se tenir prêt pour ce moment. Il racontait ses entretiens avec le roi; il répondait des bonnes dispositions de l'armée piémontaise et des frémissements impatients de la Lombardie. Alors ces

Romagnols, qui se seraient attachés au tranchant d'un glaive comme à un moyen de salut inespéré, accueillirent volontiers ce conseil d'ajournement, et d'Azeglio offrant de parcourir la Romagne pour parler dans le même sens à leurs amis, ils s'empressèrent de lui donner pour eux de chaudes recommandations. L'influence de d'Azeglio jeta la division parmi les insurgés, et ce ne fut pas la moindre des causes qui firent avorter la révolution de Rimini. Quels sujets de méditation n'y a-t-il pas, pour l'historien, dans ces étranges contrastes! D'Azeglio, en conspirant contre un complot fomenté par Farini, Canuti, Mamiani, qui devaient être plus tard ses illustres compagnons dans le juste-milieu constitutionnel, croyait démolir l'édifice élevé par la *Jeune Italie* et par Mazzini. Mazzini, au contraire, informé par Canuti qu'il se préparait un mouvement circonscrit dans les États Romains, lui répondait qu'il n'augurait rien de bon des révolutions qui n'avaient pas leur principe dans l'idée nationale; et en cela, il s'accordait avec d'Azeglio. Tant il est faux de prétendre que les actes de la révolution italienne sont subordonnés à la volonté de certains chefs et aux arrangements des partis; comme si, dans ce pays qui fut le berceau et la terre classique des communes, la féconde activité de la vie publique pouvait supporter des suprématies et des hiérarchies artificielles!

La révolution de Rimini ayant échoué, d'Azeglio se concilia la bienveillance des Romagnols, par la promesse qu'il leur fit de défendre leur cause, en écrivant contre le gouvernement du pape.

Pendant un séjour qu'il fit alors en Toscane, il se mit en rapport, à Florence, à Lucques, à Livourne, avec les libéraux les plus ardents; il leur parlait comme si Charles-Albert eût été sur le point de passer le Tesin; il les

engagait à préparer leurs armes et à attendre le premier signal; il promettait des instructions plus précises, dès son prompt retour à Turin; en attendant, il désirait être informé de tout, et laissait un alphabet en chiffres, pour la correspondance politique.

Je me trouvais, à ce moment, au congrès de Naples; rentré en Toscane, j'appris ces nouvelles de la bouche de mes amis; j'étais avec d'Azeglio sur le pied de la camaraderie; aussi, à son retour de Turin, est-ce moi qu'il voulut voir tout d'abord.

Pour nous réconcilier avec Charles-Albert, il se gardait de commencer par en dire du bien; il avouait que le roi était sans cœur; qu'il était jaloux du pouvoir absolu, et qu'il détestait les libéraux; il lui attribuait une ambition démesurée, avec laquelle, selon lui, il fallait compter. Si nous pouvions, ajoutait-il, nous passer de Charles-Albert ou de tout autre prince, rien de mieux : mais le besoin suprême de l'Italie, c'est l'indépendance; pour conquérir l'indépendance, il faut des armes, et la principale force militaire de l'Italie est en Piémont; or, le Piémont est un pays essentiellement hiérarchique qui marchera avec le roi; sans le roi, jamais; il faut donc imposer silence à la haine contre *celui qui tient la garde de l'épée;* c'est d'une bonne politique en même temps que c'est faire acte de patriotisme, que d'encourager le gouvernement piémontais, dès qu'il incline à favoriser la nationalité italienne.—D'Azeglio s'imaginait avoir obtenu du roi deux concessions, sur lesquelles il me recommandait le secret pour le moment, afin d'éviter les entraves que ne manquerait pas de susciter le parti jésuitique. L'une de ces concessions, c'était de laisser imprimer, à Turin, une *Revue italienne*, affranchie de la censure ordinaire, où l'on aurait pu s'occuper de réformes et de nationalité;

l'autre, c'était la *quasi-autorisation* de laisser circuler, en Piémont, un pamphlet que lui (d'Azeglio) se proposait de publier contre le gouvernement pontifical.

D'Azeglio était venu en Toscane tout exprès pour faire imprimer ce pamphlet clandestinement. Il me dit que pour savoir s'il méritait on non d'être publié, il avait résolu de le soumettre au jugement de quatre personnes: Balbo, Capponi, Giusti, Montanelli. Balbo lui avait donné son assentiment. Giusti se trouvait à Pise; nous assistâmes ensemble à la lecture, que d'Azeglio vint faire chez moi, du manuscrit des *Affaires de Rimini*.

Cet écrit avait deux parties : une critique préliminaire, à l'adresse des insurgés, puis la critique du gouvernement clérical. Celle-ci nous parut vraie, opportune et faite de main de maître; mais nous ne pûmes approuver l'autre. D'Azeglio avait voulu s'aventurer dans la théorie de l'insurrection, et, comme il est arrivé à tant d'autres publicistes, il s'y était tout à fait embrouillé. — Il disait que l'insurrection italienne était légitime, contre le despotisme de l'étranger, et coupable, contre le despotisme d'un pouvoir indigène; légitime, quand elle était faite par le plus grand nombre; coupable, si elle était faite par la minorité. Je lui faisais remarquer que de pareilles distinctions étaient insoutenables; qu'il était absurde de reconnaître aux peuples le droit de prendre les armes contre la tyrannie qui parle allemand, mais non contre celle qui parle italien ou latin. C'est la nature du régime politique, et non pas une différence d'origine, qui fait la justice ou l'injustice du mouvement tenté pour le renverser; en outre, les soulèvements les plus justes seraient impossibles, s'ils ne devaient commencer qu'avec le concours des majorités. Il est dans l'ordre, que les plus généreux s'exposent les premiers,

pour entraîner les multitudes. Laissons, lui disais-je, cette question de droit si ardue ; recommandons aux Romagnols de s'abstenir de tentatives de violence, qui aggraveraient leur sort, au lieu de l'améliorer; mais si le malade s'agite, à ses risques et périls, sur son lit de douleur, adressons lui des avertissements, pleins de cette bienveillance de l'ami qui sait compatir, et non les reproches de l'ennemi impitoyable ; n'attribuons pas à des motifs condamnables les résolutions inconsidérées auxquelles a poussé le désespoir ; n'appelons pas coupables ceux que nous aurions proclamés des héros, s'ils eussent vaincu.

D'Azeglio m'avoua sa répugnance à revenir sur un travail terminé, et il me proposa de refaire moi-même le chapitre préliminaire. — La proposition était inacceptable. — Cependant, pressé par mes raisons que Giusti confirmait, il consentit à faire quelques corrections, et il effaça la qualification de *coupable* qu'il avait donnée à l'insurrection de Rimini, se contentant de l'appeler *intempestive* et *funeste*.

Ces détails ont leur importance, pour donner une idée de l'état de l'opinion libérale à cette époque ; il est curieux de penser que la qualification de *coupables* qui frappait des libéraux, tels que Farini, Canuti et Mamiani, c'est moi qui l'ai fait effacer du manuscrit des *Affaires de Rimini!*

D'Azeglio fut moins belliqueux, dans ses entretiens avec moi, que dans ceux qu'il avait eus, deux mois auparavant, avec les Romagnols, et même avec mes amis de Toscane. Il ne me parla ni de l'imminence de la guerre, ni de la nécessité de s'organiser immédiatement en légion prête à combattre; aussi, quelques-uns de ceux qui, sur la foi de ses paroles, s'étaient mis en tête qu'à son retour de Turin, il apporterait le manifeste de la croisade italienne, signé par Charles-Albert, voyant que le roi de Piémont,

pour toute preuve de libéralisme, se bornait à *promettre* la création d'une revue, se crurent joués, et ne voulurent plus avoir affaire à d'Azeglio; il ne me parla pas davantage de parti modéré et de parti constitutionnel; comme nous traitions surtout des moyens les plus propres à assurer le prochain affranchissement de l'Italie, il se plaisait à répéter que s'il avait dû créer un mot nouveau pour désigner les libéraux de son goût, il les aurait appelés les *possibilistes;* formule très élastique qui n'excluait pas même la république, si elle devenait possible. Nos conférences eurent particulièrement pour objet, le mode d'action qui convenait au libéralisme militant. Nous étions d'accord sur l'impossibilité de tenter utilement l'épreuve des armes; ce moyen écarté, nous reconnaissions la nécessité de provoquer toutes sortes de démonstrations, dans le double but de protester contre les injustices de chaque État, et contre l'injustice commune de l'occupation étrangère. En s'exerçant au courage civique par ces démonstrations possibles, la nation s'habituerait aux luttes de la guerre. En vertu de ces arrangements, que fortifiait l'exemple d'une protestation faite par moi contre le jésuitisme, et dont je parlerai bientôt, d'Azeglio formula, comme conclusion à ses *Affaires de Rimini*, le programme réformiste suivant :

« Nous autres Italiens, comme tous les hommes d'ima- » gination et de tempérament ardent, nous avons le cou- » rage des conjurations, des séditions, le courage phy- » sique, pour ainsi parler, celui qui est dans la main; » mais ce qui nous manque, ou que nous possédons à un » moindre degré, c'est le courage moral, le courage civi- » que. En prenant la plume, je n'ai eu qu'un but : re- » commander à mes concitoyens le courage civique, » comme le plus utile, peut-être même le seul vraiment

» utile, *au moins quant à présent*, le seul nécessaire, et
» toute ma pensée pourrait se résumer en ces quelques
» mots : *Nous devons, avant tout, nous Italiens, user du
» courage civique, pour obtenir de nos gouvernements toutes
» les améliorations et les institutions libérales, compatibles
» avec l'ordre public ;* viendra plus tard le courage militaire, pour conquérir l'indépendance, quand il plaira
» à Dieu de nous en fournir l'occasion.

» Protester contre l'injustice, contre toutes les injustice, ouvertement, publiquement, par tous les moyens,
» dans toutes les circonstances possibles, telle est, selon
» moi, la formule qui répond le mieux aux besoins de la
» situation présente, en Italie, telle est la conduite la plus
» sage et la plus efficace, commandée par cette situation.

» La première, la plus grande de toutes les protestations, celle qui doit retentir sur toutes les lèvres, éclater sous toutes les plumes, c'est la protestation contre
» l'occupation étrangère, au nom de la souveraineté
» du sol, au nom de notre nationalité et de notre indépendance. Puis viendront celles dirigées contre les
» injustices, les abus et les mauvaises instigations, pour
» ne pas dire autre chose, de nos gouvernements.

» Pas de protestation à main armée, comme on a tenté
» de le faire à Rimini ; pour qu'une pareille protestation
» fût aujourd'hui possible, en Italie, il faudrait une bonne
» position militaire, une armée de 200 mille hommes et
» 200 pièces de canons ; mais l'entreprendre avec quelques fusils, c'est vouloir se rendre la risée de l'Europe ;
» car tout le monde sait que les armes insuffisantes ne
» peuvent donner l'autorité de la force, et qu'elles affaiblissent, quand elles ne détruisent pas entièrement l'autorité du droit.

» Lorsque, chez un peuple, tout le monde reconnaît la

» justice d'une cause, cette cause est gagnée ; donc, en
» Italie, le travail le plus important pour notre régéné-
» ration, peut se faire, les mains dans les poches.

» Quant aux voies ouvertes au courage civique et aux
» moyens divers de protester, le nombre en est infini, et
» mon dessein n'est pas de les énumérer et de les exa-
» miner, un à un, dans cet écrit.

» Je me contente de dire que, plus sera grand en Italie,
» le nombre des hommes qui traitent de nos affaires, dans
» de publiques et savantes discussions, et qui protestent
» de toutes manières contre les injustices dont nous souf-
» frons, plus nous avancerons rapidement et sans se-
» cousses, dans la voie de la régénération. »

D'Azeglio n'avait pas écrit cette conclusion, avant de quitter Turin ; de sorte que Balbo n'en avait pas connaissance ; celui-ci n'aurait pu l'approuver, dans un manifeste auquel il eût voulu s'associer. En effet, le programme d'Azeglio, modifié en Toscane, posait :

1° La nécessité des agitations et des démonstrations publiques ;

2° L'indivisibilité de la cause de l'indépendance nationale et de la cause de la liberté.

Or, ces propositions contredisaient manifestement l'opinion de Balbo, qui improuvait toute agitation, toute démonstration, et qui ne voulait pas que la cause de l'indépendance fût compliquée des idées de liberté.

Nous verrons plus loin si d'Azeglio pratiqua, en Piémont, les principes proclamés par lui, dans ce programme.

CHAPITRE XVI.

LA RÉFORME A NAPLES.

Les sociétés secrètes, tombées en discrédit dans les autres parties de l'Italie, conservaient encore, à Naples, tout leur prestige. Un des chefs les plus illustres du libéralisme napolitain, aujourd'hui prisonnier, me disait, dans l'automne de 1845 : — nous sommes un gouvernement tout organisé ; nous avons ici notre ministère, et dans les provinces nos préfets. Nous recevons régulièrement des rapports sur l'état du pays, comme en peut recevoir le conseil du roi. Tout est disposé de telle sorte que si l'un des chefs est mis en prison, un autre lui succède aussitôt dans sa fonction, et les choses vont comme devant.—Et quel progrès, lui demandai-je, ce système a-t-il fait faire à la révolution? qu'importe que vous puissiez vous appeler gouvernement, si vous ne gouvernez pas? Vous me semblez être les *évêques in partibus* du libéralisme. — Cet homme, pourtant très habile, ne comprenait pas comment la révolution pouvait se faire, sans ces moyens fantastiques.

Une secte en engendre une autre, et il est impossible que, dans un pays où règne la passion de conspirer, les libéraux se contentent d'une seule association.

Après 1831, deux sociétés secrètes survécurent à toutes celles qui avaient fourmillé dans le royaume : celle des *Carbonari* et celle de la *Jeune Italie.* Les *Carbonari* n'allaient pas au delà du régime constitutionnel. La *Jeune Italie* voulait la république unitaire italienne.

La *Jeune Italie* napolitaine eut une origine et une existence indépendantes de l'association centrale, qui portait le même nom, et dont le siége, avons-nous déjà dit, était à Marseille. Elle fut fondée par le Calabrais Benoit Mosolino, homme d'un caractère antique, qui se mit à l'œuvre dès son extrême jeunesse, pour acquérir une puissance morale qu'il croyait, dans sa modestie, lui avoir été refusée par la nature; il prétendait que son chef était à Rome, et que lui n'était qu'un simple émissaire. Dans cette société, vinrent s'initier à l'idée nationale, quelques-uns des hommes qui jouèrent le principal rôle dans la révolution de 1848, entre autres, Joseph Massari, nommé par Mosolino, en 1838, courrier de l'association.

Après 1839, par suite de l'arrestation des chefs, il ne restait plus de la *Jeune Italie*, que des lambeaux; au temps dont nous nous occupons, le carbonarisme constitutionnel, dirigé par Bozzelli, régnait sans rival.

Indépendamment des conjurés proprement dits, le libéralisme napolitain comptait un certain nombre de profonds penseurs, qui passaient leur vie dans la science et dans les lettres, attendant, pour l'action politique, des temps plus propices. Habiles économistes, ils publiaient le *Progrès*, revue mensuelle qui, après l'*Antologie* de Florence, était, en Italie, le recueil le plus estimé. Charles Troia y refaisait l'histoire du moyen âge, pour défendre la papauté, et la montrer la gardienne de la nationalité latine. Cusani, Aniello, Imbriani, y cultivaient la philosophie rationaliste. Alexandre Poerio y publiait, sous l'anonyme, des poésies pleines de pensées sublimes, qui resteront comme des chefs-d'œuvre de style.

Les livres de Gioberti eurent, à Naples, comme partout ailleurs, des succès divers. — Les libéraux, surtout ceux de l'école de Troia, avaient dédaigné le *Primato*, et porté aux

nues les *Prolégomènes*. — Mais l'idée que tous, conspirateurs et libres penseurs de toutes nuances, repoussaient avec la même énergie, c'était l'idée des réformes. On reconnaissait qu'il était impossible d'obtenir, du gouvernement de Ferdinand, la plus petite concession; que les demandes les plus modérées seraient taxées par lui de rébellion; qu'il ne restait ainsi d'autre ressource, que de le renverser par une révolution.

En 1845, eut lieu le grand congrès scientifique; l'amour de la science, la curiosité, et chez plusieurs, le désir de voir, pour la première fois, ces délicieuses provinces, y attirèrent une foule considérable. Le gouvernement se montra plus large et plus hospitalier qu'on ne s'y attendait; ce qui donna lieu à cette opinion, que le Bourbon, jaloux des espérances qui se tournaient vers Charles-Albert, voulait lutter, avec ce prince, de générosité et de dévouement à la liberté. Et tout le troupeau des courtisans croyait ou faisait semblant de croire à ces bruits. — Mais les libéraux napolitains ne s'y trompaient pas; ils dénonçaient à leurs hôtes, comme perfides et hypocrites, les largesses de ces jours-là, appelés par del Carretto le *jubilé des savants*.

Parmi les personnes venues au congrès, était le professeur Orioli, proscrit bolonais de 1831, qui jouissait d'un immense crédit, soit parce qu'il passait pour un puits de science, soit à cause des infortunes que son amour de la patrie lui avait attirées, pendant de longues années, et qu'il subissait encore. Les libéraux de Naples, au milieu de leurs savants visiteurs, se plaisaient à lui prodiguer des témoignages tout particuliers de respect et de sympathie. Il demanda à l'un des chefs des documents relatifs au procès des frères Bandiera, et manifesta l'intention de les publier, ce qui augmenta plus que jamais la confiance

qu'ils avaient en lui. Pendant le congrès, il ne laissa jamais échapper l'occasion d'exprimer, sous prétexte de science, ses sentiments italiens, et toujours, à ses paroles, la salle retentissait de frénétiques applaudissements. A la dernière séance qui eut lieu dans la grande salle de l'université, l'éloquent professeur se leva pour remercier le gouvernement de son généreux accueil, et tout le monde s'attendait à un langage noble et digne; mais il n'ouvrit la bouche que pour dire des sottises; la vérité lui refusant l'encens qu'il fallait à ses desseins adulateurs, il eut recours à la mythologie, et l'on entendit un hymne à Jupiter olympien déposant la foudre. Toute la bande des courtisans applaudit avec joie; ses amis et admirateurs restèrent consternés et couverts de honte, de le voir ainsi tombé dans la boue. Orioli essaya de se justifier, en disant qu'il était nécessaire de louer les princes, bien qu'ils en fussent indignes, afin de les gagner aux idées libérales. En somme, il voulait faire, du mouvement réformiste, l'œuvre des courtisans, comme les Romagnols en avaient fait une œuvre de violence.

La courtisanerie est toujours méprisable; et nous montrerons ailleurs les déplorables effets de la *réforme* courtisanesque. Mais s'il était un pays où le mouvement réformiste dût repousser un si détestable moyen, assurément, c'était Naples, où le sang des victimes sacrifiées, dans le passé et dans le présent, par le despotisme des Bourbons, allumait dans les cœurs des haines implacables, et criait vengeance.

CHAPITRE XVII.

COMMENT L'AGITATION RÉFORMISTE COMMENÇA EN TOSCANE.

La crise ministérielle qui eut lieu, en Toscane, à la mort de Don Neri Corsini, fut terminée le 8 novembre, par la nomination de Jean Baldasseroni au ministère des finances, et d'Alexandre Hombourgh au ministère des affaires étrangères; ainsi, au lieu d'un nouveau ministre, comme on s'y attendait, on en eut deux, Cempini devenant président du conseil, et cédant à Baldasseroni le portefeuille des finances. Baldasseroni et Hombourgh passaient tous deux pour être dévoués à la cour de Rome. Ces choix avaient tout l'air d'un *mea culpa* du grand-duc, pour racheter son opposition passée envers le pape. Les surintendants et d'autres hauts personnages, avides du pouvoir, se signalèrent parmi les mécontents.

Il survint un incident qui força le ministère, à peine installé, de manifester clairement ses intentions.

Pierre Renzi, le chef de l'insurrection de Rimini, était rentré secrètement en Toscane, pour déjouer, ainsi qu'il le disait confidentiellement, une conjuration qu'il prétendait avoir découverte à Marseille; cette conjuration aurait été tramée par l'Autriche, dans le but de faire passer les légations sous le pouvoir du grand-duc. — Le nonce du pape, véritable limier, à la piste de tous les proscrits romagnols qui pourraient reparaître en Toscane, et désirant prendre sa revanche de l'affront de la veille, découvrit la retraite de Renzi; acharné après sa

proie, il le dénonça au ministère, et obtint qu'il fût emprisonné. Les réfugiés que, deux mois auparavant, le gouvernement toscan avait fait embarquer pour la France, avaient été menacés d'une peine de trois mois d'emprisonnement dans la forteresse de Volterra, s'ils remettaient le pied dans le grand-duché. Une vive discussion s'engagea sur la question de savoir si cette peine était applicable à Renzi, ou bien s'il fallait tout simplement le rendre à son gouvernement. L'avocat Vincent Salvagnoli prit hardiment la défense de Renzi, comme autrefois il avait fait pour Maccolini; Renzi, disait-il, était toujours protégé par cette capitulation qui déjà l'avait sauvé une première fois, et coupable seulement envers le gouvernement toscan, pour avoir enfreint la défense qui lui fermait les portes de ce pays; puis, des raisons de droit, passant à la politique, il démontrait tout le mal que feraient les ministres, en enlevant au prince son auréole de popularité, au moment où tout présageait de graves événements, prêts à s'accomplir, en Europe. Cempini prêtait volontiers l'oreille à ces raisons, soit parce qu'il avait en grande affection Salvagnoli, près de qui son fils se formait à la pratique des affaires, soit que la bonté de son cœur et son jansénisme, lui rendissent odieuse l'idée d'avoir rien de commun avec le despotisme tonsuré. Mais les reproches diplomatiques que lui avait attirés son éclatante protection aux insurgés de Rimini, l'avaient tellement troublé, qu'il se laissa entraîner par les partisans de Rome. L'avocat général Niccolo Lami, et le ministère tout entier, proposèrent la restitution de Renzi.

Mais le gouvernement semblait reculer devant la gravité d'une pareille résolution. Qu'il fallût attribuer ces hésitations prolongées, à l'*initiative* personnelle du grand-

duc qui ne pouvait consentir, de bonne grâce, à ruiner, d'un trait de plume, le crédit qu'il avait acquis sur les populations des frontières, et à priver ainsi sa famille de la perspective d'un agrandissement de territoire, dans le cas où serait renversé l'édifice vermoulu de la papauté temporelle; qu'il fallût les attribuer à l'influence du chancelier Felici qui, d'accord avec les surintendants, voulait amener la chute des nouvelles excellences; toujours est-il que, malgré l'avis unanime des conseillers ordinaires de la couronne, l'examen de la question fut renvoyé à la consulte. On se souvient que la consulte était une espèce de ministère spécial de grâce et justice. Si ce renvoi avait précédé la décision des ministres, il n'aurait eu rien d'étrange; mais, ayant eu lieu après que les ministres s'étaient déclarés pour la restitution, ce fut comme un soufflet que leur donnait le prince, et les défenseurs de Renzi reprirent quelque espoir.

La consulte était composée de Bartalini, Buonarotti et Giannini; il y eut autant d'avis que de têtes. Buonarotti, descendant du grand Michel-Ange, et fils du célèbre Jacobin, se prononça clair et net pour la restitution. Ce vote souleva l'indignation du peuple qui vénérait ce nom sacré; il semblait que l'homme qui s'appelait Buonarotti aurait dû, fidèle à la religion de ses pères, défendre, le premier entre tous, la cause de la liberté, ce glorieux héritage de sa famille. Un avis savamment motivé contre la restitution, fut émis, au contraire, par Vincent Giannini, vieil avocat d'un grand renom, esprit très cultivé et d'une limpidité remarquable, libéral de 1821, l'égérie de la camarilla de Felici. Bartalini écrivit tant bien que mal, en termes équivoques et douteux, un avis où il semblait pencher plutôt vers le second que vers le premier de ses collègues.

Une autre cause d'espérance, ce fut l'accueil fait par le grand-duc à la femme de Renzi ; mère de trois petits enfants, elle se recommandait moins au prince qu'au père, affligé récemment d'un grand malheur, de la perte d'une fille ; elle lui disait dans une touchante supplique : « Mon » nom vous apprend tout mon malheur ; mes larmes sont » mes seules paroles ; mes fils, mes seules raisons ; votre » cœur paternel, ma seule espérance. Du haut de votre » trône, écoutez la voix d'une mère et les gémissements » de trois orphelins. Je sais que vos vertus ne vous ont » pas affranchi de cette douleur, la plus profonde que » l'homme puisse éprouver. Pardonnez à mon désespoir » de rouvrir cette cruelle blessure ; mais quel commun » langage pourrait-il y avoir entre vous et moi que celui » des pleurs, quand il s'agit de sauver mes enfants, de » sauver leur père ! D'une de vos paroles, dépend la vie » de cinq personnes. » A cette lecture, les yeux du grand-duc se baignèrent de larmes ; ce fut, pour la suppliante, une consolation.

Cependant, après la décision de la consulte, les ministres et l'avocat général Lami, interrogés de nouveau, persistèrent dans leur premier avis. Le pays se préoccupait du débat qui s'agitait dans les hautes régions du gouvernement, et le nom de Renzi courait sur toutes les lèvres. Les moins clairvoyants comprenaient que cette question renfermait tout un programme politique. La diplomatie autrichienne soutenait le nonce, et pas un des ambassadeurs des peuples libres, ne défendit les droits de l'humanité.

Le matin du 23 janvier, Florence consternée apprit la nouvelle qu'une voiture, escortée par les carabiniers, était sortie, la nuit, de la ville, se dirigeant vers la Romagne : Renzi y était enfermé ; une fois arrivé sur les

confins du bourg de S. Sepolcro, il fut livré aux soldats du pape.

Le grand-duc, pour ne pas être témoin du mécontentement que causerait, à Florence, une pareille résolution, alla passer quelques jours dans les Maremmes.

Ses prévisions ne le trompaient pas : à cette nouvelle, l'indignation fut générale; à Florence et dans toute la Toscane, les cœurs soulevés se remplirent de sombres appréhensions ; on accusait de cette iniquité les nouveaux ministres, mais surtout Baldasseroni. Cette première concession aux exigences des prêtres faisait entrevoir des concordats avec Rome, la suppression du droit royal et de la législation sur les biens de *mainmorte*, les couvents des jésuites et le reste; tout le monde s'émut, libéraux jeunes et vieux, tout ce qui restait du léopoldisme et du jacobinisme de 99, étudiants et professeurs, et dans le clergé lui-même, tout ce qui n'était pas infecté de jésuitisme ; il n'y eut qu'un cri de réprobation ; mais cette opposition qui se bornait à des paroles, ne pouvait me suffire; voyant que personne ne songeait à organiser des démonstrations publiques dans le but de peser sur les ministres, je me fis le promoteur d'une agitation réformiste. Or, si, pour raconter toutes les phases de ce mouvement, je suis obligé, malgré ma répugnance, de parler de moi plus que je ne l'ai fait jusqu'ici, il faut s'en prendre à ceux qui, après le succès, ont voulu s'attribuer le mérite de la modeste activité d'autrui, bien qu'à l'œuvre, leur concours ait été nul ou tout au moins sans importance. — Il est temps qu'à la place des fables que le parti *mezzano* a répandues sur cette période demeurée jusqu'ici très obscure, des origines du réveil de l'Italie, nous présentions un récit fidèle, fait par fait, homme par homme, afin que l'on sache d'où vint l'impulsion, d'où vinrent

les tempéraments, d'où les obstacles. — Il faut substituer les noms propres à ces vagues et générales qualifications de *modérés*, d'*exaltés*, de *républicains*, de *démagogues*, de *Jeune Italie*, de *Mazziniens*, dont firent tant de bruit Farini, Gualterio et consorts. Je ne puis parler, en pleine connaissance de cause, que de la Toscane; mais je voudrais que les démocrates qui furent mêlés aux événements de cette époque, fissent, pour les autres États de l'Italie, ce que je fais pour le mien. Il est d'une haute importance que la lumière se fasse, non-seulement pour éclairer le jugement de la postérité sur le parti démocratique, mais parce qu'il n'est qu'un moyen d'arracher la démocratie à la funeste influence des factions : c'est de montrer jusqu'à l'évidence, que le réveil de l'Italie ne fut l'œuvre d'aucune secte ni modérée, ni exaltée, ni, que sais-je; que le mouvement national fit des progrès rapides, tant qu'il fut guidé par quelques hommes de bonne volonté, n'ayant d'autre mobile que l'amour du bien, et que la cause fut perdue, dès que les coteries s'emparèrent du mouvement, pour le faire tourner à leur avantage particulier.

Privés, comme nous l'étions, de tout moyen légal de communiquer avec les multitudes, soit par la presse, soit par les pétitions collectives, soit par les réunions; nous trouvant ainsi dans l'impossibilité d'improviser, d'un moment à l'autre, des manifestations qui, bien qu'exemptes de violence, exigeaient de courageux coopérateurs, le premier mode de protestation populaire qui me parut immédiatement praticable, ce fut les inscriptions sur les murs. — J'avais vu que les inscriptions politiques, grossières et injurieuses, ne produisaient aucun effet; il en était de même de celles qui ne parlaient ni au cœur ni à l'intelligence des multitudes.

Pourquoi, disais-je, le peuple n'apprécierait-il pas, sur les murs, le langage calme et efficace de la raison ! L'esprit du peuple est synthétique ; un *vivat*, un *à bas*, dits à propos, peuvent renfermer de graves enseignements. Je me mis donc à chercher les paroles qui exprimeraient, avec le plus de concision et de convenance, l'impression produite en nous par la restitution de Renzi ; un de mes meilleurs amis, un jeune homme appartenant à l'une des familles les plus riches et les plus distinguées de Pise, voulut, afin de ne compromettre personne, aller lui-même, pendant la nuit, les écrire sur les murs des maisons ; chaque jour, la police les effaçait, et chaque matin elles reparaissaient tracées par des mains à nous inconnues; d'autres villes suivirent l'exemple de Pise ; et ces paroles : *Vive la consulte ! à bas le ministère jésuitique !* devinrent le texte de tous les entretiens populaires.

On exalte avec raison les guerriers qui, pour la patrie, ont affronté les périls des batailles ; mais ces premiers apôtres de la résurrection de l'Italie, qui s'ingénièrent pour résumer un enseignement dans de laconiques formules, ces patriotes qui, pour préparer au peuple sa lecture du matin, bravaient, dans les ténèbres, les rigueurs de la saison, les embûches de la police et la prison, étaient aussi des soldats; ils étaient les premiers journalistes indépendants et courageux de la démocratie italienne.

A cette même époque, j'envoyai à Florence Renaud Ruschi, de Pise, et Malenchini, de Livourne, afin d'y provoquer une démonstration populaire, que notre ville devait seconder. Salvagnoli accueillit favorablement la proposition et se chargea de la réaliser. Pour augmenter l'irritation des esprits contre le ministère, il publia secrètement la supplique de la femme de Renzi, écrite par lui; et il y ajouta la note suivante : « Le grand-duc a pleuré

avec la femme de Renzi, en recevant cette supplique le 3 janvier. Et ses ministres, dans la nuit du 24 du même mois, ont rendu Renzi au pape. » Il conseilla à mes délégués d'en répandre, par la poste, des copies manuscrites ; conseil que nous suivîmes ponctuellement, taut à Pise qu'à Livourne, où se forma, dans ces circonstances, un centre d'agitation autour d'Henri Mayer.

La démonstration devait avoir lieu à Florence, le lendemain de la nuit où le grand-duc serait rentré des Maremmes ; de notre côté, nous étions prêts à en faire autant dans les villes de province. Il était convenu qu'on ne proférerait aucun cri injurieux pour la personne du prince ; qu'on se contenterait de demander la destitution du ministère. Au moment de l'exécution, quand déjà les groupes se formaient sur divers points de la ville, pour se rendre à la place *dei Pitti*, la démonstration fut contremandée, principalement d'après le conseil de Ridolfi. Il ne faut pas croire pour cela que lui,. ou les autres chefs du libéralisme florentin, fussent opposés, en principe, aux démonstrations de la place publique ; rien alors ne pouvait faire supposer que personne, parmi les libéraux, songeât à s'en scandaliser. Gino Capponi me disait, quelques jours après, que pour un motif plus important que celui de la restitution de Renzi, lui-même, tout aveugle qu'il était, se serait fait accompagner à la tête du peuple, sur la place Pitti.— Mais ils prétendaient qu'une démonstration dans la rue, en pareille circonstance, n'était pas suffisamment motivée, et qu'elle aurait fait plus de mal que de bien ; ils résolurent, à la place de cette démonstration, de protester contre le ministère, au moyen d'une médaille, en l'honneur de don Neri Corsini, avec cette inscription : *A Neri Corsini Toscan, pour avoir dans les conseils du gouvernement, défendu la dignité du*

prince et de la patrie. Ridolfi, Capponi, Salvagnoli, se firent les promoteurs de cette médaille.

Je ne voulus ni souscrire, ni chercher des souscripteurs, parce que je n'avais le désir ni d'honorer Corsini, ni de m'associer à une protestation équivoque. Qu'avait donc fait ce ministre, pour l'évoquer de la tombe, comme une ombre accusatrice du ministère Cempini-Baldasseroni? Il avait *autrefois* défendu l'indépendance territoriale de la Toscane? — Mais maintenant l'autonomie de la Toscane ne courait aucun danger, et quand il s'agissait de s'engager dans une politique vraiment nationale, quelle impulsion les antécédents de Corsini pouvaient-ils donner? — Il s'était tenu dans une grande réserve vis-à-vis de la cour de Rome? — Cempini, le président du nouveau ministère, avait montré envers cette cour encore moins de sympathie; et puis, la protestation se faisait à propos de la restitution de Renzi; or Corsini, en 1843, avait restitué au pape Philippe Violi, qui fut condamné, par la commission militaire de Bologne, à quinze ans de fers.

En réalité, cette jonglerie de la médaille était, plus que tout le reste, un subterfuge des libéraux timides, qui étaient bien aises de tout ménager, et le peuple, en ayant l'air de faire une protestation, et le gouvernement, en tenant en réserve, pour toute occasion, cette excuse qu'ils n'avaient pas voulu faire autre chose que rendre hommage au bon cœur de Corsini. Les ministres le sentirent si bien, qu'ils les couvrirent de ridicule, en affectant de ne considérer la médaille que dans le second sens, en disant qu'elle était un trop juste tribut de louanges à la mémoire de leur digne prédécesseur. — Ils voulurent même s'associer à cet hommage. Le grand-duc, entendant chuchoter autour de lui que, sous la médaille, couvait une conspiration, s'en ouvrit à

Ridolfi, lui déclarant qu'il ne pouvait pas croire qu'il eût des conspirateurs dans sa maison; mais le gouverneur, pour le rassurer entièrement, ne put mieux faire que de lui montrer les ministres approuvant l'innocente pensée d'honorer Corsini. Alors le grand-duc voulut être inscrit parmi les souscripteurs. Ainsi, voilà un nom mis en avant comme un signal d'opposition au gouvernement, et sur lequel tout le monde se donne la main, gens du gouvernement et d'opposition!

On était aux derniers jours du carnaval; les ministres, pour flatter le peuple, permettaient les promenades aux flambeaux, et les dragées jetées des voitures, comme c'était l'usage à Rome, et depuis quelques années à Pise. Salvagnoli, pour continuer l'agitation, obtint de l'auteur de l'*Arnaud*, une épigramme pleine de sel; il y en ajouta lui-même deux autres très piquantes; et toutes trois, imprimées secrètement, furent répandues à profusion, et jetées par les masques dans la voiture même du grand-duc (1).

(1) Voici ces épigrammes :

I.

Per farti Roma amica
Ai carnefici suoi Renzi tu desti;
Gli usi or ne imili, e qui verrà Loiola
Colle tenebre sue; nei moccoletti
Noi pure avrem, da giogo vile oppressi,
I soli lumi che saran permessi.

II.

Giunti appena al governo questi broccoli,
Passi, Firenze mia, dai lumi ai moccoli.

Dans un pays opprimé depuis des siècles, où la naturelle causticité démocratique s'exhalait, en ces vagues murmures des conversations privées, dont le gouvernement n'avait à prendre nul ombrage ; où une partie des libéraux s'était, jusqu'alors, contentée de quelques regards d'intelligence, de serrements de main et d'espérances entretenues par les exilés, toujours déçues et toujours renaissantes, de printemps en printemps ; où une autre partie s'en tenait à des dissertations lues, une fois par mois, à l'Académie des *Georgofili*, et parsemées d'allusions prudemment déguisées par l'habile orateur, mais que dévoilaient les malins applaudissements du public ; dans un tel pays, c'était déjà beaucoup d'avoir fait naître l'idée d'un libéralisme qui n'était ni conspirateur, ni académique, mais qui se traduisait en courageuses démonstrations. Quoi qu'il en soit, ni la médaille, ni les épigrammes, ne pouvaient prétendre à l'honneur d'avoir été le point de départ de cette innovation. Vers la fin de février 1846, l'occasion me fut donnée, à Pise, d'offrir le premier exemple d'une énergique protestation, ayant résolument un caractère politique, comme j'aurais voulu que fût celle des libéraux de Florence, à propos de la restitution de Renzi ; tant il est vrai que les occasions ne manquent jamais aux hommes de bonne volonté qui les cherchent.

III.

Se il gesso non è buono al vitto umano
Perchè imitate, o ricchi, il lusso stolto
Delle feste romane ?
Gettateci del pane.

CHAPITRE XVIII.

LA PROTESTATION DE PISE CONTRE LE JÉSUITISME.

Il y avait quelque temps que les jésuites, toujours avides de domination, redoublaient d'efforts pour prendre pied en Toscane, et, depuis la création du nouveau ministère, leurs missionnaires s'agitaient, en tous sens, plus hardiment que d'ordinaire. Voulant, selon leur habitude, faire les choses tout doucement, et éviter d'attirer sur eux l'attention, avant d'être sûrs de leur fait, ils ne demandèrent pas tout de suite la permission d'ouvrir des couvents. Ils se tinrent pour satisfaits qu'on leur permît d'établir, à Livourne, un simple *spogliotaio* (vestiaire); après quoi, ils travaillèrent mystérieusement, pour faire ouvrir, aux sœurs du Sacré-Cœur, un tout petit commencement de couvent, à Pise. On sait que ces sœurs suivent la règle de saint Ignace, et que le principe de leur institution leur fait une loi de recevoir la direction spirituelle des jésuites qui, pour cela, leur donnent le nom de jésuitesses. Avec le pied à terre à Livourne, et la maison des sœurs à Pise, le but des Pères était atteint, la Toscane leur appartenait.

Le chanoine Louis della Fanteria, vicaire général de l'archevêque, avait pris à cœur l'établissement de leur institut, à Pise; l'acquisition de cet auxiliaire n'avait pas été une bonne fortune pour les jésuites; Fanteria, plein de présomption et tête sans cervelle, était un de ces hommes qui, à tort ou à raison, se font détester de tout le monde et portent malheur à tout ce qu'ils touchent.

Secondé par les bons offices de trois dames étrangères, et à l'insu de l'archevêque Parretti, prêtre trop rusé pour se compromettre dans ces misérables intrigues, Fanteria avait déjà acheté le local pour les sœurs ; il ne restait plus à celles-ci qu'à s'y installer. La chose avait été conduite avec tant de précautions et de mystère, que presque rien n'en avait transpiré.

Sur ces entrefaites, le comte Louis Serristori arrivait à Pise, en qualité de gouverneur.

Quoique Serristori, dans le récent gouvernement de Sienne, eût choqué tout le monde par ses manières hautaines et ses airs protecteurs, un livre très estimé publié par lui sur la statistique de l'Italie, sa constante collaboration aux *Annales de statistique* de Milan, les soins qu'il s'était donnés, à Florence, pour les écoles d'enseignement mutuel, son intimité avec Capponi et avec Vieusseux, la correspondance qu'il entretenait avec Ilarion Petitti, et avec d'autres Italiens connus pour le libéralisme de leurs opinions, tout cela lui faisait autant de titres qui l'avaient précédé à Pise, où il passait pour libéral. — On savait, en outre, qu'après la mort de Corsini, il avait été sur le point de devenir ministre ; aussi figurait-il tout naturellement parmi les plus mécontents, et l'on pouvait compter que tout acte d'opposition aurait en lui, secrètement, un auxiliaire. Partisan d'un absolutisme sage et éclairé, plutôt que d'un vrai régime de liberté, Serristori avait en réserve une demi-douzaine de *motu propri* auxquels rien ne manquait, et il s'imaginait que les affaires de l'État iraient à merveille, dès qu'il tiendrait en main le gouvernail, et qu'il pourrait voir ses *motu propri* imprimés dans le journal officiel. — Parmi ses maximes de gouvernement, une des plus importantes était de maintenir les prêtres à leur place, et de s'opposer à tout pieux empié-

tement; aussi, la nomination du nouveau gouverneur produisit-elle, dans la sacristie, le même effet que si un autre *Attila*, *fléau de Dieu*, était apparu aux portes de Pise; Fanteria, lui qui savait ce qui se machinait, en eut un accès de rage.

Serristori instruisit les libéraux de Pise de l'imminence du péril; on crut comprendre, par quelques paroles qui étaient comme échappées de ses lèvres, qu'il désirait une démonstration; une trentaine au moins de libéraux, la plupart appartenant à de hautes familles, dont quelques-uns se sont distingués plus tard parmi les plus dédaigneux détracteurs de ce genre de protestation, se réunirent sur la place de la cathédrale, le soir du 21 février, et puis se mirent à briser, à coups de pierres, les vitres du chanoine Della Fanteria, avec accompagnement d'injures contre les jésuites, les jésuitesses et leurs protecteurs. La police, comme il était facile de le prévoir, ne vit rien, n'inquiéta aucun de ceux qui avaient lancé des pierres, et le gouverneur put informer les ministres que le mécontentement populaire avait fait une bruyante explosion.

Absent de Pise depuis quelques jours, je rentrai le lendemain de cette démonstration conçue et exécutée à mon insu, et je trouvai les esprits irrités outre mesure, et en voie de commettre les violences les plus graves.

Il arrive souvent que les amis du progrès, impatients de le réaliser, ont recours aux moyens violents, parce qu'ils ignorent les moyens plus en rapport avec les mœurs d'un peuple civilisé, ou qu'ils les croient impossibles ou impuissants; c'est pourquoi, ceux-là sont les vrais modérateurs, qui enseignent et mettent courageusement en œuvre les moyens de s'agiter sans violences; je dis sans violences, et non légalement; car la légalité, seule règle acceptable, pourvu qu'elle laisse une voie

ouverte à la manifestation de l'opinion publique, peut fort bien ne pas exister ; alors, les peuples, régis par l'arbitraire, n'ayant pas le choix des moyens de résistance, ne doivent prendre conseil que des convenances sociales et de leur conscience. Pour détourner les esprits de la fâcheuse direction qu'ils avaient prise, je mis en avant l'idée de la protestation civique ; mais, comme une protestation collective, adressée directement au grand-duc, n'eût pas été reçue, je songeai à éluder le *droit strict*, en écrivant une lettre au gouverneur, et le priant, au nom de tous les signataires, de se faire, auprès du prince, l'interprète de nos vœux. Avant tout, je m'enquis auprès du gouverneur lui-même, s'il recevrait la lettre et l'expédierait à Florence ; il m'en fit la promesse, et nous convînmes, de bonne amitié, que je la lui enverrais cachetée. Je rédigeai donc la protestation suivante, qui fut présentée par l'avocat Adrien Biscardi, le soir du 27 février.

« Excellence,

» Les soussignés, se conformant au texte de la loi
» qui défend d'adresser des suppliques collectives au
» trône royal, prient votre Excellence d'être, auprès de
» Son Altesse impériale et royale, l'interprète de leurs
» vœux, qui tendent à ce que l'autorisation soit refusée
» aux sœurs du Sacré-Cœur de Jésus, de fonder, à Pise,
» une maison d'éducation pour les jeunes filles. Il existe
» déjà, chez nous, plus d'un couvent qui se propose cette
» fin, comme objet principal de son institution ; il ne pa-
» raît pas nécessaire d'appeler, de l'étranger, de nouvelles
» congrégations enseignantes, quand celles que nous
» possédons sont plus que suffisantes, pour les besoins
» des populations ; au lieu d'introduire de nouveaux

» établissements, à cet usage, ne serait-il pas préférable
» de porter, dans les méthodes d'éducation de ceux qui
» existent déjà, les réformes demandées par les exigences
» des temps ? Mais la maison qu'on veut fonder, à Pise, est
» manifestement destinée à devenir, pour les jésuites, un
» centre d'activité en Toscane ; car on sait l'étroite dépen-
» dance des sœurs du Sacré-Cœur vis-à-vis de la compa-
» gnie de Jésus, la règle de leur institut les obligeant de
» recevoir la direction des Pères ; quelles que soient donc
» les conditions auxquelles elles se soumettent, en entrant
» en Toscane, elles insinueront nécessairement l'esprit
» jésuitique, dans le cœur de leurs élèves, et au moyen
» des élèves, dans les familles, et par les familles, dans
» la société. Or, un centre de jésuitisme, au sein de la
» Toscane, ne peut exister sans une guerre plus ou
» moins latente à nos plus vitales institutions ; la com-
» pagnie de Jésus, à la différence de toute autre corpo-
» ration religieuse, est une force sociale essentiellement
» créée et organisée pour la domination ; elle tend, par
» la loi même de sa nature, à absorber tous les pouvoirs,
» également ennemie du prince et du clergé, quand elle
» ne réussit pas à les attirer dans l'orbite de ses mouve-
» ments. C'est ce qui explique la répugnance qu'éprouve
» toute société à l'admettre et à la conserver dans son
» sein, comme si un instinct de conservation l'avertissait
» de la présence d'un principe délétère. La Toscane ne
» pourrait subir l'influence jésuitique, sans se préparer
» cette série de malheurs qu'elle a toujours entraînés avec
» elle, dans les autres pays ; et certes ce ne serait pas le
» moindre de ces malheurs, qu'un obstacle vînt s'opposer
» à ce retour providentiel vers l'unité catholique, qui est le
» plus grand fait de notre siècle ; car en aspirant à faire,
» du mouvement religieux, le monopole d'une coterie,

» on suscite, contre ce mouvement, tous ceux qui craignent de voir restaurer le règne du fanatisme et de » l'intolérance.

» Les rumeurs qui ont troublé la tranquillité de notre » ville; la sourde agitation qui règne depuis quelques » jours, sur la vague nouvelle, que les religieuses du » Sacré-Cœur seraient établies chez nous, ne font que » trop pressentir quels graves désordres nous aurions à » craindre, si la chose se réalisait. C'est pourquoi les » soussignés se confient à la haute sagesse de l'excellent » prince qui nous gouverne, avec l'espoir qu'il voudra » sauver la Toscane du fléau qui la menace, et conserver » intacte, cette réputation de gouvernement sage et éloigné de tout excès, qui, depuis les temps de Léopold Ier, » nous rendait l'objet de l'admiration et de l'envie de » tous les peuples. »

Fanteria, par les soins de la grande-duchesse veuve, avait déjà obtenu que le grand-duc signât le décret d'autorisation, sans consulter le ministère, dans lequel il craignait l'opposition de Cempini. — Or Cempini arrivait justement à Pise, au milieu de cette effervescence; on connaît déjà son aversion naturelle contre les jésuites; qu'on s'imagine ce que ce dut être, quand il apprit le mauvais tour qu'ils avaient voulu lui jouer. Témoin du mécontentement de Pise, il en rendit compte au grand-duc, et pendant que j'étais occupé à faire circuler la pétition, il vint me trouver tout exprès, pour me confier, en grand secret, que je pouvais être certain que l'autorisation donnée aux sœurs serait révoquée. La protestation n'ayant d'autre but que d'empêcher les jésuites d'ouvrir une maison, en Toscane, cette confidence la rendait superflue, et j'aurais pu n'y plus penser; mais il s'agissait de donner à l'Italie le premier exemple d'une courageuse

remontrance, s'appuyant non plus sur la force brutale, mais sur la puissance de l'opinion; il s'agissait d'arracher la révolution aux voies désastreuses des conspirations violentes, et les discours ne pouvaient suffire, si nous ne les accompagnions de quelques exemples; il s'agissait, en outre, à propos des jésuitesses, d'élever la voix contre le jésuitisme, de l'élever de Pise, ville savante qui, par l'universalité de son enseignement, possédait une autorité très grande; il s'agissait enfin de séparer, par un acte, la cause des jésuites de celle de l'unité catholique: toutes choses que je ne pouvais dire au chef du ministère; au point de vue de ses idées, il ne m'aurait pas compris. D'un autre côté, me taire, et poursuivre mon projet de protestation, c'était lui rendre ma conduite inexplicable; il ne pouvait manquer de se sentir offensé de mon silence, lui qui s'était montré si confiant à mon égard. En vérité, je ne sais combien j'aurais donné pour qu'il ne m'eût pas fait ses confidences. Parmi les épreuves de la vie politique, il en est une bien dure pour les hommes qui ont conscience de la droiture de leurs intentions; c'est d'être forcés, par un devoir public, d'accomplir certains actes qui, dans l'esprit des honnêtes gens de l'estime desquels ils s'honorent, peuvent faire naître des doutes sur la parfaite délicatesse da leurs sentiments. — Malgré ces confidences, je persévérai dans ma première résolution, avec le profond regret de me faire mal juger par une personne que j'estimais et que j'aimais.

Pour que ce manifeste fît impression, il importait qu'il fût signé par les prétendus *hommes de bon sens*, c'est-à-dire par les hommes indifférents aux affaires publiques, et jouissant, par cela même, d'un crédit d'autant plus grand auprès du gouvernement; si nous avions seuls signé la protestation, on n'aurait pas manqué de dire que c'étaient

toujours les mêmes têtes chaudes, les mêmes libéraux, ce qui, à cette époque, avait la même valeur que démagogues. La grande affaire était donc de conquérir les signatures des *hommes de bon sens.*

Le marquis Joseph Arconati avait coutume de passer l'hiver à Pise ; c'était un très riche Lombard, qui avait été impliqué dans les procès de 1821, et condamné à mort par contumace, un homme de premier mouvement (*un po' a dirizzoni*), mais conscience pure et tout cœur. Il convenait avec moi de la nécessité de l'agitation, et il me prêta son appui jusqu'à un certain moment, ainsi que je le dirai dans la suite. Enthousiaste de l'idée de la protestation, il me fut d'un grand secours pour en assurer le succès.

C'était le premier jour de carême de l'année 1846. Nous étions réunis chez moi, quelques-uns des plus intimes, faisant notre plan de campagne pour recueillir les signatures, incertains encore de quel côté il faudrait d'abord diriger nos batteries, pour enlever les noms les plus importants; lorsque nous voyons entrer Arconati, accompagné de son parent Julien Prini, un des membres les plus riches de la noblesse de Pise ; Arconati me dit, tout rayonnant de joie, qu'il amenait ce parent pour le faire signer. La signature de Prini nous promettait de nombreuses adhésions dans les hautes classes, où l'on se ferait un point d'honneur de ne pas se montrer moins empressé que lui ; aussi, avec cette signature, pûmes-nous considérer le succès comme assuré. Nous ne nous dissimulions pas la gravité de cette protestation ; nous savions que, par l'autorité de l'exemple, elle allait avoir toute l'importance d'une œuvre nationale; nous servions la cause, non-seulement de Pise, non-seulement de la Toscane, mais de toute l'Italie ; nous portions les

premiers coups de la guerre nationale qui s'allumait sur un nouveau terrain. Il y a toujours quelque chose de solennel, accompagné d'indéfinissables appréhensions, au début d'un mouvement destiné à produire une révolution, surtout quand ce mouvement est, comme celui-là, pur et sacré, soit dans les moyens, soit dans le but. La présence d'Arconati nous rappelait les supplices du Spielberg, auxquels il avait échappé par miracle, mais que ses autres compagnons avaient subi héroïquement. Il personnifiait, à nos yeux, l'Italie proscrite, la Lombardie opprimée, et nous pressentions que, tôt ou tard, de ces démonstrations civiques, sortirait l'épreuve décisive, la lutte armée. Ce fut un moment sublime de patriotique effusion! Quand son parent eut apposé sa signature, l'exilé lombard se jeta tout ému dans mes bras en disant: *Un jour, une inscription gravée sur la pierre, attestera que c'est dans cette maison qu'a commencé le mouvement italien...*

Aidé de mes amis (1), je recueillis, en deux jours,

(1) Renaud Ruschi me fut d'un grand secours, par l'empressement qu'il mit à recueillir les signatures: je lui cédai l'honneur de signer le premier, parce que je tenais à ce que l'on vît bien que cette protestation était plutôt l'œuvre de la ville tout entière, que l'œuvre de l'université dont je faisais partie. La lettre présentée au gouverneur, dans la soirée du 27 février, portait les noms suivants; mais ensuite, on en fit circuler plusieurs copies qui furent couvertes d'un très grand nombre de signatures, à Pise et dans les campagnes:

Rinaldo Ruschi. — Prof. Giuseppe Montanelli. — Avvocato Antonio dell'Hoste. — Leopoldo Ruschi. — Prof. Giovanni Carmignani. — Ingegnere Rodolfo Castellini. — Francesco Finochietti. — Francesco Roncioni. — Francesco Ruschi. — Rorenzo Ceramelli. — Giovanni Battista Catanti. — Prete Giuseppe Bettini. — Niccolò

246 signatures, parmi les professeurs et les plus notables citoyens de Pise. Assurément, tous ceux-là ne signèrent pas avec l'intention de faire acte de courage civique ; il en était qui ne pouvaient me refuser, d'autres qui m'auraient dit non tête à tête, mais qui n'osaient le faire en présence des témoins que j'avais eu la précaution d'amener avec moi ; puis ceux qui, habitués à marcher à la suite de certaines personnes, se contentaient de voir les signatures de ces *certaines personnes*, pour signer les yeux fermés, et ceux qui auraient craint, en refusant de signer, d'encourir la disgrâce du gouverneur; ceux enfin qui, connaissant ma liaison avec Cempini, me supposaient

Mecherini. — Luigi Fantoni. — Leonardo Bartolini Salimbeni. — Giovanni Frassi. — Dottore Giuseppe Bianchi. — Giuliano Prini. — D. Emilio Frizzi. — D. Enrico Ranfagni. — Paolo Folini. — Dottor Giuseppe Pagliaini. — Antonio Parra. — Lazzero Merli. — Pietro Ruschi. — Prete Raimondo Masi. — Cesare Studiati. — Alessandro Studiati. — Andrea Agostini. — Francesco Vaccà Berlinghieri. — Professore Antonio Bartolini. — Dottore Valentino del Bubba. — Professore Silvestro Centofanti. — Prof. Ottaviano F. Mossotti. — Prof. Pietro Capei. — Gioanni Saladino dal Borgo. — D. Ferdinando Bellini. — Angiolo del Rosso. — Prof. Burci. — Giuseppe Nistri. — Cosimo Agostini. — Prof. Pietro Conticini. — D. Carlo Ciappei. — D. Francesco Passerini. — Professore Ranzi. — D. Fedele Fedeli. — D. Cosimo Giorgi. — D. Attilio Tassi. — Luigi Merli. — Prof. Giovanni Rosini. — Professore Gio. Battista Giorgini. — Fabio Sbragia. — Professore Michele Ferrucci. — D. Luigi Fancelli. — Marchese Malaspina. — Del Guerra. — D. Gio Pazzini. — Prof. Severi. — D. Tito Bombicci. — D. Giuseppe Tabani. — D. Parenti. — Prof. Francesco Bonaini. — Prof. Martolini. — Dottore Achille Gotti. — D. Alessandro Bianchi. — Prof. Corradini. — Professore Carlo Matteucci. — Prof. Tonelli. — Salvetto Salvetti. — Professore Pietro Obici. — Prof. Lavagna. — Bombicci. — Cuturi. — Corrado Malaspina. — D. Andrea Vanucchi. — Gio. Batt. Toscanelli. — Giuseppe

d'accord avec lui, et croyaient répondre au désir du chef du ministère. Mais quel est l'acte collectif, même le plus splendide, qui ne renferme que de l'or pur? — L'homme est esprit et matière, et l'esprit et la matière se retrouvent dans toutes les œuvres humaines. Dans les actes collectifs, ce qui est esprit vient des minorités en qui réside la vertu, et, par conséquent, l'initiative ; ce qui est misérable appartient à la masse, capable seulement de recevoir une impulsion.

C'était, hélas! une rude tâche que de tenter d'arracher à leur torpeur, ces Toscans dégénérés dont le concours

Sgrilli. — Augusto Grassi. — Spiro Dusmani. — Roberto Lawley. — Teodoro Mastiani Brunacci. — Cav. Vittorio Papanti. — Gio. Marengo. — Prof. Pietro Savi. — Prof. Paolo Savi. — Prof. F. A. Mori. — Dott. Bernardino Tribolati. — Antonio Marcacci. — Prof. Passerini. — Gustavo Romani. — Alamanno Boni. — Francesco Tomei Albiani. — Antonio del Testa del Tignoso. — Mario dei Conti Guidi. — Onorato Bacchetti. — Attilio di Lapo. — Raimondo Raimondi. — Giovanni Nistri. — Luigi Giannelli. — D. Tito Tizzoni. — Ranieri Fontani. — D. Luigi Passetti. — Professore Vincenzo Centofanti. — Francesco Achiardi. — Avv. Elpidio Micciarelli. — D. Cristoforo Gasperini. — Francesco Frassi. — Prof. Carlo Pigli. — Prof. Eliseo de Regny. — Ferdinando Bargagna. — Scipione Natili. — Augusto Agostini. — Francesco Janer. — Prof. Padelletti. — Cav. Filippo Giannini. — Prof. Raffaello Piria. — Gio. Landucci. — D. Mugnaini. — Ippolito Rosini. — Orlando Bonci. — Lorenzo Manci. — Francesco Lawley. — Luigi Soldiani. — Avv. Adriano Biscardi. — Prof. Da Padule. — D. Giovanni Rossini. — Mariano della Croce. — Giuseppe Chiesi. — Francesco Padreddii. — Professore Leopoldo Pilla. — Prof. Carlo Arcangioli. — Augusto Dumas. — Tito Raufagni. — Prof. Cuppari. — Fratelli Natali. — D. Francesco Michelazzi. — Francesco Torri. — Gaetano Rondoni. — D. Giuseppe Fontani. — Giuseppe Giusti. — D. Luigi Fontani. — Antonio Bernardi. — Francesco Franceschi Galletti.

nous était indispensable, et de pousser à des actes de courage civique, ces âmes dont la lâcheté avait fait une chose inerte. Que de précautions à prendre, que de démarches à faire, que d'amères déceptions à subir! et souvent sans résultat. Je devais dévorer en silence les refus et les mouvements d'impatience de qui je m'y serais le moins attendu, faire semblant de ne pas m'apercevoir des frayeurs qu'on dissimulait, discuter à côté de la question, avoir l'air de prendre au sérieux les prétextes et les sophismes où l'on s'enveloppait... oh! quel ineffable bonheur, au milieu de ces misères morales, toutes les fois que je rencontrais un de ces hommes de cœur qui, à peine instruits du but de ma visite, inscrivaient leurs noms, sans tous ces vains discours, et me quittaient avec un serrement de main sympathique! Ce bonheur, je l'ai surtout profondément senti près de mon collègue dans l'Université, Mossotti, le Colomb des nébuleuses, un vrai grand homme. Une fois la protestation lue, peu lui importe de savoir qui a signé le premier; il ne s'enquiert pas si j'espère recueillir d'autres signatures en grand nombre; il n'a d'autre ressource que les émoluments de sa chaire, il sait qu'en faisant de l'opposition au gouvernement, il s'expose à la destitution et à l'exil; malgré tout, il signe sans hésiter, en me disant: « Je m'occupe » des étoiles et non des jésuites; mais je sais que partout » où vont les jésuites, ils jettent le scandale, et je signe » très volontiers pour empêcher le scandale. » Nous verrons souvent, dans la suite, la science salariée se prostituer à quiconque la paie; aussi rien n'est plus consolant, pour celui qui cherche l'alliance du savoir et de la vertu, que de pouvoir inscrire, dans l'histoire, de pareils exemples.

Dans toute question sociale nettement formulée, on est sûr de perdre le concours des hommes à qui manque le

courage des franches résistances et des franches adhésions. La protestation de Pise eut, elle aussi, son juste-milieu. Voyant que l'opinion générale se prononçait ouvertement contre les sœurs, quelques-uns auraient voulu éviter, à la fois, l'odieux de passer pour les complices des jésuites, et les inconvénients de se montrer leurs ennemis. Ils trouvèrent que ma protestation avait le défaut (ce qui précisément en faisait pour moi tout le mérite) de manifester une opinion sur les jésuites, et de donner une leçon au gouvernement. Ils en firent une autre; ils dirent, eux aussi, qu'ils ne voulaient pas les sœurs, mais uniquement par cette raison que, du moment où un certain nombre de personnes demandaient leur exclusion, ils auraient craint que la manifestation d'un vœu contraire ne troublât la paix publique. Le chevalier Lelio Franceschi se mit à la tête de ce parti des opposants juste-milieu. Une pétition en faveur des jésuites fut aussi tentée; mais elle ne put aboutir.

Le gouvernement révoqua l'autorisation déjà accordée à Fanteria. En même temps il fit adresser, par le chef de l'Université, des remontrances aux professeurs qui avaient signé, et presque tous étaient dans ce cas. On le comprend, nous ne pouvions reculer. L'effet moral de ce premier acte eût été manqué, si les professeurs eussent accepté la leçon sans mot dire, se laissant traiter comme des écoliers. Pour soutenir notre dignité, je proposai une déclaration directe au *provveditore* (1) :

« Monseigneur,

» Les professeurs signataires de la supplique adressée à
» Son Excellence le gouverneur de Pise, ont la conscience
» d'avoir accompli leur devoir de citoyens et d'honnêtes

(1) Chef de l'Université.

» sujets ; en propageant l'idée de substituer une démonstration exempte de violence, aux démonstrations violentes dans lesquelles l'opinion s'était engagée et où elle aurait persévéré, si une voie régulière ne lui eût été ouverte, ils sont convaincus qu'ils ont contribué, autant qu'il était en leur pouvoir, à raffermir la confiance dans le prince, et le respect des lois. Tout en exprimant la douleur que leur a causé la communication à eux faite par V. S. Illme, ils ne peuvent s'abstenir de déclarer qu'ils ne trouvent, dans leur conscience, rien qui ait pu leur mériter la censure dont ils ont été l'objet. »

Sauf quelques-uns qui, cette fois, eurent le courage de leur lâcheté, les professeurs admonestés signèrent la déclaration.

Le provvéditeur Bonnisegni, prêtre mondain et épicurien, pour éviter tout embarras, ne remit pas *officiellement* la lettre aux ministres, et la garda dans sa poche ; de sorte que le ministère put être censé n'en rien savoir; mais il suffisait que les professeurs eussent fait leur devoir, et que le gouvernement sût qu'il ne les avait pas intimidés.

Ce qui est certain, c'est que les protestations de Pise eurent, en Toscane comme partout, un grand retentissement. On en faisait circuler des copies manuscrites avec les noms des signataires ; on les lisait dans les cercles, et les applaudissements éclataient, à chaque nom un peu connu ; des lettres de félicitation arrivaient de toutes parts. Gino Capponi, appelé le patriarche du libéralisme toscan, écrivait publiquement à Giusti, que nous avions ouvert une grande voie, et qu'après avoir vu un si beau commencement, il pouvait entonner le cantique de Siméon : *Nunc dimittis servum tuum, Domine.* Mais surtout l'effet produit fut immense, quand on vit cette protestation

écrite par moi, traduite toute entière dans un *premier Paris* du *Journal des Débats*, qui la célébrait comme le premier acte de résistance sans violence, en Italie, et louait le bon sens des hommes qui en avaient conçu l'idée. — Alors les auteurs de la protestation *juste-milieu*, pour qui les *Débats* faisaient autorité, voyant qu'il n'était pas question de leur œuvre, se repentirent de n'avoir pas signé la mienne. Pise se sentait flattée dans son légitime orgueil. Oh ! combien fut beau son réveil, quand elle eut conscience que, par son exemple, s'opérait la grande initiation de l'Italie aux manifestations de la volonté commune !

Pise, cette terre classique du patriotisme, avait été, au moyen âge, l'âme de ce grand mouvement qui rendit la vie nationale à la Toscane. Après la ruine de ses libertés républicaines, elle ne présenta plus l'aspect que d'un vide et froid sépulcre ; depuis trois siècles, cette ville semblait porter le deuil de son veuvage. Chez elle, l'immense et forte vie de la liberté n'avait pas été remplacée par cette activité frivole, qui fait toute la vie des peuples esclaves ; elle représentait l'impassible majesté de la mort. Même dans ces fêtes triennales où de splendides illuminations, le long des rives de l'Arno, donnaient, au cours merveilleux du fleuve, un coup d'œil magique, Pise ne s'animait pas de cette joie naïve qui éclate, à Florence, dans toutes les fêtes publiques ; on aurait dit l'*orate pro mortuis* transporté des murs du Campo-Santo jusqu'aux portes de la ville.

Maintenant, le germe de la résurrection était jeté ; la joie qui inondait nos âmes rayonnait au dehors ; tous, professeurs, citoyens, étudiants, hommes du peuple, se donnaient la main, dans le sentiment commun et l'espérance d'une régénération sociale. Les applaudissements qui, à l'extérieur, accueillirent sa protestation, firent

comprendre à l'habitant de Pise, qu'il avait représenté une idée nationale ; il sentait la nation dans la commune; il recouvrait la conscience du citoyen. — Quiconque a respiré un instant ce souffle vivifiant, attestera que mon récit n'est pas une fiction de poëte.

CHAPITRE XIX.

DÉMONSTRATIONS QUI SUIVIRENT LA PROTESTATION DE PISE.

Les événements de Pise donnèrent l'élan aux autres villes de Toscane qui, à l'envi, voulurent l'imiter; Vincent Malenchini à Livourne, l'avocat Benini à Prato, proposèrent ce qu'il y avait de plus prompt et de plus simple, c'est-à-dire, des adhésions signées à la protestation contre les sœurs; à Florence, la jeunesse libérale, animée d'une noble émulation, ne pouvait supporter l'idée que la capitale se laissât dépasser par une ville de province, dans ses actes de courage civique.

Il y avait à Florence deux centres de libéralisme: l'un, de jeunes gens toujours prêts à l'action, autour de Charles Fenzi; l'autre, de libéraux académiques, autour de Gino Capponi.

Quoiqu'il n'eût guère plus de vingt ans, Charles Fenzi était entré dans la politique avec toute l'assurance d'un homme mûr. Doué d'un rare bon sens, caractère loyal, ferme, chevaleresque, et cœur ardent, il ne prenait jamais de résolution qu'il n'en eût d'abord gravement pesé les raisons dans son esprit réfléchi, et la moralité dans sa conscience scrupuleuse; mais une fois son parti pris, il le poursuivait avec persévérance, et voulait en voir le résultat. Ces précieuses qualités, jointes à des manières aussi aimables que viriles, à des connaissances variées acquises dans ses études et dans ses voyages, et au prestige d'une famille opulente, le faisaient tout naturellement le

chef de la nouvelle génération de libéraux qui surgissait à Florence. Ce rôle lui convenait d'autant mieux, que modeste jusqu'à la candeur, et n'ayant d'autre mobile de ses actions que l'amour de la patrie, non-seulement il n'aspirait pas à s'élever au-dessus des autres, mais même il évitait les plus lointaines apparences de cette ambition; il faisait de la propagande sans se poser en initiateur; il faisait de la modération sans affecter les airs de dignité d'un modérateur; mais dès qu'il y avait péril à se montrer au premier rang, il se précipitait en avant, jaloux de prouver qu'il était digne d'une pareille primauté. Ainsi sont faits les hommes que la Providence destine, dans les temps de révolution, à réunir les éléments d'où doit sortir la vie; les chefs qui ont la prétention de se poser d'avance, ou comme des *principes incarnés*, ou comme le *peuple fait homme*, ou que sais-je, peuvent bien fonder des sectes, mais ils n'ajoutent rien au progrès régénérateur. Avec Charles Fenzi, marchaient Léopold Cempini, Cosme Frediani, Pierre Masini, Antoine Mordini, Antoine Galletti.

Gino Capponi était l'héritier d'un des plus beaux noms de l'histoire républicaine de Florence; en même temps la nature étrusque l'avait comblé de ses faveurs. Avec la beauté et la majesté des formes extérieures, elle lui avait donné tous les instincts généreux, un esprit souple, vigoureux, capable d'embrasser tous les ordres de travaux dans le domaine de l'intelligence, et d'apprécier, avec un sens exquis, tout idéal de poésie ou de morale. Que ce fût un vice de tempérament ou une infirmité traditionnelle de famille, l'histoire attestant que tous les grands personnages de la famille Capponi, péchèrent par un caractère irrésolu, que ce fût l'effet d'une éducation domestique défectueuse, ou pour toutes ces causes réunies, Gino manquait, au mi-

lieu de cet ensemble de belles qualités, de la puissance qui conclut, de la vertu qui traduit les idées en actes; en sorte qu'il y avait en lui comme deux hommes politiques : l'un, l'homme du discours académique, énergique, véhément, exalté, exempt de tout étroit esprit de parti, confiant dans l'avenir de l'humanité, sachant voir de haut et sans pédantesques déclamations, les maux transitoires qui accompagnent les révolutions; l'autre, l'homme de la pratique, maladroit, timide, se faisant des embarras des plus puériles considérations, et, dans la lutte des partis, porté à s'allier plutôt aux rétrogrades qu'aux progressistes, quoique ami du progrès. Grandeur de la pensée, impuissance de l'action, tel était le contraste qui frappait dans le caractère de Capponi. Devenu aveugle dans la pleine vigueur de son âge, la cécité augmentait en lui cette impuissance.

Capponi était le centre d'un libéralisme académique, c'est-à-dire peu disposé à l'action. Autour de lui se groupaient Léopold Galeotti, Marc Tabarrini, Guillaume Digny, Péruzzi, Salvagnoli; quant à ce dernier, il était déjà, dès 1846, séparé *in petto* du petit groupe; sa scission éclata ouvertement l'année suivante, si bien que, faisant allusion aux entretiens libéraux du palais Capponi, situé dans la rue Saint-Sébastien, il appelait par dérision cette coterie, l'*école historique de S. Bastiano.*

Le parti de Charles Fenzi avait, en 1845, organisé une société secrète de *républicains-unitaires*. Mais une fois à l'œuvre, les jeunes fondateurs de la société s'étaient facilement aperçus qu'un pareil moyen ne pouvait porter remède aux maux de l'Italie; aussi leur dessein était-il presque abandonné, quand l'exemple de Pise leur fit comprendre dans quel genre d'action ils pouvaient dépenser l'ardeur qui les dévorait.

La récente catastrophe de Cracovie offrait une occasion de protester dignement contre l'oppression étrangère; nous compâtissions tous à cette immense infortune, égale à l'audace avec laquelle nous avions vu ces héros défier, à la fois, trois gigantesques despotismes. — La France, largement aidée par le clergé lui-même, fournissait des secours aux réfugiés polonais. Charles Fenzi, de concert avec ses amis, proposait d'en faire autant en Toscane, et d'envoyer l'offrande fraternelle avec les noms des souscripteurs, au comité central de la souscription française.

Je m'associai très volontiers au projet de Fenzi; car j'étais convaincu qu'il fallait faire marcher de front les manifestations exprimant des vœux de réforme dans chaque État, et celles ayant pour but l'affranchissement et la constitution de la nationalité italienne; les premières manifestations étaient nécessaires pour faire de la révolution, au lieu d'un vain mot, la réalité du droit vivant; les secondes pour préserver l'agitation réformiste, de l'erreur qui tend à la renfermer dans l'étroit horizon de la commune, et pour identifier toujours l'intérêt des États avec l'intérêt de la nation. C'est en vain que des conquêtes libérales se seraient opérées dans les divers États, si ces conquêtes n'eussent été garanties par l'autorité d'une force réelle; or, cette force réelle ne pouvait résulter que du rang que prendrait l'Italie, en Europe, comme nation indépendante. La protestation de Pise avait été une œuvre dont la portée ne dépassait pas les limites de l'État, une œuvre toute toscane; la souscription partant de Florence, en faveur des victimes polonaises, aurait évidemment l'importance d'un acte d'intérêt national.

Persuadé que la souscription n'atteindrait pas son but, si elle n'était couverte des noms des libéraux les plus accrédités en Toscane, je voulus aider Fenzi, en essayant

d'obtenir les signatures de quelques chefs du vieux libéralisme de Florence, auprès desquels mon jeune ami ne trouvait pas le favorable accueil qu'il avait espéré ; je m'adressai, entre autres, à Cosme Ridolfi. Celui-ci vint courtoisement en personne répondre à ma lettre ; il allégua de bonnes raisons, pour me faire comprendre que les services qu'il pouvait rendre en conservant les bonnes grâces du grand-duc, valaient bien mieux que sa signature à la souscription polonaise, qui le rendrait suspect de solidarité avec l'agitation, et paralyserait l'influence qu'il exerçait, dans l'intimité, sur l'esprit du prince ; à chacun son rôle, disait-il : à vous de faire de l'agitation, à moi de faire tourner les actes de votre agitation au profit de la réforme désirée. Le but de ma lettre n'était pas atteint ; mais cette conférence servit à me mettre en rapport avec un homme destiné à prendre une part importante dans notre révolution, et que, jusque-là, je ne connaissais guère, que pour avoir échangé avec lui quelques saluts. Ridolfi approuvait alors, comme il l'a toujours fait depuis, l'agitation réformiste ; et il me confirma dans la conviction que c'était le seul moyen de pousser le grand-duc à opérer de sérieuses modifications dans le gouvernement.

Cependant, malgré sa prodigieuse activité, Charles Fenzi n'obtenait pas de résultat, et il était obligé de renoncer à l'idée d'un secours accompagné de signatures. Il chercha vainement un nom influent pour ouvrir la liste ; les personnes influentes le renvoyaient d'Hérode à Pilate ; Salvagnoli signerait, mais après Capponi ; d'Azeglio signerait, mais après Capponi ; Capponi, lui, déclara qu'il ne signerait ni avant ni après, et se contenta de donner une pièce d'or, mais pas son nom, qui était la chose importante dans l'affaire. Ses amis s'efforçaient d'atténuer le mauvais effet de ce refus, en l'attribuant à de plus graves

desseins médités dans le sanctuaire de la rue Saint-Sébastien ; ils disaient qu'on verrait bientôt partir de là, une pétition pour l'établissement des conseils provinciaux ; que de cette pétition devait dépendre la réorganisation politique de la Toscane ; que c'eût été donc commettre une faute capitale, que de la compromettre par la souscription polonaise ; que d'ailleurs il suffisait d'envoyer, aux victimes de Cracovie, des secours pécuniaires, les noms leur étant indifférents. La prétendue pétition pour les conseils provinciaux resta toujours à l'état de projet. Les jeunes libéraux, ceux-ci blessés de l'inexécution de ces promesses, ceux-là humiliés de voir quelques villes de province envoyer des secours accompagnés de signatures, tandis que la capitale, après avoir donné la première impulsion, se cachait sous le voile de l'anonyme, perdirent, dès ce moment, beaucoup de cette estime qu'ils avaient conçue pour les vieux libéraux florentins, dont ils étaient si disposés à reconnaître l'autorité. Ne comprenant pas comment la sagesse pouvait consister dans l'inertie, et comment les immobiles pouvaient diriger le mouvement, ils résolurent de se séparer des sages qui disaient toujours *non*.

Pendant ce temps-là, on faisait circuler secrètement *les affaires de Rimini*, de Maxime d'Azeglio.

On se souvient que, sur mon conseil, d'Azeglio avait singulièrement adouci les paroles de blâme qui se lisaient dans l'exorde de ce pamphlet, au sujet du soulèvement armé de la Romagne ; même ainsi atténué, ce jugement excita parmi nous un mécontentement général, contre l'écrivain qui déjà passait pour un des plus dévoués champions de Charles-Albert. Le livre fut donc d'abord assez mal accueilli dans les cercles libéraux de la Toscane, où les Romagnols comptaient de nombreux parti-

sans, et Charles-Albert pas un seul. Mais le ministère, en ordonnant à d'Azeglio de sortir de Florence, changea subitement les dispositions des esprits à son égard ; ce fut pour lui comme un brevet de popularité. A peine la nouvelle de cette expulsion fut-elle connue, que les murailles se couvrirent d'acclamations en l'honneur du proscrit; à Pise, à Livourne, partout où il devait passer, on lui préparait une ovation populaire; et cette fois, les amis de Capponi durent céder au mouvement irrésistible qui les poussait à une protestation florentine contre le gouvernement.

Hyacinthe Collegno, malgré ses infirmités physiques, conservait toute la vigueur de son esprit et s'occupait incessamment des grands intérêts de l'Italie ; sa maison, à Florence, était le rendez-vous, non pas des libéraux académiques, mais des plus décidés à l'action. Tous ces amis fidèles entouraient de témoignages de respects et de soins affectueux, le conspirateur de 1821 trahi par Charles-Albert, qui avait laissé à ce prince le flétrissant souvenir de son indignation, le soldat de l'indépendance grecque, compagnon d'armes de Santa-Rosa, l'illustre géologue qui, au dernier congrès de Naples, avait seul refusé de s'asseoir au banquet offert aux savants, par le roi. Collegno, ami de d'Azeglio, avertissait et celui-ci et tout le monde, qu'il ne fallait pas se fier aux démonstrations sympathiques de Charles-Albert, qu'il connaissait, disait-il, *intus et in cute*. Cependant, il voulait le mouvement, et il avait applaudi à la protestation de Pise ; il avait déploré l'insuccès de la souscription pour les Polonais; il blâmait avec nous la faiblesse des amis de Capponi.— Il fit tous ses efforts auprès de ces derniers, pour qu'ils saisissent l'occasion qui leur était offerte par l'expulsion de d'Azeglio, de censurer ouvertement le minis-

tère. C'est chez lui qu'il fut décidé qu'un banquet serait donné à d'Azeglio; Capponi s'y associa par lettre, et les plus notables de son parti y assistèrent en personne.

On vit alors avec quelle facilité les libéraux de Florence, s'ils avaient eu un peu de résolution, auraient pu faire la loi au gouvernement. Au moment du banquet, les ministres étaient dans une agitation violente; leurs agents allaient et venaient, du palais Vecchio à l'hôtel de *Porta-Rossa* où étaient réunis les convives. Le bruit s'était répandu qu'on devait y organiser une pétition; et, depuis la pétition de Pise, cette parole était le cauchemar du gouvernement. Les ministres ne commencèrent à respirer que lorsqu'ils eurent l'assurance que les verres se vidaient, sans qu'on songeât à porter le moindre petit toast au héros de la fête, puis qu'on se dispersait tranquillement, chacun de son côté. Jouant, comme toujours, sur une équivoque, il avait été convenu qu'on s'abstiendrait de porter des toasts, afin de pouvoir, au besoin, se soustraire à toute poursuite, en disant que les amis de d'Azeglio avaient simplement voulu dîner avec lui avant son départ, mais sans la moindre idée d'une hostilité politique. Cette timidité fit déchoir plus que jamais les libéraux académiques, dans l'estime des libéraux qui se sentaient un peu de cœur.

Le ministère informé de l'accueil triomphal que Pise préparait à d'Azeglio, lui défendit de passer par cette ville; mais une foule d'étudiants et de citoyens allèrent, par le chemin de fer, l'attendre de pied ferme à Pontedera, et là, plusieurs jeunes gens, parmi lesquels Sébastien Fenzi et Guido Palagi, fils de la première dame de compagnie de la grande-duchesse, prononcèrent de chaleureux discours. D'Azeglio ému, et démagogue par occasion, pressait avec transport dans ses bras ces frères italiens, et ses

patriotiques paroles, et ses ardentes protestations de libéralisme, enivraient cette jeunesse enthousiaste. Cette démonstration populaire fut le premier acte solennel du réveil de l'Italie; et l'ami de Balbo en parut très satisfait.

Les Livournins, ne voulant pas se laisser dépasser par les autres villes toscanes, offrirent à d'Azeglio un banquet, que présida l'éminent André Padovani ; quelques Pisans y assistèrent. Pise envoya à Livourne, le peintre Martini chargé de faire le portrait de d'Azeglio, afin d'avoir au moins l'image du proscrit, en dépit du ministère. Nous acclamions en lui l'exilé de la Toscane, l'avocat des Romagnols, l'agitateur réformiste ! Nous espérions qu'à son retour en Piémont, il confirmerait ses paroles par des actes, et qu'il commencerait, dans son pays, l'agitation en faveur de la réforme, comme nous l'avions commencée en Toscane.

Pour ce qui concerne le roi Charles-Albert, voici dans quelles dispositions d'Azeglio laissait les libéraux toscans.

Il n'y eut pas même l'ombre d'une conspiration tendant à renverser Léopold II et les autres princes d'Italie, au profit de la maison de Savoie; si le langage de d'Azeglio, quelque peu révolutionnaire au début, lors de sa première tournée dans la Romagne et dans la Toscane, avait pu faire supposer qu'il voulait tenter une conspiration de cette nature, le langage tout différent qu'il tint après son retour de Turin, ne laissa plus de place à cette opinion. La conjuration unitaire albertine trouvait des obstacles insurmontables, non dans un attachement étroit à des intérêts de localité, ni dans les convictions républicaines ; mais dans la défiance qu'inspirait l'homme dont on aurait voulu faire le promoteur et l'âme de l'unité italienne. Sur ce point nous étions tous d'accord :

« J'accepte, me disait Capponi, un gouverneur piémon-

» tais à Florence ; mais je ne conspire pas avec un roi ;
» et puis, je connais l'homme de vieille date, et je sais
» que conspirer sans cesse, distribuer de menteuses
» caresses à droite et à gauche, et sacrifier, quand son
» intérêt l'exige, quiconque s'est fié à lui, c'est la façon
» d'agir de Charles-Albert. »

Je fus des derniers à voir d'Azeglio, à Livourne, avant son départ. Je compris bien qu'il cherchait à se faire une petite troupe de satellites, en laissant çà et là des partisans dévoués à sa personne, qu'il pût faire mouvoir à volonté, comme de vraies marionnettes, selon l'usage de ces histrions politiques qui s'appellent chefs de parti. Mais je puis attester que pas un mot de conspiration, dans le sens d'un projet d'unité au profit de Charles-Albert, ne fut dit, ni à moi, ni aux autres personnes, avec qui d'Azeglio témoignait le désir de rester en correspondance.

Assurément, dès qu'il était reconnu que nous ne pouvions prétendre à une révolution républicaine, la prudence exigeait que notre langage fût respectueux, à l'égard des princes avec qui nous étions forcés de transiger, bien que leurs antécédents méritassent un jugement sévère. Quelques libéraux un peu légers, qui ne se rendaient pas compte de cette nécessité, auraient voulu que, pendant cette période d'agitation réformiste, nous eussions continué nos invectives contre Charles-Albert, comme à l'époque où nous conspirions pour la république ; et ils excellaient à attribuer une couleur d'albertisme à toute réserve de langage. A ce compte, nous étions des albertistes tous ceux qui possédions deux grains de bon sens ; à ce compte, moi aussi j'étais albertiste ; car non-seulement je pensais qu'une fois engagés dans cette nouvelle voie, nous étions tenus d'en finir avec les malédictions de la *Clarina* de Berchet et de l'*Incoronazione* de Giusti,

mais je me félicitais que le fantôme de l'unité sarde fût, pour les autres princes, une menace permanente, qui les entretînt toujours dans des dispositions favorables aux réformes libérales que nous demandions. L'homme d'État doit savoir, dans la mesure de l'honnête et du juste, tirer parti de toutes les passions, pour le succès de ses desseins.

L'impulsion était donnée; il importait que l'agitation portât quelque fruit; aussi aurais-je voulu qu'une *consultation* signée des premiers jurisconsultes toscans, demandât au gouvernement la consécration légale du *droit de pétition;* ce qui devait nous ouvrir la voie pour d'autres conquêtes. — L'avocat Salvagnoli approuva mon idée, et il promit de rédiger la consultation; puis il me manda à Florence, pour nous entendre sur une protestation qui embrasserait toutes les réformes essentielles, objet de nos vœux. Nous en conférâmes avec l'avocat Ferdinand Andreucci qui, pour son esprit, sa science, son honnêteté, jouissait, parmi les légistes florentins, d'une très grande réputation. Ce dernier nous promit son adhésion. Capponi, à qui j'en parlai, refusa d'abord nettement; quand il apprit la coopération d'Andreucci, il parut céder un peu; mais, en définitive, je ne pus rien obtenir de lui, et les bras me tombèrent quand je l'entendis me dire : — Considérez-moi comme un homme mort. — L'abstention de Capponi devait être, il fallait s'y attendre, un prétexte commode au refus d'illustres trembleurs; or comme, sans le concours de ceux-ci, le succès de la pétition était impossible, nous fûmes forcés d'en abandonner l'idée; et avec la pétition pour les réformes, avorta la *consultation pour le droit de pétition.*

Je ne voulais pas rompre ouvertement avec les académiques, parce que cela n'aurait servi à rien; et puis, j'espérais toujours les entraîner à quelque chose d'utile. Mais

après les paroles décourageantes de Capponi, je pris mon parti ; il était évident pour moi que, de ce côté, il ne fallait plus compter sur des protestations signées.

Contraint de renoncer à l'espoir de faire consacrer le *droit de pétition*, au moyen de remontrances, je mis tous mes soins à faire sanctionner le *droit de discussion*. J'employai pour cela la *presse clandestine* dont j'exposerai, dans un chapitre à part, la tactique et les ardentes luttes. Dès le mois d'avril circulait, pour la première fois, un foglietto clandestin de ma façon, un programme très modéré de réformes proposées au gouvernement, avec des motu propri tout préparés.

Ainsi, en avril 1846, la Toscane avait, la première, mis en mouvement les trois forces qui devaient produire la nouvelle révolution italienne :

Les protestations signées,
Les démonstrations populaires,
La presse clandestine.

CHAPITRE XX.

EFFETS PRODUITS EN ITALIE PAR L'EXEMPLE DE LA TOSCANE. — SITUATION GÉNÉRALE A L'AVÉNEMENT DE PIE IX.

Les deux peuples le plus en état de suivre l'exemple de la Toscane, et de s'engager dans la voie des protestations, c'étaient le peuple piémontais et le peuple romagnol; le premier, appelé par Gioberti à se mettre à la tête du mouvement émancipateur de l'Italie; le second, prêt à se jeter dans toute nouvelle tentative, qui lui promît le renversement de l'intolérable régime qui pesait sur lui.

Dans le mois de mai 1846, une occasion merveilleuse s'offrit à Charles-Albert, de se poser en prince réformateur, et s'il eût été l'homme que prétendaient ses courtisans, il ne l'eût pas laissée échapper.

Metternich, mécontent de la semi-protection que le gouvernement de Savoie semblait accorder aux idées de nationalité, augmenta le droit d'entrée sur les vins piémontais qui s'introduisaient en Lombardie. Cette mesure produisit des effets entièrement opposés à ce qu'avait prévu l'homme d'État de la sainte alliance; car au lieu de dégoûter le Piémont de ces idées, elle l'irrita plus que jamais contre l'Autriche. Une association patriotique se forma aussitôt pour couvrir les dommages causés par le renchérissement; les conseils des provinces le plus durement atteintes envoyèrent des félicitations au roi; un jour du mois de mai, Charles-Albert devant assister à une revue militaire, les rues de Turin se rem-

plirent d'une foule immense; le peuple voulait répondre par le cri de vive l'Italie! à la provocation impériale.

Les libéraux démocrates du Piémont mêlaient leurs applaudissements à ceux du peuple; Joseph Cornero, dont le caractère honorable est bien connu, lui qui, à une autre époque, avait été l'un des plus zélés propagateurs des idées républicaines, convaincu que désormais la révolution devait s'engager dans la voie des protestations, des actes de courage civique, et des transactions avec les puissants du jour, s'était chargé d'organiser cette manifestation.

Le soulèvement du Piémont causa un tel ébranlement aux provinces italiennes, surtout à celles du centre où abondait davantage la matière inflammable, qu'on put juger de quelle gloire se couvrirait, et de quel amour serait entouré le roi italien qui, le premier, ferait spontanément alliance avec les peuples. Le bruit courut que Charles-Albert avait donné la constitution, et pendant les vingt-quatre heures qu'on crut à cette nouvelle, qui donc se souvenait encore de 1821?

En vérité, si Charles-Albert eût été animé des sentiments d'un libérateur, il en pouvait donner, à ce moment, la plus éclatante preuve, en faisant du peuple piémontais un peuple libre. C'était le moyen de consommer l'alliance entre les princes et les peuples, prêchée par Gioberti. Il importait aux princes, s'ils voulaient conquérir la confiance des peuples, de proclamer la liberté spontanément et de bon gré; attendre qu'elle leur fût arrachée par la force, c'était vouloir que la défiance restât attachée au souvenir de la transaction, c'était préparer une lutte plus ou moins latente, qui aboutirait inévitablement, tôt ou tard, à l'absolutisme ou à la république.—Agir résolûment dans le sens de la liberté, c'était

sans fanfaronnade, frapper l'Autriche au cœur. La constitution, une fois proclamée en Piémont, passait, de gré ou de force, à Naples et en Toscane; le problème du pouvoir temporel du pape était posé avant que Pie IX eût rendu, en Europe, une ombre de popularité à la papauté; la ligue des États italiens, disposant d'une force de 200,000 hommes, eût compté pour quelque chose dans les conseils européens.

L'Autriche manquait de toute raison légale pour s'opposer aux réformes constitutionnelles d'un prince, dont l'indépendance était garantie par le traité de Vienne; et les grandes puissances libres, la France et l'Angleterre, étaient intéressées à garantir le respect religieux du droit international européen, à l'égard d'un État qui tendait à se constituer selon le principe même de leur existence.

Charles-Albert, en réponse à l'injure de l'Autriche, fit raconter dans la gazette officielle du 2 mai, qu'à la fin de 1751, l'Autriche et le Piémont avaient fait une convention en vertu de laquelle, la première concédait le libre transit sur ses terres, au sel que le Piémont tirait du territoire de la république de Venise, et le Piémont renonçait à son grand commerce de sel avec le canton du Tessin; que le gouvernement piémontais avait, par un traité tout récent, concédé au Tessin le transit du sel; et que l'Autriche, considérant la convention de 1751 comme violée, s'était vengée en augmentant les droits sur les vins, à titre de représailles. Il crut faire le brave en jetant ce mot *représailles*, et laissant au lecteur le soin de l'étendre de la matière commerciale à la matière politique. Du reste, il se conduisit, en cette circonstance, sans dignité et sans franchise. Il concluait un traité de douanes avec la France, comme pour indiquer que si l'alliance

avec un État despotique lui eût fait défaut, il se fût dédommagé en s'alliant à un peuple libre ; et en même temps il acceptait l'arbitrage de la Russie, ce qui n'était assurément pas un hommage rendu aux idées libérales de la France. Avec les agents de Metternich, il feignait de se sentir offensé, quand ils lui supposaient l'ambition de s'agrandir ; et en même temps, il faisait circuler en Italie une médaille aux armes du duc de Savoie, sur laquelle, au milieu des noms des grands hommes d'Italie, on lisait ces mystérieuses paroles : — *Je atans mon anstre.* — Au lieu de se montrer, comme il l'aurait dû, généreux envers les libéraux, il poussa ses rigueurs jusqu'à des petitesses honteuses. Il ne voulut pas que d'Azeglio, à son retour de Toscane, mît le pied à la cour, et il fut infidèle à la parole qu'il lui avait donnée de *fermer les yeux* sur la circulation en Piémont *des affaires de Rimini.* — D'Azeglio se plaignait de ces mauvais procédés du roi, dans ses lettres aux amis qu'il avait laissés en Toscane.

Les fréquentes volte-face de Charles-Albert ne nous surprenaient pas. Quant à Maxime d'Azeglio, nous qui avions fait sa popularité politique, nous trouvâmes dur de renoncer à l'espoir dont il nous avait bercés, de le voir à la tête de la protestation civique en Piémont.

Voici, en substance, ce qu'il avait dit dans la conclusion des *affaires de Rimini :*

Donnons maintenant des preuves de courage civique ; plus tard, nous en donnerons de courage militaire. — Nous ferons la révolution par la force, quand nous aurons une bonne position militaire, deux cent mille hommes et deux cents pièces d'artillerie; quant à présent, protestons, de toutes les manières possibles, contre l'injustice; employons notre courage civique à obtenir de nos gouvernements, des améliorations, des institutions constitu-

tionnelles et une liberté modérée. — Mais ses actes répondaient peu à ses paroles ; à moins qu'on n'eût considéré comme un acte de courage civique, d'avoir osé parler contre le gouvernement papal, lorsqu'il était hors des États du pape ; ou de s'être exposé à la gloire d'une expulsion de la Toscane, quand il lui restait pour asile, tout le royaume de Sardaigne, son pays natal, et pour ses promenades hors des frontières, le charmant duché de Lucques. — C'est en Piémont que d'Azeglio aurait dû commencer ses preuves de courage civique, quand le gouvernement se montra hostile au libéralisme; il fallait, au moyen de remontrances, le contraindre à changer de voie. Sans aller jusqu'à demander *la liberté modérée*, il voyait ouvert devant lui un vaste champ à d'importantes réformes, dans un État où l'éducation était entre les mains des jésuites, où l'arbitraire des commandements militaires et de la police, tenait lieu de lois, où il restait à revendiquer, comme les lois Siccardi l'ont prouvé plus tard, des droits dont le pouvoir ecclésiastique s'était emparé depuis des siècles ; revendication déjà opérée en Toscane, à Naples et en Autriche, depuis près de cent ans. Mais d'Azeglio, nous l'avons dit, plein d'ardeur dans ses discours, l'était moins dans ses actes. Tombé dans la disgrâce du roi, il perdit la tête ; au lieu de commencer résolûment son rôle d'agitateur, il vint sans bruit aux eaux de Viaraggio. Ce fut, pour ses amis de Florence, un désenchantement et une humiliation ; ils ne savaient comment le défendre contre ceux qui l'accusaient d'avoir déserté le drapeau du courage civique.

La défection de d'Azeglio, en nous privant de la coopération du Piémont, sur laquelle nous avions compté, laissait les agitateurs réformistes toscans, seuls et dans de graves embarras ; je ne sais, en vérité, comment nous

nous en serions tirés, si la mort de Grégoire XVI, survenue le 1er juin 1846, n'eût ouvert une nouvelle issue, au moment où l'on s'y attendait le moins.

Pendant la vacance du siége apostolique, les libéraux des États de l'Église firent ce que d'Azeglio n'avait pas eu le courage de faire en Piémont.

Dans les derniers jours d'avril, du vivant encore de Grégoire XVI, une pétition avait paru dans la Romagne, à l'exemple des protestations toscanes; elle était adressée aux deux prélats Janni et Ruffini, envoyés par le gouverneur de Rome en tournée dans les provinces, sous le prétexte de rechercher comment la justice y était administrée. On exposait, dans cette protestation, les misères des populations opprimées ; on y déclarait que le libéralisme tend, non pas *à bouleverser la société, mais à l'améliorer ; non pas à détruire le sentiment des devoirs religieux, moraux et politiques, mais à en augmenter le respect et l'amour, dans les âmes, et à garantir l'accomplissement de ces devoirs ;* puis, rappelant que tout le monde n'avait pas secondé le mouvement de Rimini, on en prenait occasion d'affirmer que ce qui faisait le mobile des populations de la Romagne, c'était plutôt le sentiment de l'indépendance nationale, que le sentiment de leurs propres souffrances. — Cette protestation clandestinement imprimée, fit grand bruit, et elle attira même l'attention particulière de l'ambassade anglaise (1). Elle avait été rédigée par Aurélio Saffi, le futur triumvir de la république romaine, en qui la jeunesse romagnole avait mis toute sa confiance.

Après la mort de Grégoire XVI, on commença à pro-

(1) Elle se trouve parmi les documents sur les affaires d'Italie, publiés par le gouvernement anglais.

tester à visage découvert. Une pétition fut adressée, de Bologne, aux cardinaux réunis en conclave ; mise en avant par Auguste Aglebert, Berti-Pichat, Marc Minghetti, Louis Tanari, Jean Marchetti et Joachim Pepoli, elle fut couverte, en très peu de temps, d'un très grand nombre de signatures. A Osimo, à Forli, à Ravenne, à Ferrare, les municipalités protestèrent. De même qu'en 1789, les vœux de la France se manifestaient par les mandats impératifs délivrés aux députés, que les provinces envoyaient aux États généraux ; ainsi toutes ces pétitions révélèrent les vœux du parti libéral, dans les États romains : entrer dans la voie des réformes, prendre pour base de la législation le *memorandum* de 1831, donner aux conseils provinciaux, le droit de recueillir les manifestations de l'opinion publique, et d'en être les interprètes auprès du gouvernement central. — En somme, on voulait la liberté de discussion, on voulait substituer le progrès sans violences, les conquêtes du courage civique, aux tumultes de la rue et aux sanglantes représailles.

La sbirocratie grégorienne ne négligea rien pour étouffer l'agitation réformiste à sa naissance ; elle eut un moment l'idée d'emprisonner les fauteurs du mouvement ; mais effrayée du nombre et de l'importance des signatures, elle n'osa pas exécuter ce projet, et elle se contenta de donner des avertissements à Tanari, Minghetti, Pepoli, Aglebert. — Ceux-ci, imitant l'exemple des Pisans admonestés, repoussèrent courageusement la remontrance, et déclarèrent qu'ils avaient usé d'un droit sacré, et qu'ils étaient prêts à recommencer, chaque fois que l'occasion s'en présenterait.

Le peuple romain se faisait le patron des vœux des provinces. Quelle différence entre les transtéverins de 1831 et ceux de 1846 ! — Alors, ils prenaient parti contre

la révolution de Bologne, et disaient au souverain pontife nouvellement élu : *Saint-Père, n'ayez pas peur.* — Maintenant, ils savent que le sacerdoce a fait alliance avec l'empire, que le Guelfe est devenu Gibelin, et leur première parole à Jean Mastaï, nouvellement élu souverain pontife, est celle-ci : — *Saint-Père, l'amnistie.*—Tant que ce vœu n'est pas réalisé, le peuple retient ses acclamations; il n'applaudit Pie IX ni le jour où il se montre pour la première fois sur la grande galerie du conclave, ni le jour où il prend possession de la chaire apostolique. Ce fut seulement dans la nuit du 16 juillet, quand l'amnistie fut accordée, que le peuple accourut en foule sur la place du Quirinal, et célébra avec enthousiasme l'acte évangélique qui, à ses yeux, était une rupture avec les tyrans. — L'heure était solennelle; tous les yeux étaient attachés sur ce balcon qui semblait suspendu entre deux firmaments, les magnificences d'un ciel d'été, et les mille flambeaux qui resplendissaient sur la vaste place; Pie IX apparut, vêtu de sa blanche tunique, et il bénit l'immense multitude prosternée; les cœurs se confondirent alors dans un océan d'amour; tous les visages exprimaient une émotion profonde; pour la première fois retentissait ce cri qui soulèvera les peuples : — *Vive Pie IX!*

Du haut du Quirinal, jetons un coup d'œil sur la situation de l'Italie, au moment où s'accomplit cette alliance inespérée entre la démocratie et la papauté.

Nous avons vu le libéralisme napolitain divisé entre les théories et les factions; nous avons vu le libéralisme piémontais prêcher la réforme dans l'abstraction, sans en venir à la pratique; nous avons vu le seul libéralisme de l'Italie centrale, le libéralisme toscan d'abord, le libéralisme romain ensuite, aussi loin des conspirations que du parti académique, s'organiser pour les combats

que doit livrer le courage civique. Dans les autres parties de l'Italie, aucun signe de vie politique. Parmi les proscrits, les réformistes combattent la révolution ; les révolutionnaires combattent la réforme ; les uns et les autres ignorant qu'en Italie, la réforme c'est la révolution.

Pas un des princes n'a montré l'apparence d'une conversion sincère à la liberté. Ferdinand de Naples resserre plus que jamais ses liens avec l'Autriche, depuis le meurtre des frères Bandiera ; Charles-Albert caresse les amis de l'Italie et les amis de l'Autriche ; il garde à la fois dans le conseil des ministres, pour les premiers, Villamarina, cet Italien de la plus tiède espèce ; pour les seconds, le comte Solaro della Margherita, vrai type du sanfédiste. Léopold II, par la restitution de Renzi, et sa tentative d'introduire à Pise les jésuitesses, a perdu sa réputation de prince libéral, que lui avaient valu les congrès, les petites réformes et la protection donnée par lui aux Romagnols. Le duc de Lucques n'est pas autre chose qu'une sorte de touriste toujours en mouvement. L'archiduchesse de Parme, la veuve de Napoléon, est doublement Autrichienne par sa naissance et par son second mariage ; le nouveau duc de Modène, François V, semble répudier les féroces traditions de son père.

La révolution italienne consent à marcher d'accord avec les prêtres, à condition qu'ils rompront avec le jésuitisme ; à marcher d'accord avec les rois, à condition qu'ils rompront avec l'Autriche. Et ce concert de toutes les forces vives de l'Italie, soulevées contre l'Autriche et les jésuites, est merveilleusement secondé par la situation générale de l'Europe. Un cri de réprobation s'élève de toutes parts : contre les jésuites, à cause des troubles et des scandales fomentés par eux, en Suisse et en France ; contre

l'Autriche, à cause des récents massacres de Gallicie. — Le catholique Gioberti flagelle les jésuites; l'ultra-catholique Montalembert stigmatise, du haut de la tribune française, les bourreaux de la Gallicie. Le pape moscovite persécute la religion catholique, et semble défier le pape latin.

Les intérêts commerciaux sont aussi un aliment à l'incendie. Les grandes questions des chemins de fer et des lignes douanières, partout agitées, deviennent une source nouvelle de dissentiments et de conflits entre l'Italie et l'Autriche; l'Autriche a besoin de voies de fer et de lignes douanières, pour maintenir l'Italie sous sa domination; c'est une raison pour que l'Italie les repousse. Ainsi la vie politique fait explosion dans les discussions économiques; les assemblées des sociétés de chemins de fer, les comices agricoles du Piémont, les congrès scientifiques, l'Académie de Georgofili, sont le prélude des assemblées nationales.

Louis-Philippe sacrifie l'alliance anglaise à l'intérêt domestique des mariages espagnols; l'Angleterre proclame la liberté du commerce; tout annonce un ébranlement européen.

Qui est-ce qui donnera le signal du mouvement? L'opinion commune marque le moment de la mort de Louis-Philippe. Mais Dieu a décidé que le Napoléon de la plutocratie ira mourir en exil; preuve nouvelle de la destinée réservée aux ambitieux, qui veulent attenter à la vie immortelle de la démocratie. Et comme pour confondre toutes les prévisions humaines, voilà le siècle calculateur agité tout à coup d'un souffle poétique; voilà la révolution de 89, se ranimant à la voix de cette puissance qu'on avait crue son ennemie irréconciliable. On assure que Louis-Philippe, à la première nouvelle de l'enthousiasme excité par Pie IX, sentant comme un avertissement

intime que la révolution, trahie à Paris en 1830, lui revenait menaçante de Rome, s'écria: — *Ce pape me détrônera !*

En effet, la république française de février 1848 sera l'un des épisodes de l'épopée populaire commencée, la nuit du 16 juillet, sur les sommets du Quirinal.

CHAPITRE XXI.

PART QUE PRIT LA TOSCANE AU MOUVEMENT COMMENCÉ AU CRI : VIVE PIE IX!

La doctrine politico-religieuse mise en avant par Gioberti comprenait deux choses bien distinctes, quoiqu'on les confondît généralement alors, et qu'on les confonde encore aujourd'hui : le catholicisme antijésuitique enseigné dans les *Prolégomènes*, et la papauté guelfe et initiatrice du *Primato*. En séparant le catholicisme du jésuitisme, Gioberti ouvrait aux libéraux la porte de l'Église, aux prêtres la porte du libéralisme; c'était un service immense rendu à la fraternité italienne, c'était un pont jeté entre deux rives qu'un abîme séparait. L'idée de la papauté guelfe et initiatrice était restée à l'état d'utopie; Gioberti lui-même n'avait pas tardé à la mettre de côté. En réalité, les *Prolégomènes*, pour qui sait les méditer, sont catholiques, mais non guelfes; puisqu'il y est enseigné que la réforme ecclésiastique elle-même doit s'opérer par une impulsion allant de la circonférence au centre, ce qui n'implique pas une grande foi dans l'initiative du pape. Nous savons aujourd'hui que Gioberti méditait déjà, dans les dernières années du pontificat de Grégoire XVI, les idées exposées plus récemment par lui, dans son livre de la *Rénovation sociale*, et que, dès cette époque, il se préparait à démontrer comment les Italiens peuvent résister à Rome, sans porter atteinte aux dogmes essentiels du catholicisme.

Mais l'apparition d'un pape proclamant l'amnistie mit en révolution bien des têtes ; quand on vit Pie IX briser les chaînes des libéraux que Grégoire XVI retenait confondus avec les voleurs et les assassins, et non-seulement briser leurs chaînes ou les rappeler de l'exil, mais les recevoir au Quirinal, leur presser affectueusement les mains, et montrer une tendre émotion au récit de leurs souffrances, le souvenir du *Primato* revint à l'esprit d'un grand nombre. Gioberti leur semblait un nouveau saint Jean, annonçant un nouveau Messie ; et si cette idée s'empara des hommes étrangers ou hostiles à toute idée de religion, et aux yeux desquels Pie IX n'était autre chose qu'une miraculeuse exception, combien plus naturellement dut-elle se présenter à ceux qui considéraient la restauration de la foi religieuse comme la nécessité suprême du siècle.

Quoique redevenu catholique, je m'étais cru irréconciliable avec la papauté ; la mort de Grégoire XVI me surprit mettant la dernière main à un écrit adressé aux prêtres italiens ; là, reprenant les traditions de la protestation orthodoxe antipapale, commencée par Dante, et continuée par Savonarola, je m'efforçais de prouver au clergé italien qu'il était urgent de s'engager dans cette voie. Mais quand je vis briller, au Vatican, ce rayon inespéré, je pensai que la main de la Providence était un meilleur guide que la main de l'homme ; peut-être était-il dans les desseins de Dieu qu'un pape fût le destructeur de la papauté politique et le restaurateur du catholicisme évangélique. Avec toute la sincérité d'un croyant, je répétai donc le cri du Quirinal : *Vive Pie IX!*

L'utopie de la papauté régénératrice ouvrait devant moi une admirable perspective, où tous les sentiments de patrie, de démocratie, de religion, recevaient une large

satisfaction. Italien, je voyais enfin les membres séparés de ma patrie, réunis en un seul corps, dont le principe de vie et d'unité était à Rome, dont la pensée directrice était cette autorité même qui embrassait toute la société chrétienne. Ainsi l'Italie reprendrait le premier rang en Europe; elle ressusciterait, prêtresse des nations; démocrate, je voyais les peuples se lever pour la conquête de la liberté et de l'égalité, sous les auspices de la religion ; les prêtres, démagogues sacrés, se faisant, le crucifix à la main, les apôtres de la rédemption sociale. L'Europe se divisait en deux camps : l'armée du privilége, ayant à sa tête le successeur des Césars, l'empereur de Russie ; l'armée du droit, ayant à sa tête le successeur du Christ, le pape latin. Catholique, je voyais l'unité religieuse, désarmant le schisme au nom du progrès; je voyais les sectes philosophiques et protestantes, attirées dans le système romain, et la civilisation occidentale régénérée, s'épandre au dehors et reconquérir l'Orient où fut son berceau.

Si, pour réaliser ce magnifique idéal, il eût fallu un de ces cœurs d'airain, un de ces caractères taillés dans le roc, dont le nom, au moyen âge, est Hildebrand, au XIXe siècle, Napoléon, évidemment Pie IX n'était pas destiné à ce rôle; mais, pour convoquer, à Rome, un congrès italien, pour proclamer, en Europe, le règne de la justice, il suffisait d'un cœur aimant, d'un cœur italien, le cœur d'un enfant du peuple; et ce cœur, les premiers actes du pontificat de Pie IX le montraient plein de généreuses ardeurs, sur le premier trône du monde.

Nous étions dans une double erreur : à l'égard de Pie IX, que l'histoire montrera plus soucieux des priviléges temporels du clergé, et moins tendre de cœur, que nous ne l'imaginions ; à l'égard de la théorie que nous embrassions trop légèrement. Bien que nous n'enten-

dissions donner au pape que la seule présidence honorifique, soit d'une république unitaire, soit d'une confédération de principautés, soit d'une confédération de républiques, c'était toujours le mettre à la tête d'une nation ; et de quelque manière que se conçoive la suprématie papale, elle implique le régime théocratique, incompatible avec les exigences de la société moderne. Le pape ne peut gouverner ni régner politiquement, autrement que comme pape, c'est-à-dire comme dépositaire suprême d'une croyance ; et, à ce titre, il est forcé de faire prévaloir les intérêts religieux sur tous les autres, de confier l'enseignement aux prêtres, d'interdire à la presse toute attaque contre le dogme qui est la base de l'État, de punir, comme les délits les plus graves, ceux commis contre la religion, de refuser sa participation à toute guerre entre peuples catholiques, dont il se dit le père commun. Il n'y a pas de milieu possible entre la théocratie et le régime où le principe religieux est absolument exclu du gouvernement politique ; je n'ai pas besoin de répéter sur ce point les arguments que j'ai développés dans un autre ouvrage (1).

Nous étions dans l'erreur ; mais que cette erreur soit bénie! car sans le cri : *vive Pie IX!* qui peut dire quand les multitudes italiennes se seraient agitées, pour la première fois, dans le sentiment enthousiaste de la vie nationale? Ce souvenir, qu'on le veuille ou non, est resté gravé dans tous les cœurs ; tôt ou tard il engendrera la réalité triomphante. Nous tournions dans un cercle vicieux, sans savoir comment en sortir. Nous avions besoin de la liberté pour faire l'éducation des multitudes; nous avions besoin des multitudes pour conquérir la

(1) *Introduzione agli appunti storici*, §§ 3, 4, 5.

liberté. Pour créer le sentiment de la nationalité, il fallait mêler, de nouveau, ces peuples divisés, et les fondre en une grande unité italienne; et pour produire cette unité italienne, il fallait que les peuples fussent attirés entre eux, par le sentiment préexistant de la nationalité. Comment se soulever sans le peuple? Et comment entraîner le peuple sans se soulever? Les faiseurs de proclamations qui, de la terre d'exil, perdaient leur temps à répéter : — Si vous voulez être libres, insurgez-vous, — ressemblaient au docteur qui aurait dit au malade : — Si vous ne voulez plus avoir de mal, guérissez-vous. — La difficulté, c'était de trouver le moyen; la Providence le fournit : Ce fut l'enthousiasme pour Pie IX.

Nos acclamations à Pie IX, où se mêlait une pensée politique, étaient un signe de reconnaissance; elles attiraient sur Rome les regards de tous les Italiens; elles nous faisaient entrer pacifiquement dans une voie de manifestations publiques, auxquelles les gouvernements ne pouvaient s'opposer, sans démasquer leur imposture aux yeux du peuple, qui, pendant tant d'années, avait entendu prêcher par eux l'alliance de l'autel et du trône; de plus, cet hommage, quoique rendu à un homme, avait sa source dans le principe de la justice, qu'il était censé personnifier. Ce n'était pas l'hommage de courtisans ni de sectaires ; qu'importe d'ailleurs que cet hommage dût bientôt cesser, avec la cause qui l'avait inspiré; ce qui ne pouvait périr, c'étaient les sentiments généreux qui avaient un moment électrisé ces multitudes populaires, unies dans une même pensée. Aussi, dans la conviction où j'étais que laisser cet enthousiasme excité par l'amnistie, se consumer dans les limites des États romains, c'était briser misérablement un levier de nationalité mis en nos mains par la Providence, je fis tous mes efforts

pour convertir le cri du Quirinal, en celui de vive l'Italie! et faire de Pie IX le symbole de la fraternité italienne.

La conversion du cri local en cri national, dépendait surtout des libéraux de la Toscane, ce centre de l'unité morale de la péninsule, cette tribune de l'Italie. Les acclamations à Pie IX n'éclataient pas spontanément sur les lèvres des libéraux toscans, comme sur celles des Romagnols, pour qui l'amnistie était la pierre du sépulcre brisée, la résurrection de leurs frères ensevelis vivants; aussi eus-je beaucoup à faire, pour vaincre la résistance de la partie la plus active du libéralisme, qui ne pouvait se résoudre à adresser des vivats à un pape, et c'est à grand'peine, que je parvins à engager, dans cette voie, le mouvement révolutionnaire.

Le premier acte qui donna à la Toscane, l'occasion d'associer au nom de Pie IX l'idée nationale, ce fut la souscription en faveur des amnistiés indigents des États romains, que je proposai, à Pise, dès que je connus la nouvelle de l'amnistie. Cette idée de porter secours aux malheureux sortis du château Saint-Ange, on l'avait eue en même temps à Rome; mais le secours aux amnistiés, limité aux États romains, n'eût été rien de plus qu'une œuvre méritoire de charité; dépassant les frontières, il devenait un acte de solidarité nationale. Pourquoi, demandait le Toscan, dois-je m'intéresser aux amnistiés de Rome? — Pourquoi? lui répondait-on; parce qu'ils sont nos frères italiens. Et ce mouvement d'amour, bien mieux que le plus beau livre, lui révélait, en le sanctifiant, le sentiment de la famille commune; les listes circulaient non-seulement dans les villes, mais dans les plus petites habitations de la campagne. Le gouvernement avait défendu de les imprimer; on les répandait manuscrites; partout, les libéraux les plus intelligents se

chargeaient de recueillir les souscriptions ; ils recevaient l'argent du riche et la *crazia* de l'artisan ; ils s'insinuaient dans le palais et dans la plus modeste boutique ; ils commentaient partout le sens de l'amnistie ; ils parlaient incessamment d'Italie et de liberté. J'engageai mes amis des autres États à en faire autant, et je fus puissamment secondé par Eugène Giorgi à Lucques, par Cornero en Piémont, par Arconati, alors à Gênes.

Pendant que les peuples divisés s'initiaient à la conscience de la solidarité commune, il était urgent d'initier Rome au sentiment de sa future destinée de métropole de la nation ; je proposai de faire du comité établi à Rome pour recueillir les offrandes des États de l'Église, le comité central de toutes les souscriptions italiennes ; pour exécuter ce projet, Adrien Biscardi se rendit à Rome avec les premiers fonds recueillis, et il exposa aux Romains le sens national de nos offrandes, les espérances que nous fondions sur eux, et la certitude où nous étions que Rome ne faillirait pas à l'Italie.

Déjà, par sa protestation contre les jésuites, Pise avait donné le signal de la résistance ; c'est encore Pise qui, par ses souscriptions pour les amnistiés, fait le premier acte de solidarité nationale. Et depuis, toute occasion est saisie d'échanger d'État à État des témoignages de sympathie et des démonstrations fraternelles.

Pendant le mois d'août 1846, un violent tremblement de terre causa d'immenses dommages dans les environs de Pise. Des régions entières furent dévastées, et de nombreuses familles plongées dans la misère. Toute la Toscane s'émut et apporta une grande ardeur au soulagement de ces infortunes ; à Pise, on forma, sous la présidence de l'archevêque Parretti, une commission chargée de recueillir et de distribuer les secours ; les habitants des

villes papales, se souvenant de nos souscriptions au profit de leurs amnistiés, voulurent à leur tour lutter de générosité. Bologne, Ferrare, Imola, Cesena, accompagnaient leurs offrandes de chaleureuses lettres pleines de sentiments italiens. En cette circonstance, les femmes commencèrent à se mêler de propagande nationale. Des comités de nobles dames, et à Bologne et à Ferrare, s'occupèrent du secours toscan. La comtesse Tattini, au nom des dames bolonaises, la marquise Costabili, au nom des dames de Ferrare, envoyèrent au comité de Pise leurs dons respectifs, mêlant, avec un tact parfait, dans leurs lettres d'envoi, l'idée de bienfaisance et l'idée de l'Italie; elles parlaient d'infortunes et d'espérances communes; elles montraient, dans un avenir prochain, le jour tant désiré de la délivrance. Je m'étais fait, à dessein, nommer secrétaire de la commission de Pise, afin d'introduire dans les réponses, des sentiments libéraux, sous l'égide du président archevêque. Et lettres d'envoi et réponses, multipliées par les copies, circulaient de main en main; et l'idée nationale devenait de plus en plus populaire.

Quelques mois après, le Tibre débordé inonda plusieurs quartiers de Rome. Les étudiants de Pise s'empressèrent d'envoyer leur offrande, et chargèrent les étudiants de Rome d'en faire la distribution. Les lettres échangées, à cette occasion, entre les deux écoles, étaient le prélude d'une fédération nationale entre les écoles d'Italie.

Quand on pense que, pendant si longtemps, nous avions cru impossible d'arriver, sans beaucoup de sang versé, à nous saluer frères d'Italie, on comprend quelle douce joie nous dûmes éprouver, dans les premières manifestations pacifiques de l'idée nationale.

Il est, le matin, une heure vague et indécise, entre les

ténèbres qui se dissipent et la lumière naissante ; une heure dont nulle autre heure du jour n'égale la virginale beauté. — Un gazouillement solitaire s'élève timidement de la campagne silencieuse. Bientôt, sur un autre point, un autre gazouillement lui répond ; et peu à peu les chants épars, devenus plus distincts, se rapprochent, s'unissent, se pressent, se confondent, pour former enfin cet immense et harmonieux concert qui salue le soleil levant ; heure ineffable qui rappelle, dans toute sa naïveté, le pacifique réveil de l'Italie ; au milieu de ces sombres ténèbres, de ce silence de mort qu'avait fait la tyrannie, un salut fraternel était lancé d'un point de l'Italie, et, à l'instant même, mille échos répondaient au cri national. Ah ! c'étaient aussi les accords d'un magnifique concert ! c'était aussi une de ces deux heures matinales, pleines de fraîcheur et de beauté qui, de loin en loin, apparaissent dans la vie des peuples, et promettent un jour resplendissant.

Sous les yeux de l'ennemi qu'on ne voulait plus subir, nous nous comptions pour la croisade future.

La vie de la société moderne, la condition *sine qua non* de tout ordre social, c'est la discussion ; aussi les premiers efforts des libéraux romains tendirent-ils à affranchir la presse des entraves de la censure. Déjà la politique faisait quelques discrètes apparitions dans les journaux scientifiques et littéraires existants. Marc Minghetti écrivait dans le *Felsineo* de Bologne, de petites chroniques hebdomadaires vives et pleines de sens. — Le marquis Potenziani, Louis Masi, Frédéric Torre et Monsignor Gazola, fondèrent à Rome, au commencement de 1847, le *Contemporaneo*, premier journal italien ouvertement politique.

Malgré la grande réserve de ces débutants dans le journalisme, et bien que Pie IX ne s'opposât pas, dans une

certaine mesure, à la discussion des affaires publiques, on s'imagine quelle grimace devaient faire les cerbères survivants de la censure grégorienne, chaque fois qu'il leur tombait sous les yeux, des écrits sortis de la plume satanique des libéraux. Le maître du sacré palais, mauvais moine chargé de reviser le *Contemporaneo*, promenait ses ciseaux à tort et à travers, n'entendait jamais raison, et forçait les malheureux écrivains de passer et repasser indéfiniment par ses mains. Si on l'eût laissé faire, il se serait diverti à recomposer les articles, y introduisant sa méchante prose en guise d'assaisonnement. Plus d'une fois, pour un article, il fallait mettre Rome sens dessus dessous, s'adresser directement à Pie IX, et le prier de se faire lui-même censeur. Ainsi il était impossible d'avancer ; ce qui força de recourir à la presse clandestine, afin de se délivrer des embarras de la *presse légale*.

Parmi les amnistiés rentrés à Rome, se trouvait Pierre Sterbini, esprit vif et pénétrant, écrivain facile et chaleureux, et qui jouissait d'une grande autorité sur le peuple. Il entreprit un petit journal clandestin ayant pour titre : *La Sentinella del Campidoglio.* — Il ne s'y livrait pas, à la façon des idéalistes, à de vaines déclamations *sur l'insurrection*, *sur l'unité*, *sur la république*. Il avait compris que le vrai système révolutionnaire c'était le mouvement réformiste. *La Sentinella* appelait donc les peuples à se grouper autour du drapeau de la réforme, et entre toutes les réformes, celle qu'elle réclamait avant tout, c'était l'émancipation de la commune.

La Sentinella del Campidoglio fut le manifeste du parti populaire romain, et l'effet qu'elle produisit fut d'autant plus grand, qu'imprimée clandestinement, elle ne laissait aucun doute sur ses intentions. A Rome, dans les pro-

vinces, dans les autres États de l'Italie, on rechercha le petit journal avec un tel empressement, que ce devint une spéculation de librairie, de le réimprimer et de le vendre en contrebande. Dès que le pape en connut l'auteur, il le fit gracieusement prier de le suspendre, lui promettant une loi sur la presse, qui en finirait avec les mesquines tracasseries de la censure. Pie IX tint parole : la loi du 16 mars 1847 fut, depuis l'amnistie, la première concession de quelque importance. Cette loi fut loin de satisfaire les écrivains qui s'attendaient, sinon à la suppression de la censure préventive, au moins à de plus larges franchises ; cependant, c'était toujours une règle substituée au pur régime de l'arbitraire.

Quant au *Contemporaneo*, je le soutins avec ardeur dès sa fondation, car, à mes yeux, l'existence d'un journal politique italien était un fait d'une importance capitale, surtout lorsque ce journal politique venait de Rome. J'y traitai divers sujets : dans un article intitulé *la police*, qui mit en émoi le sacré collége, et valut au journal une suspension provisoire, j'osai le premier, dans la métropole du Saint-Office, affirmer la liberté absolue de la pensée. Il importait que le nom de Pie IX ne fût jamais séparé de celui de Gioberti, pour qu'on sût bien que si nous applaudissions au premier, c'était à condition qu'il ne marcherait ni avec les jésuites ni avec l'Autriche. Aussi le *Contemporaneo* mit-il tout son zèle à augmenter la popularité de Gioberti à Rome. Dans ce but, il publia quelques fragments de l'allocution que Gioberti adresse à Pie IX dans son *Jésuite moderne*. L'ouvrage était encore inédit, et je tenais ces pages de l'obligeance de l'auteur. Pour donner une idée de l'effet produit par cette publication, je crois nécessaire de citer les propres paroles de mon correspondant : « Les fragments (m'écrivait Louis

» Masi) de l'allocution de Gioberti, envoyés par toi, ont » eu, à Rome, un retentissement qui a dépassé notre » attente même. Le *Contemporaneo* a paru, comme à » l'ordinaire, vers quatre heures, et la nouvelle de » l'écrit de Gioberti s'est répandue avec la rapidité de » l'éclair. Je dois te dire, non certes au point de vue d'un » intérêt de spéculation, mais comme thermomètre de » la vénération qu'on a pour le prophète, que dès le » dimanche, avant midi, plus de cent nouveaux abonnés » s'étaient précipités dans les bureaux du journal, et il » en arrive encore à chaque instant. Cet écrit a obtenu » les vives sympathies du pape. On le lit dans les cafés à » haute voix; on en fait des copies. Maintenant que le » nom de Gioberti est devenu si populaire, depuis le » palais jusqu'à l'échoppe, je me réjouis du bien que » fera à notre sainte cause la lecture de l'entière allocu- » tion. Je voudrais que tu l'eusses des premiers; tâche » de me l'envoyer. J'ai un moyen de la faire parvenir » tout de suite à notre libérateur, et peut-être la lui » porterai-je moi-même. Nous écrirons à Gioberti pour » lui faire tous nos remercîments, et toi qui sais quelle » est notre vie, prie-le de nous envoyer, quand il le » pourra, ne serait-ce que quelques lignes. Ses paroles » ont par elles-mêmes un pouvoir immense. Imprimées » à Rome, lues et approuvées par le pape, elles feront » un bien indicible. Je ne sais comment t'exprimer, en » mon nom et au nom de Gazola, de Potenziani et de » Torre, notre gratitude pour les services que tu rends » à tout le pays, et pour le lustre que tu jettes sur la » rédaction. Sois béni (1). »

Tels furent les premiers effets produits à Rome, par la

(1) Lettre du 11 mars 1847.

parole de Gioberti, et il est juste de reconnaître que le mérite en revient, en partie, à la coopération de la Toscane.

Parmi les Toscans qui intervinrent activement dans le débat romain, on doit une mention toute spéciale à l'avocat Léopold Galeotti. Ce publiciste, élevé de bonne heure dans l'étude sévère du droit, sous la direction de François Forti, était doué d'une rare aptitude à grouper les idées en une lumineuse synthèse. Depuis que le mouvement réformiste de Rimini avait appelé les penseurs italiens, à chercher les moyens propres à opérer la conciliation entre la souveraineté du pape et les exigences des temps modernes, il avait écrit sur ce difficile problème, en quelques traits de plume, et comme en se jouant, un petit volume très remarquable par ses trésors d'érudition, par la clarté de son exposition et par l'opportunité des mesures qu'il proposait. Ce livre de Galeotti contribua beaucoup à préparer l'établissement d'une consulte d'État, institution qui sera l'une des réformes de Pie IX les plus applaudies. Indépendamment de ce livre *sur la souveraineté temporelle du pape*, Galeotti écrivit, dans le *Contemporaneo*, des articles d'une haute portée. Il eut aussi le mérite d'empêcher le déplorable effet d'une circulaire de Gizzi, dont quelques passages étaient une attaque aux institutions représentatives. Par une publication pleine d'à-propos, il dissipa le nuage qui avait un moment troublé la sérénité du premier enthousiasme pour Pie IX.

Il n'entre pas dans mon dessein de parler de la vie politique des États italiens, si ce n'est en ce qu'elle pourrait avoir de commun avec la vie de la Toscane. Cependant il s'est répandu de si fausses idées sur cette première phase du mouvement romain, que je ne terminerai pas ce chapitre, sans extraire de ma correspondance avec

Louis Masi, quelques fragments qui serviront à les rectifier.

On voudrait faire entendre que, dès les commencements du pontificat de Pie IX, il y avait à Rome deux partis politiques, la *jeune Italie* et le *parti modéré :* le premier, feignant d'applaudir à Pie IX, mais en réalité tendant à le renverser; le second, promoteur de réformes, favorable à l'indépendance nationale, et hostile à tout ce qui aurait pu troubler l'harmonie entre le prince et le peuple. Mais ce ne sont là que des fables, et le devoir de l'historien est de rétablir la vérité; la voici :

1° Le parti populaire de Rome applaudissait Pie IX sincèrement, parce qu'il le croyait résolu à rompre avec la coterie des cardinaux et avec la diplomatie autrichienne, et à faire cause commune avec le peuple.

« *Rome*, 31 *décembre* 1846. — A considérer les choses » en masse, depuis l'amnistie jusqu'à l'expulsion de » Nardoni, nous avons grand sujet d'espérer et d'ap- » plaudir. Nous avons été débarrassés de quatre vau- » riens, l'écume de la police : Rosati, Nardoni, Mordiani » et Franchi; les trois derniers de la pire espèce. Van- » nicelli est rappelé ; Grassellini est nommé gouverneur, » à la satisfaction générale, et avec des principes tout » nouveaux. Voilà pour ce qui nous concerne, nous » autres, citoyens de Rome. Mais notre Italie n'aurait pas » moins à se réjouir, si elle connaissait le cœur du sou- » verain pontife qui ne subit en rien l'influence de ses » mortels ennemis. Pie IX ne tirera pas l'épée guelfe ; » il ne fulminera pas la fameuse bulle ; mais ses senti- » ments évangéliques le tiendront éloigné de toute » alliance honteuse, de toute démarche servile, de toute » noire intrigue. Et cela suffit quant à présent. Il ne faut » pas considérer comme adulatrices toutes les manifes-

» tations d'enthousiasme. Tant que l'excellent Pie IX » (*qu'on remarque bien cette condition*) se maintiendra » dans cette voie de régénération, nous serons avec lui » et le soutiendrons. L. MASI. »

2° Le parti populaire de Rome jugeait les démonstrations nécessaires, pour encourager le pape dans ses projets de réforme, et le fortifier contre les menées des ennemis intérieurs et extérieurs.

« *Rome*, 31 *décembre*. — Les ennemis du bien public » voudraient détacher le peuple de Pie IX, afin que celui-» ci se trouvât seul, et succombât sous les difficultés et » les contrariétés sans nombre du dedans et du dehors, » mais c'est en vain. Le premier jour de l'an, Rome tout » entière sera au Quirinal, pour lui adresser solennelle-» ment ses vœux. Une commission composée de patri-» ciens et de plébéiens (car la noblesse commence à se » rallier) lui portera ces vœux sur une branche de chêne » et une branche d'olivier : la force et l'ordre. Nous » avons pris nos mesures pour qu'il ne s'échappe aucun » cri dont nos ennemis pussent se saisir, comme d'un » prétexte, pour faire interdire à l'avenir ces rassemble-» ments populaires, qui rassurent et fortifient l'excellent » cœur de Pie IX, et garantissent la réalisation des » réformes promises. L. MASI. »

« *Rome*, 20 *mars* 1847. — Il faut vivre à Rome, et » connaître les choses secrètes et les personnes, pour se » convaincre que, dans quelques occasions, il est néces-» saire d'exprimer à haute voix son mécontentement.... » Pendant que de notre côté, nous nous tenons loyale-» ment dans notre ligne de modération, le parti des » obscurantistes travaille sourdement à nous rejeter au » point où nous étions avant l'avénement de Pie IX. S'ils » ne réussissent pas dans leurs mauvais desseins, nous

» le devons à la puissance de l'opinion publique qui, en
» se maintenant vive et compacte, les frappe d'une salu-
» taire terreur. Nous mettons tous nos soins à tenir
» l'opinion en éveil, tout en empêchant que la multitude
» ne se laisse entraîner à des actes de violence. Crois
» bien que nous sommes engagés, sans qu'il y paraisse,
» dans une lutte terrible. Le pape a du cœur, et il tiendra
» bon. Mais il ne sait pas se résoudre à éloigner de sa
» personne des hommes foncièrement opposés à l'esprit
» de notre époque, les créatures de Grégoire XVI, et par
» cela même les ennemis de Pie IX. A chaque instant,
» on découvre quelqu'une de leurs menées, et cependant
» ils restent debout. Il circule un mot de Micara au
» pape : *Votre Sainteté doit chasser de la secrétairerie*
» *d'Etat, même les chats*. Gizzi, toujours retenu au lit par
» sa goutte, laisse le champ libre à ses agents, qui ne
» négligent rien pour paralyser toute bonne mesure prise
» par le pape. L'Autriche assiége le saint-père de ses ré-
» clamations quotidiennes. La présence de Rossi, comme
» digne représentant de Louis-Philippe, prouve bien (*qu'on*
» *remarque l'origine de l'impopularité de Rossi*), qu'on a
» des égards pour l'Autriche. Tel est le rôle infâme de la
» diplomatie, et ce qui fait le désespoir du pape. La
» presse romaine fera tous ses efforts pour maintenir le
» souverain pontife dans sa haute politique. Je veille à
» cela, je me fatigue, je m'exténue à courir en tous sens,
» conseillant à chacun persévérance et énergie. Le peuple
» fait grand cas du *Contemporaneo ;* il le lit et le com-
» mente dans un bon esprit. Aussi est-il utile qu'on y
» publie des articles qui saisissent les intelligences, par
» leur forme incisive et leur parfaite clarté, comme est
» celui que tu as donné sous ce titre : *Les réformes par le*
» *concours de tout le monde*. L. MASI. »

« *Rome*, 27 *mars* 1847. — Oh! si tu connaissais nos » luttes et l'énergie que nous sommes obligés de déployer » contre ce parti qui travaille sourdement à la destruc- » tion de toute chose utile ! Si les journaux de Rome ont » spontanément cessé de paraître, ce n'est pas, comme » on l'a dit, pour se soustraire à la nécessité de payer » des droits du timbre; c'est pour protester contre l'en- » semble de l'édit sur la presse, qui a été conçu dans un » esprit d'hostilité manifeste conte toute honnête liberté » de discussion. Si cette menace, renfermée dans la loi, » ne s'exécute pas, nous le devrons à la vigilance et à la » fermeté de l'opinion publique, au courage des écrivains » et à la bonté du prince. La pensée de cet édit, dont » l'inspiration est venue de Pie IX, était excellente, et le » pontife voulait sincèrement qu'elle fût réalisée; mais » quand il s'est agi de la formuler en loi, elle a été déna- » turée par la secrétairerie d'État, où tout est empreint » de l'esprit du passé, principes et actes. La faction des » obscurantistes fait tous ses efforts pour dominer l'es- » prit du pape et pour l'égarer: tumultes populaires, » importunités incessantes des cardinaux, notes de l'Au- » triche, tout est mis en œuvre. Résistera-t-il?... Le » peuple, le peuple, c'est par lui qu'il faut agir vigou- » reusement. Jeudi, les cris qui ont accompagné sa voi- » ture, de la *Minerva* au Quirinal, ont ému les bons » cito yens et fait trembler les mauvais : *Vive Pie IX* » *seul! Saint père, confiez-vous au peuple. Courage, cou-* » *rage*. Et ces cris, hautement et distinctement proférés, » s'élevaient avec tant de puissance vers le pontife *que* » *son cœur en aura été fortifié*... Il n'est fait de démons- » trations hostiles que contre le gouvernement. Le pape » et le peuple sont étroitement unis. *Oh! s'il avait un* » *peu plus d'énergie!* L. MASI. »

3° Les chefs du parti populaire de Rome, bien qu'appelés exaltés, étaient, eux, les vrais modérateurs du mouvement.

« *Rome*, 9 *février* 1847. — Il est consolant de voir » quelle énergie de pensées et de paroles déploie la jeu- » nesse romaine. Dans les cafés, dans les maisons, il n'y » a pas une causerie où n'éclatent de vives protestations » contre les embûches et les prétentions de l'Autriche. » Je m'efforce, avec l'aide de mes nombreux jeunes » amis, d'empêcher qu'on ne mêle le nom du pape à » cette noble manière de protester à haute voix ; car on » affligerait profondément le saint-père si, par un zèle » compromettant, on lui rendait plus difficile la réalisa- » tion de ses projets de réformes... *Laissez de côté toute* » *allusion directe à l'Autriche, et contentez-vous d'écrire* — » telles sont les paroles du pape. L. Masi. »

4° Les chefs du parti populaire romain n'avaient rien de commun avec la *Jeune Italie*, ni avec les proscrits conspirateurs ; ils se gouvernaient suivant la connaissance qu'ils avaient des nécessités locales, et ils déploraient les misérables petits embarras qu'on se faisait comme un jeu de leur envoyer de l'étranger.

« *Rome*, 10 *avril* 1847.—Dans le *Contemporaneo* d'au- » jourd'hui, tu liras avec plaisir les franches et très » efficaces paroles du père Ventura. Ce langage si incisif » vient à propos pour tenir en éveil, dans Rome, cette » opinion publique, qui est notre seul moyen de salut. » En même temps, Orioli, et qui pis est, d'Azeglio, sont » ici ; et sans le moindre tact populaire, sans connaître » les personnes et les choses, ils prêchent partout la » modération, leur imagination leur montrant les agita- » teurs poussés par une impatience aveugle, incessam- » ment occupés à préparer des émeutes, lorsqu'il n'existe

» pas même l'ombre de tout cela. D'Azeglio me disait
» dans une réunion, il y a quelques jours : *Je redoute*
» *ici la Jeune Italie*. Je t'assure que cette fausse manière
» de voir les choses, *ces calomnies répandues sur notre*
» *pays*, remplissent d'indignation et de douleur l'âme
» des bons citoyens. Sois convaincu, mon cher Monta-
» nelli, que l'opinion publique agit avec ensemble; mais
» ces hommes, dont les intentions peuvent être inno-
» centes, la paralysent et jettent la désunion entre les
» esprits. Il existe ici un parti corrompu et dissolvant.
» Pour neutraliser sa funeste influence sur les affaires
» publiques, il faut que l'opinion populaire donne de ces
» signes de vie, qui ne sont pas des démonstrations
» tumultueuses, mais d'éclatantes professions de foi dans
» les principes, et qui prouvent la volonté bien réfléchie
» d'obtenir, en temps opportun, les réformes réclamées
» par les États romains et par l'Italie. Ces réformes, du
» reste, Pie IX se montre toujours disposé à les accorder.
» Mais Pie IX est seul, ses ennemis sont nombreux, et
» nous ne pouvons leur opposer que les vigoureuses
» démonstrations de l'opinion publique. D'Azeglio, dans
» sa réponse à Orioli, au sujet de l'édit sur la presse,
» tourne en ridicule ce mode de donner des avis, qu'il
» appelle une improvisation de la rue. Et pourtant, sans
» cette noble et vive manifestation qui accueillit le pape,
» le jour où il se rendit à la *Minerva*, le bon Pie IX au-
» rait succombé sous les assauts réitérés des prophètes
» de malheur, et nous ne serions pas sur le point de
» voir transformer la secrétairerie d'Etat, source de tant
» de maux. L. Masi. »

Ces épanchements confidentiels d'ami à ami, dans des lettres portant le timbre de la poste, et que j'ai conservées, font foi des vrais sentiments de la démocratie

romaine; car, dans l'intimité, nous n'avions aucune raison pour ne pas dire les choses comme nous les voyions. Masi devait être parfaitement informé, puisqu'il était l'un des principaux acteurs, et l'un des plus influents dans les conseils du peuple. L'Italie a rendu un juste tribut d'admiration au savant naturaliste, au poëte inspiré, qui, au moment de la guerre de l'indépendance, quitte ses livres chéris et ses travaux, monte à cheval, va se battre à Cornuda et à Venise, revient avec sa légion au secours de Rome, propose la république dans l'assemblée, la défend sur les retranchements, puis à Velletri, et refuse deux fois par modestie la dignité de général. En relisant les lettres toutes brûlantes de patriotisme que Masi m'écrivait, dans cette première phase du réveil de l'Italie, je ne sais si, plus que le guerrier, je ne dois pas admirer en lui l'infatigable citoyen qui se multiplie pour satisfaire aux mille exigences de la vie nouvelle. Il va et retourne, vingt fois par jour, chez les censeurs, pour des articles dont il n'est pas l'auteur, toujours doux et patient dans ses luttes inévitables avec ces bêtes brutes. Il se montre : tantôt dans les tavernes du peuple, où il improvise, au milieu des groupes avides de poésie, des chants propres à inspirer l'amour de l'Italie; tantôt dans les salons aristocratiques pout arracher plus facilement aux monsignori, enivrés des joies du monde, des adhésions peu spontanées; puis il provoque de nombreuses assemblées dont il est l'âme, tant il a l'art d'exciter les timides, de modérer l'ardeur des plus impétueux; enfin, vaincu par la fatigue, il tombe malade, mais à peine rétabli, il se remet à l'œuvre, confiant et serein, et il m'écrit une lettre commençant par ces mots: « Me voici » sur pied, et prêt à lancer ce pauvre navire si battu par » les flots. Nous marchons (*si va, si va*). » Audacieux et

prudent, enthousiaste et maître de son propre enthousiasme, Masi possédait ces facultés qui donnent puissance et autorité sur les multitudes. Personne assurément ne contribua plus que lui à maintenir la révolution romaine, pendant la première période, dans ces sages limites de modération et de fermeté, qui firent l'admiration du monde. Correspondant avec moi à Pise, et avec Vieusseux à Florence, il était l'anneau qui reliait Rome et la Toscane.

CHAPITRE XXII.

LA PRESSE CLANDESTINE EN TOSCANE.

Dans le mois d'avril 1846, la presse clandestine de Toscane reprit ses travaux, et pendant plus d'une année, elle soutint la lutte avec sagesse, persévérance, abnégation et courage, se montrant digne, en un mot, de la victoire qui devait couronner ses efforts.

Les libéraux de la vieille école ne pouvaient imprimer clandestinement quatre lignes, sans s'abandonner à de violentes diatribes, frénétiquement applaudies par cette poignée de visionnaires, qui passaient leurs années à attendre la révolution de printemps en printemps. Le modèle de ce genre avait été un *foglietto* publié à Florence, je ne sais par qui, à propos des premières démonstrations de Pise; dans cet écrit étaient répétées ces éternelles déclamations dont nous étions dégoûtés à tout jamais.

Je pensai que la presse clandestine, pour produire quelques fruits, devait s'abstenir des paroles violentes et déclamatoires, et parler le langage calme de la raison. Je disais à mes amis : Voulons-nous que le droit de discussion soit sanctionné par le gouvernement? Sachons nous en emparer de notre plein gré. Puisque c'est un droit naturel, imprescriptible, on n'a pas besoin, pour l'exercer, de l'autorisation des supérieurs. Nous devons donc en user dans le mode qui reste en notre pouvoir; mais avec une telle dignité, que la conscience publique soit spontanément entraînée vers nous, parce qu'elle verra claire-

ment que nous sommes les défenseurs de la justice. Pour nous montrer dignes de la liberté, traçons nous-mêmes les limites qui la séparent de la licence, et tâchons de ne jamais les franchir.

La tactique de ce mode d'agitation consistait à manœuvrer de telle sorte, que le gouvernement fût dans l'impossibilité de nous prendre en défaut ; moyen unique, mais certain, d'obtenir, par le fait même de cette impuissance de la police, la reconnaissance tacite de la liberté de la presse.

Il fallait, pour accomplir cette œuvre, une caisse qui pourvût aux dépenses, et une petite presse de réserve inaccessible à la police, afin que si, par accident, les presses ordinaires venaient à être découvertes et confisquées, celle-là fût en état de fonctionner sans interruption, à la barbe du *buon governo*, poursuivant ses publications en dépit de toutes les saisies.

J'alimentai la caisse au moyen des contributions mensuelles d'un petit nombre d'amis. Notre bourse était déjà épuisée par une infinité d'autres dépenses d'urgente nécessité pour la cause libérale. Fort heureusement, le marquis Arconati nous vint en aide en nous donnant, tout de suite, une somme pour la fondation de la presse clandestine, sans compter une cotisation de 200 francs par mois pour la faire vivre. Renaud Ruschi était notre caissier.

La petite presse de réserve était à Lucques, sous la garde de nos correspondants, Eugène Giorgi et Angiolo Bertini. Là cette presse, pour ne pas donner l'éveil, se tenait le plus discrètement possible, et même, quand les libéraux de Lucques imprimaient quelques feuilles pour leur propre compte, ils nous les envoyaient à Pise, d'où nous les expédiions à Lucques par la poste. Ainsi ces

feuilles étaient censées avoir été imprimées en Toscane, et le *buon governo* toscan se démenait en vain, pour atteindre la petite presse cachée hors de l'État.

En toute chose, le plus difficile, c'est de bien commencer; on ne saurait trop apporter de sagesse et de prudence, quand il s'agit de faire le premier pas. Je ruminais dans ma tête un premier numéro, qui parût plutôt l'œuvre de quelque vieille perruque bien pensante de la secrétairerie, que l'œuvre des jeunes libéraux; mais j'avais eu beau m'ingénier, je n'avais pu réussir à mon gré. Je communiquai mon idée à un de mes amis qui, en même temps, était très lié avec le gouverneur Serristori.

Or voilà que le brave homme apporta, aux bureaux de la presse clandestine, les propositions suivantes :

« Altesse impériale et royale,

» Pour calmer l'irritation produite dans l'esprit des
» Toscans, par les derniers actes de votre ministère; pour
» satisfaire aux vœux des nombreux amis d'un progrès
» raisonnable et nécessaire dans l'organisation du gou-
» vernement et dans l'organisation sociale; pour remettre
» le gouvernement grand-ducal en possession de cette
» haute estime dont il était autrefois universellement
» entouré; pour provoquer enfin l'amélioration morale
» et matérielle de toutes les classes de la population, nous
» considérons comme devenues indispensables les me-
» sures ci-jointes, formulées en un projet de *motu pro-*
» *prio*, que les vrais amis du pays et de la gloire de votre
» règne soumettent à votre sanction. »

Numéro 1.

» S. A. I. et R., en vue de soumettre à un examen plus » approfondi les affaires concernant les divers services » publics, a résolu de modifier son I. et R. consulte, de » la manière suivante : Elle prendra désormais le titre » de consulte d'État ; elle se composera de deux sections » distinctes : l'une législative, l'autre administrative, » comprenant chacune trois conseillers. La première » sera chargée d'examiner, de discuter, toutes les affaires » d'intérêt général relatives à la législation, sur lesquelles » elle donnera son avis ; la seconde aura des attributions » analogues dans les affaires concernant les intérêts » économiques de l'État. Les deux sections se réuniront » toutes les fois qu'il s'agira de discuter le budget de » l'année suivante, et de régler le compte annuel des » finances de la Toscane, aussi bien que pour la confec- » tion des codes civil et criminel, et dans tous les autres » cas où nous aurons jugé bon qu'il en soit ainsi. »

Numéro 2.

« S. A. I. et R., pénétrée du grave préjudice qui » résulte de la loterie pour les classes pauvres, décrète » ce qui suit :

» 1° A partir du 1er janvier prochain, le nombre des » tirages sera réduit de moitié.

» 2° Le plus petit enjeu ne pourra être inférieur à trois » *paoli*. Tous les numéros de la loterie, qui, avant le pré- » sent jour, n'auront pas été pris, seront supprimés. »

Numéro 3.

« S. A. I. et R., voulant détruire tous les obstacles

» qui gênent la libre circulation des marchandises et des » denrées, dans l'intérieur du grand-duché, a résolu de » supprimer les droits d'entrée qui existent présente- » ment aux portes des villes, n'exceptant de cette mesure » que les objets de consommation, comme cela se pratique » à Milan, à Turin, à Gênes. »

Numéro 4.

« S. A. I. et R., ayant complété l'organisation de l'en- » seignement universitaire, ordonne que, dans l'année » 1847, soit définitivement mis à exécution le système » d'instruction secondaire dans les colléges et les écoles » latines, et que l'on se mette en mesure d'organiser et » de généraliser, dans toutes les communes du grand- » duché, l'enseignement populaire pour les deux sexes. »

Numéro 5.

« S. A. I. et R., en considération du déficit que la » suppression de la loterie et des douanes intérieures » pourra produire dans les revenus de l'État, ordonne à » sa consulte I. et R. d'aviser aux moyens les plus oppor- » tuns d'y suppléer, en attendant un examen attentif du » système actuel des impôts, et une révision générale du » tarif des douanes. — Toscane, avril 1846. »

Je ne demandai pas à mon ami, aussi l'ami de Serristori, quel était l'auteur de l'écrit, et lui-même n'en dit rien. Ce projet répondait parfaitement à mes vues; c'était bien là ce style négligé, qui donnait à l'écrit la physionomie *bureaucratique* que je désirais. Il fut tout de suite imprimé et répandu.

Les personnes habituées aux potions alcooliques que leur servaient les faiseurs de proclamations (*proclamono-*

mani) trouvèrent naturellement ce *foglietto* bien pâle et insipide; ils en exprimaient leur vif mécontentement. La presse clandestine, disaient-ils, n'était pas faite pour publier de pareils décrets qui auraient pu, tels quels, figurer dans la *Gazette de Florence*. Mais c'était précisément l'effet que j'avais voulu produire : donner lieu à l'opinion publique de s'étonner que le gouvernement ne fît aucun cas de ces réformes qui paraissaient à première vue si insignifiantes. D'ailleurs, au fond, supprimer les droits d'entrée dans les villes, abolir les loteries, fonder une consulte d'État sur de larges bases, instituer des écoles d'enseignement primaire, reviser le tarif des douanes, tout cela avait bien déjà quelque importance; puis le projet, abstraction faite de sa valeur, était pour tout le monde un sujet de discussion. Ainsi se trouvait atteint le but principal que je m'étais proposé. L'un s'écriait que ces réformes étaient déjà faites; l'autre assurait qu'on les avait vues sur les tablettes du grand-duc, et que c'était une indiscrétion de la secrétairerie de les avoir ainsi divulguées. Les importants se montaient la tête à l'idée d'une consulte où ils espéraient jouer un rôle. Chacun voulait dire son mot; le ministère lui-même entendait malgré lui, au fond de sa conscience, une voix qui lui criait: « Ce sont pourtant des choses qui pourraient et qui devraient se faire. »

Pour donner un aliment à la discussion, et ne pas laisser dans l'ombre l'idée nationale qui, à mon sens, devait toujours accompagner les projets d'améliorations locales, j'imaginai un second *foglietto* auquel nous donnerions toutes les apparences d'une réponse au premier, et qui, sans contester l'utilité de ces réformes, en démontrerait l'insuffisance, par cela seul qu'elles n'étaient pas associées à l'idée italienne. J'en parlai à Salvagnoli, qui

fut si charmé de cette idée de mettre aux prises des programmes clandestins, dans le seul but d'aviver la discussion, qu'il voulut se charger d'écrire lui-même le programme *des impétueux*, selon son expression; mais il le fit tellement impétueux, que je ne pus l'admettre; décidé comme je l'étais à maintenir la presse clandestine, dans les limites d'une scrupuleuse modération, même quand il s'agissait d'exprimer les opinions qu'on désigne aujourd'hui en France par le mot *avancées*, je ne conservai de cette ébauche que quelques passages, et je refis l'écrit ainsi qu'on va le lire. C'était l'époque où le conflit douanier avec l'Autriche attirait tous les regards sur le Piémont, et l'idée de l'unité des États sardes nous servait comme d'un aiguillon vis-à-vis du grand-duc.

« A. I. et R.,

» Les modérés toscans vous ont présenté leur programme, en vous proposant cinq *motu propri*, qu'ils » croient nécessaires pour calmer l'irritation produite » dans les esprits par les actes récents de votre ministère. » Tout ami du bien a applaudi à ce projet. Mais les » modérés ne vont pas jusqu'à la racine du mal, et ils » se font illusion, quand ils se figurent que l'agitation » actuelle de la Toscane a son unique cause dans les » actes d'un ministère plus inepte que pervers, et qu'au » moyen de quelques réformes partielles, on pourra » rétablir la tranquillité. Le premier besoin de la Toscane, c'est celui de toute l'Italie, l'indépendance » nationale; c'est celui de tout peuple qui, sorti de la » période de minorité, se sent capable de la vie publique. » On sait bien qu'il ne dépend pas de vous seul de donner l'indépendance à l'Italie; mais il dépend de vous » d'abandonner la politique autrichienne pour une poli-

» tique italienne. Protégez les hommes du parti national, » au lieu de les priver de toute bienveillance; faites- » vous le promoteur d'institutions et d'améliorations qui » servent à unir l'Italie, au lieu d'entretenir ses divisions; » ne craignez pas la discussion franche et loyale; défiez- » vous des conseils qui vous arrivent du cabinet de » Vienne, vous souvenant que l'Autriche est intéressée à » souffler la discorde entre les princes nationaux et leurs » peuples; et l'opinion sera pour vous. Voyez Charles- » Albert! tous les Italiens commencent à se tourner vers » lui, malgré son passé, parce qu'il a montré des dispo- » sitions favorables à notre nationalité. Tout annonce, en » Europe, une crise prochaine; votre sort, dans le cas » d'une révolution italienne, dépendra du parti que vous » allez prendre aujourd'hui. Si vous vous unissez à l'Ita- » lie, elle ne vous abandonnera pas pour se donner un » autre roi; vous pourrez aspirer à la gloire d'être le » roi de l'Italie centrale. Si vous faites alliance avec » l'Autriche, vous tomberez avec elle. Songez-y sérieu- » sement. — Italie, mai 1846. — *Quelques membres du » parti national.* »

Dans le même but d'exciter contre Charles-Albert la jalousie des autres princes, et de les pousser à le précéder dans la voie des réformes, la presse clandestine publia un hymne national fait, à Pise, en l'honneur du roi de Sardaigne; et nous répandions le bruit qu'il était chanté par les soldats piémontais.

Il était nécessaire de faire connaître la vérité sur ces choses, afin que ceux qui écriront l'histoire de la révolution italienne, ne prennent pas des vessies pour des lanternes, comme il est arrivé à ce bon homme de Gualterio qui, voyant les deux *foglietti* que je viens de citer, crut avoir découvert l'origine d'une *fatale scission parmi*

la jeunesse libérale, et se fit un roman fantastique de *lances rompues entre les diverses fractions du parti libéral qui, dès cette époque, publiaient chacune leur programme*, etc. (1). Voyez donc ! Et il ne se trouva personne, en Toscane, qui lui expliquât ce qui en était ; et cependant, parmi ses inspirateurs, il en est qui savent fort bien les choses. En vérité, à lire ces lignes et tant d'autres sornettes de l'historiographe d'Orviéto, on serait tenté de dire que quelque mauvais plaisant, le voyant un peu simple, s'est amusé à lui en faire accroire.

La presse clandestine était destinée à deux sortes de publications : des *foglietti* qui étaient comme notre armée de tirailleurs, et qui, par leur forme plus dégagée, vulgarisaient mieux les vérités politiques; des petits livres qui traitaient les questions avec un peu plus d'étendue.

Parmi les écrits clandestinement imprimés, dans les premiers temps du pontificat de Pie IX, il en est un qui fit sensation ; c'est le discours de M. de Montalembert à la chambre des pairs, sur les récents massacres de Gallicie. Je le publiai en italien, avec une préface et sous ce titre : « *Les massacres de Tarnow, c'est-à-dire la politique autrichienne dévoilée.* »

On ne peut dire quel puissant levier fut la pitié, dans ce premier soulèvement des multitudes italiennes. Quand nous nous adressions aux Toscans, aux Romains, aux Napolitains, au nom de leurs intérêts comme Toscans,

(1) « Je crois qu'il n'est pas inutile de garder le souvenir des » premiers écrits par lesquels les diverses fractions des libéraux en- » gagèrent la lutte contre le gouvernement. Cela me paraît d'autant » plus utile, que ces écrits révèlent, dès l'origine, l'existence d'une » fatale scission parmi la jeunesse libérale elle-même. » (*Révolutions d'Italie*. Gualterio, seconde partie, t. I, p. 173.)

comme Romains, comme Génois, comme Napolitains, l'effet produit n'était rien, en comparaison de l'effet que faisait cette parole : Nos frères de Lombardie gémissent sous le joug de l'Autriche ; préparons-nous à les délivrer. Aussi la peinture éloquente des massacres exécutés par l'Autriche en Gallicie eut-elle une puissance magique sur le cœur de nos populations. A Rome, l'indignation populaire, à la lecture du petit livre, dépassa tout ce qu'on peut imaginer. Les Transtévérains ne pouvaient comprendre qu'un gouvernement qui avait commis de telles horreurs ne fût pas mis au ban des nations civilisées. Ils voulaient que Pie IX donnât, sur-le-champ, le signal d'une croisade contre l'Autriche. On eut bien de la peine à comprimer ce merveilleux élan populaire. L'ambassade autrichienne réclama contre la propagation du discours du démagogue catholique ; elle obtint qu'on en confisquât quelques centaines d'exemplaires expédiés de Toscane, et le libraire qui en avait le dépôt fut retenu en prison pendant un mois. J'ai entendu depuis, à Paris, dans l'assemblée législative, M. de Montalembert lancer ses invectives contre nous, les démagogues italiens, et accuser amèrement le peuple romain d'ingratitude envers Pie IX. Oh ! comme j'aurais voulu pouvoir lui dire ces deux mots à l'oreille : « Monsieur le comte, au lieu de tant » faire le brave, frappez-vous la poitrine, et demandez » pardon à Sa Sainteté du grand mal que vous lui avez » causé par vos tirades démagogiques, quand vous fai- » siez retentir ce cri : Sus, sus à l'Autriche. Le peuple » romain fut tout entier à Pie IX, tant qu'il s'imagina » que Pie IX était tout entier à l'Italie et l'ennemi de » l'Autriche. Le peuple romain se détacha de Pie IX, » quand Pie IX lui déclara sans détour que, pour lui, il » n'y avait ni Autrichiens ni Italiens. Nous autres, Ita-

» liens, nous soutenons que le peuple romain fut logique.
» Libre à vous de prétendre étourdiment que le peuple
» romain fut ingrat; seulement convenez, mon cher
» monsieur, que personne ne souffla plus démagogique-
» ment que vous sur ces colères contre l'Autriche, qui
» ont enlevé à Pie IX le cœur de ce brave peuple. Cela
» est si vrai que c'était nous, démagogues, qui tradui-
» sions et répandions vos discours, et l'Autriche disait
» alors de vous ce que vous dites de nous aujourd'hui. »

La presse clandestine de Pise publiait un *petit journal intermittent*, sous ce titre : *Notizie italiane*, qui se continua jusqu'à la fondation du journalisme légal. Le plus souvent que nous pouvions, nous mettions en circulation un numéro de ce journal, où nous racontions ce qui était arrivé de nouveau d'un *numéro* à l'autre; et nous accompagnions ces récits de considérations appropriées aux circonstances. Le petit journal était lu avec une avidité incroyable.

Quand le gouvernement faisait quelque chose de bon, nous que la passion n'aveuglait pas, et qui voulions être justes, nous y applaudissions sans scrupule, dans notre petit journal ; par exemple, le grand-duc ayant protesté contre les dettes contractées par ce dissipateur de duc de Lucques, le nº 3 des *Notizie italiane* rendait compte de la protestation du grand-duc en ces termes :

« *Notizie italiane*, nº 3.

» Il y a quelques années, le duc de Lucques, écrivant
» un billet à une de ses connaissances de Florence,
» signait : *le petit tyran de Lucques*. Voilà que ce duc,
» après s'être lui-même qualifié de petit et de tyran,
» vient de donner, dans ces derniers temps, des preuves

» nombreuses et de sa petitesse et de sa tyrannie. Nous
» ne nous arrêterons pas à raconter, une à une, toutes les
» sottises qu'il a faites ; il suffit de mentionner la nomi-
» nation d'un valet d'écurie comme ministre des finances.
» Les Lucquois ont dévoré ces injures en silence, se lais-
» sant dépouiller et maltraiter comme s'ils n'étaient pas
» des hommes. Que Dieu les assiste ! Le grand-duc de
» Toscane, au contraire, a déclaré, par une note pu-
» blique, qu'il n'entendait pas reconnaître les dettes que
» le petit tyran laisserait à ses malheureux États. Loué
» soit le grand-duc qui au moins répudie le rôle de
» complice. — Toscane, 13 décembre 1846. »

A la verve piquante et au bon goût de ces quelques lignes, on reconnaît la plume d'un maître, et, en effet, elles sont de Giusti qui les écrivit chez moi.

L'exemple de Pise suscita, à Florence, une seconde officine de *foglietti* clandestins.

On entendait alors voler de bouche en bouche le nom de Garibaldi, qui s'était couvert de gloire à la tête de l'héroïque légion italienne de Montevideo. Les libéraux florentins, groupés autour de Charles Fenzi, proposèrent de lui offrir, comme un témoignage de reconnaissance nationale, une épée d'honneur ; un manifeste signé par Charles Fenzi et par Cesar della Ripa annonçait que, dans ce but, une souscription était ouverte. Ce manifeste fut le premier acte de la presse clandestine de Florence. Après cela, le bruit ayant couru que les jésuitesses s'étaient établies dans une villa des environs de Florence appelée *la Fantina*, les mêmes libéraux qui avaient mis en avant l'épée pour Garibaldi protestèrent, par deux de leurs publications, contre l'attentat attribué aux jésuites.

Ces jeunes gens, ennemis mortels de la papauté, étaient de ceux qui voyaient avec déplaisir l'enthou-

siasme pour Pie IX. Quoiqu'ils me voulussent du bien, ils se tenaient avec moi, sur ce point, dans une certaine réserve, parce qu'ils se figuraient que mes convictions religieuses exerçaient sur mon esprit une influence funeste. Mais impatients d'agir, et pour agir, obligés d'imiter le seul mode d'action alors praticable, dont j'avais donné l'exemple, ils se rencontrèrent forcément sur mon propre terrain. Dans un congrès qui eut lieu à Pise, en novembre 1846, et auquel assistèrent Charles Fenzi, Léopold Cempini, Antoine Galletti, Antoine Mordini, César della Ripa, nous fixâmes, d'un commun accord, le plan que devaient suivre Pise et Florence pour agiter le pays.

Bien que la presse clandestine de Florence fût entre les mains de libéraux, tous théoriquement républicains et unitaires (Léopold Cempini était en outre socialiste phalanstérien), elle donna son adhésion au principe pratique de la réforme nationale qui dominait le mouvement; entre autres preuves, le *foglietto* suivant en fait foi :

« Les libéraux au peuple toscan,

» Quand un gouvernement qu'aucun frein ne retient » plus, se précipite dans la voie des actes arbitraires, des » vexations, des injustices, des cruautés, et que loin de » s'arrêter et de rétrograder à temps, il redouble tous » les jours de violence, ce gouvernement proclame lui- » même que sa ruine est imminente. Cette vérité, l'éter- » nelle sanction de la providence, est écrite, en lettres » sanglantes, à chaque page de l'histoire. Or voici ce qu'on » y lit, pour l'instruction des princes : Deux causes diffé- » rentes peuvent pousser les gouvernants dans cette voie » fatale, ou la férocité de leurs instincts, ou bien une » hostilité réfléchie et opiniâtre contre le développement

» progressif de la vie sociale des nations ; deux causes » qui conduisent toujours à la même catastrophe. Dans » le premier cas, lorsque le gémissement de tout un » peuple annonce que ses souffrances sont devenues » intolérables, Dieu lui suscite un vengeur, et le tyran » tombe sous ses coups ; dans le second cas, le gouver- » nement est renversé tôt ou tard par le mouvement » ascendant de l'opinion publique. L'impartialité nous » fait un devoir de déclarer que les termes de la pre- » mière hypothèse sont inapplicables à notre gouverne- » ment ; mais c'est au nom de cette même impartialité » que nous, amis du peuple, obéissant à nos autres » devoirs sociaux, nous l'accusons, devant la nation, de » son hostilité systématique et persévérante contre les » idées qui sont le besoin moral de notre pays.

» Ces idées et ces besoins peuvent se résumer en » deux mots :

» Union de l'Italie contre l'Autriche ;

» Organisation intérieure, en rapport avec l'état pré- » sent de la civilisation et les conditions de la Toscane.

» En vain le gouvernement prétend-il arracher ces » idées et ces besoins de l'esprit et du cœur des Toscans ; » ils y ont poussé des racines trop profondes pour céder » à la main d'un despote. Qu'il renonce donc enfin à ses » inutiles et coupables entreprises ; qu'il considère plutôt » avec terreur l'abîme qui le sépare de l'opinion pu- » blique, et qu'il consacre tous ses efforts à donner » satisfaction aux légitimes exigences du pays. D'abord » qu'il s'unisse aux Toscans, en toute pureté d'intention » et sincérité de cœur, dans l'immense amour qu'ils » sentent et qu'ils professent hautement pour la mère » patrie, l'Italie ; qu'il jure une haine implacable aux » Autrichiens, jusqu'au jour de leur entière expulsion ;

» et puis, à nous, Toscans, qui en fait de civilisation » sommes supérieurs à tant d'autres pays favorisés pour» tant de plus larges institutions politiques, qu'il nous » accorde :

» Le droit absolu de pétition et de remontrance;

» La réorganisation de la commune;

» L'institution de conseils provinciaux;

» Un jury véritable, au lieu d'une institution dérisoire;

» La censure de la presse, *répressive*, et non *pré-* » *ventive ;*

» La garde nationale.

» A ces conditions seules, le gouvernement calmera, » au moins en partie, au moins pour le moment, l'agita» tion profonde qui a fait explosion dans les recoins les » plus obscurs de la Toscane; il reconquerra l'estime » des honnêtes gens, et son nom ne sera plus éclipsé par » celui de ses voisins, à qui il a suffi de quelques jours » pour s'élever à une éclatante renommée. Jusque là, les » amis du peuple, fermes et constants, bien que forcés » d'agir dans l'ombre, persisteront dans leur sainte mis» sion, critiquant, conseillant, éclairant quiconque est » assez aveugle pour ne pas connaître ses véritables » intérêts. »

Ce programme, remarquable par un mâle bon sens, était suivi d'une note plaisante, sur un curieux incident d'arrestation et de saisie.

« Le présent manifeste est tombé, ces jours derniers, » dans les mains de la police, au moment où, déjà com» posé, il allait être imprimé. Quatre étudiants qu'on » croyait coupables furent arrêtés, et les limiers du » président s'écrièrent dans leur joie : le monstre est dé» couvert, nous dormirons tranquilles la nuit prochaine. » Mais les rustres s'étaient réjouis trop vite... aujourd'hui

» que nous reproduisons cette pièce littéralement, ils » pourront se convaincre que la presse clandestine, » forte de là justice de sa mission, est insaisissable » comme l'hydre; elle renaît plus vivace et plus féconde, » à chaque coup que lui porte un gouvernement aveugle » et inepte. (Florence, 28 mars 1847.) »

Et ce n'était pas là une ridicule fanfaronnade; ce que la presse clandestine disait, elle le faisait.

Après l'exemple de Pise et celui de Florence, il se forma un troisième centre d'agitation, à Sienne ; la presse clandestine de Sienne adhéra, à son tour, au mouvement réformiste national.

Livourne, dans ce mode d'action, resta en arrière des autres villes de Toscane, pour des motifs que nous dirons ailleurs; elle n'eut pas son centre de propagande; les populations livournines lisaient et répandaient les *foglietti* que nous leur envoyions de Pise.

Le président du *buon governo*, à ce tapage insolite qui troublait son sommeil, entra en fureur et se démena comme un possédé, pour découvrir les imprimeries et empêcher la diffusion de ces audacieux *foglietti ;* ouvriers imprimeurs, étudiants de l'hôpital de *Santa-Maria-Nova*, furent emprisonnés par douzaines; de pauvres réfugiés romagnols, qui vivaient de leur travail en Toscane, furent expulsés sans miséricorde; les lettres étaient ouvertes à la poste, pour peu que leur volume fît soupçonner qu'elles renfermaient de la contrebande; les personnes sur lesquelles on n'osait mettre la main, recevaient des avertissements. En février 1847, le nombre des individus emprisonnés, à cause de la presse clandestine, s'éleva, seulement à Florence (chose inouïe en Toscane), à plus de cent. Ne pouvant rien découvrir, le chef de la police, furieux et confus de son impuissance, déclara au grand-

duc qu'on ne serait pas près d'en finir, tant que l'ombre paternelle assurerait l'impunité au *plus terrible* auteur de ces écrits; il demanda donc que le fils du ministre Cempini fût exilé; et le grand-duc, croyant la chose urgente, engagea poliment le papa Cempini à faire voyager son garçon. Il lui persuada même de l'envoyer à Vienne, afin d'essayer si la vue de l'oasis impériale ne lui inspirerait pas une belle passion pour ce régime. L'intrépide combattant, contraint d'abandonner le champ de bataille au plus beau moment, m'exprimait sa douleur, dans un adieu qui témoigne de la pureté des intentions avec lesquelles nous soutenions cette lutte: « Un mot d'adieu, » *m'écrivait-il;* je pars, et je pars digne de toi, pour » une terre étrangère, qu'on m'assure vainement n'être » pas une terre d'exil. J'ai la conscience tranquille et » l'espoir d'être une victime expiatoire pour tous; pour- » suivez la route où je me suis engagé sur vos traces, et » puissé-je revenir au jour de la victoire, ou plutôt au » jour de la bataille. Peut-être serai-je en butte aux ca- » lomnies des malveillants; mais ta voix saura me dé- » fendre; elle défendra en moi l'incarnation de tes propres » idées; car, je le proclame en ce moment, je suis l'œuvre » de tes mains; je t'appartiens, ô mon second père. Sou- » venirs à ceux qui m'ont aimé, et reçois l'assurance que » je m'efforcerai d'être toujours digne de toi.

» LÉOPOLD. »

Les persécutions du *buon governo* n'étaient pas nos seules misères; plus le péril croissait, plus il devenait difficile et dispendieux d'imprimer et de répandre les *foglietti*.

Lorsqu'il aurait fallu plus que jamais des sacrifices pécuniaires, voilà que le bon Arconati qui, pendant son séjour à Pise, montrait tant de joie, chaque fois qu'il devait ouvrir sa bourse pour concourir à cette œuvre li-

bérale, se laissa abuser par les sages du parti borne, et supprima les subsventions mensuelles qu'il faisait à la presse clandestine.

Cependant nous ne perdions pas courage; nous sentions que nous marchions à pleines voiles à la conquête de la liberté de la presse; nous convoquâmes les plus résolus, et nous fîmes, pour parler la langue classique, le serment d'Annibal.

Sous le feu des persécutions de la police, les *foglietti*, se multiplièrent; on eût dit qu'un baguette magique les faisait éclore de toutes parts; ils voyageaient de compagnie avec les ordres du président; ils pleuvaient des loges du théâtre; ils volaient dans les voitures; ils s'introduisaient dans les maisons, à travers les barreaux du rez-de-chaussée; ils se glissaient sous les pieds des courtisans. Nous nous mettions à la tête des souscriptions de bienfaisance, afin de pourvoir, pendant la durée de l'emprisonnement, aux besoins des familles des pauvres ouvriers poursuivis, et nous faisions la distribution des secours. Ceux des écrivains qui exerçaient la profession d'avocat défendaient, auprès des autorités, la cause des détenus. Tantôt le *Foglietto* prenant le ton sévère de la remontrance, s'attachait à convaincre le gouvernement d'injustice, d'arbitraire; tantôt, sur le ton de la raillerie, il le tournait en ridicule: « Pourquoi, babbo governo (*disait une charmante allocu-* » *tion de la presse clandestine de Florence, au magnifique* » *et glorieux gouvernement Austro-Toscan*), pourquoi, vous » arrachant à votre somnolence habituelle, venez-vous, » les poings sur les hanches, les yeux sanglants, la bouche » écumante, et gonflé comme un dindon qui fait la roue, » emprisonner tant de citoyens, et semer à pleines mains, » au lieu de pavots, la désolation et l'épouvante sur les » familles toscanes? Je suis l'hydre nouvelle qui ne craint

» pas les hercules en soutane de jésuite, avec leur bonnet
» de nuit à l'envers, leurs lunettes rondes sur le nez,
» leur quenouille au côté, et à la main droite, une inno-
» cente baguette toute bariolée... Je vis de l'air du temps,
» et peu de chose suffit pour me vêtir; mais s'il me prend
» fantaisie de m'introduire dans les hautes sphères, j'en-
» dosse alors, comme aujourd'hui par exemple, l'habit
» de fête ; je suis généreuse quoique pauvre; je ne vends
» pas ma doctrine pour de l'argent ou des honneurs,
» selon l'usage de tant d'écrivains modernes ; je ne reste
» jamais en place, et je n'ai point de demeure fixe; je suis
» comme le pèlerin, toujours par voies et par chemins,
» et toujours en visite ; le plus souvent c'est dans les ca-
» banes des prolétaires, mes frères de prédilection ; je
» les aime avec transport, parce qu'au fond ils sont d'une
» bonne pâte, dont on pourrait toujours faire quelque
» chose, n'étaient ces gâte-métier de gouvernements tyran-
» niques et de faux niveleurs des conditions sociales ;
» quelquefois aussi j'entre dans les maisons des bourgeois,
» ou dans les palais des grands, bien qu'ils se montrent,
» les uns et les autres, des coupables incorrigibles, et qu'ils
» se plaisent outre mesure à tenir agréablement un pied
» dans chaque camp, ou même qu'ils outragent, dans
» *le Falsineo*, la majesté de ma personne... Quant à mes
» principes, les voici : en politique, union de l'Italie contre
» l'Autriche, organisation intérieure, telle qu'elle con-
» vient à notre civilisation ; en morale, l'amour du pro-
» chain. J'exerce ma profession en public et en famille,
» mais toujours invisible. Je trace sur les murs de la
» ville, des lettres onciales ; sur le papier, celles que
» vous connaissez : effacée des murailles des maisons par
» le plâtre de la police, je me reproduis au même endroit,
» peu d'heures après ; brûlée et déchirée par centaines,

» dans le sanctuaire du commissariat de S.-Spirito, je » reparais par milliers le lendemain, plus courageuse, » sur les places et dans les rues. Troublée et mise en dé- » route aux environs du Palazzo-Vecchio, je me réfugie » à l'ombre de la cathédrale ou de la coupole. Que » voulez-vous? J'ai un faible pour l'architecture répu- » blicaine, bien que chaque jour, j'en voie altérer le » noble aspect, par l'application de ces méchants badi- » geonnages qu'en termes de blason, on appelle armes, » écusson, et que sais-je. Battue un moment par l'ar- » restation de quelques propagateurs, je donne un coup » de baguette, et j'en suscite d'autres sans fin, en haut, » en bas, dans les rangs du peuple, comme parmi les » premiers fonctionnaires de l'État. En somme, je suis » l'hydre moderne, le moderne Égéon, le nouveau » phénix ; je suis la sentinelle avancée de la civilisation, » l'aiguillon du peuple; je suis votre fatalité, vénérable » gouvernement toscan... »

La presse clandestine de Pise avait aussi ses échappées poétiques; Minimus, notre écrivain humoriste, terminait ainsi un de ses charmants *foglietti* : « Oh! ministère » toscan, oh! pauvre ministère, écrasé sous le poids de » colères si longuement accumulées! Comment as-tu assez » peu de sens pour t'obstiner à marcher contre le courant » qui t'enveloppe de toutes parts? Pourquoi te laisses-tu » tromper par les grossiers artifices de l'austro-jésuitisme? » Pourquoi, seul entre tous les ministères du monde, » passes-tu tes jours et tes nuits à rêver de conspirations » chez les habitants des villes, à poursuivre de prétendus » complots chez les paysans, à remplir les prisons d'in- » nocents et de fous? Comment ne t'aperçois tu pas que » le sens délicat du peuple aimable que tu gouvernes si » mal, lui interdit de compromettre, par des mouvements

» inconsidérés, les destinées de l'Italie, lorsque tout
» semble conspirer à sa prochaine délivrance? Comment
» ne vois-tu pas que les tumultes et les rumeurs, c'est toi
» qui les fais, et non le peuple?... Quant à moi, ô Toscans,
» vieillard superstitieux, qui crois, comme je vous l'ai dit
» en commençant, que des prodiges annoncent aux rois et
» aux peuples, de grands et terribles événements, je vois
» dans tout ce désordre le doigt de Dieu, qui frappe d'a-
» veuglement ceux qu'il veut perdre; chaque jour je me
» confirme, de plus en plus, dans ma vieille opinion, que
» les rejetons de certaine plante barbare ne pourront
» pousser des racines profondes dans une terre où croît
» le lys, où chanta Pétrarque, où mourut, en combat-
» tant, Ferruccio. »

Sur le peuple toscan, essentiellement artiste, ce langage sensé et poétique, parlant à la fois, à l'esprit, au cœur et à l'imagination, produisait un effet merveilleux.

Trois siècles de tyrannie corruptrice avaient tellement énervé le caractère toscan, que, dans d'autres temps, il avait suffi au président du *buon governo* de faire quelques perquisitions, d'emprisonner trois ou quatre personnes, pour jeter la confusion dans les rangs des libéraux; maintenant, il trouvait devant lui une petite armée de jeunes gens qui, intrépides, bravaient la prison, et redoublaient d'activité, à mesure que, lui, redoublait de rigueur. C'était un spectacle nouveau, un signe certain de résurrection; l'histoire placera la résistance de la presse clandestine toscane, à côté du courage militaire que les Toscans ont montré, depuis, à Curtatone et à Montanara. Cette résistance est le Curtatone du courage civique.

CHAPITRE XXIII.

CONQUÊTES DE L'AGITATION RÉFORMISTE. — OBSTACLES QU'ELLE RENCONTRE.

Après tout ils n'ont pas si grand tort de vouloir qu'on écoute leurs raisons. — Cette parole échappée au ministre Cempini, comme il lisait un de ces *foglietti* qui lui arrivaient exactement par la poste, fut répétée dans le sanhédrin des libéraux académiques, et réveilla les velléités belliqueuses de ces messieurs, en leur persuadant que, quelque chose qu'ils entreprissent, ils ne trouveraient pas le terrain aussi rude qu'ils se l'étaient imaginé. Mais quand il fallut se mettre à l'œuvre, les avis se divisèrent ; les uns voulaient qu'on réclamât des réformes, et la liberté de la presse pour tous ; les autres pensaient qu'il valait mieux se borner à demander l'autorisation de publier un petit journal économico-moral, destiné à combattre le communisme et la presse clandestine.

Depuis quelque temps, Vincent Salvagnoli était mécontent de Gino Capponi. Bien que rien ne fût changé dans leurs affectueuses relations, Salvagnoli, dans ses entretiens confidentiels avec nous, déclarait son ami incapable de diriger le parti libéral, perdu qu'il était dans les abstractions, et gâté par le jésuitisme. Ces deux libéraux, en discutant sur le parti qu'il y avait à prendre, après les paroles du ministre Cempini, en vinrent à des explications réciproques d'où il résulta que, tout en restant amis de cœur, ils se séparèrent dans leurs principes de conduite.

— « Ma séparation (m'écrivait Salvagnoli, le 31 mars,
» 1847) de l'École historique de S.-Bastiano, est con-
» sommée ; elle est franche, mais sans rupture des liens
» d'amitié. J'ai eu une longue explication avec Gino, et
» nous nous sommes quittés, toujours amis, mais dans
» deux camps opposés ; amis de cœur, séparés dans nos
» principes de conduite. Voici pourquoi : — moi et
» mes amis nous pensions qu'il convenait, maintenant,
» de se présenter au prince à visage découvert, de lui
» exposer respectueusement les maux publics, et de lui
» indiquer les mesures propres à y porter remède. Lui et
» ses amis croient qu'il ne faut pas agir, mais disserter,
» qu'il ne faut pas faire des remontrances, mais des
» articles de journaux. Moi je veux que la parole devienne
» un acte ; lui veut que la parole reste une théorie. Tu
» vois quel abîme nous sépare. Le peu que je t'écris te fera
» comprendre tout le reste. — Je compte toujours sur toi,
» comme y comptent mes amis, Lambruschini, Ricosali
» et les autres. Soyons unis, et nous prouverons que nous
» sommes, en même temps, les meilleurs citoyens et les
» meilleurs sujets. — Réponds-moi, ne serait-ce qu'une
» ligne, pour me dire *j'approuve*, car sans toi, je me sens
» moins que rien ; avec toi, il me semble que j'ai tout. —
» J'ai rendu publique ma séparation de l'École historique.
» Je crois qu'il serait bon que tu en fisses autant de ton
» côté, en disant et expliquant tes motifs.

» Ton ami très affectionné, SALVAGNOLI. »

Bien qu'un peu tardive, cette détermination à laquelle, un an auparavant, j'avais vainement tenté, par l'exemple et par les conseils, d'entraîner les libéraux académiques de Florence, me causa une vive satisfaction. Je félicitai cordialement Salvagnoli, sans toutefois me rendre à l'in-

vitation qu'il me faisait de publier un avis motivé de ma séparation d'avec Capponi. J'avais pour principe que la vraie manière de montrer qu'on se sépare d'un parti qui ne fait rien, ou qui fait mal, c'est de faire mieux ; et j'évitais avec soin tout ce qui pouvait irriter les esprits, et élever, sans nécessité, des barrières entre les libéraux, en faisant des blessures à l'amour-propre.

Salvagnoli avait entraîné avec lui Raphaël Lambruschini et le baron Bettino Ricasoli. J'ai déjà parlé de Lambruschini. Bettino Ricasoli, gentilhomme Florentin, était l'ami dévoué du peuple, sans être avide de popularité ; chaud partisan des franchises municipales, de l'indépendance et de l'unité de l'Italie, les mâles habitudes de son esprit, ses glorieuses traditions de famille, l'austère discipline de sa vie évangélique, l'avaient fortement préparé à la pratique des vertus du citoyen. Dédaignant les frivolités de la ville esclave, il passait toute l'année à la campagne, où il s'appliquait à mettre les perfectionnements agronomiques et l'instruction morale, à la portée des villageois. Dès qu'il apprit qu'une vie nouvelle agitait Florence, et que la cité devenait une périlleuse arène, ouverte au courage civique, oubliant tout autre soin que celui de l'intérêt public, il s'y rendit à l'instant même ; quand il s'agissait de la patrie, il se mettait tout entier à la disposition de ses amis. Ceux-ci avaient coutume de l'appeler en plaisantant l'*ours de l'Apennin ;* — et vraiment par son teint bronzé, par la simplicité de son maintien, par son langage franc et énergique, en un mot, par sa sauvage vigueur, Bettino faisait un singulier et éclatant contraste, parmi les pâles figures des nobles sybarites des bords de l'Arno.

Salvagnoli avait exposé, dans une judicieuse remontrance, la situation de la Toscane, les causes de l'agitation

présente, les périls qui croissaient incessamment. — Bettino se chargea de présenter cette remontrance au ministère. Il eut avec Cempini plusieurs entretiens; à ce qui était écrit, il ajoutait ces paroles efficaces que l'amour de la patrie ne manque jamais d'inspirer à toute âme honnête, impatiente de faire pénétrer sa propre conviction dans l'âme d'un honnête homme. Il assurait que les demandes faites par lui avec tant de réserve, se convertiraient en pétitions solennelles, si le gouvernement ne voulait pas les accueillir.

Lorsque, au mois d'avril de l'année précédente, j'avais cherché, à Florence, comme Diogène, un homme qui se mît à la tête d'une pétition pour la réforme, quel malheur que le hasard ne m'eût pas fait rencontrer le brave Ricasoli! L'agitation réformiste, engagée, à cette époque, dans la voie royale des pétitions signées, pouvait suppléer à la presse clandestine, et aux mouvements de la place publique; les libéraux que leur âge, leur expérience, leur position sociale, désignaient comme les modérateurs naturels de l'élan généreux des multitudes, auraient pu conquérir par la suprématie que donne toujours une courageuse initiative, cette autorité modératrice que, plus tard, ils ambitionneront en vain. Maintenant, il leur arrivait ce qu'ils présageaient devoir arriver aux gouvernements trop lents à se mettre en mouvement. Les plus intrépides du parti libéral, qui, depuis un an, étaient sur la brèche, et soutenaient seuls la lutte, les voyant s'agiter, quand ils savaient le gouvernement réduit par eux aux abois, et la victoire sûre et prochaine, ne leur surent aucun gré de ce zèle tardif. Cela ne diminue en aucune sorte le mérite individuel de Ricasoli qui, vivant seul, retiré à la campagne, avait ignoré mes démarches de l'année précédente; on l'a vu voler au

premier appel ; appelé plus tôt, il eût fait de même.

Capponi conservait autour de lui Cosme Ridolfi, Guillaume Digny, Marc Tabarrini, Léopold Galeotti. C'est dans ce petit cercle que pénétra la malencontreuse idée de former aussi, en Toscane, un parti libéral modéré. Il importe de raconter comment cette idée y fut introduite, et comment elle parvint à gagner des adhérents en Italie.

Avant Pie IX, quelles que fussent les dissidences d'opinions entre les libéraux italiens, tous se rencontraient dans l'idée de la révolution nationale. Les divisions se rapportaient à la question de stratégie révolutionnaire et non à des questions de principes : pour les uns, c'était bien manœuvrer que de débuter par la république et par l'unité ; d'autres préféraient le système des constitutions et des ligues ; d'autres voulaient procéder par les réformes. Tous, au fond, cherchaient le plus sûr moyen d'unir l'Italie, et de la délivrer du joug de l'Autriche. Or, comme les traités de 1815, qui consacraient les divisions et la servitude de l'Italie, étaient dans les conditions de la légalité, il ne pouvait sérieusement venir à la pensée de personne, de créer un parti libéral s'appuyant sur la *légalité*. Les libéraux, comme Gioberti, Balbo, d'Azeglio, qui, pour mieux cimenter l'accord général, avaient proposé d'associer à l'œuvre nationale et les princes et le pape, n'étaient pas moins révolutionnaires que les républicains, puisqu'ils voulaient que princes et pape se missent en révolte contre le droit public européen.

Mais, cette révolution nationale, perturbatrice des traités de 1815, frappait de terreur le roi Louis-Philippe; connaissant l'humeur du monstre, il prévoyait qu'au premier coup de fusil tiré au delà des Alpes, Paris ne

resterait point impassible. Et puis, une guerre des Italiens contre l'Autriche, nécessiterait l'intervention française; et l'intervention française, c'était la guerre européenne; et la guerre européenne, c'était la ruine de cette tourbe de spéculateurs avides (*banco-pela-popoli*) dont le sort était étroitement lié à celui de la dynastie d'Orléans. Pour conjurer un si grand péril, le vieux monarque s'épuisait en efforts diplomatiques; il croyait que pour faire oublier aux Italiens les idées de nationalité, il suffirait de les distraire par l'appât des améliorations civiles et administratives; bien moins habile en cela que le prince de Metternich qui tenait pour certain qu'en Italie toute concession faite par le gouvernement tournerait au profit de la révolution nationale, et qui dès lors s'attachait à maintenir rigoureusement le *statu quo*.

Parmi les amis de M. Guizot, se distinguait Guillaume Libri qui s'était introduit dans l'intimité du ministre, au point, disait-on, de partager son déjeuner tous les dimanches. C'est ce personnage qu'on chargea de traiter la question italienne dans le *Journal des Débats*, personne ne paraissant plus capable que lui de provoquer, en Italie, la formation de ce parti modéré, esclave de la légalité, qui, par sa funeste influence, devait faire avorter la révolution.

L'astucieux Toscan se garda de nous adresser un discours antinational, comme aurait fait un Français du parti borne; il savait que s'il eût dit aux Italiens: « Créez un parti modéré qui combatte les folles idées de nationalité, » pas un Italien n'eût répondu, tant le sentiment national était profond dans les âmes! Il parla du parti modéré comme d'un parti déjà constitué, et le proclama le sauveur de la péninsule; il décria adroitement, comme une utopie reléguée dans le parti exalté, l'idée de la ré-

volution nationale. « En Italie, écrivait-il dans les *Débats* » du 31 août 1846, tout dépend de la conduite que tiendra le parti modéré. Ce parti, qui a dans sa main les » destinées de la péninsule, et qui se compose, en réalité, » de la grande majorité des Italiens, restait jusqu'à ces » derniers temps à l'écart, et laissait la question se dé- » battre entre les exaltés et les rétrogrades : deux mino- » rités qui n'avaient ni l'une ni l'autre les sympathies de » la nation. Peu entreprenant de sa nature, ce parti n'est » arrivé sur la scène que par la force des circonstances, » et après de désastreuses tentatives, renouvelées vingt » fois par les radicaux, dans les temps les moins oppor- » tuns. Les gens sensés finirent par comprendre que les » promesses du parti radical étaient illusoires, et ce parti » auquel la plupart des gouvernements italiens, en » défendant l'entrée des journaux étrangers modérés, » avaient laissé le monopole des nouvelles clandestines, » vit s'évanouir tout son crédit. — On peut affirmer que » le parti modéré ne s'est réellement constitué, en Italie, » que depuis l'avénement de Pie IX. Auparavant, l'opi- » nion était toujours incertaine; la doctrine trop com- » mode du désespoir retenait encore un grand nombre » de personnes, lorsque les mesures adoptées par le » nouveau pontife ont donné gain de cause à ceux qui » prêchaient la légalité et qui désiraient le progrès sans » désordre et sans secousse. L'heureux succès des adres- » ses mesurées et loyales présentées au nouveau pontife » par les habitants des légations, a produit un effet mer- » veilleux, et tout le monde s'est précipité avec bonheur » dans cette nouvelle voie. Aujourd'hui, on l'écrit de » toutes parts, les partis extrêmes sont en déroute, et » l'opinion modérée est maîtresse du terrain. Nous ne » pouvons voir qu'avec satisfaction cette conquête pai-

» sible de la paix et des principes de la véritable liberté.
» L'appui moral des nations éclairées ne saurait manquer à ceux qui demandent par des moyens légaux les améliorations, et qui aspirent, sans troubles et sans désordres, à la réformation de leur pays. — Un parti qui se propose d'obtenir de grandes réformes par les voies légales, et sans que la tranquillité soit jamais troublée, se charge de l'œuvre la plus glorieuse et en même temps la plus difficile qu'il soit donné aux hommes d'accomplir... Pour effectuer des choses considérables, il ne suffit pas qu'un parti soit nombreux, il faut surtout qu'il soit discipliné. Or, quoique au delà des Alpes, la majorité soit, dès aujourd'hui, acquise aux idées modérées, pourtant l'organisation manque, et sans elle, il n'y a pas de succès possible. Nous ne faisons pas un appel ici à cette organisation des sociétés secrètes qui se cache dans les souterrains et se complaît trop souvant dans de vains symboles. Nous voulons parler de l'organisation avouée et manifeste d'un parti puissant qui reconnait l'autorité des hommes supérieurs, et qui agit avec persévérance et franchise, à la face du soleil, parce qu'il sait que ses intentions sont pures, et qu'il ne veut jamais sortir de la légalité. »

Tout cela était un jeu de prestidigitateur! Nous savons comment le libéralisme italien était entré dans la voie des pétitions. A Pise, c'est moi qui mis en avant la pétition contre les jésuitesses. Dans les légations, ce furent des jeunes gens pleins d'ardeur qui suivirent notre exemple, et à la mort de Grégoire XVI, poussèrent leurs concitoyens à adresser des pétitions au conclave. Ni moi en Toscane, ni Aglebert et Berti Pichat à Bologne, ni Aurelio Saffi à Forli, ne nous étions tenus à l'écart, quand on croyait que le seul moyen de délivrance, c'étaient les

tentatives violentes. Le mouvement des pétitions émanait des mêmes libéraux qui jamais n'avaient cessé de poursuivre leur œuvre, quoique sous des formes diverses; ils adoptaient une stratégie nouvelle, depuis que l'expérience leur avait prouvé que les moyens jusqu'alors employés ne les conduisaient pas au but. Et voilà que la lanterne magique de Libri nous montre, dans ces pétitions, le parti modéré entrant en scène. Voilà que les auteurs des pétitions, ce sont les libéraux qui jusque-là s'étaient bornés à contempler notre lutte avec les sanfedistes; et dès qu'il leur plaît d'apparaître, nous abandonnons le champ de bataille, confus et en déroute!

Nous savons que les pétitions, bien qu'elles fussent des moyens exempts de violence, n'étaient pas des moyens de résistance légale; car le droit en vigueur les interdisait et menaçait les pétitionnaires d'avertissements, et pis encore; et dans la lanterne magique de Libri, le parti modéré qui entre en scène armé des pétitions illégales, est présenté comme le parti qui inaugure la légalité.

Nous savons que Gioberti, Balbo, d'Azeglio étaient des champions de l'indépendance, à ce point que Balbo disait de l'indépendance : *Porro unum est necessarium*,— et d'Azeglio : « La première, la plus grande protestation, » celle que nous ne devons jamais cesser de faire, qui doit » retentir sur toutes les lèvres et naître sous toutes les » plumes, c'est la protestation contre l'occupation étrangère, pour la pleine possession de notre sol, de notre » nationalité, de notre indépendance. »

Dans la lanterne magique de Libri, Gioberti, Balbo, d'Azeglio apparaissent au contraire comme les fondateurs d'un parti qui se garde de se mettre à la remorque de cette utopie d'un *remaniement territorial*, caressée

par les exaltés. Ce sont là les grands écrivains qui, les premiers, ont eu le courage d'exhorter les Italiens à se contenter de côtes bien faites, de juges convenables, de chemins de fer, d'enseignements mutuels, et d'écoles primaires, prêchant que tout le reste, l'indépendance, la nationalité, la guerre à l'étranger, le cri : *chassons les barbares!* les idées de suprématie guelfe, etc., sont les fumées de têtes chaudes, les rêves creux des extravagants qui vivent dans l'ignorance du véritable état de l'Europe.

Avant cette transformation, si l'on eût donné à un libéral italien le nom de *modéré*, il eût pris cela pour une injure; soit parce que les modérés du général Narvaez n'avaient pas été un trop bel exemple de modération, soit parce que dans les lieux où la modération n'avait pas, comme en Espagne, couvert des violences brutales, elle avait été, le plus souvent, un prétexte commode pour les trembleurs. Ni d'Azeglio, dans les *Casi di Rimini*, ni Balbo dans le *Speranze d'Italia*, n'avaient parlé de parti modéré. Ce que j'appelais, moi, le programme des modérés, c'était le programme des petites réformes, mis en avant précisément par la presse clandestine de Pise, pour commencer par le *minimum;* et dans ma bouche, le mot *modérés*, on le comprend facilement, était synonyme de *timides*. Mais du moment qu'un journal, comme les *Débats*, exaltant les modérés jusqu'au cinquième ciel, proclamait que c'était eux qui avaient tout fait, eux les héros des pétitions; eux les guides, les sauveurs du peuple italien; oh! alors le libéral modéré devenait un libéral d'importance. C'en fut assez pour que les perroquets italiens de M. Guizot se missent à répéter sur tous les tons la petite histoire venue de France du grand parti modéré italien à *organiser*, et de la nécessité d'en finir avec les partis extrêmes.

Nous avons laissé Maxime d'Azeglio loin de la lutte, prenant du bon temps aux bains de Viareggio. Dès qu'il apprend la vive joie et l'émotion profonde causée par l'amnistie dans la Romagne, le voilà tout à coup lançant de Gênes un bruyant écrit où il se pose en *libéral modéré ;* au lieu de conseiller à Charles-Albert et à Pie IX de hâter la réalisation des réformes promises, il adresse aux Romagnols une lettre où il les engage à se tenir tranquilles, comme si les pauvres gens, avec leurs guirlandes de fleurs en plein soleil et leurs hymnes à Pie IX, eussent préparé des mines souterraines pour une nouvelle tentative de Rimini ; puis, non content de cette lettre, il quitte le Piémont où, plus que jamais, les circonstances réclamaient de lui des preuves de ce courage civique qu'il avait tant prêché, et il court prêcher la modération à Rome ; mais là, sa conduite souleva tout le monde contre lui, non-seulement les libéraux romains dont les lettres de Masi nous ont fait connaître l'opinion sur son compte, mais aussi ses amis lombards qu'il y avait convoqués ; ceux-ci ne trouvèrent plus en lui qu'un *modéré exagéré.* — La marquise Constance Arconati, femme de cet Arconati dont nous avons déjà parlé, écrivait à Pise, de Rome, en mars 1847 : « J'ai vu Azeglio une fois ; sa popularité » me paraît être à son déclin : *il exagère la modération,* » et veut qu'on trouve tout bien. » — Le médecin Pantaleoni, homme courageux quoique grand parleur, devint, à Rome, le *factotum* dn juste milieu, suscité par d'Azeglio.

Nous avons laissé César Balbo dans l'attente de cette heure mystérieuse où, pour ressusciter l'Italie, il plairait à Dieu de consommer la ruine de l'empire ottoman. Le 5 décembre 1846, c'était le centième anniversaire de la célèbre expulsion des Autrichiens de Gênes ; de sommet

en sommet on vit resplendir, sur les Apennins, des feux de joie, allumés par d'audacieux jeunes gens, en souvenir du passé, comme présage de l'avenir. Cette démonstration fut, pour l'auteur des *Espérances*, l'occasion de donner signe de vie; il publia donc quelques *lettres politiques*, où il proclamait le libéralisme modéré; et voilà celui qui attend des Turcs la délivrance des Italiens, nous faisant un crime de ces réjouissances, comme si nous eussions empêché l'Autriche de s'étendre en Orient; le voilà mettant son veto aux feux de joie futurs, aux feuilles clandestines, aux réunions sur la place publique, aux manifestations populaires de toutes sortes. Les princes seuls, dit-il, ont le droit d'agir, et nous devons les laisser faire, encore bien qu'ils s'obstinent à rester dans une inertie absolue; quant à nous, notre rôle est de pratiquer, en citoyens pacifiques, la *forte moderazione*. — Les *lettres politiques* étaient dédiées au catéchumène de la religion du juste milieu, Louis Farini. Tous les stupides prétendants aux chaises curules s'empressent de saluer César Balbo, chef du grand parti modéré italien.

Nous avons laissé le professeur Orioli sur les rives classiques de Mergellina, classiquement agenouillé, l'encensoir à la main, devant la statue de Jupiter olympien. Qui est-ce qui posera des limites à l'optimisme courtisanesque du poëte archéologue, maintenant que l'amnistie lui a rouvert les portes de Rome? — Orioli fonde le journal *la Bilancia* (la balance); et en sa qualité de libéral modéré, il veut mesurer et peser toutes les idées libérales.

A Bologne brillait, dans le *Falsineo*, l'abbé Montanari, la colonne du juste-milieu.

Mais les prétendus modérés professaient-ils au moins le modérantisme tel que l'avait conçu le *Journal des*

Débats? Non ; car à la différence des *Débats* qui appelaient modéré, en Italie, quiconque réclamait les réformes civiles et administratives, tout en condamnant les exigences nationales, d'Azeglio, Balbo, Orioli, Montanari, en sens inverse, ne condamnaient pas l'idée nationale, mais s'abstenaient de prendre part aux pétitions pour les réformes administratives et civiles; selon les *Débats*, celui-là était modéré, en Italie, qui pratiquait la résistance légale; Balbo prouvait, au contraire, qu'en Italie, la résistance était impraticable, parce que, disait-il, pour les princes seuls, il y avait une légalité, les traités de Vienne ayant déclaré les princes italiens indépendants et souverains dans leurs États.

Il ne faut pas croire que les prétendus modérés, ainsi en désaccord avec la politique des *Débats*, s'accordassent entre eux sur une politique quelconque ; le programme des *Affaires de Rimini*, et le programme des *Lettres politiques* renfermaient des contradictions éclatantes. D'Azeglio avait dit : protestez, faites des démonstrations autant que vous le pourrez ; celui-là est un mauvais citoyen qui ne demande pas l'indépendance nationale, la liberté modérée, les améliorations locales. — Balbo répondait : vous ne devez pas protester, vous ne devez pas faire de démonstrations ; quiconque proteste, quiconque s'agite est un factieux.

Mais s'ils n'avaient aucun programme, ni celui des *Débats*, ni tout autre qui leur fût propre, quel pouvait donc être le motif qui les déterminait à séparer leur cause de celle des autres libéraux? voulaient-ils dire que tous ceux qui appartiendraient au parti modéré devraient se signaler par la modération de leur conduite?—La modération est une vertu, et non un principe. Un drapeau politique ne peut pas être autre chose qu'un ensemble de principes. Cette parole : nous serons modérés, ne

trace aucune voie, ne dit pas ce que nous devons être; elle ne résout aucun des problèmes de révolution ou de gouvernement qui donnent lieu aux alliances et aux dissensions politiques. Il y a plus, il ne suffit pas de proposer la pratique d'une vertu, pour avoir le droit de s'en approprier le titre; l'estime publique s'attache aux actes personnels, et non aux vains titres dont il plairait à chacun de se parer. Au lieu donc de nous faire nous-mêmes juges de notre propre mérite, laissons aux autres le soin de décider si nous aurons été vraiment modérés, dans le sens raisonnable du mot.

Voulaient-ils dire que les modérés constituaient une espèce de collége modérateur de l'activité des autres? — Cette autorité modératrice qui préserve de tout excès l'application des diverses doctrines, est une chose qui ne se constitue pas; car les excès commis dans l'application des doctrines ne sont pas des opinions, et par conséquent n'admettent par des définitions *à priori*. Mettez en présence deux hommes de croyances opposées; pourra-t-on appeler l'un d'eux modérateur, parce qu'il déclarera faux les principes professés par l'autre? tant que celui-ci restera dans sa croyance, il aura toute raison de ne pas se rendre à l'avis du prétendu modérateur. Toutes les fois qu'il se trouve deux catégories de personnes attachées à des principes divers, voilà deux partis; or, lequel des deux partis peut-il se vanter d'être modérateur de l'autre? Chacun allant dans sa voie, ils ont tous deux dans leur propre sein, leurs sages et leurs têtes folles, leurs exaltés et leurs modérés, leurs esprits faits pour diriger et ceux qui ont besoin du frein. Il est absurde de concevoir des rapports d'exagération et de modération entre les opinions considérées en elles-mêmes, et d'appeler, par exemple, l'opinion républicaine l'exagération de

l'opinion libérale; l'opinion socialiste, l'exagération de l'opinion républicaine; l'opinion communiste, l'exagération de l'opinion socialiste; de même qu'il est ridicule de parler d'une opinion modérée qui équivaudrait à zéro, et dont on ne pourrait dire en quoi elle consiste. Les opinions ne sont pas susceptibles, comme les sentiments, d'excès, ni de défaut; elles sont vraies ou elles sont fausses; et l'excès ne peut se rapporter qu'à la passion qu'on montre en les appliquant. Les vrais modérateurs sont ceux qui, très attachés aux principes eux-mêmes, et en même temps hommes pratiques, savent exactement discerner, dans chaque cas, l'acte qui répond le mieux au principe, et celui qui vient de la passion. Dans tout parti politique, les plus sages sont de droit et tout naturellement modérateurs, et la sagesse est un don individuel qui ne comporte pas un monopole collectif. Il ne suffit pas de dire : c'est à nous qu'il appartient de vous diriger, pour que les autres se laissent diriger. La vertu modératrice est inséparable du mouvement; ceux-là seuls qui agissent possèdent cette intelligence pratique qui sait marquer la limite des actes qu'on peut faire, et des actes dont il convient de s'abstenir.

Enfin, on ne pouvait attribuer au parti modéré italien une intention conservatrice, à l'exemple des libéraux conservateurs des pays libres. Une fois la liberté conquise, tout entière ou partiellement, on comprend la formation d'un parti politique conservateur, c'est-à-dire gardien des conquêtes déjà faites; j'aurais compris, en ce sens, le libéral conservateur de la charte anglaise. Je comprends aujourd'hui Camille Cavour, le libéral dévoué, le généreux citoyen, conservateur de la constitution piémontaise. Mais quand les gouvernements étouffaient tout souffle de liberté, quand nous n'avions pas

encore fait la plus petite conquête libérale, il ne pouvait exister des conservateurs *libéraux* en Italie ; les seuls conservateurs, c'étaient les partisans du despotisme intérieur et de la domination étrangère.

On manquait donc, pour créer un parti modéré, de tout motif sérieux.

Mais, hélas ! dans les sociétés humaines, les causes déraisonnables de division n'abondent que trop. On peut être sûr que deux paroles, accusant l'existence de deux partis opposés, rencontreront, dans la plus populeuse cité, comme dans le plus obscur village, une infinité de haines, de jalousies, de petites vanités froissées, prêtes à saisir le premier prétexte pour se faire la guerre, et à donner à chaque camp son contingent.

Quand les paroles ont la valeur de deux professions de foi, entre lesquelles chacun soit obligé de choisir, la division n'est pas un mal ; elle engendre dans chacun ce besoin de se replier en soi-même, de méditer un *credo* politique, de chercher avec ardeur la vérité ; elle produit, en un mot, cette lutte des idées, ce mouvement de l'opinion qui est le creuset où se forme la raison collective. Si, au contraire, les mots qui opèrent ces séparations ne se rapportent pas à des idées susceptibles d'une application actuelle, alors, ce sont des factions qui se cachent sous le voile menteur d'une divergence d'opinions ; et l'homme n'est-il pas un animal factieux ? Or, les passions mises en jeu par la féodalité ont survécu à la destruction de ce régime ; mais aujourd'hui, il leur faut des sophismes et de vagues généralités qui leur servent de prétextes, honteuses qu'elles sont de se montrer dans leur nudité, comme elles le faisaient au moyen âge. Ce furent les passions factieuses, et pas autre chose, qui firent si avidement accueillir les noms de *parti modéré* et

de *parti exalté* jetés au milieu des libéraux italiens.

En ce moment, nous étions délivrés de la domination des anciennes sociétés secrètes; dans ce mouvement des partis, l'initiative individuelle, l'influence du mérite personnel, se substituaient à l'action mystérieuse et despotique de chefs inconnus. Quiconque donc voulait se distinguer, devait agir; cela ne faisait guère le compte de certains libéraux habitués à se prélasser comme de vrais chanoines, dans leur suprématie, si aisément acquise dans des temps de calme; aussi, le titre de modéré vint-il fort à propos leur faire un manteau commode, sous lequel ils pouvaient participer aux honneurs et aux bénéfices du mouvement, sans en courir les risques. Les révolutionnaires académiques, grâce à ce nom de modérés, continuaient, sans que leur quiétude en fût un instant troublée, à parler le langage de la révolution; les révolutionnaires courtisans qui, semblables à la Péri orientale exilée du paradis, tournaient autour des maisons royales, cherchant quel don expiatoire ils pourraient offrir aux divinités offensées pour les apaiser, se jetèrent avec transports dans les bras du parti modéré. Quelle admirable occasion n'était-ce pas pour eux de reconquérir les bonnes grâces de leurs maîtres courroucés, en lançant leurs malédictions aux libéraux de la place publique, et se posant comme les inébranlables soutiens des trônes chancelants.

Le but que s'était proposé M. Guizot se trouvait dépassé. Le ministre conservateur, pour détourner les Italiens de la révolution nationale, avait voulu faire naître un parti modéré, dont toute l'action se bornerait à pétitionner pour les réformes administratives et civiles. Or, nos modérés considéraient comme exaltées même les pétitions pour les réformes administratives et civiles. Un

parti modéré, selon M. Guizot, aurait dû être toujours un parti du mouvement, bien que d'un mouvement très restreint. Le parti modéré, selon Balbo, c'était l'immobilité érigée en système; et ce qu'il y a de pire, il décorait cela du nom d'une vertu.

A Florence, le comte Guillaume Digny se fit le porte-drapeau du parti modéré.

Nous savons la triste figure que fit cet homme dans la conspiration de 1843. Il était dévoré de l'envie de jouer un rôle; et comme il gardait rancune aux libéraux actifs qui, autrefrois, à cause même du rôle qu'il avait joué, l'avaient couvert de ridicule, il leur jeta la première pierre; il s'attacha à transformer en petite coterie modérée, l'innocente académie de la rue Saint-Sébastien.

Une lettre, datée de Florence, du 28 février 1847, parut dans le *Felsineo* de Bologne; cette lettre censurait rudement la presse clandestine toscane, et en même temps conseillait au gouvernement de permettre aux hommes *honnêtes et modérés* de traiter des intérêts du pays; elle ne portait que les initiales G. C. D.; on trouva généralement assez plaisant de voir la presse anonyme attaquée par un anonyme. Le G. C. D. n'était autre que Guillaume Cambray Digny qui eut soin de faire cesser le mystère, et dès ce moment, ce fut le don Quichotte du modérantisme toscan.

Il disait à tout venant que ceux qui réclamaient les réformes étaient cause que le gouvernement ne les accomplissait pas. Il tombait à bras raccourcis sur les exaltés; et il ne se contentait pas de donner le nom d'exaltés à nous autres auteurs des *foglietti* clandestins; Salvagnoli était aussi un exalté; Ricasoli, un exalté; Lambruschini, un exalté Un de ses amis poussa le zèle jusqu'à dénoncer Salvagnoli, comme un exalté, au président du

Buon gouverno. Je tiens le fait de Salvagnoli lui-même qui me dit aussi le nom du dénonciateur honnête et modéré

A dire vrai, Digny n'avait pour complice de ses fureurs, ni Capponi, ni ses amis. Capponi ne demandait qu'une chose, c'est qu'on ne lui proposât pas de se faire homme d'action, et il n'avait pas de peine, en ce moment, à trouver des arguments nombreux pour condamner toute espèce de mouvement; mais, si nous nous mettions à l'œuvre sans lui, il n'était pas homme à crier *tolle* contre nous; souvent, au contraire, il s'était fait, de sa voix de Stentor, notre avocat officieux. Qui, plus que lui, avait élevé jusqu'aux nues la pétition de Pise, qu'il célébrait comme le principe du grand mouvement qui s'était produit dans l'opinion publique?

Ridolfi voulait rester derrière le rideau; mais il comprenait très bien que si personne ne les réveillait, gouvernement et pays dormiraient indéfiniment; au plus fort de la lutte, il envoyait, par Paul Folini, des encouragements à la presse clandestine de Pise, et il encourageait de vive voix Antoine Mordini, l'un des plus actifs *fogliettanti* de Florence.

Giusti, si intimement lié avec Capponi, qu'il n'habitait jamais d'autre maison que la sienne à Florence, bien loin de condamner la presse clandestine, était l'auteur de ce charmant *foglietto* sur le duc de Lucques, que j'ai rapporté dans le chapitre précédent.

Digny ne réussit pas moins à faire croire généralement que tous les amis de Capponi étaient des modérés, dans le mauvais sens du mot, des ennemis jurés de la presse clandestine. Salvagnoli et Renaud Ruschi protestèrent, dans le *Felsineo*, contre la lettre de G. C. D. Le premier faisait observer qu'on ne pourrait obtenir le seul moyen efficace de combattre la presse clandestine, *si ce moyen*

n'était réclamé par les hommes honnêtes et modérés, publiquement, ouvertement, et avec une respectueuse mais ferme assurance; le second défendait, à visage découvert, la presse anonyme, anonymement attaquée.

Salvagnoli fit plus. Pour appuyer les demandes présentées par Ricasoli, il écrivit et fit imprimer à Lugano, sous son nom, un savant mémoire sur l'état de la Toscane, où il énumérait les réformes nécessaires et compatibles avec la monarchie; il y portait des coups indirects à Capponi et à ses amis, en accusant l'incurie avec laquelle ils avaient laissé, pendant tant d'années, l'opinion publique sans interprètes sérieux.

Les choses en étaient venues à ce point, que même les Capponiens étaient absolument forcés de faire quelque demande, pour n'être pas la risée de tout le monde. Vers la fin de mars, Digny et Ridolfi présentèrent à Cempini la supplique relative à leur fameux petit journal; cette supplique était signée par Gino Capponi, Vincent Antinori, Cosme Ridolfi, Vincent Peruzzi, Guillaume Digny, et les avocats Andreuci et Tabarrini. Ils croyaient faire une énormité en demandant l'autorisation de disserter, une fois par semaine, *sur la liberté du commerce, l'éducation publique, la bienfaisance, et l'histoire politique contemporaine;* et ils restèrent tout confus de trouver le gouvernement plus libéral qu'eux. *Ces messieurs*, dit Cempini aux deux messagers, *veulent donc un monopole? Justement le gouvernement prépare une loi sur la presse, qui consacrera un droit égal pour tous.* Ils eurent beau protester qu'ils n'avaient pas entendu demander un monopole; ils eurent beau se réjouir publiquement de la promesse qui était faite d'une loi, le soufflet était donné. Ce projet mort-né atteste qu'au mois de mars de l'an de grâce 1847, le ministre Cempini était disposé à con-

céder plus que Gino Capponi et ses amis ne demandaient.

Quant à moi, ces velléités factieuses des modérés, se manifestant au sein du libéralisme, me donnaient beaucoup à réfléchir, non moins dans l'intérêt de la Toscane que de toute l'Italie. Combattre le parti modéré, en le considérant comme formé, c'eût été accepter cette déplorable séparation et lui donner de la consistance. Et puis, comment discuter un parti qui n'avait pas de programme? S'attaquer aux individus, les convaincre de contradiction, d'inconséquence, d'apathie? c'eût été chercher une occasion de scandale. Une atteinte à la réputation de quelques libéraux n'eût profité qu'aux ennemis de la liberté. Je pensais, d'ailleurs, qu'aux premières transactions faites avec les gouvernements, quelques-uns de ces tièdes personnages seraient les seuls ministres libéraux possibles; nous devions dès lors être soucieux de leur considération devant le public, et les protéger contre le discrédit qui pouvait résulter de leurs propres sottises. Je pris donc le parti de m'opposer à la séparation, en affectant de la considérer comme une chose factice qu'on voulait imposer au libéralisme italien, et qu'il fallait énergiquement repousser. Mettre en lumière les principes qui avaient réuni les adhésions de tous les libéraux, dissimuler le plus possible les différences entre les systèmes qui avaient donné naissance au mouvement réformiste, montrer que toute la vie de la révolution était passée dans ce mouvement réformiste, telle fut la tâche que je m'imposai à cette époque. Je publiai, dans ce but, une série de petits livres clandestins, et des articles dans les journaux de Rome.

J'avais vu les modérés devenir à la mode depuis les articles des *Débats*. Je réimprimai, traduits en langue vulgaire, deux des plus importants de ces articles, et je

les commentai en les réfutant. « Nous pouvons affirmer » (écrivais-je, pendant l'automne de 1846) que, dans l'idée » nationale, sont unis tous ceux qui aiment leur patrie, » des Alpes à l'Etna. Quel est le libéral italien qui croit » chasser l'Autriche avec des livres et des écoles d'en- » fants?... Si l'on veut donner le nom de modéré à Gio- » berti, Balbo, d'Azeglio, il faut convenir qu'aucun d'eux » n'est modéré dans le sens imaginé par le journaliste » français. Car aucun d'eux n'exclut l'idée de la violence » employée par l'Italie contre l'étranger; aucun d'eux » n'est d'avis que les Italiens doivent attendre leur ré- » demption politique de la seule éducation du peuple et » de l'action lente des réformes. Dans l'opinion de tous, » le réveil de l'Italie doit amener tôt ou tard un conflit » armé inévitable.

» Les opinions ne commencent à se diviser que quand » il s'agit de l'attitude à prendre vis-à-vis des gouverne- » ments nationaux. Le problème libéral, par rapport à » ces gouvernements, peut être ainsi formulé : Pour par- » venir à chasser l'étranger de l'Italie, vaut-il mieux se » rapprocher des gouvernements nationaux, afin de les » entraîner dans nos voies, ou bien faut-il, par nos tenta- » tives incessantes d'insurrection, les contraindre à res- » serrer de plus en plus leur alliance avec l'étranger?..... » La division du parti national en deux partis est vraiment » d'une importance secondaire; l'un de ces partis a pour » devise : *Agir ouvertement et avec des armes courtoises;* et » l'autre : *Se cacher pour comploter.* — Un parti qui se pro- » pose de provoquer, dans les gouvernements nationaux » de l'Italie, un développement progressif, est contraint de » commencer par ce qui peut le plus aisément s'obtenir, » c'est-à-dire de limiter ses premières exigences aux ré- » formes dont l'opinion publique comprend la nécessité.

» Mais cela ne veut pas dire que ce parti se contentera » des premières réformes obtenues; cela ne veut pas dire » qu'il ne peut se trouver, dans ce parti, des hommes » ayant, sur l'avenir de la société, un idéal tel que le » concevrait le plus exalté... Autre chose est un type » idéal de perfection lointaine, suivant lequel une loi » providentielle a réglé le cours des choses humaines; » autre chose est un idéal de société qui demande à se » traduire immédiatement dans la réalité vivante des » institutions. Il est bon que le premier de ces types soit » exposé incessamment aux yeux des hommes, pour qu'ils » apprennent à l'aimer, et que leurs vœux et leurs efforts » tendent à ce que l'état de la société s'en rapproche le » plus possible; mais c'est l'autre sorte d'idéal qui, seul, » peut servir de base à ces exigences rénovatrices qui, de » temps en temps, mettent en demeure les gouverne» ments. Que si l'on ne respecte pas la grande loi du » développement progressif, et qu'on se figure pouvoir » opérer, dans les faits, une transformation que ne com» porte ni l'état de l'opinion dominante, ni l'intérêt du » plus grand nombre, on peut être sûr que le succès n'est » qu'apparent. La révolution sera bientôt suivie de la » contre-révolution, et l'ordre ne sera possible que lorsque » l'équilibre aura été rétabli entre la forme sociale et » l'esprit qui est au fond des mœurs publiques. »

Quand les *Lettres politiques* de Balbo furent publiées, je les fis réimprimer clandestinement, avec quelques notes critiques signées *Un Romagnol*. J'y combattais la fausse doctrine de Balbo, au sujet de la légalité, des démonstrations dans la rue et des associations secrètes, usant, du reste, envers lui, de formes si courtoises, que Balbo, quoique réfuté, dut nous faire encore bon visage; je sais qu'après avoir lu les critiques, il se plaisait à dire

que le Romagnol était assurément un de ses amis; et se creusant la tête pour deviner qui ce pouvait être, il finit par arrêter ses soupçons sur d'Azeglio.

J'écrivis dans le journal l'*Italiano*, de Bologne, un article, sous mon nom, intitulé : *Les modérés et les exaltés*, où je démontrais combien il était absurde d'imposer au parti libéral italien, avant que la discussion fût ouverte, des séparations sans motifs; je fus accablé sous les remercîments d'un grand nombre de bons Romagnols ennemis des factions déguisées, tandis que j'étais réfuté par le factieux Orioli.

Certes, cette tactique ne pouvait détruire entièrement les ferments de divisions; mais elle empêchait que les deux mots malencontreux ne devinssent une alternative inévitable; elle conservait l'indépendance à une masse de libéraux sages et actifs qui, précisément parce qu'ils ne voulaient se laisser baptiser ni du nom de modérés, ni du nom d'exaltés, furent bien aises de laisser ouverte devant eux la voie qui leur permettait de communiquer, selon l'occurrence, soit avec les factieux de la modération, soit avec les factieux de l'exaltation. Tout en stimulant les uns et donnant de sages conseils aux autres, ces libéraux restaient sur un terrain neutre, où tous ceux qui cherchaient la vérité de bonne foi pourraient se retrouver à l'occasion. Ces indépendants sauvèrent, dans la première période du mouvement régénérateur, l'unité du parti libéral italien.

Une des plus difficiles épreuves qu'ont à subir les hommes qui agitent leur pays pour provoquer des améliorations sociales, c'est l'accusation à laquelle ils s'exposent, de faire, avec l'agitation, plus de mal que de bien; car les conservateurs-bornes, entre autres sophismes, ne manquent jamais d'imputer leur inertie aux exigences

compromettantes des hommes de progrès; or, les agitateurs de la presse clandestine durent passer par cette épreuve, grâce aux lamentations des prétendus modérés, qui s'en allaient criant sur tous les tons, ainsi que nous l'avons déjà dit, que les *fogliettanti*, par leur fâcheuse intervention, les empêchaient d'obtenir du gouvernement des concessions libérales. Ces perfides insinuations, qui menaçaient de nous enlever l'appui moral de l'opinion publique, nous causaient plus de tourments que les vexations de la police.

Charles Fenzi para le coup, au moyen d'un excellent stratagème. Il suspendit subitement, à Florence, la presse clandestine, et il en fit l'annonce dans un *foglietto* plein de cette sagesse et de cette parfaite convenance qui caractérisaient tous ses actes.

« Afin que notre prochain silence ne puisse être mal » interprété, soit par nos amis, soit par nos ennemis, nous » jugeons convenable, avant de suspendre nos publica- » tions, de faire connaître les raisons qui nous engagent » à nous taire, aussi bien que le but que nous nous étions » proposé, en recourant à la presse clandestine.

« Pleinement convaincus que l'insuccès de tous les » mouvements tentés en Italie jusqu'à ce jour, a sa cause » dans l'absence d'un vrai et profond sentiment national » dans les masses; que du moment où l'opinion publique » se sera formée en Italie, aucune force, ou intérieure ou » extérieure, ne pourra empêcher ce sentiment national » de renaître, et le peuple italien de redevenir un peuple » indépendant et libre; qu'au contraire, toute tentative » d'insurrection sera vaine et funeste, tant que les mœurs » publiques ne seront pas préparées; convaincus en outre » que pour hâter le développement de l'opinion, il fallait » arracher à leur coupable sommeil la grande masse des

» citoyens, en leur donnant incessamment l'occasion de » penser à leur pays et de s'entretenir de ses intérêts, » la vérité ne demandant que la lumière pour se frayer » une voie jusqu'au cœur des hommes; nous nous » sommes mis à la recherche des moyens les plus propres » à nous conduire au but, et nous sommes persuadés » que les démonstrations de toute espèce, principalement » la liberté de la presse, répondent parfaitement à nos » intentions. La liberté de la presse n'existait pas, nous » l'avons créée. Nos écrits sont faits pour le peuple, qui, » bien que formant la classe la plus nombreuse, est » dépourvu de tous moyens de s'instruire des affaires de » l'Italie; les riches ont les livres et les journaux de » l'étranger, que l'immense majorité des citoyens ne peut » se procurer. Conséquents avec nos principes, nous » n'avons jamais excité le peuple à des actes de violence » ou à des mouvements séditieux, et nous protestons hau- » tement n'avoir jamais rien eu de commun avec ceux » qui nourrissaient de pareilles intentions.

» Maintenant que nous avons sommairement exposé » le but auquel nous tendons et les moyens que nous » avons adoptés, nous espérons obtenir l'approbation d'un » grand nombre de nos concitoyens; que si nous nous » sommes montrés trop au-dessous de la grandeur du » but, pourquoi de plus habiles que nous, ceux dont la » voix publique vante les généreux sentiments, ne se » sont-ils pas mis à l'œuvre, au lieu de nous rendre res- » ponsables de leur coupable incurie? pourquoi, si nous » suivions, à leurs yeux, une voie fausse et funeste, ne » nous en ont-ils pas, par leur exemple, indiqué une » meilleure? Nous avons donc résolu de nous taire pen- » dant quelque temps, afin de les mettre en demeure » d'agir; nous sommes prêts à les suivre dans toute voie

» nouvelle ouverte par eux, propre à nous conduire à
» nos fins ; nous sommes prêts à abandonner la presse
» clandestine dès que nous aurons obtenu une certaine
» liberté de la presse qui nous permette de dire ouverte-
» ment notre opinion.

» Il y a en outre une excellente raison, entre toutes
» celles qui nous engagent à nous taire : c'est le désir de
» laisser le champ libre à ces graves personnages, pour
» voir ce qu'ils veulent et savent faire ; aussi, que le gou-
» vernement ne se hâte pas de chanter victoire en lisant
» le titre de cet écrit : ce n'est pas un triomphe de la
» police qui nous fait abandonner le champ de bataille ;
» les emprisonnements, les persécutions n'ont servi, au
» contraire, qu'à prolonger la série de nos écrits, ce qui
» a fait éclater l'innocence des citoyens arbitrairement
» arrachés à leurs foyers.

» Florence, 13 avril 1847. »

Ainsi tout prétexte était enlevé à nos ennemis, et, en politique, les prétextes ont souvent une importance capitale.

La presse clandestine des provinces adhéra à la résoluton prise par celle de Florence. Un seul petit journal, les *Notizie italiane*, continua de paraître.

On voit par ce qui précède que si, d'un côté, l'agitation réformiste avait acquis de nouveaux coopérateurs tels que Ricasoli, Salvagnoli, Lambruschini, en revanche, elle avait à lutter contre des obstacles qui surgissaient au sein même du parti libéral. Et ces embarras nés du modérantisme n'étaient pas les seuls.

CHAPITRE XXIV.

LE FORMALISME RÉVOLUTIONNAIRE.

Un autre obstacle à l'agitation réformiste était encore, quoique à un moindre degré, le formalisme révolutionnaire.

J'appelle révolutionnaires formalistes ces libéraux qui, ne sachant embrasser la vie de la révolution dans sa plénitude, la font, à l'exemple du vulgaire, uniquement consister en mouvements violents, destinés à transporter d'une main dans une autre la puissance publique. Ces mouvements, il est vrai, servent souvent à briser les obstacles barbares que les gouvernements opposent à l'application des idées nouvelles; mais ils ne sont pas pour cela la condition indispensable de tout développement progressif; ils n'ont pas, d'ailleurs, la vertu d'opérer par eux-mêmes la transformation sociale qui constitue la révolution. Supposons que, par l'effet d'une conspiration ou par un soulèvement spontané, le gouvernement établi soit renversé et remplacé par un autre; qui est-ce qui pourra dire que la révolution est accomplie, si les nouveaux gouvernants ne changent rien au fond des choses, et persistent, sous un autre nom, à suivre les mêmes errements?

L'idée de révolution, dans le sens le plus compréhensif qu'on est convenu aujourd'hui de donner à ce mot, implique trois conditions :

1° La conscience, au sein des masses, de principes de

justice n'ayant pas leur réalisation dans l'ordre social existant ;

2° Des manifestations courageuses de ces principes;

3° La conversion de ces principes en réformes.

Les pouvoirs privilégiés ne cèdent jamais au droit nouveau, que lorsqu'une pression irrésistible les y contraint; mais il peut arriver que la violence exercée sur eux soit toute morale, et que le passage d'un ordre social vicieux à un état meilleur, s'opère par la seule force de l'opinion publique et du courage civique. En France, l'immense révolution politique de 89, accomplie par le seul fait de la réunion des représentants du tiers état en assemblée constituante, précéda la prise de la Bastille. Une révolution ne peut se comprendre sans une idée de réforme qui en soit la cause déterminante et le but. Or, séparer ces deux choses, concevoir la révolution sans la réforme, voilà le formalisme.

Les révolutionnaires formalistes ne savent pas voir la révolution dans la sage clairvoyance qui enseigne la justice, dans le courage civique qui la confesse, dans l'acte législatif qui la décrète ; ils en parlent comme d'une entreprise qui devrait se régler au gré d'un individu ou d'une faction, sans considérer que, le progrès révolutionnaire résultant de mouvements multiples et variés, dont quelques-uns sont l'œuvre de l'homme, dont les autres se rapportent à cette force mystérieuse que le chrétien appelle providence, le sceptique fatalité, nous pouvons tous, dans des mesures diverses, coopérer à la révolution. Mais il n'est au pouvoir de personne de l'entreprendre de son chef, ou, comme on dit, de l'*organiser*. Le révolutionnaire n'est pas seulement celui qui combat sur les barricades, au jour des vengeances populaires; le révolutionnaire, c'est le publiciste qui réduit en pous-

sière les sophismes de la réaction et du juste milieu ; le révolutionnaire, c'est le citoyen qui proteste au nom des droits opprimés ; le révolutionnaire, c'est l'électeur qui confie aux hommes de progrès l'administration des affaires publiques ; le révolutionnaire, c'est l'homme d'État réformateur, c'est le capitaine qui défend le drapeau de l'indépendance, et le fait flotter sur la terre des opprimés. Pour organiser la révolution, il faudrait pouvoir connaître et régler les secrets mouvements de la pensée publique, et prévoir la mystérieuse fécondité des événements; pour organiser la révolution, il faudrait être Dieu.

Les révolutionnaires formalistes, précisément parce qu'ils se proposent l'impossible, se placent en dehors de la réalité, et sont plutôt un obstacle qu'un secours utile à la véritable et vivante révolution.

En entretenant dans les esprits cette idée fausse, que la révolution est tout entière dans les coups de fusil, ils détournent les citoyens de la méditation des principes, ils discréditent tous les autres modes de protestation civique, qui sont pourtant des moyens révolutionnaires au moins aussi efficaces que les coups de fusil. Puis, en accouplant des choses contradictoires, comme des conspirations et des soulèvements, ils se condamnent à ne réussir ni comme conspirateurs ni comme émeutiers. Les conspirateurs doivent se taire et se réduire au plus petit nombre possible ; les fauteurs de soulèvements doivent parler et gagner à leurs projets de nombreux partisans. Une conspiration nombreuse et parlante doit fatalement avorter ; et les conspirations avortées, tout en sacrifiant les meilleurs, découragent les opprimés, fortifient les oppresseurs, empêchent ces désespoirs contenus qui amassent des trésors de colères, et retardent ces pro-

fonds et sourds bouillonnements qui font les toutes-puissantes explosions. Les conspirations avortées sont toujours, pour les gouvernements tyranniques, le prétexte de mesures cruelles et arbitraires.

Livourne fut, après l'avénement de Pie IX, la première ville de Toscane où le formalisme révolutionnaire recommença ses tentatives.

On comptait à Livourne trois classes de libéraux : les libéraux lettrés, les libéraux de la finance (*plutocratici*), et les libéraux plébéiens. Les lettrés avaient dirigé les conspirations de 1830 et de 1833 ; les *plutocrates* celles de 1840 et de 1843 ; quant aux libéraux plébéiens, ils étaient, à l'époque dont nous nous occupons, sans chefs et sans organisation. Bien qu'ils eussent recours, le plus souvent, aux conseils du parti libéral de Pise, comme ils ne possédaient pas, dans leur ville, un comité central directeur, ils étaient exposés, plus qu'ailleurs, à subir les funestes influences des proscrits.

Nous avons déjà parlé de Henri Bartelloni, tout entier au parti populaire, et fanatique de liberté. Les proscrits partisans du formalisme révolutionnaire, n'eurent pas de peine à gagner à leur cause cet homme, entraîné par ses instincts vers les partis qui promettent les plus prompts succès. Ils lui disaient que les acclamations à Pie IX, les souscriptions, les feuilles clandestines n'étaient que d'innocentes et par trop inoffensives puérilités ; qu'il fallait au plus tôt faire table rase de rois, de papes, d'empereurs ; ce qui était, du reste, la chose la plus facile du monde, pourvu que les Italiens, d'un bout à l'autre de la péninsule, fussent organisés en une vaste association secrète, qu'ils convinssent d'un jour où tous, au même instant, apparaîtraient armés dans la rue ; qu'on aurait bon marché de l'armée autrichienne, de l'armée du roi

de Piémont, de l'armée du roi de Naples, des armées dérisoires du pape et des principicules de l'Italie centrale, et qu'on proclamerait la république une et indivisible.

Bartelloni ne songeait pas à se demander si cette union de tous les Italiens était possible; si, en supposant même la possibilité d'en recruter un nombre suffisant pour faire face à l'ennemi, une pareille entreprise était de celles qui s'improvisent en un clin d'œil; s'il était probable qu'au milieu de cette infinie variété de têtes, en présence de tant de rivalités jalouses, on obtiendrait l'obéissance aveugle de plusieurs millions d'hommes à un gouvernement central, constitué de son propre chef; si enfin on pourrait mener bien loin tout ce travail souterrain et convenir du jour de l'explosion universelle, sans que la police, au plus beau moment, mît en déroute toute l'affaire. Rien ne paraît si facile aux utopistes que la réalisation de leur utopie, précisément parce qu'ils comptent sur ce qui leur manque, et qui est pourtant la chose essentielle, c'est-à-dire sur l'adhésion des autres à leur utopie elle-même. Bartelloni se mit donc à l'œuvre plein de confiance. Il disposait, à Livourne, d'une centaine de conspirateurs, à Pise, d'environ quatre-vingts, de quelques dizaines çà et là dans la campagne. Le Pisan Alexandre Bicci rédigea les statuts de la société qui prit le nom de *Société des progressistes*. Quant à nous, nous étions, à leurs yeux, autant de naïfs traînards qui avions choisi les voies sinueuses et compliquées du réformisme, au lieu du droit chemin de l'insurrection unitaire simultanée.

J'étais péniblement affecté de voir les libéraux les plus zélés consumer en de telles puérilités une ardeur qui aurait pu porter de si grands fruits. Je me mis en rapport avec les chefs de la société; je demandai à inter-

venir, avec quelques-uns de mes meilleurs amis, dans leurs réunions; j'engageai la discussion, et il ne me fut pas difficile de leur démontrer leur erreur et de les gagner à la cause du réformisme. La Société conserva son nom, tout en changeant ses desseins : elle devint une société organisée pour le développement du sentiment national dans le peuple. Je fis du principe moral la base de l'enseignement des progressistes. Je réunissais alternativement et par petits groupes, un certain nombre d'ouvriers, afin de les initier à la vie politique. Souvent, à ces conférences de Pise, assistaient quelques-uns des amis de Bartelloni, qui, à cette époque, m'était très attaché. L'autorité que j'acquis dans ces réunions me fut d'un grand aide au moment de la crise révolutionnaire, lorsque, sur les ruines du vieux gouvernement, un nouveau n'ayant pas encore surgi, il ne restait d'autre autorité debout que l'influence personnelle des libéraux respectés. La police, dans le mois de novembre 1846, fit main basse sur les *progressistes*, et arrêta quelques-uns des chefs; mais alors avait disparu de la Société tout élément qui pût servir de base à une accusation capitale. Cependant, pour le seul délit d'avoir fait partie d'une société secrète, divers progressistes de Pise et de la campagne demeurèrent en prison, jusqu'à ce que la liberté leur fût rendue par l'amnistie qui accompagna les premières réformes.

Vaincu pour le moment à Pise et à Livourne, le formalisme révolutionnaire se reconstitua secrètement, dans l'hiver de 1847, sur d'autres points de la Toscane. Une proclamation clandestine, datée de Pistoie, déclarait tous les réformistes, sans distinction, traîtres à la patrie. Il fallait, disait-elle, le fer et le feu pour guérir les plaies invétérées de l'Italie. Un certain Lorenzo Giribaldi

imprimait clandestinement un libelle contre d'Azeglio et Charles-Albert, et là, il lançait à son tour ses plus virulentes attaques aux réformistes. On vit, sur les marchés, des individus à mines inconnues et suspectes, profitant du renchérissement des céréales pour pousser le peuple à la révolte. Ces menées étaient-elles seulement l'œuvre de la démence, ou bien fallait-il les attribuer à l'action mystérieuse de l'Autriche et de la réaction? Ce qu'il y a de certain, c'est que les motifs ne manquèrent pas pour qu'on soupçonnât là-dessous quelque perfidie, et l'ambassade anglaise elle-même crut devoir tenir note du bruit public qui signalait Lorenzo Giribaldi comme un agent de l'Autriche (1).

La presse clandestine fulmina toutes ses foudres contre ces fauteurs de désordres. Elle prêcha que la délivrance ne pouvait s'obtenir que par l'union de toutes les classes; elle prémunit le peuple contre les embûches d'un ennemi qui, récemment, avait montré, par les massacres de la Gallicie, ce dont il était capable.

C'était surtout Mazzini qui faisait un véritable danger des embarras et des obstacles suscités par le formalisme à la révolution.

Dès 1832, il s'était mis en tête que, pour délivrer l'Italie, une seule voie était possible : établir parmi les proscrits le centre d'une conspiration qui embrassât toute la péninsule; proposer pour but de ce complot l'insurrection du peuple italien; créer, dans l'intérieur, des centres secondaires, subordonnés au centre directeur de l'étranger; organiser autour de chacun de ces centres partiels, les forces actives disponibles pour l'insurrection; une fois ce travail de centralisation terminé, découvrir

(1) Gualterio, *Révolutions italiennes; les Réformes*, t. I, p. 284.

les batteries, transformer le quartier général de la conspiration en gouvernement unitaire de l'Italie, acclamé par tous les conjurés ; transformer les centres secondaires en autant de gouvernements locaux subordonnés à cette dictature suprême ; déclarer que la guerre sera l'unique préoccupation publique, jusqu'à ce que l'autorité du gouvernement unitaire national soit franchement acceptée sur tous les points de l'Italie ; enfin, après la victoire, convoquer une constituante chargée de décréter la forme de gouvernement, ou républicain, ou monarchique, ou fédéral, ou unitaire, et toutes les réformes religieuses, civiles, économiques, nécessaires à la nation affranchie.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter les doctrines politiques de Mazzini. Nous bornant à le juger au point de vue de la stratégie révolutionnaire, nous sommes forcés de dire qu'en s'embarrassant dans la vaine pratique du formalisme, il se mit dans l'impossibilité de servir l'Italie, dans la mesure des rares qualités qu'il tenait de la nature. Il ne voyait pas qu'en s'obstinant à fomenter des conjurations où il faisait entrer tout un peuple, il se condamnait à n'en voir pas aboutir une seule. Machiavel estimait que les conjurations ne peuvent réussir, quand plus de trois ou quatre personnes sont dans le secret. Qu'aurait-il dit de conjurations parlant tout haut, tendant à embrasser des peuples entiers, comme celles imaginées par Mazzini ?... La conjuration ne peut avoir d'autre but que de s'emparer du pouvoir par un coup de main ; les soulèvements populaires échappent à toute prévision humaine. Aussi, conspirer dans le but de produire, à heure fixe, un soulèvement national, c'est absolument comme si l'on conspirait pour faire tomber, à volonté, l'eau du ciel. D'un autre côté, les coups de main ne peuvent réussir à ceux dont la manière de conspirer consiste à soulever le

peuple. C'est par un coup de main que les conspirateurs de 1821 s'emparèrent du gouvernement de Naples; c'est par un coup de main que les conspirateurs de 1831 s'emparèrent du gouvernement de Bologne. Quant aux vingt conspirations de Mazzini, à quoi ont-elles abouti?.. En vérité, son procédé consistant à faire le tribun à froid, mettait le trouble dans la conjuration, sans jeter dans les masses cette étincelle électrique qui fait éclater les révolutions!

Le rôle des révolutionnaires n'est possible qu'au milieu d'un peuple frémissant et poussé à ces situations extrêmes qui rendent la résistance inévitable; en d'autres termes, c'est seulement sur le terrain de la révolution que les révolutionnaires peuvent agir; c'est là, pour eux, non-seulement un droit, mais un devoir de courir les premiers aux armes, et de dire, comme le Christ : — Qui veut me suivre me suive. — Mais les proclamations insurrectionnelles de Marseille et de Londres, expédiées en Italie par la poste ou par des émissaires, en dehors de ces subites commotions volcaniques qui font éclater en soulèvements les colères accumulées de tout un peuple, ces proclamations sont des jeux sanglants; et la plus grande preuve de leur impuissance, c'est que les gouvernements de la réaction les faisaient reproduire dans leurs journaux. Auraient-ils jeté sur la poudre la torche incendiaire?

Bientôt l'Italie, par les grands soulèvements de la Sicile et de la Lombardie, en 1848, donnera le spectacle d'un de ces efforts solennels; mais alors la manie des proclamations se sera un peu calmée.

Le formalisme empêchait Mazzini de voir la révolution dans cette agitation des peuples demandant des réformes et acclamant Pie IX. Il ne comprit pas que la réforme, surgissant des entrailles de la société, révélait l'esprit

populaire qui devance et entraine les gouvernements ; il ne comprit pas que ce mouvement de gravitation de toutes les provinces vers Rome, au nom de Pie IX, était la première manifestation de l'Italie, tendant à se reconstituer comme nation. A ses yeux, nous n'étions pas la nation aspirant à la vie, parce que nous ne recevions pas le mot d'ordre des comités insurrectionnels; nous n'étions pas des unitaires, parce que nous n'avions pas fait du mot unité l'*alpha* et l'*oméga* de notre alphabet politique. Il accepta la fantastique classification du *Journal des Débats ;* il ne sut pas distinguer, parmi les réformistes, les académiques et les hommes d'action ; ceux-ci faisant des démonstrations courageuses; ceux-là les désapprouvant. Il mit en un même faisceau les prétendus modérés et ceux qui protestaient contre cette modération factieuse. Il tenta, au moyen de petites lettres écrites à diverses personnes, de constituer un parti d'opposition à ce nouveau mouvement. Il voulait que les meilleurs fussent les adversaires du réformisme, et attendissent les événements européens; car il prophétisait que la révolution slave était imminente; pour le satisfaire, il eût donc fallu que le parti de l'action, en Italie, devînt le parti de l'inaction.

En Toscane, Mazzini s'adressa à Charles Fenzi, et j'ai eu sous les yeux une des lettres qu'il lui écrivit, dans l'automne de 1846. Charles Fenzi, qui ne se faisait pas illusion, et qui savait que la voie où l'on s'était engagé était la seule possible, essaya de lui expliquer la portée nationale du réformisme; mais ce fut en vain. En mars 1847, Mazzini annonçait à Louis Lafond, de Livourne, la prochaine publication d'un de ses écrits intitulé : *Le parti modéré et le parti de l'action.* Dans cette dénomination de parti modéré, il entendait nous en-

glober, nous tous qui, sous le drapeau de la réforme, voulions conquérir la liberté, l'unité et l'indépendance de la patrie.

Au moment où je m'efforçais de défendre l'unité du parti libéral contre les attaques séditieuses des modérés, je fus profondément attristé de cette nouvelle menace de division, déguisée sous la formule non moins vague de parti de l'action. Un parti de l'action! mais quel est le parti politique qui, bien ou mal, ne se propose d'agir? L'action, en général, proposée comme but d'un parti politique, n'a pas de sens, si l'on ne détermine l'espèce d'action dont on entend parler; et c'est là justement la difficulté.

En vérité, quand Lafond me dit que Mazzini songeait à nous excommunier, au nom d'un parti de l'action, j'éprouvai envers lui plutôt de la pitié que de l'indignation. Nous étions dans toute l'ardeur de la lutte. Ma maison était le rendez-vous incessant des libéraux poussés par une activité enthousiaste, allant et venant pour prendre des instructions. J'avais, en même temps, à écrire des *foglietti* pour la presse clandestine, des petits livres, des articles pour les journaux romains et piémontais, à faire des leçons de droit commercial, à défendre les écrivains poursuivis devant la justice; sans compter les mille démarches auxquelles j'étais obligé. La seule correspondance avec les libéraux toscans, piémontais, romagnols et avec les proscrits, était si considérable, qu'elle me prenait un temps énorme. Les prisons regorgeaient; le ministère m'avait fait prévenir, par Giusti, qu'à la présidence du *buon governo* l'ordre avait été donné de m'arrêter. Chaque soir je me couchais incertain si je serais réveillé par les carabiniers. La fatigue m'avait rendu malade; je savais d'ailleurs que ce mode d'action

était le seul utile, le seul possible; je savais qu'avec de la persévérance nous aurions atteint le but; et l'on voulait m'opposer un parti de l'action!... Ah! certes, cette parole, jetée parmi les libéraux actifs, pouvait causer un mal immense; le mot action, ainsi présenté dans son sens le plus général et le plus séduisant, pouvait faire illusion et diminuer le nombre des coopérateurs à une action effective; il pouvait enlever, aux luttes du réformisme, les cœurs les plus enthousiastes et les plus croyants, qui s'imagineraient que leur activité n'y pourrait trouver un assez vaste champ. Or, l'enthousiasme et la foi sont les ailes de la perfectibilité; et si la sagesse peut seule diriger les révolutions, ce n'est pas la sagesse qui les provoque.

Je ne connaissais pas personnellement Mazzini, et n'avais jamais été en correspondance avec lui. Je l'aimais et je l'estimais, pour l'impression que m'avait faite, dans ma première jeunesse, la lecture des écrits de la *Jeune-Italie*. J'eus l'idée de lui ouvrir mon cœur avec une fraternelle effusion; dans une lettre écrite de Pise, le 1er avril 1847, après lui avoir fait, en toute simplicité, l'histoire de mes croyances, je formulai ainsi les points communs entre nous, et ceux qui nous divisaient.

« L'expérience, écrivais-je, et la recherche impartiale » de la vérité, m'ont conduit à me séparer de votre pro- » gramme sur deux points :

» 1° Quant à l'idée religieuse : vous déclarez, notam- » ment dans votre dernier écrit sur les frères Bandiera, » que le catholicisme est mort; moi, je le crois et le sens » plein de vie, et je pense que toutes les réformes néces- » saires peuvent s'accomplir, au moyen de protestations, » dans le sein même de l'Église.

» 2° Quant aux conspirations révolutionnaires : l'expé-

» rience m'a démontré qu'elles ne conduisent jamais au
» but, et qu'au lieu de régénérer les âmes, elles les cor-
» rompent de plus en plus.

» Je suis d'accord avec vous sur l'avenir démocrati-
» que des nations chrétiennes, et j'accepte la royauté
» constitutionnelle comme régime transitoire.

» Je suis d'accord avec vous sur le droit d'insurrec-
» tion, quand le soulèvement est spontané, et non le ré-
» sultat d'une préparation artificielle, parce qu'alors
» c'est Dieu qui fait la révolution, et non les hommes.

» Je suis d'accord avec vous sur la nécessité d'organi-
» ser tout notre mouvement, en vue de conquérir l'unité
» nationale; mais je ne crois pas que, pour atteindre ce
» but, il soit bon de déclarer tout de suite la guerre aux
» dynasties existantes, et de reprendre le rêve accoutumé
» de l'unité soudainement conquise au moyen d'une con-
» spiration républicaine, ayant des ramifications dans
» toutes les villes d'Italie. Le grand fait, sans lequel,
» nous Italiens, nous n'aurons jamais l'unité, n'appartient
» pas, c'est ma conviction, à l'ordre des faits politiques,
» mais bien à l'ordre des faits moraux. Il faut que nous
» sachions beaucoup aimer, et que nous soyons prêts à
» tout sacrifier à l'union. Si, dans chaque ville d'Italie, il
» y avait des hommes s'efforçant de donner l'exemple de
» cette union fraternelle, tôt ou tard, par un moyen ou
» par un autre, nous ferions la conquête de l'unité poli-
» tique. Mais tant que cette unité intime ne sera pas réa-
» lisée, c'est en vain qu'on chercherait celle qui n'en
» peut être que la conséquence. »

Puis, j'exposais l'état des partis, la stratégie du réformisme, la nécessité de s'unir dans les acclamations à Pie IX.

« On vous aura parlé de deux partis existants en Italie:

» le parti *modéré*, et le parti *exalté*. Cette maudite division est une invention diabolique, pour mettre obstacle » au grand œuvre de notre régénération. Il importe que » les bons citoyens s'appliquent à la combattre.

» Il y a, en Italie, deux sortes de libéraux : ceux qui » agissent, et ceux qui font grand étalage de paroles. » Parmi ceux qui agissent sont les hommes que domine » le sentiment du devoir et la foi religieuse ; le nombre » en est très petit, mais c'est sur eux que repose l'avenir » de l'Italie. Il faut qu'ils se tiennent étroitement unis, » et qu'ils travaillent de concert à surmonter tous les » obstacles.

» Les hommes de dévouement sont persuadés que, » dans les conditions présentes de l'Italie, c'est un impérieux devoir pour chacun de se tenir prêt à accomplir en toute occasion, les actes d'où il peut résulter » un avantage réel ; mais sans système préconçu.

» Il faut être inflexibles sur certains principes généraux :

» La haine de l'étranger,

» Le respect de la religion,

» La nécessité des réformes.

» Après cela, quant à la conduite politique, dans la vie » réelle, accepter la loi des circonstances.— Un acte qui » convient à Rome ne convient pas à Florence. Aujourd'hui une forme de protestation est utile ; demain, c'est » une autre. Les gouvernements qui ont fait un pas vers » le libéralisme, le libéralisme doit les encourager, les » aider ; quant aux gouvernements qui sont toujours unis » à l'étranger, il ne faut leur laisser ni trêve ni repos, » jusqu'à ce que le pacte honteux soit rompu. Telle est » la stratégie que nous avons adoptée.

» Vous voyez donc combien il est étrange d'appliquer à

» un mode d'agitation si nouveau, les classifications des » partis politiques des autres pays. Soyez convaincu que si, » dans certaines villes, se forment aujourd'hui plusieurs » partis, cela dépend non point de diverses manières de » concevoir, en théorie, l'action politique, mais de la di- » sette d'hommes de dévouement ; partout où il se trouve » quelques-uns de ces généreux patriotes, ils parvien- » nent à éteindre les discordes, à unir tous les hommes » de bonne volonté; là où ils font défaut, l'action poli- » tique devient l'instrument de passions personnelles, et » sous l'apparence d'une lutte de doctrines, se cache » une lutte de personnes.

» J'ignore quelles sont vos idées sur le pape; quant à » nous, nous l'aimons et nous croyons qu'il est nécessaire » de lui venir en aide. Pie IX est une âme évangélique et » toute brûlante de charité; il n'a pas d'autre pensée que » de faire le bien, et il en a déjà fait beaucoup. C'est une » grande chose que l'apparition de cet homme étonnant » sur la chaire de Saint-Pierre! La force de Pie IX est » dans l'amour.— S'il se sent aimé sincèrement de l'Ita- » lie, il ignore lui-même jusqu'où il peut aller; mais si » cet appui moral lui manque, je crains qu'il ne se dé- » courage et ne s'effraie. Sous ce rapport donc, les fac- » tions renaissantes, dans la Romagne, peuvent faire un » grand mal. Quel malheur ne serait-ce pas si l'impru- » dence de quelques libéraux contraignait le pontife à » faire de nouveau des procès politiques!

» Les vieilles institutions doivent être renouvelées; mais » nous ne devons jamais perdre de vue que notre plus » grand ennemi, c'est la discorde. — Et maintenant que » Dieu a miraculeusement envoyé un homme dont le » nom vénéré peut être notre commun drapeau, ce serait » une grande faute de laisser échapper cette occasion.

» Unis dans un même sentiment, et marchant tous au » même but, nous serions devenus une puissance, tandis » qu'aujourd'hui, à cause de nos divisions, nous ne » sommes rien.

» J'ai toujours cru qu'en Italie l'union ne peut s'opé» rer qu'au moyen de concessions par lesquelles ceux » qui veulent le plus, se rapprochent de ceux qui veu» lent le moins. Car, en politique, c'est une grande sot» tise de dire : *tout ou rien.* — Chaque pas est une con» quête... »

Mazzini ne publia pas l'écrit sur le *parti de l'action*, qu'il avait annoncé à Lafond.

Près de trois mois après, il m'envoya de Londres, une très longue réponse datée du 16 juillet.

Il n'admettait pas l'accord du dogme catholique avec le progrès de l'esprit humain ; il voulait un dogme nouveau, déclarant d'ailleurs que s'il avait vu l'humanité se régénérer dans la croyance catholique, il se serait respectueusement prosterné au pied des autels de ses pères.

« Dans l'impossibilité de ressusciter la foi en un dogme, » aujourd'hui essentiellement en opposition avec les pro» grès irrévocables de l'intelligence, poussée vers de » nouveaux mondes, par le Dieu père et providence, » vous vous trouverez réduits à la seule et vaine morale ; » or, je sais qu'aucune morale ne peut se soutenir et agir » au sein de l'humanité, comme un fécond principe de » vie, sans un ciel, ni un dogme qui lui serve de fonde» ment !..... Je laisse au temps le soin de vérifier mes » présages, et si je voyais la vie de l'humanité se renou» veler dans vos croyances, je me prosternerais avec res» pect devant les autels de nos pères. »

Pour s'unir à nous, il ne trouvait pas d'obstacle dans ses principes républicains dont il était prêt à faire le sacrifice ;

le grand obstacle, c'était de ne voir le drapeau national arboré dans aucune partie de l'Italie.

« Vous êtes dans une erreur profonde si vous nous » croyez, moi et ceux qui m'entourent, intolérants, ex- » clusifs, à genoux devant nos principes démocratiques » et républicains, à ce point que ces convictions nous » empêcheraient de faire alliance avec vous. L'avenir dé- » mocratique, républicain, non pas à la façon des États- » Unis, mais bien différent, bien autrement religieux, et » dérivant du principe d'autorité bien compris, me sem- » ble si inévitable et en si parfaite concordance avec la » loi providentielle qui se manifeste par le progrès histo- » rique de l'humanité, que je ne sens nul besoin d'être » intolérant... Si donc aujourd'hui la majorité saine de » la nation se groupait autour d'un pape, ou d'un roi, et » le proclamait l'initiateur de ses destinées, et que ce pape, » ou ce roi répondît loyalement à cette confiance, je me » hâterais d'oublier que ce roi m'a enlevé mon premier » et meilleur ami, que ce pape représente essentiellement » une croyance, ou plutôt le dernier vestige d'une auto- » rité contre laquelle mon âme tout entière se révolte; et » j'accepterais le drapeau qu'il mettrait entre mes mains, » et je donnerais tout ce qui me reste de vie, et mon » sang jusqu'à la dernière goutte, et j'engagerais mes » amis à suivre mon exemple... Mais où est donc ce dra- » peau autour duquel vous voulez que je me rallie? Je ne » connais qu'un drapeau, celui de la nation, celui de » l'unité (1). Je vous sacrifierais, au besoin, toutes les

(1) Lorsque Mazzini, en sa qualité de triumvir d'un État italien qui s'appelait République romaine, arbora un drapeau qui, certes, n'était pas celui de l'unité, il reconnut, par cela même, qu'en politique il est permis d'ajourner temporairement la proclamation de

» autres paroles que je voudrais inscrites sur notre dra-
» peau ; mais celle-là seule, jamais. — Je croirais trahir
« Dieu, la patrie et ma conscience. »

Il improuvait l'acclamation à Pie IX, parce que Pie IX ne portait pas le drapeau national.

« Je ne sais si vous connaissez le pape; je ne sais si
» les entretiens privés ont pu vous inspirer pour sa per-
» sonne une confiance que, chez moi, les faits sont seuls
» capables de déterminer. Or, les faits ne me révèlent,
» jusqu'à présent, que la bonté de l'homme; ils me ré-
» vèlent le prince qui, moitié par les nécessités des cir-
» constances plus menaçantes dans ses États que partout
» ailleurs, moitié par la bonté de son cœur, a dû essayer
» si, en administrant un peu mieux, avec un peu plus
» de tolérance, avec un peu plus d'amour les affaires
» de ses sujets, on ne pourrait pas mettre un terme
» aux tumultes, aux complots, aux insurrections qui
» s'étaient établis comme en permanence. Dès ses pre-
» miers pas, les applaudissements peu dignes de quel-
» ques-uns, les hypocrites démonstrations d'un enthou-
» siasme exagéré, chez le plus grand nombre, lui ont
» fait une loi de persister dans sa bienveillance, dans ses
» paroles de gratitude envers le peuple, et dans ses té-
» moignages de confiance. Au delà, je ne vois plus rien,
» malgré ma meilleure volonté... J'ai toujours gardé le
» silence, afin de n'être pas accusé de nuire à des projets
» ignorés ; et j'ai attentivement étudié les actes, les paroles
» du pape, et des écrivains modérés. J'ai souvent rougi
» de ces derniers. Quant au pape, je le répète, je n'ai pu
» voir autre chose en lui que l'homme bon, sans foi po-

son propre idéal, en s'associant à des actes qui sont un acheminement vers cet idéal.

» litique, partagé entre l'Autriche et ses propres instincts,
» ne possédant aucun de ces sentiments italiens que
» d'autres ont cru voir dans ses premiers actes. Si je me
» trompe, le premier fait qui me démentira me trouvera
» empressé et heureux de faire amende honorable ; mais
» jusqu'à ce que ce fait s'accomplisse, où est le drapeau
» de Pie IX? où est le drapeau italien, sans lequel je ne
» comprends pas d'union possible et efficace (1)? Je me
» fais vieux, et je ne puis facilement m'enthousiasmer
» pour des rêves, surtout pour des rêves pleins de pé-
» rils. »

Il blâmait notre stratégie et en présageait les conséquences funestes.

« Je n'approuve pas la stratégie que vous m'indiquez
» en quelques lignes; mais avant de vous en dire la
» raison, je voudrais vous faire comprendre que mon im-
» probation ne part pas d'un esprit de libéralisme con-
» spirateur. — La conspiration n'est pas pour moi un
» principe; elle est un fait déplorable, le résultat d'un
» état de choses qui la rend indispensable. Toutes mes
» tendances personnelles sont pour la publicité ; vous
» devriez, vous, me rendre justice, et vous souvenir que
» souvent, me laissant accuser d'imprudence, j'ai ajouté,
» dès mes premières agitations, la publicité au travail
» occulte; vous savez que la *Jeune-Italie* se mit tout de
» suite en opposition avec la vieille charbonnerie, obsti-
» née à agir dans l'ombre, en tout et pour tout; que, de
» notre part, il n'a été fait en secret que ce qui ne se

(1) Nous étions d'accord sur ce point, qu'en Pie IX ne s'était révélé rien autre chose que la bonté. Mais n'importait-il pas, dans l'intérêt de l'union nationale, d'accueillir cette bonté par des acclamations? Là était toute la question.

» pouvait faire publiquement; vous savez, enfin, que » nous avons arboré un drapeau, n'hésitant pas à le » tenir levé à visage découvert, comme les apôtres d'un » principe. S'il se trouve quelqu'un qui m'indique un » moyen de prêcher l'unité nationale en Italie, je le » bénirai, et je rentrerai immédiatement dans mon pays; » mais cela est impossible, et toute propagande dont ce » titre, cette devise ne sera pas le premier mot et le der- » nier, deviendra, je le crains bien, non-seulement inu- » tile, mais funeste. Je ne puis accepter la strategie que » vous me proposez, parce qu'elle ne peut nous conduire » à ce but. Elle peut conduire à la conquête de quelques » améliorations administratives, de quelques concessions, » de quelques réformes dans la législation; elle peut con- » duire, si vous voulez, à la conquête d'une dose homœo- » pathique de liberté, au profit de chacun des nombreux » États qui divisent l'Italie; mais elle est incapable de nous » réunir, de faire de nous une nation; elle peut avoir pour » résultat, si nous concentrons là tous nos efforts, de dé- » tourner les esprits du vrai but, de persuader aux popula- » tions italiennes qu'il est possible d'améliorer leur condi- » tion sous les gouvernements actuels, de donner une issue » à l'activité de la jeunesse, activité qui, comprimée, eût » produit, un jour, une explosion nationale, de semer de » nouveaux germes de divisions fédératives, de créer » des vanités locales, d'engendrer un esprit de machia- » vélisme et d'intrigue, lorsque nous aurions tant besoin » de foi, de loyauté et de sincère vertu... Si jusqu'à pré- » sent je m'étais condamné à me taire, je sens désormais » que c'est un devoir de parler, et je parlerai sans retard; » mais mon langage ne sera pas exclusif, comme vous » semblez le craindre; je parlerai de l'Italie, de l'unité » nationale, puisque les plus influents parmi vous la

» mettent en oubli; et tandis que, profitant, à votre ma-
» nière, des occasions qui vous sont offertes, non point
» par l'amour, mais par la faiblesse des gouvernements,
» vous tâcherez de rendre un peu de vie et de mouve-
» ment à ces populations endormies et divisées, j'aurai
» soin de tenir haut le saint étendard, pour qu'à ce
» signe elles sachent dans quelle voie il faut marcher :
» marcher, il est vrai, aussi lentement que les événe-
» ments et les temps l'exigeront. — Notre cause n'est pas
» une question de temps — mais, enfin, marcher inces-
» samment vers ce but unique. Les multitudes ne seraient
» que trop portées à le perdre de vue, si elles prenaient
» leurs aises sur le lit de roses des améliorations maté-
» rielles et administratives, les seules que vous autres,
» en suivant votre méthode actuelle, puissiez obtenir, et
» encore d'une façon bien précaire. — Aimez toujours
» l'Italie, et aimez aussi, autant que vous le pourrez, votre

» JOSEPH MAZZINI. »

Pendant que la lettre de Mazzini voyageait de Londres à Pise, cette méthode qui, d'après lui, devait endormir les multitudes sur le lit de roses des améliorations matérielles et administratives, égarer les esprits et éteindre cette activité de la jeunesse qu'une longue compression avait rendue si redoutable aux gouvernements, cette méthode manifestait déjà, par des résultats tout opposés, sa merveilleuse fécondité. Le peuple des États romains avait obtenu, au cri de la *réforme*, la garde nationale. Or un peuple esclave qui s'arme, n'est pas un peuple qui s'endort sur le lit de roses des améliorations matérielles. En Toscane, nous fondions le journalisme politique; j'intitulais mon journal : *L'Italie*, et en tête de chaque article j'écrivais le mot : *nationalité*. Certes, ce n'était pas là détourner les esprits de la voie nationale. Seize années de

conspirations pour aboutir à la grande explosion nationale, avaient fait, sans fruit, beaucoup de victimes ; en deux ans à peine de mouvement réformiste, nous avions conquis des armes nationales formidables, les fusils et la presse. — De ces deux stratégies, les faits décidaient maintenant quelle était la bonne.

Cependant la conclusion de la lettre de Mazzini ne me laissait pas tranquille sur l'avenir.

L'unité, comme je le lui avais écrit, était notre idéal. Mais il était impossible de l'improviser ; et pour y arriver, il était indispensable de faire disparaître les causes de la division. De deux choses l'une, ou la méthode que nous avions adoptée conduisait à l'unité, et alors chaque partisan de l'unité était tenu de s'engager dans notre voie ; ou elle n'y conduisait pas, et alors il fallait la combattre publiquement, et ouvrir une voie différente. Ce qui ne pouvait me satisfaire, c'était le parti que m'annonçait Mazzini à la fin de sa lettre, de ne vouloir ni nous combattre, ni nous seconder, se bornant à *tenir haut* le drapeau de l'unité, pour rappeler à cette cause les populations endormies et divisées. Cette résolution révélait la prétention de se constituer en homme-principe, et de faire de cet homme-principe l'unité vivante ; prétention opposée au génie démocratique qui n'admet pas de personnification de principes, prétention inconciliable avec le but que doivent se proposer les partis politiques. Ces partis échangeraient leur rôle avec celui de la philosophie et celui de la religion, s'ils se figuraient avoir payé leur dette par la simple profession de principes généraux, tout en se dispensant d'enseigner les moyens de les appliquer. — Or, pour enseigner cette méthode révolutionnaire ayant pour but l'unité, suffisait-il de tenir haut le drapeau de l'unité italienne ? Les problèmes poli-

tiques à résoudre par l'unité, sont justement subordonnés aux moyens d'obtenir cette unité.

Nous devrons, dans la suite de cette histoire, faire ressortir l'impuissance et les dangers du formalisme unitaire de Mazzini. Il suffit, quant à présent, d'avoir signalé l'impuissance et les dangers de son formalisme révolutionnaire.

CHAPITRE XXV.

LES PREMIÈRES CONCESSIONS TOSCANES.

Après la protestation de Pise, il n'avait plus été question des velléités jésuitiques manifestées, au début, par le nouveau ministère toscan; si l'on eut depuis à subir un redoublement de rigueurs, ces rigueurs ne s'accomplirent pas, sans être accompagnées de quelques symptômes favorables à la liberté. L'acquisition faite par Baldasseroni, pour le compte du gouvernement, de cent exemplaires des *Archives historiques*, publiées par Pierre Vieusseux; la fondation, à Rome, d'une ambassade toscane, distincte de l'ambassade autrichienne; l'établissement d'une école normale, à Pise; la nomination d'une commission chargée d'organiser des écoles d'enseignement primaire; la protestation contre les nouvelles dettes contractées par le duc de Lucques; les principes économiques de Léopold rappelés, dans une circulaire aux gonfaloniers des villes, à l'occasion des tumultes qui s'étaient produits sur les marchés, tout cela accusait manifestement, chez les ministres, le désir de gagner l'appui des hommes de progrès; mais en même temps, les nombreuses arrestations des libéraux; l'expulsion de vénérables étrangers qui, par leurs éminents services, avaient acquis des droits à l'hospitalité de la Toscane; Philippe de Boni et Mathilde Calandrini exilés; le marquis Arconati interné à Florence; Centofanti et moi, les deux profes-

seurs démagogues, mandés par le ministre Paver, au commencement de la nouvelle année académique de 1847, et admonestés par lui; les applaudissements à Pie IX, punis, comme eût été un délit; ces vexations et mille autres de même nature entretenaient l'irritation dans les esprits et étaient cause qu'on ne savait aucun gré au ministère des quelques bonnes mesures qu'il pouvait adopter.

D'ailleurs, nous aspirions plus haut que l'ancien léopoldisme; il ne nous eût pas suffi que le gouvernement se fût proposé d'en continuer les traditions. Léopold Ier voulait augmenter la prospérité matérielle de la Toscane; nous, nous voulions la retremper, en élevant et fortifiant les caractères. Léopold Ier, ainsi que nous l'avons déjà signalé, visait à constituer un tout petit État toscan, dont toute la politique internationale se réduisît à la neutralité; tandis que nous voulions le principe de la solidarité internationale, largement et hautement professé, dans la politique de chaque gouvernement de la péninsule. Nous voulions cesser d'être en tutelle; nous voulions des réformes qui fussent un affranchissement; l'affranchissement de la parole, avant toute chose.

J'ai raconté comment, à la première nouvelle que le président Cempini manifestait des dispositions favorables à la liberté de la presse, certains libéraux, très accrédités, qui jusqu'alors étaient restés simples spectateurs, se décidèrent à donner signe de vie; circonstance qui vint, fort à propos, fournir de nouveaux et puissants coopérateurs au travail d'agitation de la presse clandestine. J'ai raconté comment le baron Bettino Ricasoli eut, avec le minstre bien intentionné, un entretien, à cœur ouvert, sur l'état du pays. — Ils convinrent, en principe, qu'il fallait commencer par une loi sur la presse; en consé-

quence, vers la fin de mars, Bettino remettait à Cempini un projet dont Salvagnoli était l'auteur. Ce projet rencontra de grandes résistances dans le caractère irrésolu du grand-duc, dans les traditions de la sbirocratie, dans les intrigues diplomatiques. Le flot populaire qui montait toujours, la gloire rayonnante de Pie IX, renversèrent tous les obstacles.

Les agitateurs ne s'en tenaient pas aux *foglietti*. Les acclamations qui, à Rome et dans la Romagne, avaient célébré l'amnistie, sympathiquement répétées dans toute l'Italie, y avaient causé une émotion profonde. Partout la jeunesse voulait manifester, de toutes les manières possibles, les sentiments qui la transportaient : témoin ces feux de joie allumés sur nos collines et sur nos montagnes, comme sur les sommets de la Ligurie et de la Romagne, pour fêter le centième anniversaire du glorieux soulèvement qui chassa les étrangers de Gènes. C'est Mamiani qui avait donné l'idée de ces feux de joie, et il avait eu, à Florence, l'approbation et le concours de Arconati, de Capponi et de Salvagnoli, malgré la mauvaise humeur de Balbo qui voulut faire passer ces manifestations pour des maladresses des exaltés. L'arrivée à Pise de Ferdinand d'Este, accusé par la voix publique d'avoir été l'instigateur des massacres de Gallicie dont il était gouverneur au moment de l'insurrection de Cracovie, donna lieu à des rassemblements populaires, d'où s'élevaient des imprécations contre la férocité de l'Autriche. Dans cette même ville, à l'occasion de la fête de Pie IX, une grande multitude de peuple se réunissait autour d'un drapeau où était inscrit le nom du souverain pontife, et parcourait les rues, ivre d'enthousiasme pour la cause de l'Italie. On n'entendait plus ces chansons frivoles, fruit des loisirs de la servitude; les chants de la liberté, malgré

la surveillance de la police et ses prohibitions, éclataient dans le silence des nuits.

Les actes de courage civique et les protestations contre l'arbitraire se multipliaient. La société philanthropique des Salles-d'asile de Pise, voulant protester contre l'expulsion de Mathilde Calandrini, exprima par un vote solennel ses profonds regrets, et ses sentiments de gratitude envers la femme évangélique qui avait été, pendant dix ans, la bienfaitrice de l'œuvre.

Les manifestations qui avaient eu lieu pour la fête de Pie IX avaient été suivies de quelques emprisonnements. Je mis aussitôt en circulation deux notes adressées au gouverneur : la première, par les personnes qui, ayant concouru à la manifestation, demandaient courageusement à partager le sort de leurs complices ; la seconde, par les personnes qui, sans s'être mêlées à la foule, approuvaient la démonstration. Ces deux notes furent bientôt couvertes des noms les plus respectables, et l'on en aurait recueilli un plus grand nombre, si la délivrance des prisonniers n'eût rendu inutile la continuation de ces démarches (1).

(1) *Adresse à Son Excellence le gouverneur de Pise.*

« Les soussignés, ayant appris que des poursuites sont commen- » cées contre ceux qui ont pris part, le 5 du présent mois, dans la » soirée, aux acclamations qui retentirent pour célébrer la fête de » Sa Sainteté Pie IX, se font un devoir de déclarer qu'ils étaient » mêlés à l'immense foule qui parcourut les rues de la ville, pré- » cédée d'un drapeau où étaient inscrits ces mots : Vive Pie IX ! Ils » sont prêts à subir toutes les conséquences d'un acte dont leur » conscience de chrétiens et de citoyens leur affirme la parfaite in- » nocence.

» Giovanni Frassi. — Luigi Fantoni. — Pietro Parra. — F. Fran-

Par malheur, la passion poussa plus d'une fois au delà du but; au milieu de ces généreuses protestations, nous eûmes à déplorer quelques actes indignes d'un peuple

ceschini. — Rinaldo Ruschi. — Avv. Adriano Biscardi. — Sacerdote Antonio Albertosi. — Verulo Bartorelli. — Dott. Emilio Frizzi. — Francesco Regoli. — Carlo Rancini. — Francesco Boggi. — D. Giuseppe Bianchi. — Prof. Martolini. — Prof. Andrea Ranzi. — Dott. Coll. Cuturi. — Cavaliere Del Testa Antonio. — Micciarelli Leopoldo. — Vittorio Castrucci. — Ferdinando Baldesi. — Giuseppe Sgrilli. — Zaccagnini Emilio. — Giovanni Fontani. — Avvocato F. Finocchietti. — Marchese Leopoldo Malaspina. — Cav. Francesco Sanminiatelli. — Tito Torcigliani. — Augusto Agostini. — Pietro Lucchesi. — Orlandi Raffaello. — Dott. Cesare Studiati. — Dottore Augusto Diamanti. — Giuseppe Del Corso. — Vincenzo Vetri. — Andrea Gagliardi. — Caproni Nicodemo. — Del Corso Enrico. — Francesco Macciò. — Giovanni Battista Fiaschi. — Gioacchino Caprani. — D. Francesco Pagliaini. — Pietro Saviozzi. — Gaetano Duccini. — Malia Lucchesi. — Ranieri Sapetti. — Giovanni Villa. — Dario Zaccagnini. — Luigi Chiesi. — Francesco Scardigli. — Luigi Zaccagnini. — Ferdinando Zaccagnini. — Bardelli Ranieri. — Florido Mazzoni. — Marco Cuturi. — Angiolo Grassi. — Lelio Lomi. — Bartolommeo Saviozzi. — Antonio Camerata. — Ranieri Giaconi. — Giuseppe Sereni. — Angiolo Landucci. — Serviliano Poli. — Giovanni Farulli. — Luigi Bagnoli. — Ranieri Saviozzi. — Vincenzo Fontani. — Ferdinando Piazzini. — Lodovico Cenci. — Romualdo Pancani. — Guglielmo Pardi. — Avv. Tito Rossi. »

Pétition à Son Excellence le gouverneur de Pise.

« Excellence,

« Les soussignés, bien que n'ayant pas fait partie de la multitude » qui, dans la soirée du 5 mai, présent mois, parcourait les rues de » notre ville au cri de : Vive Pie IX ! dans le seul but de célébrer la » fête du Souverain Pontife, partagent pleinement le sentiment qui » inspira cette démonstration ; c'est pourquoi ils croient remplir un

civilisé. A Terra del Sole (Romagne-Toscane), on tua d'un coup de fusil Facdouel, directeur de la douane, l'un des plus féroces agents de Baldasseroni. A la Rocca San-Casciano, une mine éclata (heureusement sans blesser personne) dans la maison du commissaire Giunti, jadis féroce sbire de Ciantelli.

Le torrent de la publicité débordait. Outre les *Fogliotti*, des publications de toutes sortes fournissaient incessamment matière aux entretiens et aux discussions politiques : c'étaient les journaux des États pontificaux, mais surtout le *Contemporaneo* et le *Felsineo*; c'étaient les journaux français, plus riches qu'autrefois en nou-

» devoir de conscience, en même temps qu'ils répondent au vœu » général, en adressant leurs respectueuses instances à Votre Excel» lence, pour qu'elle veuille bien faire mettre en liberté les personnes » qui ont été arrêtées à la suite de cet événement. Dans l'espoir que » leur prière sera exaucée, ils ont l'honneur de se dire,

» *De Votre Excellence, les très dévoués serviteurs*,

» Prof. Giuseppe Montanelli. — S. Centofanti. — L. Ceramelli, — Prete Giuseppe Bettini. — Avv. Antonio Dell'Hoste. — F. Ruschi. — G. Gattai. — L. Biscioni Priore. — L. Becagli. — Prete Giuseppe Camerino Caproni. — Giuliano Prini. — Corrado Malaspina. — Camillo Roselmini. — Guiseppe Giuliani. — Pietro Ruschi. — Antonio Parra. — Gioanni Saladino Dal Borgo. — A. Agostini Del Seta. — Ranieri Bizzarri. — Dott. Fedele Fedeli. — Luigi Giannelli. — R. Melani. — D. Antonio Pacini. — Prete Raimondo Masi. — Dott. Enrico Ranfagni. — Leopoldo Ruschi. — Rimedio Fazzi. — Canonico Antonio Roncucci. — Avv. Luigi Sassetti. — Professore V. Centofanti. — Cosimo Agostini. — Dott. Tito Chiesi. — Matteo Bicci. — Niccolò Mecherini. — Cav. Du Tremoul. — L. B. Salimbeni. — Dott. A. Vanucchi. — Dott. Torri. — Roberto Lawley. — Avv. Antonio Viti. — Dott. Gioanni Pazzini. — F. Noccioli. »

velles italiennes; *L'Ausonio*, revue italienne, rédigée à Paris par la princesse Belgiojoso ; *L'Antologia* et le *Mondo illustrato*, de Turin; la piquante *Petite chronique*, que Philippe de Boni publiait à Lausanne; puis quelques livres sérieux sur les affaires italiennes, parmi lesquels, sans compter ceux de Gioberti, de Balbo, de d'Azeglio, le livre sur *La nationalité*, par Jacques Durando ; les *Considérations sur l'Italie*, par un anonyme; une sage dissertation ayant pour titre : *Du sentiment national italien*, par l'avocat Jean Fabrizi, plus tard mon collaborateur dans *L'Italia* ; enfin le livre sur *La souveraineté temporelle du pape*, par Léopold Galeotti. Le commerce prohibé des ouvrages politiques était devenu une mine féconde aux spéculations de librairie, et une société de contrebandiers en inondait le pays.

Cependant Pie IX avait, par un *motu proprio* du 14 avril, convoqué à Rome les députés des provinces. Cette mesure était considérée avec raison comme le plus important de tous les actes du nouveau pontife.

Bien que les députés dussent être nommés par les délégués du gouvernement, personne ne doutait que les choix ne tombassent sur des amis de la liberté. Or, une réunion de libéraux laïques, à Rome, dans cette ville où jusqu'alors, les prêtres seuls avaient gouverné, était destinée à devenir, bon gré, mal gré, l'organe légal de la révolution, le pouvoir chargé d'accomplir l'émancipation de la société laïque. Les acclamations qui accueillirent cette réforme eurent un grand retentissement au dehors, surtout en Toscane, où l'on avait appris, peu de temps auparavant, que le ministre anglais résidant à Florence, avait reçu l'ordre de lord Palmerston, de promettre assistance à Pie IX, et de l'encourager à réaliser sans retard les changements qu'il croirait opportuns.

Ainsi poussé de tous côtés, le ministère finit par se mettre en mouvement. Il publia, le 6 mai 1847, une loi sur la presse ; c'était un premier pas dans la voie des réformes, qui donnait gain de cause à l'agitation. Cette loi consacrait le droit de discuter respectueusement les actes du gouvernement. Elle instituait, dans toutes les provinces, des conseils de censure(1) ; elle donnait la faculté d'appeler des décisions du conseil provincial, à un conseil central résidant à Florence. Les pédants ne manquèrent pas, qui se mirent à épiloguer sur le plus ou moins de libéralité des dispositions de la loi ; ils ne calculaient pas que, dans l'application, ce serait tout ou rien : ou bien la révolution serait plus forte que le gouvernement, et alors nous pourrions tout dire, malgré les restrictions ; ou bien le gouvernement vaincrait la révolution, et, dans ce cas, à quoi nous eussent servi de plus larges concessions ?

La bonne politique consistait à accepter ces réformes, à titre d'à-compte, à les louer plus qu'elles ne méritaient, à tenir pour virtuellement concédé, même ce qui n'était nullement dans les intentions des auteurs de la loi, en un mot, à s'ingénier pour en tirer la plus grande dose de liberté possible. C'est dans ce but que j'écrivis tout de suite l'opuscule intitulé : *Les écrivains et les censeurs*. Mon écrit avait un double objet : 1° prendre acte, comme d'une chose accordée par la loi du 6 mai, du droit de traiter des idées libérales ; 2° poser à grands traits les problèmes libéraux de la révolution italienne, afin que, la proposition en ayant été tolérée, on pût, par cela même, considérer comme implicitement reconnu le

(1) *Consigli di revisione.* On avait voulu supprimer le mot de *censure*, tout en conservant la chose.

droit de les discuter. En proie à cette anxiété qui précède toujours une épreuve décisive, je me présentai, mon manuscrit à la main, devant le conseil de censure de Pise, le jour même de son entrée en fonctions; et je m'aperçus bien vite que ces messieurs ne s'attendaient pas à se trouver sitôt en présence du chef de la presse libérale clandestine. Après plusieurs heures de discussion avec l'un d'eux, la nuit était déjà très avancée quand je retournai triomphant au milieu de mes amis, avec le manuscrit muni de la signature officielle; la bataille était gagnée, la forteresse emportée. Avec ce précédent de l'autorisation donnée à cet opuscule, on pouvait dire la liberté de discussion presque assurée à Pise.

La loi du 6 mai n'était pas un de ces actes dont les multitudes pussent apprécier l'importance, et ceux-là furent très mal inspirés, qui se mirent à exalter cette loi outre mesure, ou même qui provoquèrent, pour la célébrer, des démonstrations populaires; à Florence, le peuple ne s'y laissa pas prendre; il vit avec indifférence le docteur Parigi parcourant les rues de la ville à la tête de quelques centaines de *praticanti* (1), et faisant retentir leurs *vivat* devant le palais Pitti, devant les maisons des ministres et devant les tombeaux de *Santa-Croce*. A Livourne, tout d'abord, le peuple ne comprenait rien à voir Henri Mayer, suivi d'un cortége d'amis, se démenant en tous sens dans la grande place, et criant : *Vive Léopold II! —la liberté de pensée!— le progrès!* puis il finit par se mêler à la démonstration, mais en l'improvisant à sa façon. Les amis de Bartelloni ne connaissaient ni Léopold II, ni

(1) C'est le nom qu'on donne aux docteurs de Pise qui vont à Florence faire de la pratique dans les études d'avoués, avant de pouvoir remplir leurs fonctions d'avocat.

loi sur la censure. Pour eux, deux cris résumaient tout le catéchisme libéral : *Vive Pie IX* et *Mort aux Autrichiens!* Ils prirent le drapeau républicain au consulat d'Amérique, se rendirent processionnellement au consulat pontifical, célébrèrent Pie IX dans la personne du consul Romagnoli, et firent passer leur colère contre l'Autriche, en brisant à coups de pierres les vitres du consul autrichien Tausch.

A cette même époque, le passage de Richard Cobden en Toscane donna lieu à de plus sages manifestations. Après la réforme économique de l'Angleterre, l'apôtre de la liberté commerciale était venu en Italie rétablir sa santé, altérée par ces luttes qui avaient enfin assuré le triomphe de ce principe dans sa patrie. Or, entre toutes les provinces italiennes, celle qui, la première, devait fêter le grand citoyen, c'était la Toscane, où les théories du libre échange sont comme une religion domestique, où Léopold, dans le siècle dernier, en fit l'application, avant tout autre législateur de l'Europe. A Florence, le banquier Fenzi donna à Cobden un banquet splendide, où furent prononcés des toasts significatifs. L'Académie des *Georgofili*, fidèle apologiste des principes du libre échange, célébra la présence de l'hôte illustre, dans une solennelle assemblée, où assistèrent aussi les ministres. Les négociants de Livourne l'invitèrent à l'un des *casini* de l'Ardenza, sur le bord de la mer, et je fus chargé de présider le banquet. Je prononçai un discours tout politique; je glorifiai la résurrection de l'Italie, les luttes civiques organisées pour la conquête de la liberté ; je prédis à l'Italie un Cobden pour la liberté individuelle, un Cobden pour la liberté municipale, un Cobden pour la ligue douanière, que nous considérions alors comme le premier pas qui devait nous conduire à la ligue politique.

Pierre Bastogi et l'avocat Sansoni, après moi, firent entendre aussi des paroles libérales.

Ces manifestations avaient lieu dans la seconde moitié du mois de mai. Le 1er juin était le jour fixé pour la mise à exécution de la loi sur la presse. Le ministère voulut prendre les devants, et ce jour-là même il publia, dans la gazette officielle, quelques *motu proprii* destinés à prévenir les demandes de la presse libre. Il promit l'extension de la consulte d'état; il nomma une commission pour le code civil et une autre pour le code pénal; il confia à celle-ci le soin de rechercher la ligne de démarcation entre la police et l'autorité judiciaire; il institua à Florence une commission chargée de revoir et de réformer la législation des communes; une amnistie fut publiée en faveur de tous les inculpés pour cause politique.

Si, d'un côté, la loi du 6 mai et les *motu proprii* publiés le 1er juin, consacraient des principes excellents : — le droit de discuter les actes du gouvernement, — la séparation de l'autorité judiciaire et de la police, — la réforme du régime communal, — d'un autre côté, les prétendus réformateurs laissaient le gouvernement armé de telle façon, qu'il pût, à son gré, réduire ces concessions à néant. La loi sur la presse conservait la censure préventive; elle faisait présider les conseils de censure par les chefs de la police locale; elle défendait aux censeurs d'approuver un écrit quelconque qui, même *indirectement*, pût troubler l'ordre public; et s'il eût plu aux censeurs, catéchisés par le gouvernement, de voir l'ordre public troublé par la discussion politique la plus respectueuse, que serait devenu le journalisme politique? La séparation de l'autorité judiciaire et de la police, c'est-à-dire l'abolition du procès économique, était à la merci de la commission chargée du code pénal. Cette commis-

sion était composée du président du *buon governo*, de l'avocat général Lami, et du professeur de droit criminel à l'Université de Pise, François Mori. Mais qui est-ce qui aurait pu dire à quel moment la commission finirait ses travaux? tout le mystère était là! Et puis, était-il probable que le chef de la police consentît à se couper l'herbe sous le pied? Le professeur de droit criminel, Mori, seul représentant de la science indépendante dans ce triumvirat législatif, passait, parmi nous, pour la prudence personnifiée, à cause de son caractère rusé, méticuleux et rampant; il n'était pas homme à se sacrifier pour la science, et à se poser ouvertement en défenseur du droit, devant un avocat général et un président du *buon governo*. La réforme municipale, c'étaient les *provveditori delle camere* (1) qui devaient l'opérer, c'est-à-dire les plus intéressés à maintenir les communes sous la dépendance du gouvernement. D'ailleurs, le *motu proprio* qui instituait la commission, avait soin de l'avertir que les améliorations à proposer devaient être faites sans altérer les bases du système municipal; or les bases de ce système étaient, non la liberté, mais la servitude; de telle sorte qu'en définitive, cette réforme pouvait bien n'être pas autre chose que la montagne enfantant une souris.

Cempini avait fait ces concessions sans arrière-pensée, avec une parfaite bonne foi; il les avait faites, persuadé qu'il eût été injuste de les refuser. Voyant l'insistance que mettait la presse clandestine à réclamer le droit de discussion politique, il s'était demandé s'il était juste de fermer la bouche à un peuple qui voulait exprimer ses idées et ses vœux, spécialement sur les affaires du gou-

(1) On nommait ainsi des fonctionnaires du gouvernement chargés de la surveillance des communes; il y en avait un par province.

vernement, auxquelles il était assurément intéressé; et la conscience lui avait répondu — non. Frappé du sombre tableau que faisait Bettino Ricasoli du désordre de l'administration publique, il avait regardé autour de lui, et s'était demandé s'il était vrai que tout allât en dépit du bon sens, et que le gouvernement fût une véritable Babel; et la conscience lui avait répondu — oui. D'ailleurs, vivant depuis longtemps en dehors de la politique, étranger aux partis, noyé dans les minutieux détails de sa charge, il n'était pas en état de saisir les liens qui rattachaient les réformes toscanes au mouvement de l'Italie et de l'Europe. Il ne songeait pas à s'inquiéter si, mettre le marteau aux fondements du vieil édifice, ce n'était pas en accélérer la ruine; le mal une fois constaté, il se faisait un devoir de préparer le remède; mais incapable de le trouver lui-même, il avait recours à la science des autres. Il avait demandé à Bettino Ricasoli son projet de loi sur la presse, et si la chose eût dépendu de lui, il aurait adopté ce projet tel quel; il eût été homme à réunir sur-le-champ, à Florence, une assemblée de libéraux réformateurs, avec la ferme résolution d'approuver toutes les mesures dont la justice lui serait démontrée. De la part de Cempini, il n'y avait à craindre ni supercheries ni trahisons; on pouvait être sûr qu'ayant la justice seule pour guide, il suivrait pas à pas, bien qu'empiriquement, la logique de la révolution.

Mais l'homme politique du ministère, c'était Baldasseroni.

Baldasseroni portait au gouvernement des qualités rares, en Toscane, surtout chez un fonctionnaire; l'amour du travail et une patience infatigable, une volonté forte et persévérante, et le culte de sa fonction. Entré fort jeune dans les affaires, il s'était élevé, à force d'assiduité,

d'exactitude, et surtout de courbettes, des rangs les plus infimes aux postes les plus éminents de l'État. Devenu directeur général des douanes, Baldasseroni mit toute son énergie à corriger les abus sans nombre qu'avait engendrés la corruption du parasitisme fossombronien. Mais comme sa sévérité envers les percepteurs des impôts coupables ou négligents, ne servait qu'à accroître les rigueurs fiscales, déjà si intolérables, le nom du Caton de de la gabelle était arrivé au *nec plus ultrà* de l'impopularité; cette impopularité le suivit au ministère, et l'opposition libérale sut très habilement en tirer parti.

Élevé dans la bigoterie, Baldasseroni continuait d'observer les pratiques les plus minutieuses du culte ; il fréquentait les sacristies et les couvents; c'était son bonheur d'appartenir à des confréries et d'endosser le froc. Ces habitudes le mettaient en grande estime dans ce parti qui aurait voulu gouverner le monde avec le jésuite, avec le soldat et avec le sbire. Cependant, bien que ce fût au sein de ce parti qu'il eût puisé sa première foi politique, il ne lui était pas absolument inféodé. Il est certaines exigences de la réaction cléricale, auxquelles on ne pourrait, en Toscane, donner satisfaction, sans bouleverser de fond en comble l'organisation traditionnelle où se condense toute la vitalité de ce corps des fonctionnaires qui est la grande plaie du pays ; de telle sorte que le vrai réactionnaire toscan, le réactionnaire proprement dit, doit s'en défendre comme il se défendrait d'exigences révolutionnaires. Or Baldasseroni, fonctionnaire toscan avant tout, ne participait à la foi du parti *régio-clérical* que dans les limites où cette foi pouvait se concilier avec la religion de la fonction; il était prêt à seconder ce parti en toutes choses, pourvu qu'il n'eût pas à sacrifier l'oligarchie bureaucratique à l'oligarchie cléricale.

L'opinion publique s'était trompée en attribuant à Baldasseroni les entreprises des jésuites, qui signalèrent les commencements de son ministère. Certes, il était loin de se montrer hostile aux bons pères, et il tenait à vivre en bonne intelligence avec Rome; mais il n'avait nulle envie de soumettre le gouvernement à la domination cléricale. Il y avait un autre personnage engagé bien plus avant que Baldasseroni dans l'intrigue jésuitique ourdie par la grande-duchesse veuve, c'était le ministre de l'intérieur Paver. L'opinion publique avait vu plus clair en jugeant Baldasseroni entièrement dénué de sentiments italiens, plein de répugnance pour la liberté politique et pour toute réforme qui en eût l'apparence. Aussi l'étonnement fut-il grand quand on le vit se poser en ministre libéral et réformateur; mais, bien examiné, son réformisme n'était autre chose qu'une manœuvre habile de réaction.

La réaction serait perdue si elle ne savait prendre un masque à propos. Baldasseroni, esprit sans la moindre élévation, mais plein de ruses, avait compris que le moment était venu, pour la réaction, de commencer à se déguiser. — On parle de réformes? parlons de réformes, nous aussi... On parle de lois sur la presse? parlons, nous aussi, de lois sur la presse... Il est question de réformer la police? mettons en avant la réforme de la police... Il est question de la réforme des communes? parlons, nous aussi, de réforme des communes... Seulement, prenons nos précautions, afin que les paroles ne soient pas suivies d'effets, et que la presse garde le silence comme devant, et que les sbires ne cessent pas d'être les maîtres, et que les communes continuent d'avoir pieds et mains liés... Tel dut être, à peu près, le raisonnement de l'habile stratégiste de la réaction toscane. C'est pourquoi il n'avait pas

trouvé de son goût la loi sur la presse, telle que Ricasoli l'avait présentée à Cempini, aucune place n'y étant réservée à la police. C'est pourquoi, à peine les concessions faites, son unique préoccupation fut-elle d'empêcher les réunions populaires. Les démonstrations publiques eussent produit sur les sbires transformés en censeurs l'effet de la tête de Méduse, et fait sortir d'une réforme menteuse la liberté de la presse. Aussi Baldasseroni mit-il tous ses soins à briser en nos mains ce tout-puissant levier, afin que la réaction, déguisée en parti réformiste, restât maîtresse du terrain.

C'était, le 16 juin, l'anniversaire de l'élection de Pie IX. A Pise, on avait eu l'idée de saisir cette occasion pour une fête politique. Baldasseroni fut informé de ce projet. Je le rencontrai dans les escaliers du *Palazzo-Vecchio*, deux ou trois jours après les concessions du 1er juin, comme je me rendais auprès du bon Cempini, pour lui adresser mes félicitations. Il m'invita courtoisement à passer dans son appartement. J'eus beau me réjouir avec lui de la voie où le gouvernement était entré; j'eus beau lui parler du besoin qu'éprouvaient depuis longtemps les personnes sages du parti libéral, d'avoir la liberté de la presse, afin d'entreprendre l'éducation morale et politique du pays; j'eus beau insister sur l'honneur qui revenait aux ministres toscans, pour avoir donné satisfaction à ce besoin, Baldasseroni s'obstinait à faire la sourde oreille, et ne me parlait que des inconvénients de la fête que l'on préparait, à Pise, pour le 16 juin; il voulait que je prisse l'engagement de l'empêcher; et quels que fussent mes efforts pour donner un autre cours à l'entretien, il en revenait toujours là. Il finit par me dire: — *Nous n'aimons pas à voir ici ces messieurs* (les Autrichiens), *mais si vous nous y contraignez...* Sans lui laisser

achever sa phrase, je lui fis observer qu'on ne pouvait admettre une pareille hypothèse; mais, à part moi, je restai plus convaincu que jamais de la nécessité d'entretenir et d'exciter l'agitation populaire, pour conquérir promptement ce qu'on n'avait pas encore, et pour conserver les conquêtes réalisées. Quelle coopération sincère et spontanée pouvait-on espérer, à un mouvement pardessus tout anti-autrichien, de la part d'un ministre italien qui nous menaçait des Autrichiens, et admettait la possibilité de gouverner avec eux?

Baldasseroni usa de tous les moyens pour empêcher la fête. Il me fit parler par Capponi, dont il s'était rapproché dès cette époque, sachant très bien comment il devrait s'y prendre pour le gouverner à sa fantaisie. Il me fit écrire par Tabarrini et par d'autres; on s'adressait à mon amour-propre, cherchant à me montrer comme indigne de moi le rôle d'agitateur. Voyant l'inutilité de ces manœuvres, on publia le 14 juin, avant-veille de la fête, une loi contre les réunions populaires, qui rappelait l'âge d'or de la sbirocratie, et qui eût fait envie à Ciantelli lui-même(1). Que devions-nous faire? Nous soumettre? La soumission eût été, en ce moment, une faiblesse dont Baldasseroni eût trop bien su tirer profit, au grand préjudice du journalisme naissant; et déjà, dans la première réunion des censeurs, à Florence, le président du *buon governo* avait fait comprendre qu'il entendait être le maître. Je convoquai les chefs du peuple; nous décidâmes que la fête aurait lieu malgré la loi. Le chef de l'Université, Boninsegni, étant venu de la part du gouvernement pour s'informer de nos intentions, je lui annonçai la

(1) Ciantelli était le premier qui avait fait de la terreur avec les sbires.

détermination prise. Baldasseroni ne s'attendait point à tant d'audace; il en fut atterré. Il me fit écrire, par son secrétaire, Alberti, qu'il avait donné l'ordre au gouverneur de ne pas appliquer, pour cette fois, la loi sur les réunions, et de laisser fêter l'anniversaire de l'élection de Pie IX. Ainsi l'autorité populaire, indispensable pour protéger contre la police l'institution naissante de la presse politique, sortit victorieuse de la première attaque de la réaction.

La fête de Pise, du 16 juin 1847, fut la consécration du programme national du libéralisme toscan.

Après ces concessions, quelques personnes auraient voulu faire de Léopold II le rival de Pie IX. Cette tendance se manifestait, non-seulement à Florence, où résidait la cour, mais encore à Livourne, dans ce groupe de libéraux, fidèle écho de la pensée d'Henri Mayer. Protestant sincère, et très hostile à la cour de Rome, Mayer ne pouvait voir sans déplaisir ces ovations à un pape, et quoiqu'au fond républicain, il eût mieux aimé entendre acclamer le grand-duc. Tel était le but de la démonstration provoquée par lui après la promulgation de la loi sur la presse, démonstration dont le résultat avait été, ainsi que nous l'avons dit plus haut, diamétralement opposé à celui qu'avaient espéré les promoteurs. Pise résista à cette tentation de faire du patriotisme local, et fut constante à favoriser la prédominance de l'idée de Pie IX, qui contenait alors l'idée nationale.

Pour la première fois, à la fête du 16 juin, notre manifestation fut accompagnée de cris déterminés, de cocardes et de drapeaux. Le moment n'était pas encore venu d'arborer les trois couleurs; mais, au lieu des couleurs toscanes, nous adoptâmes les couleurs de Pie IX; et le cri *Vive Pie IX!* dominait tous les autres.

Dans un pays italien dont Pie IX n'était pas le prince, où les décrets du Quirinal n'avaient nulle autorité, ces couleurs et ces vivats avaient évidemment une signification nationale : ils étaient le présage du futur congrès italien, dont le vœu populaire destinait la présidence au saint pontife qui rétablissait l'unité entre les provinces divisées. D'ailleurs, le cri *Vive Pie IX!* était suffisamment commenté par les cris incessants de *Vive l'Italie* et *l'indépendance italienne!* Le cri *Vive Gioberti!* signifiait l'alliance de la philosophie et de la religion, et la séparation du catholicisme et du jésuitisme!

Nos paysans appelaient Gioberti le maître de Pie IX.

Un *vivat* surgit aussi en faveur des princes, un *vivat* que les républicains eux-mêmes pouvaient répéter sans apostasier: *Vivent les princes réformateurs!* Ce cri n'était pas un hommage à la personne; il n'était pas une profession de foi monarchique ; il applaudissait à l'acte par lequel tel ou tel prince se détachait, ou du moins semblait se détacher de l'alliance avec l'étranger, et entrer en communion avec l'Italie.

Toutefois, pendant que le peuple acclamait Pie IX avec un sincère enthousiasme, parce qu'il croyait à la spontanéité de ses concessions, comme il avait vu Léopold II ne céder qu'à la force, il répétait froidement le cri *Vivent les princes réformateurs!* et même, au lieu de ce cri, nous entendîmes plus d'une fois *Vivent les peuples réformateurs des princes!* Enfin, l'un des cris les plus enthousiastes était *Vive l'union!* Il n'exprimait pas le ridicule désir de réconcilier le loup avec l'agneau, ou de confondre l'erreur avec la vérité. Nous savions bien qu'il n'y avait pas d'union possible entre les oppresseurs et les opprimés; nous savions aussi que les idées ont besoin d'être divisées pour être fécondes; mais c'est un

grand obstacle à la création d'une force collective en Italie, que cette tendance à se morceler en sectes, en compagnies, en petites communautés, en individualités solitaires et ambitieuses. Nous voulions déterminer des courants d'attraction destinés à combattre les courants de répulsion du moyen âge; nous voulions que les rivalités d'individus, de communes, de provinces, de sectes, vinssent se fondre dans le sentiment enthousiaste de l'unité nationale.

Tout le long de l'Arno, les maisons étaient illuminées; une barque d'où s'élevaient d'enivrantes harmonies, parcourait le fleuve paisible. Ces harmonies étaient deux nouveaux hymnes nationaux, les premiers chantés en Toscane. La musique de l'un d'eux était du maestro livournin Campana; celle de l'autre, du maestro Regoli, de Pise; les paroles étaient de deux de mes meilleurs élèves, Eugène Sansoni, de Livourne, et Lorenzo Fabrucci, de Florence. En écrivant le nom de Lorenzo Fabrucci, au milieu de la scène magique de cette nuit, où les souvenirs de l'antique croisade se mêlaient aux pressentiments de la nouvelle, mon cœur se serre devant le douloureux spectacle d'un suicidé de vingt ans (1).

Je me suis arrêté sur cette fête de Pise, parce qu'elle fut un événement populaire d'une grande importance, après les concessions qui inaugurèrent une vie nouvelle en Toscane. Il ne faut jamais oublier, pour l'honneur de la démocratie, que chaque pas que l'on faisait était une

(1) Fabrucci renfermait, dans un corps frêle et maladif, l'âme d'un tribun et d'un soldat; l'un des plus ardents à accueillir l'espérance de l'affranchissement de l'Italie, il le chanta dans des hymnes et le défendit sur les champs de bataille. Après la restauration du grand-duc, il tomba dans le désespoir et se suicida.

de ses conquêtes, et que tout ce qu'accomplissaient les princes prenait une couleur de libéralisme, parce qu'ils subissaient l'influence des peuples. Qu'importe qu'aujourd'hui quelques pédants se moquent des fêtes politiques de la première période du réveil de l'Italie!

Ces fêtes faisaient l'éducation nationale des multitudes; elles les élevaient à la hauteur des idées nouvelles; elles étaient l'initiation libérale transportée, des mystérieux conciliabules des sociétés secrètes, sur la place publique. Et si, par la seule puissance de l'opinion populaire, se manifestant au moyen de chants et de réunions pacifiques, nous parvenions à imposer à nos ennemis, si nous les contraignions à venir à composition, sans luttes sanglantes, quel est le cœur, excepté celui d'une brute, qui ne veuille nous tenir compte de cette œuvre chrétienne? — Mais, les événements qui vont suivre attesteront que ce foyer pacifique fit éclater de grands actes d'héroïsme.

CHAPITRE XXVI.

LE JOURNALISME POLITIQUE EN TOSCANE.

C'est avec raison que, dans toute l'Italie, on considérait la création de la presse politique en Toscane, comme un événement dont la nation entière avait à se féliciter.

En Toscane, la libre discussion n'avait pas à lutter contre des ennemis aussi nombreux et aussi puissants qu'à Rome et à Turin. A Rome, les ambassadeurs des rois absolus, les cardinaux, les jésuites, pressaient incessamment Pie IX de leurs instances, pour qu'il fît taire les journaux. Charles-Albert permettait quelques tirades de nationalité, afin d'entretenir les espérances que les Lombards fondaient sur lui; mais il ne permettait pas qu'on discutât les actes de son gouvernement. Ainsi, dans ces deux États, c'est à peine si l'on pouvait dire que le journalisme politique commençait à poindre. La parole libre, on ne l'attendait que de la Toscane. Et cette attente, où l'on était, de l'initiative de la Toscane, était accrue par l'idée qu'on avait de sa suprématie dans la langue, et par l'opinion accréditée que, dans son sein, plus que partout ailleurs, avaient fleuri les esprits éminents dans la science politique.

Capponi et ses amis abandonnèrent l'idée du petit journal hebdomadaire; ils tentèrent, de concert avec Vieusseux, de fonder une revue mensuelle qui devait s'appeler le *Phénix*, annonçant par son titre la résurrection de l'*Antologie ;* mais ce projet ne se réalisa pas.

Ricasoli fonda le journal la *Patria:* Joseph Bardi, l'*Alba*; de mon côté, je fondai, à Pise, l'*Italia.* Plus tard parurent, à Livourne, *il Corriere livornese*, et à Sienne, *il Popolano.*

Le nombre des journalistes devint très considérable en Toscane. L'anarchie était à craindre; nous fûmes trois principalement qui parvînmes à imposer quelques règles à la discussion naissante : Salvagnoli, dans la *Patria;* La Farina, dans l'*Alba;* moi, dans l'*Italia.*

Jusqu'au moment où les réformes s'accomplirent, Vincent Salvagnoli, esprit très cultivé et d'une lucidité remarquable, s'était montré admirateur enthousiaste de la philosophie du XVIII[e] siècle, des traditions républicaines de sa patrie, et des souvenirs de la révolution française. Son culte pour la France allait si loin qu'il voulait écrire un livre sur la *suprématie française*, afin de prouver, l'histoire à la main, que, des assises de Jérusalem jusqu'au Code Napoléon, cette grande nation avait toujours la première provoqué et propagé les idées de la civilisation moderne. Il combattit dans les rangs de la démocratie; il conspirait avec les carbonari, en 1821 ; avec les Romagnols et les Bolonais, en 1831 ; en 1833, il ne fut pas étranger à la *Jeune-Italie*, et il eut à subir quatre mois de détention dans la forteresse de Livourne. L'épigramme qu'il maniait en maître, fut son arme d'opposition démocratique. Il condamnait, en termes sévères, le libéralisme qu'il appelait aristocratique, et dont les représentants étaient Gino Capponi et Cosme Ridolfi. Étant venu à Pise peu de temps avant la réforme sur la presse, pour me communiquer le manuscrit de son *discours sur l'état de la Toscane*, et me faire promettre ma coopération au futur journal la *Patria*, Salvagnoli me disait qu'il n'y avait rien à espérer de la molle Florence, que toute

la vie du peuple était dans les provinces ; aussi voulait-il faire du journal où il désirait ma collaboration, la tribune des provinces.

En politique, on peut s'égarer par deux voies opposées, mais également fausses : ou bien, en empêchant de réaliser des conquêtes, dans le présent, en vue d'un idéal dont l'exécution immédiate est impossible ; ou bien, en sacrifiant l'idéal même aux conquêtes du présent, en élevant à la dignité de principes les transactions inévitables avec les événements. La première erreur fait de l'homme politique un sectaire, et le relègue dans le monde de l'utopie ; la seconde en fait un apostat, et lui ferme la porte de l'avenir. Cette erreur fut celle de la prétendue école doctrinaire, et le doctrinarisme égara Salvagnoli devenu journaliste politique.

Autre chose était la transaction avec les princes, quand cette transaction était commandée à la démocratie par l'impossibilité de réaliser immédiatement l'idéal républicain, autre chose l'empressement à exalter le principe monarchique. Que si les princes qui tenaient dans leurs mains toutes les armes contraires à la liberté, en venaient spontanément, ou pour éviter un plus grand mal, à transiger avec la liberté, assurément la démocratie eût été insensée de persister dans son opposition, et de ne vouloir entendre parler ni de tolérance envers la presse, ni d'armes accordées aux citoyens, ni de parlements, ni de liberté communale, ni d'union nationale ; nous devions avoir foi dans l'accomplissement providentiel des destinées de la civilisation, et ne songer qu'au triomphe des principes, même en fussions-nous redevables aux concessions forcées de nos ennemis ; nous devions être convaincus que si les princes, en donnant la main à la liberté, honorent leur personne, ils ne forti-

fient pas la monarchie. Toute concession libérale est un pas dans la voie de la démocratie; nous pouvions donc compter que, de progrès en progrès, les princes réformateurs nous conduiraient à un résultat inévitable : ou bien, il viendrait un temps où, effrayés de l'inflexible logique de la révolution, ils essaieraient de retourner en arrière; alors la démocratie, armée de ses parlements, de sa presse, de ses fusils, se trouverait mieux préparée à la république, par l'abandon et l'évidente mauvaise foi des princes que par l'entreprise d'une conspiration républicaine; ou bien, fidèles à la première pensée qui les inspira, ils persisteraient à seconder le mouvement de l'opinion démocratique, et quand cette opinion serait parvenue à dépouiller de tout son prestige le principe de l'hérédité, l'idée d'une maison régnante, au milieu d'une société d'hommes libres, égaux et frères, deviendrait tellement absurde et ridicule, que le prince se transformant, par la force des choses, en citoyen, devrait spontanément reconnaître que l'élection populaire est la source unique de toute prérogative politique.

Il en était autrement de l'adhésion sympathique au principe monarchique. On s'engageait par là à conserver l'hérédité, pour la transmission de la fonction suprême, même dans le cas où le prince se montrerait hostile aux exigences les plus légitimes des peuples; c'était la négation de l'idéal républicain, comme régime normal de la démocratie. On pouvait pactiser avec les princes en restant démocrate; on ne pouvait exalter le principe monarchique sans devenir légitimiste. Salvagnoli eut le tort de prendre, comme journaliste, pour symbole de foi politique, l'alliance de la monarchie avec la liberté, à l'exemple des doctrinaires français de 1830, qui avaient proclamé la monarchie républicaine. Sans gagner la con-

fiance des monarchistes aux yeux desquels il resta toujours, ce qu'il était en réalité, un démocrate, il se sépara de la démocratie dont il eût pu devenir, par son intelligence et son savoir, un des chefs les plus éminents.

Propagateur de l'idée démocratique, le Sicilien Joseph La Farina considérait la réforme monarchique comme un premier pas dans la voie qui conduit au gouvernement populaire. Il se gardait donc d'attaquer la monarchie, au moment où un prince feignait de se rapprocher franchement de la liberté. Mais, pour cela, il ne proclamait pas la monarchie, le fondement de la nation. Exilé de Messine, La Farina était réfugié à Florence depuis plusieurs années ; d'heureux essais littéraires, principalement en histoire, avaient signalé sa plume facile et ardente. Il suivait le mouvement intellectuel des écoles françaises ; il osa exposer dans l'*Alba*, au grand scandale des *Georgofili*, une ombre de socialisme ; il laissa percer dans ses écrits sa haine profonde de la papauté, au moment même du plus grand enthousiasme pour Pie IX.

Je formulai mon programme par deux mots que j'écrivis en tête de l'*Italia : Réforme et nationalité.* — Le mot *réforme* signifiait la révolution intérieure de l'État toscan ; le mot *nationalité*, la création d'une personnalité italienne et l'expulsion de l'étranger. Ces deux mots, tout en déterminant le double but du mouvement, laissaient une telle latitude, qu'ils n'excluaient aucune des futures conquêtes auxquelles nous aspirions, et les gouvernements ne pouvaient les repousser comme factieuses. En proposant des réformes, j'entendais qu'on les opérât peu à peu, à mesure que l'opinion publique serait préparée à les demander et en état de les défendre ; aujourd'hui, des réformes concernant la presse et la garde nationale ; de-

main, suivant le progrès des événements, des réformes constitutionnelles, républicaines ou sociales. Sans préjudice de l'idéal démocratique, j'acceptais, en fait, les dynasties, comme un héritage de l'organisation du moyen âge, avec lesquelles nous pouvions temporairement transiger, pourvu que les princes consentissent à gouverner selon les exigences de l'opinion. Je ne posais pas la monarchie comme un principe, je n'en faisais pas l'un des éléments nécessaires de l'organisation sociale.

Salvagnoli eut pour collaborateurs, à la *Patria*, Lambruschini et Ricasoli, ainsi que deux jeunes gens d'une intelligence très remarquable : Marc Tabarrini et Clément Busi. Dans l'*Alba*, La Farina eut le concours de Atto Vannucci, Joseph Mazzoni, Henri Mayer, Barthélemi Aquarone. — Mes collaborateurs, dans l'*Italia*, étaient : Adrien Biscardi, intelligence d'élite, chargé de l'administration du journal ; Sylvestre Centofanti, Jean-Baptiste Giorgini, Jean Fabrizzi, et un groupe choisi d'amis qui, tous, autant qu'ils le pouvaient, nous prêtaient leur concours avec un généreux empressement. Quiconque est habitué à la vie des peuples libres, ne peut se faire une idée des difficultés qui s'opposent à la création du journalisme politique, dans un pays sortant de l'esclavage. Mais quels obstacles ne surmonte pas une volonté énergique ? — Il fallait de l'argent. — Nous nous réunîmes quinze ou seize et vidâmes nos poches, afin de pourvoir aux frais des premiers numéros du journal à 40 francs chaque numéro. Voilà pour la question pécuniaire. — Il fallait monter un bureau. Je fis de ma maison le bureau du journal..... Il fallait des employés distributeurs ; n'ayant pas de quoi les payer, les premiers jours, nous fîmes nous-mêmes le service. Les mêmes personnes qui écrivaient les articles, allaient à la censure,

surveillaient l'impression, pliaient les numéros pour les abonnés, mettaient les adresses.

Les taupes de la police, effrayées du grand jour de la publicité, tentèrent de nous jouer un tour de leur façon. Peu de jours après la fondation du journal, une querelle ayant eu lieu à Sienne entre étudiants et soldats, le *buon governo*, qui voulait, selon l'usage, laisser le voile sur ce fait, défendit à la censure de Pise d'en autoriser la narration.

Le censeur Bonaini, à qui je soumis moi-même l'article relatif à cet événement, me donna connaissance des instructions secrètes qu'il venait de recevoir. La liberté de la presse était perdue si nous subissions cette première atteinte à la loi. Je rédigeai, sous les yeux du censeur, une protestation que lui-même, quoique visiblement déconcerté, ne put s'empêcher d'approuver. Le président Cempini avait été de bonne foi dans les concessions accordées, et il détestait la duplicité ; après avoir lu la protestation de l'*Italia*, il déclara à des personnes respectables que le ministère était entièrement étranger à cette circulaire, et il manda à Florence le professeur Bonaini pour savoir de quelle façon elle lui était parvenue. Je fus enchanté de pouvoir prendre acte de la déclaration du ministère, de faire retomber sur la police tout l'odieux de l'affaire, et de saisir cette occasion de mettre en avant le *delenda Carthago* qui devint le tolle général de tout le journalisme contre la présidence du *buon governo*.

Le président court furieux chez le grand-duc, et accuse vivement le ministère ; le ministère n'a pas de peine à le convaincre de calomnie ; le censeur, sur le silence duquel avaient compté les auteurs introuvables de la circulaire, qui espéraient faire de lui leur bouc

émissaire, trouva que c'était trop longtemps jouer le rôle de dupe. Il prit donc, dès ce moment, l'excellent parti de passer tout à tout le monde, que la loi parlât ou qu'elle se tût, qu'il eût ou non reçu des instructions. On essaya un autre coup de circulaire secrète contre la presse de Florence ; mais ayant appris que les journalistes florentins menaçaient d'une protestation semblable à la nôtre, on laissa marcher les choses, et ainsi la censure préventive resta une pure formalité.

Les journaux toscans acquirent une très grande autorité à l'intérieur et à l'extérieur ; il n'était pas de petite localité où il n'en parvînt quelqu'un, et les jours de fête, les populations réunies sur les petites places des villages, en écoutaient la lecture avec avidité et recueillement. Le peuple saluait dans le journalisme l'avénement de la justice. Les plus arrogants réactionnaires, entendant incessamment résonner à leurs oreilles ce nouveau refrain : *maintenant il y a des journaux*, s'en allaient tout tremblants et la tête basse. La parole du journaliste gouvernait l'opinion et déracinait des esprits les préjugés et les haines séculaires. Je n'aurai rien à ajouter, quand j'aurai dit que la presse, en prêchant l'émancipation des juifs, poussa le peuple de Livourne à embrasser dans ses sentiments de fraternité, même ces hommes dont ils avaient été jusqu'alors les ennemis mortels. Le plus populaire de tous les journaux, l'*Alba*, circulait sur les places publiques; la *Patria* était le journal des bourgeois et des fonctionnaires ; l'*Italia*, celui de la jeunesse éclairée et du clergé libéral.

On comprenait très bien qu'aux yeux effrayés du roi de Naples et de l'empereur d'Autriche, ce journalisme fût pire que la peste. Aussi, vit-on sans étonnement que les deux majestés établissent un cordon sanitaire sur les

confins de leurs *malheureux* États, pour les préserver de l'invasion du fléau qui désolait la Toscane; mais ce qui causa une grande surprise, ce fut l'interdiction aux journaux toscans de pénétrer en Piémont, où il avait été fait tant de fracas pour ce semblant de liberté, accordé après l'avénement de Pie IX, à l'*Antologia* de Predari, et au *Mondo illustrato* de Pomba. A part ce qui pouvait entrer ailleurs par contrebande, l'État du pape était le seul qui restât ouvert aux journaux toscans; et ces journaux y firent un grand bien, car ils disaient tout ce que la censure de cet État interdisait aux journalistes indigènes.

Cette autorité morale, dont fut investi le journalisme toscan dès son début, tenait surtout à la dignité et à la sagesse qui signalèrent sa conduite dans cette première période. Nous convînmes avec La Farina et Salvagnoli de ne pas faire de polémique; autant cette résolution eût été insensée et impraticable, une fois le pays engagé dans les luttes du gouvernement parlementaire, autant nous devions la juger sage et utile, à ce moment où la presse était en même temps un gouvernement, une chaire, une tribune, tout enfin; elle obligeait d'alimenter le journal par de graves expositions de principes; elle éloignait le danger des discussions irritantes et factieuses; elle imprimait à la presse l'auguste caractère d'un enseignement sacerdotal. Et il arriva que, malgré nos profonds dissentiments sur certains points théoriques, nous nous retrouvions d'accord sur le terrain de l'application.

Nous placions tous l'idée nationale au-dessus de l'idée municipale; tous, nous défendions la liberté de la parole; tous, nous voulions obtenir la garde nationale, des municipalités électives, des conseils provinciaux, une consulte du peuple avec voix délibérative; nous évitions

les paroles qui divisent; nous recherchions celles qui unissent; nous repoussâmes unanimement la distinction entre modérés et exaltés; nous proscrivîmes le mot même de *parti*, parce que, dans son acception la plus vulgaire, il désigne plutôt une association factieuse, que l'union et l'apostolat au profit d'une idée.

Cette haine de l'esprit de faction sous quelque voile qu'il se déguisât, força les premiers coryphées du *modérantisme* à modifier leur langage. D'Azeglio avait fait circuler un de ses manuscrits ayant pour titre : *Programme du parti modéré.* Après avoir effacé les mots *modéré* et *parti*, il publia son œuvre sous le titre opposé : *Programme de l'opinion nationale.* — Balbo et Orioli s'étaient irrités contre moi, parce que je niais la distinction des deux prétendus partis libéraux qu'ils avaient signalés. Ils se ravisèrent et se mirent à proclamer qu'il n'y avait point d'exaltés, et que tous les libéraux italiens étaient des modérés. Cette guerre persévérante à l'esprit de faction, aux sociétés secrètes et à tout ce qui en avait l'apparence, eut pour effet de conserver à la résurrection italienne son caractère national.

Quand je me reporte, par la pensée, à l'été de 1847, et que je songe comment la moindre imprudence pouvait briser la frêle tige de la liberté renaissante; quand je considère tout le bien que nous aurions empêché, tout le mal que nous aurions fait si, au lieu de maintenir la presse dans cette noble réserve qui imposait le respect à ses ennemis mêmes, nous avions, comme il arriva plus tard, lâché la bride à tous les grossiers désordres du langage, je reste plus que jamais convaincu que la loi morale est l'unique loi des nations; j'ose affirmer que du ministère sacré de la parole, survivant seul à la ruine morale de toute autre autorité, dépendra, selon que les hommes

dignes de l'exercer abonderont ou feront défaut, le réveil plus ou moins prochain de l'Europe.

Il y a, pour l'apostolat politique, des moments de consolations ineffables, large compensation aux longs travaux, aux douleurs qui l'accompagnent ! Je ne trouve pas de paroles pour exprimer l'émotion qui me saisit, lorsqu'enfin il me fut donné de nommer un journal créé par moi, du nom si cher qui avait tant passionné mon âme de jeune homme, de ce nom inspirateur des poëtes et des héros, invoqué dans les dernières convulsions du Spielberg et dans le dernier cri des Bandiera... du saint nom d'Italie! — Quelle immense conquête ! Alors, dans l'effusion de ma joie, je bénis la foi robuste qui traverse, sans se laisser vaincre par le découragement, ces instants difficiles où, sur le seuil de l'avenir, s'accumulent, semblables aux tourbillons sombres et glacés de l'hiver, les froides calomnies, où les meilleurs se troublent et se prennent à douter s'il vaut la peine de s'immoler pour les hommes, instants où le Christ lui-même ploie sous le fardeau de la croix ! Et il n'y a pas toujours là un Cyrénéen pour lui venir en aide!

Mais ce qui faisait ma consolation suprême, c'était d'avoir pu conquérir sans violence, cette liberté de la presse, qui, dans d'autres pays, avait coûté des flots de sang; non que mon âme se refuse aux luttes extrêmes, quand la cruauté des autres y contraint les bons citoyens, mais parce que je considère comme un inestimable bienfait de la Providence, de pouvoir avancer dans la civilisation sans recourir aux moyens de la barbarie.

CHAPITRE XXVII.

GARDE NATIONALE.

Une fois les journaux obtenus, il nous fallait des fusils; mais avant d'aller plus loin sur les affaires de la Toscane, jetons un coup d'œil sur ce qui se passait à Rome.

Le cri de *vive Pie IX* avait fait en quelques mois le tour du monde; athées et mahométans, juifs et chrétiens, protestants et catholiques, pour peu qu'ils eussent du cœur, tous pleins de joie et d'espérance, tenaient leurs regards attachés sur Rome; jamais on ne crut si prochaine la réalisation de la prophétie évangélique: *ils seront un seul troupeau et un seul pasteur*, que dans ces jours où les ambassadeurs de la démocratique Amérique et de l'autocratique Orient, se rencontraient sur les marches du Quirinal, allant porter à Pie IX le tribut de leur admiration. C'est alors qu'on vit Pierre Giordani, chef de l'athéisme italien, lui qui ne pouvait parler des prêtres sans répéter son éternel refrain, *ils sont tous les mêmes*, élever jusqu'aux nues *cette merveille de pape*, ainsi qu'il appelait Pie IX: c'est alors que Chekib-Effendi, ambassadeur de Turquie, parcourait les rues de Rome, le portrait de Pie IX suspendu sur sa poitrine, et de temps en temps il le baisait avec effusion, et des larmes d'attendrissement coulaient de ses yeux.

Mais les éminences, les excellences, les révérences et toute l'écume des ex-commissaires, des ex-maltôtiers, des ex-centurions, pour qui c'était la fin des félicités

grégoriennes, se dépitaient au milieu de ce concert d'hosanna à Pie IX, qui résonnait à leurs oreilles comme un glas funèbre; ils se recommandaient, dans leurs prières, à la providence de Metternich, afin qu'il vînt les délivrer de ce démon qui, déguisé en souverain pontife, mettait le monde sens dessus dessous. Pendant ces jours mémorables, le cardinal Orioli disait à un Français de qui je tiens l'anecdote : « La nuit dernière, j'ai fait un rêve affreux qui, grâce à Dieu, a eu un heureux dénoûment. J'ai vu le Vatican en flammes ; mais des légions de blonds chérubins sont descendus du ciel, et après que le palais a été réduit en cendres, ils l'ont rebâti en un clin d'œil, plus beau que jamais. » Et puis, il se mettait à discourir sur les périls auxquels s'exposait l'Église, et il ajoutait, le doigt tourné vers l'Autriche : « *En tous cas, nous avons là-bas deux cent mille soldats.* — Ne serait-ce pas là par hasard, répliquait le Français, ces blonds chérubins qui sont apparus en songe à Son Éminence? » Et le cardinal répondait par un ricanement satanique. Sur la liste des espions de l'Autriche, trouvée dans les archives de la police de Milan, après la révolution de 1848, nous avons lu le nom révéré de ce prélat.

A ce même moment, lord Ponsomby, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, écrivait à lord Palmerston qu'il tenait de Metternich que le gouvernement du pape, effrayé de voir la révolution marcher à pleines voiles, avait fait sonder les intentions du gouvernement de l'empereur, afin de savoir si, au besoin, il lui prêterait main-forte. Quant à moi, je ne crois pas que Pie IX fût alors dans le complot. S'il eût réclamé lui-même le secours de l'Autriche, Metternich eût été trop heureux de le crier par-dessus les toits; mais si Pie IX ne conspirait pas personnellement, son gouvernement conspirait,

les éminences les plus considérables conspiraient, le secrétaire d'État, cardinal Pascal Gizzi, conspirait. Ce dernier s'était acquis un renom de libéralisme pour avoir refusé, du temps de Grégoire XVI, de se faire, à Forli, l'exécuteur des *ordres féroces* du cardinal Lambruschini; et d'Azeglio, dans son opuscule sur *les affaires de Rimini*, avait fait de lui un tel panégyrique, qu'il l'avait, pour ainsi dire, mis à la mode. Aussi, quand Pie IX le nomma secrétaire d'État, crûmes-nous faire une grande conquête. Mais, à part quelques réformes insignifiantes, qu'il eût volontiers concédées, à la façon de M. Guizot, il ne voulait entendre parler ni de gouvernement représentatif, ni de révolutions italiennes; et comme il avait vu que tout hymne à Pie IX aboutissait au même *Gloria Patri* : la *sécularisation* de Rome et la *délivrance* de la Lombardie, il préparait, d'accord avec Metternich, un piége à ces prétendus papistes dégénérés. Ses détestables intentions se révélaient clairement dans ses circulaires.

Le peuple qui, dans les temps de révolution, possède un merveilleux instinct pour se faire lui-même sa police, devina la conjuration austro-cléricale, et il murmurait entre ses dents un terrible : *c'est nous qui ferons le dénoûment*. Une inquiétude générale agitait les esprits, surtout depuis le manifeste du 22 juin, où Gizzi posait le *nec plus ultrà* du système de réformes de Pie IX. On pressentait quelque infernale machination prête à éclater. Sur ces entrefaites, eurent lieu dans l'église de *San Andrea della Valle*, les funérailles d'O'Connell, mort à Gênes, hélas ! tandis qu'il venait visiter Pie IX. L'oraison funèbre fut prononcée par le père Ventura. L'orateur sacré, donnant en exemple la vie d'O'Connell, enseignait que le chrétien n'est pas tenu à une obéissance passive; qu'il doit, quand le gouvernement prévarique, lui tenir tête et non se

laisser fouler aux pieds; il louait les Romains d'avoir perfectionné la méthode de l'agitateur irlandais, en inventant, pour pousser Pie IX aux réformes, une sorte d'agitation qu'il qualifiait du nom d'*amorosa;* et il terminait en jetant du haut de la chaire ce cri : « *Demandez, demandez toujours !* » Louis Masi, et quelques autres de ces agitateurs *amorosi*, qui se trouvaient dans l'auditoire, ne furent pas sourds à ce conseil ; ils sortirent de l'église en toute hâte, répétant partout les paroles du frère, et en un tour de main tout fut mis en branle : feuilles clandestines, pétitions, députations, pour demander la garde nationale. Le pape ne tarda pas à céder. Gizzi, après avoir vainement remué ciel et terre pour empêcher cette mesure, voyant que les choses allaient au rebours de ses desseins, finit par déposer son portefeuille; et à peine eut-il le pied hors du ministère, qu'il se mit à épuiser contre Pie IX son vocabulaire d'injures. Le saint-père appela à lui succéder le cardinal Gabriel Ferretti.

Le décret armant les citoyens était rendu. Toutefois, la mauvaise volonté des fonctionnaires était si grande, que Dieu sait quand le peuple aurait eu des armes, s'il ne les avait prises lui-même. Un événement providentiel fut cause que la garde nationale romaine s'organisa plus vite que personne ne s'y attendait.

Le soir du 14 juillet, un cri fut répété dans toute la ville, c'est qu'on venait de découvrir une conspiration *des obscurantistes.* C'est ainsi qu'on désignait alors les ennemis de la réforme. Les conjurés devaient enlever le pape, et faire une *Saint-Barthélemy* des libéraux ; on lit sur des affiches les noms des chefs ; on raconte qu'entrés secrètement et cachés dans Rome, les plus audacieux bandits du bourg de Faenza, ce fameux repaire des centurions *Sanfedistes*, attendent armés de leurs poignards. Certaines

maisons sont signalées comme renfermant des dépôts d'armes; la colère du peuple est à son comble; des groupes furieux parcourent les rues de la ville à la lueur des torches, pénètrent de force dans les maisons suspectes dont ils visitent tous les recoins. Les personnes désignées à la vindicte populaire voient l'imminence du péril; les unes parviennent à se cacher, d'autres gagnent les frontières à toutes jambes; pour d'autres, la prison devient le plus sûr asile. Le père Ventura, par l'autorité de sa parole, empêcha la multitude exaspérée de mettre le feu à un superbe hôtel où l'on disait qu'était caché Minardi, le plus détesté valet de la police grégorienne, éhonté et ignoble libertin, face affreuse, âme plus laide encore.

Au milieu de ce déchaînement de passions, ceux qui, la veille, s'étaient montrés les plus hostiles à la garde nationale, applaudissaient maintenant des deux mains à cette brave et honnête jeunesse qui prenait les armes, conjurait cette terrible tempête populaire, et mettait leurs personnes hors de danger. Ainsi fut mise sur pied, en un clin d'œil, la garde civique romaine, au milieu des bénédictions universelles, où se distinguait l'enthousiasme de ceux-là mêmes qui avaient tout fait pour en empêcher la création!

Le nouveau secrétaire d'État, Gabriel Ferretti, visitait les gardes nationaux et prononçait le fameux *montrons que nous nous suffisons à nous-mêmes*, qui fut le prélude du fameux *Italia farà da sè;* ridicules bravades des cardinaux et des rois, que l'idée de l'alliance des peuples frappait de terreur.

Le gouverneur de Rome, monsignor Grossellini, ayant pris la fuite, sous l'inculpation d'avoir trempé dans le complot, son successeur, monsignor Morandi,

promit de sévir contre les coupables, et donna l'ordre de commencer contre eux un *grand procès*. Cette ardeur démagogique des cardinaux et des monsignori excitait l'admiration de la foule; les libéraux se calmèrent, satisfaits de se trouver armés, plus satisfaits encore des bonnes razzias opérées par la police.

Les conjurés de Rome s'étaient probablement concertés avec l'Autriche, pour qu'au moment où ils se jetteraient sur la capitale, la garnison autrichienne de Ferrare fût prête à contenir les provinces. En effet, dans la matinée du 17 juillet, c'est-à-dire le lendemain de l'anniversaire de l'amnistie, le jour même où, selon la rumeur publique, devait éclater la conjuration, huit cents Croates et une soixantaine de Hongrois, armés de trois canons, entrèrent dans Ferrare, tambour battant, mèche allumée, et allèrent s'installer sur la place publique. Le peuple, sans s'émouvoir, se mit à regarder ce déploiement de forces comme il eût regardé une innocente parade, ne cessant de crier *vive Pie IX!* ce qui était le plus cruel outrage qu'il pût leur faire.

Le cardinal Ciacchi, gouverneur de la ville, se plaignit de cette démonstration au général Ausperg, commandant du fort. Mais celui-ci fit pire encore. Quelques jours après, il manda au cardinal qu'il voulait que la ville fût gardée par ses soldats et non par les citoyens. Le cardinal ayant répondu qu'il s'y opposait, le général autrichien, sans plus s'inquiéter de l'avis du gouverneur, exécuta bientôt ce qu'il avait annoncé. Le cardinal protesta, et Pie IX approuva ces protestations de Ciacchi qui produisirent une profonde sensation dans toute l'Europe. En Italie surtout, à ce moment où le peuple relevait le drapeau guelfe, une querelle entre le pape et l'empereur était une bonne fortune qui mettait le comble à tous les vœux.

Metternich avait deviné juste, quand il écrivait dans une *note* du 2 août 1847 au comte Dietrichstein, que sous le drapeau des réformes, nous tendions à la fusion des États italiens en un seul corps politique, ou tout au moins à une fédération d'États soumis au gouvernement suprême d'un pouvoir central. C'est avec la même perspicacité qu'il ajoutait, dans cette note, que la monarchie n'entrait pas dans les projets des chefs du mouvement, *parce qu'à défaut de tout autre motif propre à éloigner de leur esprit l'idée d'une Italie monarchique, il suffisait pour eux de cette raison pratique que le* ROI POSSIBLE *de cette monarchie ne se trouvait ni au delà ni en deçà des Alpes.* Et en vérité, si disposés que nous fussions, en ce moment, à sacrifier la forme du gouvernement à la conquête de la nationalité, et à accepter la royauté comme instrument de délivrance, nous voyions trop clairement qu'aucun des princes régnants n'aurait le courage de se mettre à la tête de la nation. Il faudrait donc, de toute nécessité, sous peine de laisser ce grand corps sans direction, convoquer une *diète*, une *constituante*, une *convention*, un *congrès* (le nom importe peu), un pouvoir central enfin, de création populaire; or, donner à ce pouvoir le commandement des armées, la puissance législative suprême, et le privilége de représenter extérieurement la nation, ne serait-ce pas, sauf le nom, faire de l'Italie une république, alors que l'autorité royale des différents États se trouvait réduite à néant, soit par les libertés intérieures déjà conquises, soit par l'effet de la transmission de toute prérogative souveraine, au pouvoir central ?

Mais Metternich commit une grande faute en engageant la lutte avec Pie IX. Précisément parce qu'il avait deviné que, sous le voile des réformes, se préparait une révolu-

tion nationale, et que tôt ou tard serait troublée l'harmonie qui régnait entre le peuple et le pape, il devait attendre l'occasion favorable; il devait se réserver la possibilité de se poser en défenseur de l'autorité papale, quand les exigences toujours croissantes du parti libéral forceraient enfin Pie IX à répondre par un refus énergique. En faisant éclater son mécontentement avant l'heure, il fortifiait la révolution de tout le prestige de la papauté, et il nous faisait, à nous révolutionnaires, la partie admirable, en nous laissant jouer le rôle de conservateurs. L'habileté du Machiavel aulique..... fut cette fois en défaut.

L'outrage fait à Ferrare fut l'étincelle révolutionnaire; un *tolle* général s'éleva contre les Autrichiens; autant la crainte avait étouffé jusqu'au murmure, autant chacun se fit un devoir sacré de laisser éclater contre eux son indignation. N'étaient-ils pas les ennemis de Pie IX? N'avaient-ils pas jeté l'insulte à son nom vénéré? Le cardinal Ciacchi n'avait-il pas dénoncé à l'Europe leur esprit d'envahissement et de domination? Nous commençâmes à dire librement tout haut ce qu'à peine nous osions dire tout bas.

A propos de *Ferrare*, je mis en avant, dans le journal l'*Italia*, la question de l'*affranchissement* de la Lombardie. L'*Alba* sonna à toutes volées contre l'oppresseur étranger; et cet élan ne s'arrêta pas aux paroles. Le comte Joseph Baldelli, modèle de vertu civique, mit tous ses soins à organiser une légion de volontaires toscans, destinée à être offerte à Pie IX, en cas de guerre contre l'Autriche. Dans les magnifiques cathédrales, comme dans les plus modestes églises de village fut chanté le *Te Deum*, pour rendre grâce à Dieu d'avoir fait avorter la conjuration de Rome, et nous affections de

répéter deux ou trois fois le verset *salvum fac populum tuum*, parce que le cri de délivrance signifiait : *chassons les barbares*.

A Florence, le gouvernement refusa l'autorisation de chanter le *Te Deum* dans la cathédrale; mais à l'heure des offices, l'église se remplit de monde, et une voix superbe, s'élevant du milieu de la foule, entonne le *Te Deum*. A ce signal enthousiaste d'un étudiant de l'hôpital de *Santa Maria Nuova*, l'immense chœur de la multitude ébranle les voûtes du temple, et le prêtre, entraîné à son tour, récite l'*oremus* final, en dépit de la prohibition.

Voyant que la révolution se retranchait dans les églises, Baldasseroni interdit aux prêtres toute fête extraordinaire non autorisée par le gouvernement; mais les curés répondaient que les pouvoirs du gouvernement s'arrêtaient au seuil de l'église; à Pise, le curé Valli protesta contre cette mesure, au nom de la liberté religieuse; et le peuple accourut en foule sous les fenêtres du presbytère, battant des mains et faisant retentir l'air de ses acclamations. Quel revers de médaille! Les mêmes hommes qui, sous le règne de Grégoire XVI, alors que le saint-père exilait, emprisonnait, égorgeait les libéraux, étaient plus papistes que le pape, et se signaient scandalisés, aux mots seuls de *droits royaux*, de *joséphisme*, de *léopoldisme*, de *gallicanisme*, il fallait les voir maintenant que le pape montrait quelques velléités d'évangélique mansuétude; ce n'était plus à leurs yeux l'*alter ego* du Père éternel, et, pour nous chasser de l'Eglise, ils étaient trop heureux de pouvoir invoquer *droits royaux*, *joséphisme*, *léopoldisme* et *gallicanisme*.

Des armes! des armes! ce fut le cri universel. C'est au moyen de la presse clandestine que nous avions d'abord demandé la garde nationale. Le journal l'*Alba*, à peine

fondé, l'avait demandée à son tour. Après la création de la garde nationale romaine, les professeurs et les étudiants de l'hôpital de *Santa Maria Nuova* eurent recours aux pétitions. Cet exemple donné par les villes fut bientôt suivi par les communes qui envoyèrent aussi leurs pétitions. Le gouvernement résistait. Il consentit bien à instituer une consulte d'État; il abolit la peine de mort; il opéra quelques autres réformes utiles; mais, quant à la garde nationale, il n'en voulait pas entendre parler. Metternich écrivait notes sur notes pour tenir en bride le grand-duc: « Résistez, lui disait-il, aussi longtemps que vous pourrez, et à la fin, jetez-vous dans les bras des princes de votre race. » Le fils du président du conseil des ministres Cempini figurait au nombre des pétitionnaires; cette énormité donna lieu à des remontrances diplomatiques. L'ambassadeur d'Autriche s'en plaignit au grand-duc, le grand-duc au ministre, le ministre à son fils, et celui-ci, pauvre garçon, entraîné par sa piété filiale, effaça son nom de la pétition, au grand scandale de ceux qui ne lui tenaient pas assez compte du sacrifice que cette détermination dut lui coûter.

Les pétitions écrites ne suffisant pas, on fut forcé d'en venir aux démonstrations de la place publique. Florence fit la sienne, splendidement mise en scène par Antoine Mordini; d'autres villes suivirent l'exemple de Florence. Mais la démonstration qui donna le coup de grâce, ce fut celle de Livourne.

Depuis qu'Henri Mayer avait, dans cette ville, le premier poussé la multitude à célébrer publiquement la loi sur la presse, Livourne était restée agitée comme les flots qui battent ses rivages. Chaque jour de fête, vers le soir, la *piazza grande* se remplissait de peuple. Les plus bruyants se rassemblaient sous les fenêtres du gouver-

neur, l'appelant à grands cris jusqu'à ce qu'il vînt sur le balcon, s'entretenir familièrement avec eux ; et s'il ne paraissait pas, Dieu du ciel ! quel tonnerre de vociférations et d'injures ! S'il arrivait que, pour dissiper les rassemblements, on rangeât la troupe sur la place, le peuple entourait et embrassait les soldats. Un soir, le général de Laugier, étant venu parader à cheval, pour imposer à la multitude, il fut accueilli par un concert de sifflets, et c'est en ce moment que, faisant allusion à ses allures d'histrion, on lui infligea le surnom de *Medoni*, comédien du théâtre *Diurno*. Les amis d'Henri Mayer, depuis l'insuccès de leur première et malencontreuse manifestation, ne se souciaient plus de descendre dans la rue ; ils laissèrent sans direction ce mouvement désordonné, ce qui commençait à inquiéter, non-seulement les hommes qui tremblent de tout, mais aussi les plus raisonnables.

Pendant que s'agitait cette question de la garde nationale, il se forma une nouvelle société ayant pour chefs G. Paolo Bartolommei et l'avocat Giuliano Ricci. G. Paolo était un petit gentilhomme de famille corse, plein de cœur, brave comme un soldat, et la fleur des honnêtes gens. Giuliano était un esprit très cultivé et plein de ressources, discoureur abondant, excellente et aimable nature, légiste intègre, très versé dans les matières municipales, et auteur d'un livre sur les communes, qui fait honneur à l'Italie.

Ceux-ci voyant que le gouvernement faisait la sourde oreille, réunirent leurs amis pour aviser au moyen qui le forcerait bien à entendre. Afin de donner à leurs réclamations une autorité sans réplique, ils engagèrent la multitude à stationner sous les fenêtres *de la maison* où avait lieu leur réunion : — LA GARDE CIVIQUE, criait-on

en chœur de la rue. — Ricci répond qu'ils sont là précisément pour délibérer sur les moyens de l'obtenir. — VIVE L'AVOCAT RICCI. — Après quelques minutes, le chœur reprend : UNE DÉPUTATION A FLORENCE, et Ricci de reparaître sur le balcon, et de promettre qu'une députation ira à Florence.

« — Tout de suite !

» — Tout de suite.

» — Désignez-en les membres ?

» — Vous !

» — Et les autres ? »

Quelques voix désignent les députés. L'acclamation populaire adopte les noms du maire comte Lardarel, de G. Paolo Bartolommei, de l'avocat Ricci, et de quelques autres honorables citoyens. Quoique l'heure soit avancée, on veut qu'ils partent sur-le-champ ; le peuple les accompagne à la station du chemin de fer et leur répète : « Revenez avec le décret instituant la garde nationale, sinon la ville se soulèvera. » Tel est l'*ultimatum* de Livourne.

Ministres et grand-duc en étaient à leur premier somme. La députation fait lever Cempini, et lui déclare *ex abrupto* qu'il faut se décider entre la garde nationale et le soulèvement de Livourne. Ainsi surpris, Cempini s'emporte, et demande si c'est là un procédé loyal, de venir mettre le couteau à la gorge au gouvernement. Mais les députés se contentent de répondre par un mouvement d'épaules voulant dire : le peuple le veut ainsi, nous sommes ses ambassadeurs, et l'ambassadeur n'est pas responsable. — Le bon Cempini ne tarde pas à se calmer ; il court au palais Pitti réveiller le grand-duc, et il lui fait connaître l'*ultimatum* des Livournins : OU LA GARDE NATIONALE, OU LA RÉVOLUTION, — ce qui pour le

prince signifiait : OU LA GARDE NATIONALE OU LES AUTRICHIENS.

L'Angleterre s'opposait à l'intervention des Autrichiens, tant qu'ils ne seraient pas appelés par les princes. Léopold, refusant la garde nationale, était donc forcé de faire entrer en Toscane, par une demande officielle de sa part, une armée autrichienne. Mais comment jeter le masque en face de Pie IX, en face de Charles-Albert, salués tous deux princes italiens, et après s'être posé lui-même en prince réformateur? Le courage lui manqua.

Les députés, joyeux et triomphants, retournèrent à Livourne.— Et c'étaient ces mêmes hommes qui, plus tard, se sont donné le titre de *parti modéré*. Et voila cette époque, si étrangement travestie par certaines légendes qui nous montrent princes et peuples ne faisant qu'un, Léopold prodiguant spontanément ses concessions, les Livournins s'abstenant de toute manifestation sur la place publique, et l'infernal génie démagogique non encore déchaîné, avec ses CONSTITUANTES, ses MINISTÈRES DÉMOCRATIQUES, pour faire de la société un affreux chaos et frapper de terreur les souverains!

CHAPITRE XXVIII.

FÉDÉRATION POPULAIRE.

A cette même époque, Charles-Louis de Bourbon, duc de Lucques, fut aussi contraint de se jeter, tête baissée, dans la réforme.

Celui-ci était un petit tyran humoriste, le plus bizarre personnage qui se puisse imaginer; à l'âge où cette tête fantasque était en pleine ébullition, il se mit à parcourir les capitales de l'Europe, et dans ces immenses sentines de Vienne, de Paris, de Londres, de Naples, il ramassait pour en faire ses compagnons de plaisirs, les mauvais sujets de tous les pays, en attendant qu'il en fît les chambellans de sa cour, et qu'il les mariât à sa guise; et ses folles dépenses, c'étaient les pauvres habitants de son royaume lilliputien qui les payaient. Sa grande manie était de faire de la théologie, et il se piquait d'en savoir là-dessus bien plus long que les prêtres. Il renia d'abord le pape pour Luther; puis Luther pour Photius; il avait érigé, dans son palais, une chapelle schismatique du rite grec; mais dans les derniers temps, il s'était refait catholique, et comme il passait une grande partie de l'année à Camaiore, il y fréquentait beaucoup le couvent des Franciscains, dissertant dogmatiquement de liturgie avec le père gardien, allant au chœur chanter la messe et les vêpres avec les frères. Cela ne l'empêchait pas de détester cordialement Pie IX, et les libéraux lui ayant demandé l'autorisation de fêter l'anniversaire de son élection, il s'en tira spirituellement en décrétant que

désormais l'anniversaire de l'élection de tous les papes serait célébré, à Lucques, dans tous les siècles des siècles.

Charles-Louis écrasait les Lucquois de charges intolérables, et ces charges ne suffisaient même pas à payer ses dettes. Le bruit courait qu'il faisait des emprunts au duc de Modène. Il avait été prendre dans le personnel de ses écuries, pour en faire son ministre des finances, l'Anglais Thomas Ward. Pour comble de malheur, il retirait du collége, à ce même moment, son unique fils, satané vaurien, plus déplaisant encore que le père, sans qu'il eût rien de son talent, irrespectueux envers sa mère, se délectant à dire des paroles grossières, insultant les vieillards, vexant, dans les rues de la ville, les pauvres diables qui, le voyant venir bride abattue, se garaient tout effrayés et lui tiraient leurs chapeaux.

L'agitation de la Toscane fut contagieuse. Les jeunes Lucquois, liés avec nous au moyen de la presse clandestine, en particulier Eugène Giorgi et Angiolo Bertini, entreprirent résolûment d'opérer la réforme dans Lucques. Ils fêtèrent Pie IX; ils fêtèrent l'anniversaire de la victoire de Legnano; en même temps, ils répandaient à profusion les *foglietti* (1) et les journaux toscans, sans se laisser intimider ni par les sabres des carabiniers, ni par la prison; ils exhumèrent une constitution que le duc, après avoir juré de l'octroyer, avait laissé dormir dans les cartons. Cette trouvaille fit naître des scrupules dans l'esprit de l'avocat Fornaciari, président de la Rote: n'y avait-il pas quelque arbitraire à rendre la justice au nom d'un prince absolu qui aurait dû être constitutionnel? Fornaciari a le courage de rappeler au duc ses de-

(1) On n'a pas oublié que c'était le nom donné aux petites feuilles publiées par la presse clandestine.

voirs. Le duc le destitue. L'exemple de Fornaciari pique d'honneur même de vieilles bonnes gens qui montrent des velléités d'opposition. Les prisons regorgeaient de jeunes gens estimés et aimés de tous ; les familles les réclamaient. Le conseil d'État se réunit pour aviser...

Le duc était à la campagne, à quatre milles de la ville. On était au 1er septembre. Pendant que la multitude attend sur la place la décision du conseil d'État, le bruit se répand que quelques prisonniers du fort de Viareggio sont en liberté et reviennent à Lucques. A l'instant toute cette foule court à leur rencontre.

La nouvelle était fausse; mais une fois hors de la ville, le peuple se décide à aller lui-même demander la réforme au duc. Le marquis Mazzarosa se présente à lui au nom du peuple ; il le trouve troublé, pâle, tremblant de tous ses membres : *Que veulent-ils?* disait le duc, allant et venant, plein d'agitation, dans sa chambre; *je signe tout, donnez-moi ce papier, mais que ces messieurs ne montent pas... Je vous en prie, monsieur le marquis, dites leur que je signe tout, pourvu qu'ils ne montent pas ici..* Et le marquis écrivit, séance tenante, un *motu proprio* en quelques lignes où Louis s'exprimait ainsi :

« Nous voulons régner sur vous, non par la terreur, » mais par l'amour; non par la force, mais par les bien- » faits; voilà pourquoi nous vous ouvrons notre cœur » paternel. Nous sommes donc disposé à mettre sans » retard à l'étude tout ce qui peut contribuer à votre bon- » heur, jaloux de marcher sur les traces de nos voisins » les Toscans qui s'avancent d'un pas prudent, mais » résolu, dans la voie des réformes. En attendant, nous » annonçons l'institution de la garde nationale... Ayez » pleine confiance dans ces affectueuses paroles de votre » père et souverain qui veut sincèrement le bien de vous

» tous, et qui, pour l'assurer, se concertera avec ceux » de vos concitoyens que vous honorez plus particuliè» rement de votre sympathie et de votre estime. »—Louis signa, sans dire un mot, le perfide mensonge.

La multitude triomphante porte à Lucques le *motu proprio;* sur la place Saint-Michel, où se pressent des flots de peuple, le prêtre G. Bastiani entonne le *Te Deum;* la foule tombe à genoux, et l'hymne au Dieu sauveur retentit dans toute sa magnificence, au moment où le soleil disparaît sous l'horizon.

Le lendemain, les trains du chemin de fer de Livourne à Lucques furent remplis, du matin au soir, de groupes de Livournins et de Pisans allant fêter, avec leurs frères de Lucques, leur réveil à la liberté. Cet événement fut le premier signal donné aux fédérations populaires de la Toscane. Et c'est dans cette fédération de Lucques, qu'un motif étrange fit arborer, pour la première fois en Italie, le drapeau tricolore.

Nous avions dans le cœur le culte des trois couleurs italiennes, mais nous ne songions pas encore à les adopter publiquement; nous aurions craint de fournir prétexte à nos ennemis de proclamer contre nous la *croisade de l'ordre*, surtout au *Journal des Débats* qui, dans ce temps-là nous attaquait si vivement qu'on l'aurait dit payé par l'Autriche. Le petit duc de Lucques, soit pour faire du scandale, soit pour braver Pie IX, peut-être par l'instinct de la peur, ou tout bonnement par un pur caprice, fit arborer au palais du commandement militaire qui dépendait de lui, un beau drapeau vert, blanc et rouge. On s'imagine quelle profusion ce fut, à l'instant, de grandes et petites bannières, de cocardes et de nœuds tricolores; tout ce qu'il y avait à Lucques de rubans blancs, rouges et verts dans les magasins et dans les maisons, l'enthou-

siasme public le consacra à cette fête nationale ; c'était vraiment l'iris italien où resplendissait, comme un sourire du ciel, la sereine beauté des gracieuses femmes de Lucques.

Hors de Lucques, cette résurrection des trois couleurs fit sur les libéraux, des impressions diverses : ceux qui n'écoutaient que les généreux instincts de leur cœur, saluèrent, dans des transports de joie, le symbole de l'union italienne, but unique de leurs ardents désirs, sans calculer si, choisir ce moment pour accomplir cet acte de foi, ce n'était pas compromettre, au lieu de hâter la réalisation de cette grande unité nationale ; ceux dont l'état normal est de trembler de tout, et qui du moindre fêtu font une poutre, croyaient toucher à la fin du monde ; ceux qui joignaient au courage la prudence, qui voulaient avancer, mais d'un pied sûr, n'étaient pas sans inquiétude, soit à cause des divisions qui menaçaient d'éclater dans notre camp, lorsqu'il eût été si nécessaire que peuple et gouvernement se montrassent étroitement unis, soit parce qu'en réalité il pouvait bien y avoir là-dessous quelque piége tendu par le petit Bourbon.

Des masses de lettres m'arrivèrent de toutes parts. Giusti, Capponi, Farini, me suppliaient d'user de mon crédit pour faire disparaître les trois couleurs. Pierre Vieusseux m'écrivait : « Cher Montanelli ! à quoi pensent donc ceux » qui arborent le drapeau tricolore? Ne voient-ils pas » qu'ils favorisent trop bien les vues de l'Autriche, et » qu'en effrayant les princes italiens, ils rendent impos- » sibles la ligue, l'union, la fédération si ardemment dé- » sirée ! Quand nous serons parvenus à former cette ligue, » on pourra sans inconvénient proposer un drapeau uni- » que pour la fédération, et certes toutes mes sympathies » seront pour le blanc, le rouge et le vert ; mais en ce

» moment, le drapeau tricolore est considéré comme le » signe révolutionnaire du mouvement dirigé contre » toute puissance italienne, et l'arborer, c'est frapper de » terreur non-seulement Charles-Albert, mais aussi » Pie IX, à la grande joie de Metternich, de Guizot et de » Rossi, et de tous ces diplomates qui ne veulent s'occu- » per de nos affaires que pour en préparer la ruine. Au » nom de Dieu, usez de toute votre influence et de toute » votre éloquence pour faire entendre raison aux Livour- » nins, aux Pisans, aux Lucquois. Qu'ils déploient toutes » les bannières qu'ils voudront, celle de Toscane, celle » de Lucques, celle du pape, celle de la Sardaigne, même » celle de Naples qui tôt ou tard sera avec nous. Qu'ils » composent des étendards où toutes ces bannières se » trouvent réunies, confondues, combinées de mille fa- » çons; mais qu'ils renoncent pour le moment à ce sym- » bole tricolore qui peut nous faire tant de mal, diplo- » matiquement parlant, et susciter de si funestes divisions » au sein de l'Italie qui a tant besoin d'union et de force. » Tout cela, je vous le dis également au nom de Thouar » et d'autres amis communs. Je vous le répète, je ne » puis avoir aucune confiance dans les princes de Luc- » ques, surtout dans le petit prince général, et je crains » fort les conséquences d'une démonstration dont l'ini- » tiative vient de lui. Adieu, je vous embrasse et j'espère » en vous. Votre très affectionné, VIEUSSEUX. »

Ces considérations de la part d'un homme que j'estimais profondément et que je savais peu accessible à la peur, avaient sans doute une grande portée; cependant il fallait se garder de froisser les instincts populaires et cette aspiration à faire de l'Italie un seul corps, symbolisé par le drapeau tricolore. Tout l'esprit de notre révolution était là; aux yeux du peuple, les bannières des

États étaient autant de signes de division; en vain aurait-on prétendu donner à la nation, pour symbole populaire, un drapeau bigarré contenant un peu de tout; et puis, les trois couleurs italiennes apparaissaient consacrées par les glorieux souvenirs, illustrées par une longue suite de martyres. Quel émouvant spectacle pour toute âme italienne! Toutes les bouches répétaient les beaux vers de Berchet, sur les couleurs nationales (1).

Il faut le reconnaître, si d'un côté on avait commis une imprudence en relevant, en un pareil moment, le drapeau que portait, en 1831, Sercognani marchant contre Rome, une fois ce drapeau déployé, quel outrage n'eût-ce point été, et par conséquent quelle imprudence de l'exclure de notre fédération! Il faut que l'homme d'État tienne compte de tout, et que pour éviter un péril, il ne s'expose pas à un péril plus grand; en temps de révolution, ce n'est pas toujours comme on veut qu'on gouverne la force révolutionnaire, mais seulement comme on peut. Pour ne pas perdre l'autorité morale indispensable à quiconque est appelé, pour sa part, à cette difficile mission, il importe d'éviter toute apparence de petitesse et de timidité; la prudence même des modérateurs doit toujours, autant que possible, être accompagnée d'une certaine audace.

C'est en Italie surtout, cette patrie du peuple poëte par excellence, dans cette Italie où rien de grand ne s'est fait, ni ne se fera sans poésie, qu'on ne parviendra pas à exclure des calculs de la politique, les élans enthousiastes des multitudes. Le discours de Vieusseux fût

(1) Il *verde* la speme tant'anni pasciuta;
Il *rosso* la gioia d'averla compiuta;
Il *bianco* la fede fraterna d'amor.

venu à propos dans notre petit cercle intime, mis en demeure de délibérer avant le fait accompli, s'il serait ou non opportun d'arborer les trois couleurs; mais depuis que le drapeau national flottait sur la place publique, c'eût été peine perdue que de résister à cet entraînement; le tribun qui l'eût tenté, se serait assurément fait siffler.

J'avais pour ce drapeau, je l'avoue, un faible inexprimable; et comme d'ailleurs j'étais pénétré de cette règle qu'en politique, la raison d'État peut dicter des conduites diverses, suivant qu'on se trouve à la veille ou au lendemain des événements, je ne m'opposai pas au déploiement du drapeau tricolore; mais en même temps, pour montrer qu'en ressuscitant la bannière nationale, nous n'entendions pas nous séparer de Pie IX et de Rome, je proposai d'y joindre le jaune, la couleur de Pie IX.

Cet expédient concilia toutes choses. Dans les fédérations qui se formèrent successivement, on vit en grand nombre les bannières quadricolores, en plus grand nombre encore les trois couleurs ornées de la croix jaune; et même, les trois couleurs brillaient souvent sans mélange; mais, la transition une fois trouvée (ce qui est un grand point en politique), ces couleurs nationales n'effrayaient plus personne, et bientôt elles restèrent maîtresses du terrain.

Après Lucques, Pise fit sa fédération le 6 septembre. Délégué à Livourne avec quelques autres Pisans pour inviter les Livournins à cette fête nationale, je haranguai la multitude en plein air, des degrés de la cathédrale. C'était la première fois que je parlais au peuple, et je ne puis donner une idée de l'émotion qui me saisit quand l'immense foule, pressée autour de moi, répéta d'une seule voix, les dernières paroles de mon discours: *l'Italie*

est ressuscitée! Ivre de joie, je descendis et me mêlai à la foule, et alors quels transports, quelle effusion! comme on se disputait le bonheur de m'embrasser au cri enthousiaste : *l'Italie est ressuscitée!* En passant devant le palais du gouvernement, j'aperçus à une fenêtre le chef de la police, l'auditeur Carpanini, sbire de la moins méchante espèce, qui contemplait mon triomphe d'un air mêlé de tristesse et d'ironie, comme voulant dire : *Galilée, tu as vaincu!* Au milieu des cris populaires, je cherchai celui qui, moins que tout autre, devait blesser ses oreilles, et alors, par un mouvement chevaleresque de démagogue, je le saluai en criant : *Vive Léopold II, prince réformateur!* Et le voilà forcé de me faire entendre par des gestes sympathiques, qu'il était de tout cœur avec moi.

Je me souviens avec attendrissement de l'heure où, à Pise, du haut de mon balcon, je fis prononcer, par les patriotes accourus à la fédération, le serment national. Le ciel était orageux. Les quais de l'Arno, ce magnifique amphithéâtre dont ma maison occupait le centre, étaient tout resplendissants de bannières flottantes. La mienne, celle que j'avais préférée, c'était la bannière nationale noire, symbole du deuil de la Lombardie..... Je demande aux fédérés si, au jour du danger, nous nous retrouverons réunis, comme nous le sommes au jour de fête; je demande aux mères et aux pères s'ils enverront leurs fils au champ de bataille, et la foule répondait : Nous le jurons! Je demande aux prêtres s'ils béniront nos armes, s'ils sonneront le tocsin, j'entends encore leur promesse sacrée : Oui, oui, nous le jurons! Je repris à mon tour : Nous serons tous à notre poste! Alors, les bras élevés, les mains étendues, les joues inondées de larmes, trois fois la multitude me répondait par un cri immense et unanime qui retentit toujours au fond de mon cœur..... Et cet

enthousiasme n'était pas un feu de paille. Ces braves, je les ai rencontrés sur les champs de bataille de la Lombardie, faisant face à l'ennemi, et me rappelant, transportés de joie, ce jour et ces promesses, pendant que les balles autrichiennes sifflaient à nos oreilles..... et nous présentions nos poitrines.

Le 8, la fête fédérale eut lieu à Livourne.

Comme j'étais sur la place, je vis la foule se presser sous un balcon où était apparu Guerrazzi, dans l'intention de parler au peuple.

Guerrazzi était resté étranger à l'agitation qui avait produit la réforme. Il menait une vie très retirée, et exerçait, avec un grand éclat, les fonctions d'avocat. Les frères Bartolommei, ses clients et ses hôtes, étaient du nombre des rares personnes qu'il admettait dans son intimité. Voulant le rattacher au mouvement politique, ils envoyèrent vers lui une petite députation de leurs amis pour l'engager à parler au peuple.

Le discours de Guerrazzi, quoique plein de fortes pensées, et admirable dans la forme, ne laissait pas éclater de ces mâles accents qui auraient répondu à notre ardeur patriotique, à l'effusion fraternelle qui nous réunissait en ce moment. L'auditoire en fut comme glacé et le lui prouva par son accueil. Quelques paroles surtout de l'éloquent orateur avaient fait sur la multitude une impression fâcheuse; il était urgent de la détruire; la circonstance m'inspira. Lucien Bartolommei qui se trouvait sur le balcon d'où Guerrazzi avait prononcé son discours, m'apercevant dans l'attitude d'un homme prêt à parler, me fit signe d'aller à lui; je montai aussitôt, et c'est du balcon même que je haranguai le peuple.

Si j'eusse parlé de la place, mon discours eût eu toutes les apparences d'un duel de tribuns, et aurait peut-être

élevé entre Guerrazzi et moi une barrière politique insurmontable; mais ayant parlé de la même fenêtre, nous fûmes pris pour deux intimes; et quand nous parûmes sur la porte, la multitude nous enveloppa dans une ovation commune; pour la première fois nos deux noms étaient associés dans ses acclamations.

Depuis nos réunions de la *Jeune-Italie*, c'est-à-dire depuis douze ans, j'avais eu l'occasion de voir Guerrazzi tout au plus cinq ou six fois, et encore n'était-ce pas pour des motifs politiques; bien que nous en fussions à nous tutoyer, il n'y avait pas entre nous des rapports intimes, et, ce jour-là, je le revoyais pour la première fois depuis deux ou trois ans. Pendant que, mêlé à la foule, je l'entendais prononcer son discours, je n'aurais jamais imaginé qu'une heure plus tard, nous parcourrions ensemble, bras dessus, bras dessous, les rues de la ville, suivis par des flots de peuple. Les révolutions rapprochent et séparent les hommes sans tenir compte de leurs prévisions; et c'est folie de penser que les alliances politiques se règlent froidement, comme les contrats qui groupent les noirs sur les marchés de l'Amérique.

Dans ces fêtes fédérales, il faut le dire, on ne songeait pas plus au grand-duc que s'il n'eût pas existé; deux grandes figures y régnaient sans partage, l'Italie et Pie IX. Le gouvernement, pour donner à la fête fédérale de Livourne les apparences d'une fête grand-ducale, avait insidieusement choisi le jour où devait être inaugurée une statue de Léopold II, œuvre du sculpteur Demi, élevée sur la nouvelle place nommée *del Voltone*. On y avait dressé un superbe amphithéâtre, d'où le gouverneur devait prononcer un discours, comme on dit, *analogue à la circonstance.*

Je ne pouvais supporter l'idée que la fédération populaire de Livourne ressemblât à une démonstration de courtisans, et je ne voulais pas laisser échapper cette belle occasion de faire de la propagande libérale, au milieu de ces immenses populations, accourues surtout des campagnes environnantes. Je me glissai, sans y être invité, sur l'estrade du gouverneur, et je m'installai très résolûment, au milieu de ce monde officiel et guindé. Les consuls des nations étrangères étaient là en habits de cérémonie chamarrés sur toutes les coutures.

Le gouverneur fait son panégyrique en l'honneur de Léopold..... A peine a-t-il fini, que je m'avance, comme si c'était à mon tour de parler; les applaudissements éclatent de toutes parts, et le peuple, comme le chœur antique, accompagne chacune de mes paroles de ses vivats nationaux. Le professeur Ferrucci, près de moi sur l'estrade, s'évertue à réchauffer le peuple en faveur de la statue. Mais plusieurs fois je reprends la parole, appelant toujours les pensées de la multitude sur une seule chose, l'Italie : ce fut pour Léopold un échec absolu, un triomphe éclatant pour l'Italie.

Le consul de France, charmant homme dont j'avais fait la connaissance au banquet en l'honneur de Cobden, ne pouvant se dispenser de me dire quelques mots de politesse, maintenant que nous nous retrouvions en face l'un de l'autre, se contentait, pour ne pas se compromettre, d'admirer la beauté de ma langue; mais je le forçai de sortir de sa prudente réserve, en lui demandant ce que dirait le *Journal des Débats* de nos affaires; il me répondit qu'il n'y avait plus de doute pour lui que ce mouvement ne fût un mouvement national; qu'il en informerait M. Guizot, ce qui peut-être déciderait les *Débats* à changer de ton.

Mais le mouvement national était précisément ce qui déplaisait à M. Guizot. En effet, Guillaume Libri, poursuivant ses diatribes, représenta la fête de Livourne comme un carnaval révolutionnaire, travestit mes discours, et affectant l'indignation de l'honnête homme scandalisé, écrivit que les capucins s'embrassaient, dans les rues, avec les femmes de mauvaise vie..... Quelle infamie!

Après la cérémonie de la statue, je me mêlai à la foule du peuple qui, au son de la musique militaire, accompagnait processionnellement le gouverneur jusqu'à son palais. Une première file était composée du gouverneur, de l'auditeur du gouvernement, du commandant du port, du président du tribunal et de quelques autres fonctionnaires; puis venait en seconde ligne François Ruschi, maire de Pise, un homme superbe, de famille jacobine, lancé alors sans réserve dans le mouvement révolutionnaire. Il faisait plaisir à voir, portant dans ses mains une belle bannière nationale. Je lui donnais le bras, et de l'autre côté j'avais à mon bras Guerrazzi. C'était la phalange révolutionnaire; partout, sur notre passage, éclataient les acclamations de la multitude; aux fenêtres, les femmes, agitant leurs mouchoirs, nous saluaient par nos noms. Les triomphateurs romains, nous disions-nous à l'oreille, traînaient leurs prisonniers à leur suite; nous les poussons devant nous.

Ce fut le 12 que Florence eut sa fédération. Toutes les communes de la Toscane y envoyèrent leurs députations. Des groupes d'artisans, de journalistes, de prêtres, de femmes, parcouraient, en ordre parfait, les rues de la ville, bannières déployées, avec des devises exprimant les vœux les plus ardents du peuple: *affranchissement du joug étranger*, *liberté municipale*, *armement immédiat*,

ligue italienne. Deux cents gardes nationaux, récemment armés, arrivèrent de Bologne. De petites troupes de Français, de Suisses, d'Américains, mêlant à nos bannières leurs bannières nationales, célébraient la fraternité de l'Italie au nom de la fraternité des peuples.

Qui est-ce qui dira l'enthousiasme de cette journée? Chaque cri du peuple retentissait comme un hymne sacré, partout où la multitude, ivre de joie, rencontrait un grand souvenir: dans le temple de *Santa-Croce*, sous les portiques d'Orcagna, sur la tombe du Dante, devant la demeure de Jean-Baptiste Niccolini, gloires antiques, gloires vivantes, ainsi confondues dans cette sublime effusion. On voyait sous les *uffizzii*, la statue de Ferrucio, un drapeau tricolore à la main, et le mot *liberté*, inscrit sur le frontispice du palais *Vecchio*, rappelait l'antique commune à la nouvelle. Le grand-duc parut plusieurs fois sur la terrasse du palais, pour saluer la multitude rassemblée sur la place Pitti; les princesses se confondaient en gracieuses démonstrations, et les ministres Paver, Baldasseroni et Cempini assistaient en habit de cérémonie au baptême de la liberté. « Que vous en semble? demandait, sur cette terrasse, Cempini à Ridolfi. — Ceci, répondait Ridolfi, n'est que le prélude. »

Les députations des communes se rendirent près du grand-duc pour le remercier de l'institution de la garde nationale. Le comité de Florence, ordonnateur de la fête, m'avait fait adresser, par Léopold Cempini, l'invitation écrite de me mettre à la tête des députations, et de porter la parole en leur nom devant le souverain. Je refusai, soit par instinct républicain, soit pour ne pas me donner les airs d'un *chef de parti*, tant j'étais convaincu que le bien qu'il m'était possible de faire par mon influence sur les personnes qui spontanément m'honoraient de leur

confiance, serait inévitablement diminué, dès que j'affecterais publiquement une suprématie artificielle, et que je deviendrais, comme c'est le sort de tous les chefs de parti, l'esclave de mes propres partisans. Ce fut l'avocat Antoine Mordini, président du comité directeur de la fête, qui présenta la députation au grand-duc. Celui-ci leur adressa ces paroles : « L'amour que je n'ai cessé de » montrer à la Toscane me rend digne et certain de son » amour ; ainsi, comptant sur une entière communauté » de sentiments et d'efforts, j'ai la confiance de pouvoir » poursuivre mon dessein tendant à procurer à *la nation* » *toscane* toute la prospérité que font espérer la situa- » tion du pays et les précieuses qualités de ses habi- » tants. »

Quand tous les cœurs étaient pleins de la grande idée de l'Italie, cette *nation toscane*, dans la bouche du monarque, fut une fausse note. Cet habile stratégiste réactionnaire de Baldasseroni, avait, en ces jours-là, inventé une langue à l'usage de la réaction. Dans les proclamations, dans les discours, dans les lois, il parlait à tout propos, *de nation, d'indépendance, de patrie commune.* Il voulait passer, aux yeux des libéraux, pour *un Italien* déterminé ; tout en se réservant de pouvoir dire à la diplomatie, qu'il entendait parler de nation, d'indépendance, et de patrie toscane, et pas le moins du monde *de l'Italie.* Léopold se trahit maladroitement, lorsqu'au lieu de nation tout court, il lui échappa de dire la *nation toscane.* Mais, après le compliment verbal, vint l'amplification écrite, et là, on essaya de se rattraper, au moyen de l'invention Baldasseronienne, *la patrie commune.* « Au » généreux élan des cœurs (disait le grand-duc dans une » proclamation du 13) doit succéder la calme réflexion » de l'esprit. Que chacun retourne paisiblement à ses

» propres affaires, à son industrie, à son commerce ; et
» pleins de confiance, reposez-vous sur votre prince du
» soin des affaires publiques ; après avoir, sans retard,
» donné à l'institution de la garde nationale tout le dé-
» veloppement nécessaire, il s'efforcera, par la révision
» des codes déjà ordonnée, par l'amélioration des insti-
» tutions municipales, par l'organisation de l'instruction
» publique, et par toutes les autres mesures gouverne-
» mentales jugées opportunes, de réaliser les avantages
» moraux et matériels que nous désirons tous pour la
» *patrie commune*. »

C'étaient paroles perdues. Cet entraînement passionné vers la fédération, qui s'était emparé des villes, gagna bientôt les campagnes. Jusqu'alors, presque toutes les communes rurales avaient gardé vivaces et implacables, les unes contre les autres, leurs antiques inimitiés, et tout trophée de guerre civile était pour elles une relique sacrée. La longue tyrannie qui finit par étouffer les grandes et généreuses passions du moyen âge, avait laissé subsister les petites et misérables passions de cette époque.

Qu'il fut beau le réveil de la conscience populaire, secouant ce long héritage de barbarie ! Les fédérations des États brillèrent comme un sourire du ciel, présage de paix entre ces haines séculaires. On voyait le dimanche, au milieu de la plaine verdoyante ou sur le sommet d'une colline, s'élever un autel ! les habitants des deux communes ennemies, accourus sur leurs confins, se jetaient dans les bras les uns des autres, échangeant le baiser de paix ; les communes limitrophes venaient prendre part à la fête ; les sociétés philharmoniques des *dilettanti*, établies en Toscane presque dans chaque village, entonnaient des chants de guerre. Les *ciceruacchi*

— ainsi se nommaient les chefs du peuple des plus petits hameaux, à l'exemple du chef du peuple de Rome — étaient les ordonnateurs de la fête; les docteurs de village se transformaient en tribuns ; les poëtes populaires improvisaient des odes à Pie IX, *à l'union*, *à l'Italie*.

A ce réveil des instincts belliqueux, surgissaient les grandes figures des défenseurs de l'antique république de Florence, et au-dessus de toutes, celle de François Ferruccio, objet d'un culte enthousiaste. Vers les premiers jours du mois d'août, un groupe de jeunes gens était allé en pèlerinage à Gavinana, où Ferruccio mourut en combattant. Je transcris avec un saint respect l'histoire de ce qui se passa dans ce lieu, d'après une lettre d'un témoin oculaire, qui lui-même, héroïque imitateur de François Ferruccio, mourra en combattant, le 29 mai, à Curtatone.

« Il était cinq heures du matin. La cloche appelait la » pieuse population à la messe, quand une commission » vint, au nom des visiteurs, prier le curé de vouloir » bien célébrer le saint sacrifice, pour le repos de l'âme » de notre héros ; l'excellent curé se rend à leur désir ; » les jeunes gens assistent avec recueillement au sacri- » fice. Puis, à la fin, le digne pasteur se tournant vers » le peuple : nous allons, dit il, réciter un *De Profundis* » pour le salut de l'âme d'un illustre concitoyen qui a » bien mérité de notre patrie. — Et toute l'assistance » émue répétait chaque parole du psaume sacré, qui » s'élevait comme des profondeurs de l'âme. Le saint » office terminé, on alla visiter ces vallées couronnées » de forêts ; en creusant le sol çà et là, on découvrit des » ossements qui furent emportés comme des reliques » sacrées. Puis, réunie sous l'ombrage des marronniers, » la foule écouta le récit de ce grand acte (le *siége de*

» *Florence*). Quel sujet d'étonnement et d'intérêt, ce » fut pour tous de voir l'attention que prêtaient à » cette lecture quelques-uns de ces bons villageois, et » la connaissance parfaite qu'ils avaient de ces événe- » ments, et les précieuses indications qu'ils donnaient » sur les lieux consacrés par le souvenir, et leur langage » expressif et passionné.

» Recevez les salutations de votre

» très affectionné, R. BONFANTI. »

Bonfanti était un jeune homme de Pistoie, à peine âgé de vingt ans, étudiant à l'université de Pise; âme ardente, en même temps qu'il cultivait avec succès les études philosophiques, il promettait un beau nom à la patrie. Quand il écrivait ces paroles : — *en divers lieux furent trouvés des ossements qu'on emporta comme des reliques de saints*, — peut-être pressentait-il que bientôt sur un autre champ de bataille, non moins glorieux que Gavinana, les Italiens chercheraient de saintes reliques, les siennes et celles des braves tombés avec lui!

Au mois d'octobre, le pieux pèlerinage à Gavanina fut plus nombreux et plus solennel. Le culte consacré à la mémoire du grand Italien Ferruccio était le même dans toute l'Italie. On m'écrivait de Rome :

« Cher Monsieur,

» Le peuple de Gavinana recevra, pour le 10 octobre, » une bannière portant cette inscription : — le peuple » romain à la mémoire de Ferruccio. — Espérant, cher » Monsieur, que vous serez du nombre des Italiens pa- » triotes qui assisteront à la fête du héros de la li- » berté, nous pensons qu'il vous sera agréable de pré- » senter ce drapeau au nom du peuple romain, et d'être

» l'interprète des sentiments de fraternité et d'union
» qui lui ont inspiré cette démarche; nous adressons
» la même prière à MM. Antonio Mordini de Florence,
» l'avocat Julien Ricci de Livourne, le chevalier Au-
» guste Gori Pannilini de Sienne, don François Vannetti
» de Pistoie, les frères Cini de Saint-Marcello.

» Veuillez, de concert avec ces patriotes, répondre fra-
» ternellement à notre désir, et croyez à toute notre af-
» fection et notre estime.

» Rome, le 6 octobre 1847.

» PIERRE STERBINI. — LOUIS MASI. — PHILIPPE MEUCCI. — JOSEPH DEL FRATE. — MATHIAS MONTECCHI. — TÉRENCE MAMIANI. »

Je ne pus aller à la fédération de Gavinana; Mordini déposa, sur la tombe du Léonidas toscan, le drapeau de Rome. Cet hommage des Romains fut comme une réparation de l'antique iniquité papale; Joseph Arcangioli, professeur de littérature au collége de Prato, lut à l'assemblée les pages brûlantes où François Guerrazzi raconte les faits glorieux du siége de Florence; et les infamies des Médicis, et le drame sanglant, semblaient reprendre vie aux yeux de la foule; le souffle d'automne agitait les châtaigniers séculaires, et à travers les lueurs crépusculaires de la forêt, les grandes ombres des vigoureux rameaux promenant sur le sol leurs vagues ondoyantes, ressemblaient à des légions d'esprits errants en de mystérieuses évolutions... on eût dit les héros républicains, morts dans ce lieu, venant s'associer invisibles, aux saints transports du réveil de l'Italie.

CHAPITRE XXIX.

CHANGEMENT DE MINISTÈRE. — MOUVEMENTS DE LUNIGIANA.

Depuis la dernière agitation pour la garde nationale, il n'y avait vraiment plus de gouvernement. Léopold et ses trois auxiliaires, Paver, Baldasseroni et Cempini, n'étaient plus grand-duc et ministres que pour la forme. En réalité c'étaient les libéraux qui gouvernaient.

A Florence, le petit conseil devenu le maître du pays, tenait ses réunions chez le digne patriote italien, le marquis Ferdinand Bartolommei. C'étaient ces mêmes jeunes gens groupés autour de Charles Fenzi, que nous avons déjà salués luttant intrépidement dans la presse clandestine; leur nombre s'était accru de quelques hommes de cœur, entre autres, de Ferdinand Zanetti et d'Émile Cipriani, très habiles médecins, tous deux professeurs à l'hôpital de *Santa Maria Nuova*, et la perle des honnêtes gens. Le petit conseil était présidé par Antoine Mordini, qui, après les séances, avait coutume de se rendre au palais *Vecchio*, situé dans le voisinage, où il transmettait au ministère du grand-duc, sans en avoir l'air, les ordres de la réunion Bartolommei; la vérité est que Mordini rendit alors, par ses efforts intelligents, d'éminents services au pays; il avait pris un grand ascendant sur les ministres et sur Baldasseroni lui-même, en se montrant plus rusé diplomate que lui.

Il ne suffit pas de vaincre; il faut savoir sagement user de la victoire. Depuis que le parti libéral pouvait

dicter la loi au gouvernement et lui imposer ses volontés, le difficile était de ne vouloir que ce qui était raisonnable, et rien au delà.

Guerrazzi fut d'avis qu'il fallait, sans retard, demander la *constitution;* et dans ce but il publia une brochure ayant pour titre : *Parole al principe et al popolo* A l'exemple de Guerrazzi, don Neri Corsini, gouverneur de Livourne, ayant été appelé, par le grand-duc, à faire partie du ministère, déclara qu'il n'accepterait pas d'autre mission que de doter la Toscane d'institutions représentatives. Salvagnoli pensait comme Guerrazzi et comme Corsini; mais il s'abstint d'en parler dans son journal la *Patria.*

Ma règle, à moi, pour tout ce qui concernait la révolution intérieure, était de ne jamais perdre de vue les grands intérêts de toute l'Italie ; ne voulant pas séparer la cause toscane de la cause italienne, j'estimais très périlleuse une résolution quelconque qui, tout en assurant un progrès à la Toscane, nous exposait à perdre les conquêtes nationales déjà réalisées, ou, pour le moins, empêcherait ces conquêtes de s'étendre aux autres États de l'Italie.

Les Autrichiens guettaient l'occasion de mettre le pied en Toscane ; la constitution leur en eût fourni le prétexte. En effet, Metternich soutenait que le grand-duc était le simple *usufruitier* d'un fief de l'Autriche, et que, le voulût-il ou non, l'Autriche pouvait revendiquer les droits de juridiction absolue qui, une fois cette ligne éteinte, devaient retourner tout entiers à la famille impériale.

Charles-Albert n'avait nulle envie de sortir du *statu quo;* et se figure-t-on qu'uniquement pour ne pas se laisser dépasser par le grand-duc, il se fût résigné à la constitution, lui qui ne se sentait pas humilié de s'effacer

devant Pie IX, alors si grand, et qui se contentait de marcher à sa suite, dans la voie des réformes!

Quant aux États du pape, les conditions toutes particulières de ce squelette politico-théocratique, étaient plus que partout ailleurs un obstacle à la constitution; assurément Pie IX ne l'aurait pas octroyée (nous verrons que pour l'y décider, il ne faudra rien moins que la république en France). Le peuple romain, pour ne pas rester au-dessous de la Toscane, l'aurait exigée de gré ou de force; et ces tiraillements auraient été une cause de rupture entre le peuple et le pape, à la grande joie de Metternich, qui ne désirait rien au monde tant que cela; or ce que Metternich désirait le plus, n'était-ce pas ce que nous devions désirer le moins?

Ce n'était pas à la petite et faible Toscane, mais à l'un des deux puissants États de l'Italie, qu'il appartenait de passer le Rubicon constitutionnel. L'Autriche, avant de franchir les limites de la Lombardie, pour faire la guerre à Naples et au Piémont, y regarderait à deux fois; et selon toute apparence, les grandes puissances constitutionnelles de l'Europe ne la laisseraient pas faire, comme s'il se fût agi du simple petit État grand-ducal, qu'il leur importait peu de voir monarchie absolue, ou monarchie constitutionnelle. Et d'ailleurs, quelles forces nouvelles pouvait nous apporter la constitution? Les armes? nous les avions. La liberté de la parole? nous l'avions. Le drapeau tricolore? il flottait dans nos fêtes populaires. Les réformes essentielles et indispensables, comme celles concernant les communes, il nous suffisait de les réclamer, même en dehors de la constitution; le gouvernement serait forcé de les accorder. Quant au serment du prince, c'eût été une trop naïve illusion de le compter pour quelque chose. On sait assez que les serments des

rois valent autant que les vœux des matelots au milieu de la tempête.

Je combattis, dans mon journal *l'Italia*, cette demande immédiate de la constitution, et l'opinion contraire prévalut; j'eus pour moi les plus ardents qui, tendant à fonder une nation italienne, s'inquiétaient peu des arrangements plus ou moins à la convenance de la petite nation toscane; j'eus aussi pour moi les plus timides, sur qui le mot *constitution* produisait alors le même effet que ferait aujourd'hui le mot *république rouge.*

La fraction la plus active du parti libéral ne désirait en aucune façon un changement de ministère, parce que le ministère de la révolution était impossible. Les libéraux de la nuance la plus pâle étaient les seuls en position de succéder au ministère actuel; or ceux-là auraient été pour nous plutôt un obstacle qu'un secours. Désormais le gouvernement était hors du palais Vecchio; il fallait que les princes de la place publique se fissent, de leur influence sur le peuple, un point d'appui solide, pour contraindre Baldasseroni lui-même à agir selon leur volonté; mais certaines ambitions, devant la perspective d'un portefeuille à saisir, ne pouvaient plus tenir en place.

Les *bases fondamentales* pour l'organisation de la garde nationale, qui déplurent à tout le monde, la lenteur du gouvernement à publier le long *règlement* de Serristori, règlement que ce dernier prétendait lui avoir été commandé pour corriger les erreurs des *bases fondamentales*, soulevèrent une telle tempête, que les trois pilotes du palais Vecchio perdirent courage. Un beau matin, le journal *la Patria* parut avec cinq ou six lignes, en très gros et très noirs caractères, attirant de loin l'attention, en sorte que chacun accourait ne sachant quel

grand événement c'était là... On y rappelait le jour et l'heure où le règlement de Serristori avait été soumis à l'examen de la consulte, et l'on accusait le ministère d'une coupable négligence. Pour les trois ministres, ces paroles de *la Patria* furent comme le *Mane*, *Thecel*, *Pharès*, du festin de Balthazar. Ils allèrent tout courant au palais Pitti, donner leur démission. Mais le grand-duc ne voulut pas entendre parler d'un ministère au gré de *la Patria;* laissant le portefeuille à Cempini et à Baldasseroni, il leur donna pour collègues Ridolfi et Serristori.

La victime offerte en holocauste à la *Patria*, ce fut son excellence Paver, antique secrétaire de Ferdinand III, créé ministre de temps immémorial par Léopold II, uniquement pour faire nombre, un je ne sais quoi tenant le milieu entre le valet de chambre et le sacristain; c'était le même ministre qui, dans l'automne de 1846, m'ayant appelé pour m'adresser une réprimande sur mon *séditieux* enseignement, et voyant que j'étais homme à lui dire résolument son fait, se radoucit subitement jusqu'aux manières les plus humbles et les plus serviles, et se confondant en toutes sortes de salamalecs, de poignées de main, de cordiales protestations de sa *sincère, profonde et très haute estime*, m'accompagna jusqu'au delà de sa porte, quand je pris congé de lui.

Ridolfi, avant d'accepter, envoya à Pise Mordini, pour me demander quelles étaient les réclamations que nous entendions adresser au nouveau ministère. Je répétai que nous ne songerions pas à la *constitution*, tant qu'elle n'aurait pas été établie ou à Naples ou en Piémont, et que, pour mon compte, je soutiendrais le ministère, pourvu qu'il armât le pays, qu'il affranchît les communes et que, par tous les moyens diplomatiques, il préparât LA LIGUE ITALIENNE.

Le premier acte de Ridolfi fut de supprimer la *presidenza del buon governo.* Il ne pouvait mieux commencer, et, par rapport à la Toscane, c'était vraiment un coup de maître. Nous savons, par ce qui a déjà été dit, qu'en Toscane, le véritable grand-duc c'était le président *du buon governo*, le chef de l'armée des sbires. Aussi, quand je lus dans le journal officiel cette fameuse immolation de la sbirocratie, *bravo Ridolfi*, m'écriai-je tout transporté de joie.

Cependant, le duc de Lucques à qui les ovations des libéraux donnaient sur les nerfs, allait chercher un refuge et respirer *un peu d'air libre* dans le petit royaume voisin, de son modeste ami le petit duc de Modène; puis de Massa de Carrare, il envoyait son confident Ward offrir au grand-duc de Toscane l'abandon anticipé de Lucques qui, en vertu des traités, ne devait lui échoir, qu'à la mort de Marie-Louise, duchesse de Parme. En effet, dans ce marché de peuples, qui s'appelle le CONGRÈS DE VIENNE de 1815, il était statué qu'à la mort de Marie-Louise, Charles-Louis de Bourbon passerait au lieu et place du duc de Parme, et que le grand-duc de Toscane prendrait possession de Lucques, à la condition de livrer, au duc de Modène, une ville de Lunigiana appelée Fivizzano, et les fertiles et belles provinces de Pietrasanta et de Seravezza. En 1844, une convention secrète, entre la Toscane, Lucques et Modène, avait remanié ce partage éventuel : Pietrasanta et Seravezza devaient rester à la Toscane; à la place de ces provinces, le futur duc de Parme devait céder au duc de Modène une partie de ses États, et recevoir en compensation, des mains du grand-duc, la province de Pontremoli dépendante de Lunigiana et contiguë à Fivizzano. Ainsi, l'acquisition anticipée de Lucques ne pouvait avoir lieu, sans l'a-

bandon de Lunigiana; or, abandonner Pontremoli à Parme, et Fivizzano à Modène, c'était condamner ces populations à reprendre de nouveau les chaînes de l'esclavage, après avoir goûté des douceurs de la liberté; car ni Parme ni Modène, soumises toutes deux au régime autrichien, ne participaient aux bienfaits de la réforme.

L'idée de reculer la frontière et d'illustrer son ministère en incorporant au grand-duché, le beau petit duché de Lucques, fit tourner la tête à Ridolfi; la joie de posséder Lucques lui fit oublier la malheureuse Lunigiana. L'offre de Ward lui sembla une manne tombée du ciel; il s'empressa de signer secrètement le traité, comptant, quand le moment serait venu de le publier, sur un grand succès et de chaleureux applaudissements.

Entre tous les intimes de Ridolfi, qui contribuèrent le plus à le pousser dans cette voie, se faisait remarquer à Florence, Gaetano Giorgini, de famille lucquoise; c'était un mathématicien distingué, appartenant au corps des ingénieurs. Appelé par le grand-duc à diriger l'Université de Pise, puis, plus tard, nommé sur-intendant des études, Gaétan Giorgini servit, dans ces diverses fonctions, la cause du progrès, en élargissant le plus possible le cercle des études, et donnant plus de vie et de jeunesse à l'enseignement. Fils d'un petit employé de Lucques, père de fonctionnaires toscans, fonctionnaire toscan lui-même, comment aurait-il pu voir sans une vive satisfaction, l'union immédiate de ces deux États, entre lesquels se partageait sa famille? Son fils Jean-Baptiste, mon collègue à l'Université de Pise, et mon collaborateur à l'*Italia*, était à Florence au moment où se négociait cette affaire. Un matin, on m'apporte au lit un billet qu'il avait laissé pour moi dans la nuit, en passant par Pise, pour se rendre à Lucques. Il me donnait

la nouvelle de l'acquisition de Lucques, sans dire un mot de Lunigiana, et me priait de publier dans l'*Italia* de ce même jour, la proclamation suivante:

« Dieu veille sur l'Italie! naguère l'Italie était sur le » bord de l'abîme, et elle l'ignorait... Le duc de Lucques » abandonnait ses États, et, chose triste à dire, il appelait » les Autrichiens; oui, deux mille Autrichiens étaient » sur le point de passer le Pô, et ils l'auraient franchi, » sans la protestation du grand-duc de Toscane, qui dé» clarait qu'il ne souffrirait jamais l'occupation, par une » armée autrichienne, de provinces qui devaient lui » échoir en vertu des traités européens. Le droit de » retour appartenant au grand-duc de Toscane sur les » États de Lucques, a été le palladium de la nation ita» lienne. Le duc de Lucques ayant abdiqué, se figure-t-on » ce qui serait advenu si le grand-duc de Toscane n'avait » ratifié l'acte d'abdication?... Si le grand-duc hésitant, » avait repoussé l'arrangement proposé, il eût laissé sub» sister le prétexte à l'intervention, et bientôt (chose hor» rible à penser) Lucques, et peut-être la Toscane, et » peut-être la Romagne, auraient été un camp de barbares » ou une mer de sang. Les ratifications ont été échangées » hier à Florence. »

Cette proclamation de Giorgini fut imprimée telle quelle. Le billet qu'il y avait joint, m'engageait à me rendre à Lucques avec le plus de monde possible, pour *vaincre les résistances de ce pays*, *pour empêcher que de sinistres et absurdes préventions ne fissent envisager l'événement avec déplaisir*, enfin, *pour noyer dans l'enthousiasme les sophismes de la raison* On le voit, en ce temps-là, les petits Guizot ne dédaignaient pas, sous le nom de *politique sentimentale*, l'enthousiasme nécessaire, comme disait très bien mon collègue, pour étouffer les illusions de l'esprit.

La proclamation faisait d'une pierre deux coups. Elle donnait au grand-duc un beau rôle national, en le représentant, lui Autrichien, comme un obstacle aux projets antipatriotiques d'un Bourbon appelant les Autrichiens; quant aux Lucquois qui auraient voulu se plaindre de la perte de leur autonomie, elle leur prouvait qu'ils l'avaient échappé belle.

La vérité de l'histoire nous fait un devoir de démentir cette accusation, faite à Charles-Louis, d'avoir appelé les Autrichiens, ainsi que l'affirmait la proclamation, dans un but intéressé. Hamilton écrivait de Florence à lord Palmerston, le 5 octobre: « Je suis informé qu'à l'arrivée » de l'archiduc Maximilien de Modène (1), ce prince et » le duc de Modène ont fait des efforts auprès du duc » de Lucques pour le décider à signer une lettre deman- » dant l'intervention des Autrichiens; mais ils n'ont pas » réussi (2). » Le journal du gouvernement lui-même, déclara, contrairement à l'assertion de l'*Italia :* « Qu'il » n'y avait eu, pour le gouvernement, aucune occasion » de protester contre l'intervention des troupes étran- » gères dans l'État de Lucques (3). » Les grands sentiments italiens dont le grand-duc faisait parade, étaient donc une pure jonglerie.

Dès que la nouvelle de l'union fut connue, les jeunes Lucquois accoururent en foule à Pise, pour nous exprimer toute leur joie; ils s'arrêtèrent chez moi, et de sympathiques embrassements renouvelèrent la communion de nos cœurs dans le culte de l'Italie; puis ils s'assemblèrent dans le café de l'*Ussero*, à deux pas de ma maison. C'était

(1) Frère du duc de Modène.

(2) *Documents anglais*, v. I, p. 161.

(3) *Gazzetta di Firenze*, 11 octobre 1847.

le quartier général de la jeunesse des écoles; on l'avait surnommé, en haine de l'étranger, café de l'*Union;* c'est là qu'un des Lucquois, qu'on me dit être un avocat appelé Martini, engagea le peuple à se réjouir de ce qu'il y avait en Italie un prince de moins. Le lendemain, nous allâmes, assez nombreux, rendre aux Lucquois leur visite. Les bannières tricolores annonçaient de loin que la ville était en fête; la jeunesse y célébrait joyeusement les funérailles de l'autonomie et la destruction des barrières. Au milieu de cette chaleureuse explosion de sentiments fraternels, survint Maxime d'Azeglio, tout étourdi de se trouver en pleine fête, lorsqu'il s'attendait à trouver Lucques en deuil.

Nous ne nous étions plus revus, lui et moi, depuis la première tentative d'affranchissement en Toscane. Il quitta Rome au moment où le gouvernement répondait aux injustes prétentions de l'Autriche sur Ferrare, par la formation d'un camp à Forli; il profita de son voyage au camp pour retremper sa popularité, au moyen de petits discours qu'il prononçait chemin faisant, des balcons des hôtelleries; mais le gouvernement, à qui les allures démagogiques ne plaisaient pas, lui défendit de continuer jusqu'à Forli, à ce fameux *camp de Forli* qui n'était autre chose, comme il l'avait dit spirituellement dans une lettre, qu'un champ de haricots. Tout mécontent qu'il était du gouvernement de Rome, il me parlait avec admiration de Pie IX, qui, disait-il, n'avait rien du prêtre. Nous haranguâmes, l'un après l'autre la multitude, de la terrasse de l'hôtellerie. Le drapeau tricolore flottait devant nous, porté par un homme du peuple. Voilà, me disait d'Azeglio, la seule chose qui ne me plaise pas; mais sans cela, lui répondais-je, nous ne verrions pas éclater la joie publique, à l'occasion de cette union que vous

approuvez; nous marchons poussés par le souffle de l'Italie; le drapeau national est notre voile.

Le soir, de retour à Pise, j'appris le sort de Lunigiana.

L'un des plus infatigables agitateurs, en même temps qu'il m'était personnellement très dévoué, c'était le Pisan Ridolfo Castinelli; bien qu'il eût atteint la cinquantaine, à sa vigueur, à son exaltation, à son impétueuse audace, on aurait dit un jeune homme de vingt ans; descendant d'une forte race de républicains, architecte enthousiaste du génie de la vieille école, fonctionnaire dont l'agitation incessante était fort incommode à l'indolence et à la mollesse du Toscan, il faisait le désespoir du conseil des ingénieurs. Castinelli était occupé à construire une route qui, traversant la Lunigiana, devait faire communiquer la Toscane avec l'Italie subalpine; ses fonctions l'ayant souvent appelé au milieu de ces populations alpestres, il avait conçu une grande estime pour ces natures fortement trempées, et personne, plus que lui, n'était en état de mesurer tout le mal matériel et moral que devait causer l'erreur de Ridolfi. Mais ne voyant qu'un côté des choses, comme c'est le propre des natures plus passionnées que réfléchies, il ne s'inquiéta pas si, pour éviter un mal, il n'allait pas jeter le pays dans des périls plus graves encore.

Quand les Lunigianais connurent leur malheur, ils envoyèrent les plus notables d'entre eux en députation vers le gouvernement, pour le supplier de trouver un remède à cette situation. Castinelli s'étant rendu au milieu d'eux, les engagea à partir en masse, allant de ville en ville exciter les sympathies et l'appui des populations. Ce conseil fut suivi, et aussitôt vieillards, femmes, enfants, pauvres, seigneurs, curés, paysans, artisans, tous pressés et confondus, s'éloignent de leur terre na-

taie; ils arrivent à Lucques, juste au moment où le grand-duc venait d'y entrer, pour en prendre possession; ils l'arrêtent sur le seuil de l'église Saint-Martin, et se jetant tous à genoux, ils demandent miséricorde; au milieu des drapeaux tricolores on distinguait des drapeaux noirs, portant pour toute inscription *Lunigiana*, unique parole qui disait tout; et sur les places et dans les rues, partout où passait le grand-duc, on n'entendait qu'un cri : *pitié pour Lunigiana!* De Lucques, les malheureux suppliants se rendirent à Pise; la nuit était profonde quand ils entrèrent dans la ville. Oh! comme ils étaient déchirants ces cris, *vive la résurrection!* poussés par des voix qu'étouffaient les sanglots! c'était à fendre le cœur.

Castinelli m'amena chez moi un grand nombre de ces infortunés, me priant de rédiger un mémoire au prince, plus spécialement au nom des Pontremolais. J'étais au lit malade; je ne m'empressai pas moins de dicter ce mémoire. Le jour suivant, ils allèrent à Livourne, et la municipalité, pour donner satisfaction à la multitude frémissante, adressa au grand-duc une pétition écrite en style très démagogique par l'avocat Gera, l'un des plus considérables de la ville. Des tables furent disposées sur la place publique avec des exemplaires de la pétition qui bientôt fut couverte de milliers de signatures. L'âme de cette lugubre démagogie lunigianaise, c'était Castinelli.

Le moyen démagogique adopté par Castinelli était, en un pareil moment, plein de dangers; moi, qui ne souffrais pas moins que lui de ce barbare abandon de Lunigiana, moi qui désirais que tous les efforts possibles fussent tentés, représentations écrites, députations de citoyens, pour pousser le gouvernement à réparer le mal déjà fait, je n'aurais pas voulu que la question fût portée sur la

place publique, et surtout sur la place de Livourne. En effet, dans le cas où le mal fût irréparable, il devait arriver de deux choses l'une, ou qu'après avoir tout mis en émoi, nous fussions obligés de reculer honteusement, ou qu'il nous fallût en venir aux coups de fusil, bien sûrs de nous mettre sur les bras l'intervention autrichienne, sans la moindre chance de réussir à la repousser. Mais avec ce caractère volcanique de Castinelli qui s'exaltait jusqu'à la fureur, et que nous verrons enragé de modération, comme il l'est maintenant de démagogie, les meilleurs raisonnements qui ne s'accordaient pas avec son idée ou plutôt avec sa passion du moment, étaient paroles perdues; pour moi qui l'aimais et qui appréciais ses bonnes qualités, c'était un vrai supplice, quand je le voyais prendre sa course, à travers les précipices. Il aurait voulu que notre journal l'*Italia* jetât feu et flammes contre le ministère Ridolfi, sans songer que le difficile, ce n'était pas de renverser Ridolfi; nous n'étions pas assez forts pour maintenir debout un ministère ouvertement révolutionnaire, comme aurait dû être celui qui lui succéderait.

Les députés des villes toscanes offrirent généreusement de fournir tout l'argent nécessaire pour sauver ces malheureuses populations. Ridolfi répondit à la députation dont je faisais partie, qu'il n'y avait rien à espérer pour Fivizzano, dont l'acquisition anticipée causait une vive satisfaction au duc de Modène; quant à Pontremoli, il promettait d'ouvrir des négociations auprès du duc de Lucques, pour savoir si, moyennant une indemnité pécuniaire, il consentirait à laisser cette province au grand-duc, jusqu'à la mort de la duchesse de Parme. Je m'entretins de cette proposition avec Ward, plénipotentiaire du duc de Lucques, à Florence; et je dois dire, à l'hon-

neur de la démocratie, que cette Excellence, venue des écuries du prince, me charma par son bon sens, sa parfaite courtoisie et ses procédés qui étaient ceux d'un galant homme.

Au milieu de cette grande agitation des esprits, un accident insignifiant donna l'occasion d'une nouvelle chasse aux sbires; ce fut le coup de grâce de la police agonisante.

On surprit, à Florence, un officier de police maltraitant un vieux mendiant; quelqu'un s'écria : c'est un agent provocateur de l'Autriche. Il n'en fallut pas davantage, pour que de toutes parts, retentît le cri : *à bas les sbires!* De la capitale, l'agitation s'étendit à toutes les villes, à tous les bourgs de la Toscane; pendant quelques jours, on voyait passer à chaque instant des groupes de prolétaires, entraînant avec eux ces odieux ministres de l'arbitraire; il n'était pas touché à un cheveu de leur tête; on se contentait de les arracher à leurs repaires et de les conduire en prison. Ridolfi, nous l'avons vu, avait déjà frappé la *haute police* par la suppression du *buon governo;* par décret du 29 octobre, il supprima le corps des agents de la basse police qui pendant longtemps avaient été les maîtres de la Toscane. Pour quiconque s'attache au fond plutôt qu'à la forme des révolutions, cette guerre populaire faite à la police, impliquait la *radicale* rénovation de notre pays. On ne saurait trop le répéter : la liberté communale est le bon génie de la Toscane ; la domination des sbires en est le mauvais génie. La vraie révolution de la Toscane sera dans le triomphe du premier, dans l'anéantissement du second.

Bien qu'à l'égard de Fivizzano, Ridolfi n'eût laissé aucun espoir d'arrangement, la barbarie du récent traité avait excité dans tous les cœurs une telle réprobation,

que personne, surtout parmi les Fivizzannais, ne s'attendait à le voir mettre à exécution, pour aucune de ses parties.

Le 5 novembre, de grand matin, le capitaine Guerra, à la tête de quelques centaines de soldats modénois, occupait les environs de Fivizzano. Pour que la tradition de la province se fît selon les règles, il aurait fallu que l'ancien maître, prévenu à temps par le nouveau, eût pu envoyer sur les lieux des commissaires chargés d'opérer la mise en possession. Mais le gouvernement de Modène, craignant de rencontrer quelque résistance, et aimant mieux s'emparer de Fivizzano par surprise, n'informa le gouvernement toscan de l'intention où il était de prendre possession de Fivizzano, que pendant la nuit qui précéda l'occupation; de sorte que les commissaires ne pouvaient arriver qu'après le fait accompli. Le bruit ayant été insidieusement répandu que les troupes ne faisaient que passer, comme cela avait eu lieu une autre fois, pour se rendre sur le territoire ducal de Massa, la population fivizzannaise se prit à ce piége, et elle laissa sans défense les passages des Alpes susceptibles d'une vigoureuse résistance. Quand l'illusion tomba, il était trop tard; déjà le capitaine Guerra occupait les hauteurs dominant la citadelle; il n'y avait plus de possible qu'une défense désespérée. La multitude, accourue sur la place publique, était poussée à cette suprême résolution par le docteur Angelo Sambuchi, l'un des braves que nous verrons mourir héroïquement dans la guerre de l'indépendance. Mais la terreur, la confusion, et le défaut absolu de confiance dans le succès, l'emportèrent sur ces audacieux conseils.

A la nouvelle de la perfide occcupation de Fivizzano, la Toscane fut saisie d'indignation. La jeunesse emportée

par ses belliqueux instincts, brûle de venger l'injure nationale, et elle veut courir aux Alpes apuènes (*all'Alpe apuana*). Des agitateurs sincères auxquels se mêlent malheureusement des agents provocateurs, parcourent le pays en tous sens, prêchant la croisade lunigianaise. Pontremoli était le rendez-vous de tous les patriotes prêts à se battre. Le conseil municipal y était omnipotent. Le curé de San-Colombano organisait militairement les montagnards ; les Zeraschi (1), fameux par la résistance qu'ils opposèrent, en 1799, aux Français, résistance qui, de l'aveu même de Napoléon, contribua à faire perdre au général Macdonald la bataille de la Trebbia, montraient les glorieuses carabines de leurs aïeux ; des jeunes gens appartenant à de riches et nobles familles de nos cités, le comte Louis Fantoni et Rinaldo Ruschi de Pise, passaient les rudes nuits de novembre sur les rochers qui entourent Pontremoli, montant la garde avec les paysans ; l'infatigable Castinelli préparait les moyens de défense. A l'exemple de Pise, on fit, dans toute la Toscane, des souscriptions pour venir en aide aux Lunigianais.

Ridolfi déclara officiellement l'honneur toscan offensé par le duc de Modène, et il demandait une prompte réparation ; en même temps pour montrer qu'au besoin on ne reculerait pas devant une lutte armée, il ordonnait la formation *du camp de Pietrasanta*. Ce fut une chose déplorable que la première exhibition sérieuse de cette pauvre armée toscane que le gouvernement des sbires avait semblé prendre à tâche de rendre impuissante et ridicule, au point d'en faire, à sa propre image, un objet

(1) On nomme ainsi les habitants de la vallée de Zeri, dans Pontremoli.

sans nom digne du *stentarello* de Florence. Nulle discipline militaire, rien de martial dans la tenue; ils faisaient pitié dans leur triste accoutrement, ces quelques fantassins surnommés *i bianchini*, à cause de l'uniforme blanc qu'ils portaient selon la mode autrichienne; et pourtant ils se virent, à leur grand étonnement, fêtés partout sur leur passage; habitués au mépris qui accompagnait toujours leur uniforme, ils devaient trouver ces honneurs aussi extraordinaires que l'honneur même d'aller à la guerre.

En ce moment, je me trouvais à Rome, où m'avait poussé le désir de m'assurer par moi-même si l'on pouvait compter sur Pie IX, dans le cas d'un conflit, tôt ou tard inévitable, avec l'Autriche.

CHAPITRE XXX.

MON VOYAGE A ROME.

Vers la fin d'octobre, je m'acheminai vers Rome, par la route qui, toujours côtoyant la mer, va de Livourne à Civita-Vecchia. Ce fut le besoin de me recueillir, pendant quelques jours, dans la solitude, après les fatigues et les agitations des derniers temps, qui me fit choisir cette voie très peu fréquentée ; mais à peine arrivé à Grosseto, je me trouvai de nouveau entraîné dans le tourbillon populaire, et fus contraint de continuer mon rôle d'agitateur. La nouvelle de mon arrivée à Grosseto s'étant répandue, je ne sais comment, la foule transportée de joie accourut pendant la nuit, sous les fenêtres de l'hôtellerie où j'étais descendu, et nos sentiments italiens se confondirent dans de chaleureuses acclamations. Le lendemain, étant parti de bonne heure, je vis une longue file d'élégantes voitures se mettre à la suite de mon humble *bagatello* (1), et deux jeunes gens à cheval, me faisant escorte, bannières tricolores déployées, l'un d'un côté, l'autre de l'autre. Le signor Ponticelli, administrateur des terres du grand-duc, dans la Maremme, et maire de Grosseto, avait été l'instigateur de cette démonstration italienne; plus d'une fois je descendis de voiture pour adresser quelques paroles à mes courtois compagnons de voyage et les supplier de ne pas aller plus loin ; étant arrivés à un certain torrent, quelques-uns retournèrent

(1) Petite voiture.

sur leurs pas ; les autres, avec le maire et les deux jeunes gens à cheval, m'accompagnèrent jusqu'à Orbetello.

La route de Grosseto à Orbetello court, pendant environ trente milles, à travers une plaine dont l'aspect jette l'âme dans une vague et profonde mélancolie ; au-dessus de vos têtes c'est un ciel de saphir, à l'horizon la belle mer rivalisant avec l'azur du ciel, et des montagnes plus belles encore ; vous respirez un air pur qui semble vous apporter la vie ; mais il cache un principe de mort. De ces lieux où fleurirent jadis des cités populeuses il a fait un désert. Toute trace de culture a disparu ; vous n'y rencontrez pas, comme dans le reste de la Toscane, des groupes gracieux d'habitations rustiques. Les tours habitées par les soldats, gardiens du rivage de la mer, le pâtre conduisant son troupeau dans les prairies verdoyantes, les ruines des antiques cités, tels sont les seuls symptômes de vie qui, de loin en loin, interrompent cette solitude, et au lieu de l'égayer, en augmentent la tristesse ; mais, en ce moment, l'enthousiasme italien visitait ces campagnes désolées ; à notre passage, les forts avaient arboré la bannière nationale ; les petites églises solitaires sonnaient à toutes volées, comme en un jour de fête ; un souffle de vie semblait raminer ce champ de mort.

A trois ou quatre milles d'Orbetello, nous trouvâmes la population qui était accourue : citoyens, prêtres, soldats de la ligne, officiers d'artillerie attendaient le cortége grossetanais. Un riche habitant d'Orbetello me fit, dans sa maison, avec une exquise courtoisie, les honneurs de la ville. Il avait orné des trois couleurs, même le lit qui m'était destiné. Le chef de la police de l'endroit, le commmandant du fort, les députés du clergé, me traitaient, moi infime, comme si j'eusse été un souverain ; ces honneurs attestaient, dans ces énergiques po-

pulations de la Maremme de Grosseto, le plus profond sentiment national, en même temps que l'autorité morale acquise à la révolution.

L'avocat Stefanopoli de Grosseto, m'adressa, au nom des Orbetellanais et de ses concitoyens, les Grossetanais, quelques paroles d'adieu, pleines de verve et de cœur; puis une troupe de jeunes gens m'accompagna jusqu'à la frontière de l'État. Là, sur le petit pont qui sépare la Toscane des États pontificaux, nous arborâmes le drapeau tricolore; je nommai successivement les limites des différents Etats italiens; à chaque nom, l'un des assistants plantait un drapeau en signe de la séparation détruite, et les vivats de la foule retentissaient. Nous appelâmes, de nos vœux les plus ardents, le jour béni où les trois couleurs flotteraient sur les confins des Alpes. Puis profondément émus, nous nous séparâmes, nous promettant de nous retrouver sur le champ de bataille au jour du danger. Et les braves habitants de la Maremme tiendront parole... C'était un beau jour d'automne, et la sérénité du ciel et le doux frémissement de la mer semblaient sourire à ces saintes effusions, où nous jurions de mourir pour le salut de l'Italie.

Je n'allais pas à Rome pour remuer la poudre du passé, ni pour m'enivrer de poésie à la vue du Colysée éclairé par la lune, ni pour admirer les merveilles de Michel-Ange et de Raphaël. Du Vatican, resplendissait sur le présentc hargé d'orages, une ineffable clarté, espérance de l'Italie, et je venais, avec un saint tremblement, demander, à la Rome de Pie IX, si ce mystérieux rayonnement était une lueur sépulcrale ou le soleil naissant.

J'ai déjà dit que j'aimais Pie IX, et je caressais, sans arrière-pensée, l'utopie de la papauté régénératrice, qui promettait de donner satisfaction aux plus généreux in-

stincts de la civilisation, tout en conservant inviolable l'unité de la foi ; aussi, brûlais-je du désir d'entendre la voix de l'homme, dont le nom magique avait tant de fois fait tressaillir mon âme, et électrisé les multitudes.

J'écrivais à Pise, trois ou quatre jours après mon arrivée à Rome. « Il me semble que je ne suis pas encore » arrivé. Je m'étais tellement habitué à identifier l'idée » de Pie IX avec l'idée de Rome, et même pendant mon » voyage, mon esprit a été si entièrement absorbé par » cette préoccupation du saint-père, que vraiment je ne » pourrai dire que j'ai été à Rome, qu'après lui avoir fait » une visite. Mais voir le pape est une chose plus sérieuse » qu'on ne s'imagine. — Il est entouré de certains person- » nages qui font tout au monde pour éloigner de lui » quiconque pense comme nous. — On m'a prévenu que » déjà des manœuvres sont commencées pour m'em- » pêcher d'obtenir une audience, ou du moins pour que » cette audience soit arrangée de façon à ne pas me laisser » le temps d'entretenir le pape de l'affaire importante. »

Avant le jour de l'audience j'eus deux fois l'occasion, si désirée, de voir Pie IX.

« Hier — écrivais-je le 29 octobre — je me suis rendu » au Quirinal, à l'heure où Pie IX sort, pour faire sa » promenade accoutumée. Comme le cœur me battait ! » Quoique je fusse à quelques pas de lui et que j'aie pu » le considérer tout à mon aise, il me semble que je ne » l'ai pas vu..., tant j'étais ému ! Grand, svelte, souriant, » il a descendu les degrés et monté en voiture, avec » toute l'aisance d'un jeune homme. Il y a dans sa dé- » marche je ne sais quoi de martial, et dans sa physio- » nomie quelque chose d'angélique. Nous étions là, dans » la cour, à peu près une cinquantaine de personnes, la » plupart des étrangers, et autant que j'en ai pu juger par

» le langage, de nations très diverses. Quand le pape » parut nous tombâmes tous à genoux : lui nous regarda » avec tendresse et nous donna sa bénédiction. Une sé- » rénité céleste était répandue sur le Quirinal !... Serait- » il possible que tout cela finît par une tempête?... »

« Ce matin — écrivais je le 1er novembre — j'ai entendu » la messe dans la chapelle du Quirinal. Pie IX officiait » lui-même ; tous les cardinaux étaient présents. Je les ai » considérés un à un. — J'ai vainement cherché sur ces » visages un rayon d'intelligence et d'amour ; tous visages » exprimant la méchanceté ou l'ineptie : quel regard » d'hyène que celui du cardinal Lambruschini ! quelle » figure sinistre que celle du cardinal Marini ! et Antonelli, » que de ruse et de malice dans ses traits ! Ferretti mar- » mottait des oraisons, se frappait la poitrine, et roulait » ses yeux avec des airs de componction. Celui-là sera » toujours un bon homme, et assurément c'est un des » prêtres qui ont la foi ; mais il suffit de le voir pour le » déclarer incapable de faire jamais un bon secrétaire » d'État... En présence de tels hommes, j'étais à me » demander comment il se pouvait que Pie IX fût sorti » de ce collége de cardinaux ! »

Enfin, dans la soirée du 2 novembre, grâce aux bons offices du ministre toscan Bargagli qui, pendant mon séjour à Rome, me combla de délicates attentions, je fus admis à l'audience du pape.

Je ne fis pas longtemps antichambre, et pendant que j'attendais mon tour, un des *monsignori* attachés à la chambre du pape, m'entretint dans une agréable conversation. C'était une espèce de prêtre, entre deux âges, bon réjoui, grand parleur, et se complaisant à me répéter les discours qu'il avait déjà adressés à Sa Sainteté, afin de lui donner, lui aussi, sa petite impulsion vers la ré-

forme. Le loquace prélat, bizarrement affublé dans son immense chevelure, ne parlait que par figures, en style biblique. Je fus curieux de savoir son nom; l'une des personnes présentes m'apprit qu'il s'appelait *Stella*.

En entrant chez le pape, sa grandeur Stella s'agenouilla sur le seuil, avant de m'annoncer; cet abaissement d'un homme devant un autre homme, produisit sur moi une pénible impression, et je m'étonnai qu'un pape évangélique, comme je me figurais Pie IX, tolérât un pareil usage. Mais la simplicité où je trouvai le pape, l'empressement qu'il mettait à tendre la main aux visiteurs, pour leur épargner l'humiliante formalité du baisement des pieds, tempérèrent cette fâcheuse impression du premier moment. Quand j'entrai, Pie IX était assis devant une table de travail, sur laquelle on voyait beaucoup de papiers et quelques livres. La chambre n'était ni trop grande ni trop petite, et une seule lampe à cylindre, posée sur la table, répandait, dans la pièce, une faible et douce lumière.

Pour me tirer d'embarras, et donner tout de suite matière à l'entretien, Pie IX me demanda quel était l'objet de mon enseignement; mais j'avais autre chose à cœur que de perdre mon temps en causeries indifférentes. Je coupai court sur mes propres affaires, et je demandai au saint-père la permission de lui soumettre franchement quelques réflexions ayant trait à des questions politiques; il parut tout disposé à m'entendre.

J'étais allé vers le pape dans l'intention de lui conseiller une politique libérale, entrant résolûment dans la voie des réformes, pour en finir avec ce préjugé qui déclare le génie de l'église catholique incompatible avec le génie de la liberté. « Il ne faut pas se faire illusion, lui disais-je, — la » popularité du cri: *Vive Pie IX* ne vient pas de la vivacité

» des sentiments catholiques. Le cri : *Vive Pie IX* ne » signifie pas : *Vive le pape.* — L'Italie salue en Votre » Sainteté l'homme providentiel de qui elle attend l'in- » dépendance, l'unité et la liberté. Le monde applaudit » au juste qui commença son règne par l'amnistie.

» — C'est vrai, ajoutait Pie IX, et je vous assure que rien » ne m'est plus doux que d'entendre retentir dans les » rues de Rome, au lieu du cri *Vive Pie IX*, le cri *Vive* » *le saint-père*, parce que le premier est un cri politi- » que, le second un cri religieux. *Vive Pie IX* s'adresse » à ma personne; *Vive le saint-père* au successeur de » saint Pierre.

» — Qu'importe, reprenais-je? Pie IX peut faire mer- » veilleusement les affaires du saint-père. C'est beaucoup » que les peuples s'habituent à voir en lui le représentant » de la justice. Leur amour pour Pie IX les ramènera à » la religion qui l'inspire.

» — Cela est encore vrai, » répondait-il.

Pie IX se rendait très bien compte de la puissance révolutionnaire de son nom. « Charles-Albert, me disait-il, » ne veut pas céder. Mais, là aussi, le peuple a com- » mencé par le cri *Vive Pie IX;* il faudra bien qu'à son » tour, ce roi accomplisse des réformes.

» Les nouveaux ministres de Toscane, Ridolfi et Ser- » ristori, me disait-il encore, à propos de notre législa- » tion sur les droits de la couronne, qu'il désirait voir » réformée, devraient faire quelque chose pour l'Église, » ne fût-ce que par reconnaissance ; car enfin le mouve- » ment qui les a portés au pouvoir est parti d'ici. »

Cependant il se plaignait des excès commis dans les mouvements populaires provoqués au nom de Pie IX ; c'est à ces excès qu'il avait voulu faire allusion, dans son allocution du 4 octobre aux cardinaux, laquelle avait

été critiquée par *l'Alba*. « Figurez-vous, me disait-il, que » dans une ville de la Calabre, le peuple, au cri *de vive* » *Pie IX*, ouvrit aux voleurs les portes de la prison. » Pensez-vous que je pusse garder le silence? — Un des » rédacteurs de *l'Alba*, le signor La Farina, a dit que les » paroles que j'ai prononcées le 4 octobre lui ont enlevé » tout espoir. Mais j'ai relevé son courage, comme je re- » lève le courage de tout le monde. »

Ce mélange de bonhomie et d'innocente malice, de grâce et d'ironie, faisait de Pie IX un être très séduisant, bien qu'il ne répondit pas à l'idéal que mon imagination avait rêvé. Mais les bras me tombèrent quand je l'entendis parler sur la liberté de la presse, sur la guerre de l'indépendance et sur le jésuitisme — questions brûlantes que la révolution nous sommait de résoudre.

Rome était en grande rumeur à cause des entraves imposées à la liberté de la presse. *Monsignore* Gazzola avait attaqué, dans le *Contemporaneo*, le soi-disant *parti catholique* de la Suisse et de la Belgique. Jésuites et jésuitants avaient remué ciel et terre pour obtenir réparation; le gouvernement, n'osant leur résister, avait condamné l'article dans le *Journal officiel*, expulsé temporairement Gazzola de Rome, et suspendu de ses fonctions de censeur, le professeur Betti, coupable d'avoir laissé passer l'article. Mais les libéraux, de leur côté, ne s'étaient pas tenus pour battus; par esprit de solidarité, tous les journaux avaient cessé de paraître, et le peuple, pour qui cette lecture était devenue le pain quotidien, avait jeté feu et flamme, si bien que le gouvernement, très embarrassé, avait dû révoquer les mesures prises.

Ces événements me fournirent l'occasion de plaider la cause de la liberté de la presse; je m'efforçai de faire

comprendre à Pie IX que l'existence de la censure rendait le souverain responsable des opinions émises par les écrivains, et le condamnait à la triste nécessité de se montrer chaque jour en public, pour apaiser l'irritation produite par ces rigueurs incessantes; je lui faisais observer que, journalisme politique et censure préventive, sont deux choses essentiellement contradictoires et incompatibles, et qu'il faudrait finir par supprimer l'une ou l'autre. C'est surtout, par cet ordre de considérations, que j'espérais pouvoir plus facilement disposer Pie IX en faveur de la liberté de la presse. Mais à tous mes arguments, il en opposa un sans réplique, qui trancha la discussion : « Comme pape (dit-il) je suis aussi le père des » princes étrangers; comment voulez-vous que je per- » mette qu'ils soient offensés par la presse, dans la capi- » tale du monde catholique ? »

Quant à la guerre de l'indépendance, Pie IX la jugeait inévitable, et comme Italien, il désirait, disait-il, l'expulsion de l'étranger. Mais, ici encore, il opposait la paternité universelle; il m'affirmait que, comme pape, il ne pourrait pas déclarer la guerre à l'Autriche. Mais, lui dis-je, quand toute l'Italie transportée d'enthousiasme criera aux armes, quand la Lombardie soulevée appellera à son aide la jeunesse de toutes les provinces de l'Italie, les populations italiennes des États de Votre Sainteté ne voudront-elles pas prendre part à la lutte? « JE VOIS BIEN » — répondait-il — QU'EN CE CAS IL SERAIT IMPOSSIBLE DE » LES ARRÊTER... ALORS ELLES MARCHERONT... »

Sur la question du jésuitisme, voici quelles furent ses paroles :

« Je ne fais pas de différence entre les jésuites et les » autres ordres religieux. Gioberti a tenu, dans son *Jé- » suite moderne*, un langage qui n'est ni d'un chrétien ni

» d'un homme, encore moins d'un prêtre. Le tort des » jésuites est d'être trop imprudents. J'ai empêché, il y a » quelques jours, qu'ils ne commissent une lourde mala- » dresse. Imaginez-vous qu'ils avaient résolu de faire » prêcher l'Avent par le père Curci, dans Rome!... Mais » que je me laisse gouverner par les jésuites, non. Il » suffit que leur père général vienne ici, pour qu'aussitôt » on répète par toute la ville : — Le pape est dans la » main des jésuites. — Le père Perrone m'a dédié un de » ses livres, sur la sainte vierge. — Moi qui ai une dé- » votion particulière envers Marie, j'adresserai à l'auteur » une lettre de remercîments; vous la verrez imprimée » dans trois ou quatre jours. Lisez-la avec attention; » vous verrez qu'elle se réduit à de purs compliments. » Et cependant, on ne manquera pas de dire : — Pie IX » est devenu jésuite. »

L'audience durait depuis près de deux heures. Profondément convaincu comme je l'étais, que dans l'état présent de l'Italie, privée d'unité politique et morale, échappant à peine à la servitude, sans principes de liberté nettement définis, le nom de Pie IX resté pur et respecté au milieu du chaos transitoire de la révolution, était un secours providentiel, aiguillon pour les uns, frein pour les autres, lien fraternel pour tous; profondément convaincu que si, par malheur, ce nom perdait son prestige, avant que nous fussions une nation solidement assise et organisée, nous courions le risque de nous déchirer en mille factions impuissantes, comprend-on avec quelle ardeur je m'efforçai d'émouvoir le cœur de Pie IX, afin qu'il mît sa popularité au service de l'Italie? Je sens, lui disais-je, que tout serait perdu, le jour où, haranguant les multitudes, nous ne pourrions plus finir notre discours par le cri : *Vive Pie IX!* L'amour de l'Italie triom-

plia de ma rigidité républicaine; moi qui avais été si choqué de l'abaissement où j'avais vu monsignor Stella, je me jetai, tout en larmes, aux pieds du pontife, le suppliant, avec l'accent du plus ardent patriotisme et du plus profond sentiment religieux, de ne pas abandonner l'Italie. Et lui me prenait la main, l'étreignait fortement dans les siennes, et me disait — vous m'inspirez!

Au sortir de cette audience, je m'arrêtai sur la place du Quirinal; là, dans ce calme solennel de la nuit, que rien ne troublait, excepté le bruit monotone des fontaines, je me représentai les saints frémissements de la foule, quand la sereine figure de Pie IX apparaissait sur le balcon, bénissant le peuple et ravivant ses espérances. Jamais je n'avais considéré Pie IX comme un grand esprit. Mais depuis que je l'avais vu, cet œil éteint, cette voix sans vibrations sympathiques, cette parole, plutôt tournée à l'ironie qu'à la bienveillance, ne me permettaient plus, malgré l'affectueuse bonté qu'il m'avait témoignée, de le juger tel que me l'avaient fait concevoir ses embrassements aux amnistiés du château Saint-Ange, ses communications familières avec le peuple, la guerre déclarée par lui aux abus, ses visites aux malades, enfin toutes les mesures évangéliques des premiers temps de son pontificat; ce n'était plus pour moi cette grande âme, capable de se mettre en rapport avec son siècle par l'intelligence que donne la charité. Tout ce qui restait à mes yeux (et encore n'étais-je qu'à moitié de mon désenchantement), c'était un prêtre animé de bonnes intentions, plus sensible qu'affectueux, jeté dans un monde où il ne se reconnaissait plus, cœur naïf quoique empreint d'une certaine malice, avec cela, très affable, heureux de se sentir aimé, et disposé à se laisser aller aux applaudissements populaires, dont il était avide,

plutôt qu'aux avis des cardinaux. Cette parole — *ils marcheront* — qu'il m'avait dite, à propos de la guerre de l'indépendance, me semblait accuser une pensée de neutralité, en face de la révolution. J'étais à mille lieues de supposer que celui-là même qui n'avait cessé de me répéter qu'il était le père de tous, le père des princes étrangers, contre lesquels il ne pouvait tolérer les offenses de la presse dans la capitale du monde catholique, le père des Autrichiens, à qui il ne pouvait déclarer la guerre, oublierait un jour tous ses scrupules de paternité, quand, pour garder un royaume qu'il ne tient ni du Christ, ni de saint Pierre, il aurait à ordonner le siége de Rome!

Pendant le court séjour que je fis à Rome, je mis tous mes soins à y constater les forces et les tendances de la révolution.

Tandis qu'en Toscane, l'antique règne de la démocratie a mêlé et confondu toutes les classes, à ce point qu'il est impossible de saisir la limite qui les sépare, et qu'il y a toujours, plus ou moins, du plébéien dans le grand seigneur, et du patricien dans l'homme du peuple, à Rome au contraire, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple, m'ont paru se distinguer entre elles par les caractères le plus nettement tranchés : la noblesse, ce sont les familles princières de vieille ou de fraîche date, régies par le droit de primogéniture; la bourgeoisie, ce sont, avec quelques personnes du haut commerce, les médecins, les hommes de lettres, les légistes et l'aimable population des artistes; enfin le peuple, ce sont les artisans et les marchands en détail.

Dans cette première phase de la révolution italienne, l'idée libérale avait conquis les trois classes. La noblesse de Rome se rapprochait du peuple et de la bourgeoisie, dans le commun désir de l'indépendance natio-

nale et de l'affranchissement du gouvernement des prêtres. Mais il était facile de voir qu'à la première complication des événements, cette entente cordiale ne durerait pas ; car la bourgeoisie et le peuple iraient jusqu'au renversement de la papauté temporelle, tandis que toute l'ambition des nobles se réduisait à substituer un régime aristocratique laïque, à celui des prélats, tout en conservant à leur tête le pape-prince temporel.

La bourgeoisie lettrée gouvernait l'opinion publique, au moyen des *cercles* et des journaux.

C'était dans le premier transport de l'enthousiasme excité par Pie IX, qu'était né le cercle appelé *circolo romano*. Les plus ardents se rencontraient dans une boutique appelée *del tabaccaro* (marchand de tabac). Les autres avaient choisi pour centre de réunion le café des Beaux-Arts. Néanmoins, toutes les délibérations de quelque importance s'agitaient dans le cercle, comme en un parlement suprême.

Au *Contemporaneo*, dont nous avons déjà désigné les fondateurs, il faut ajouter la *Bilancia* rédigée par Orioli et par l'ex-jésuite Mazio, l'*Italico* dont les rédacteurs étaient Spini et quelques doctes écrivains disciples de Térence Mamiani, la *Pallade*, joyeux et plaisant petit journal populaire, publié par l'avocat Teodorani.

La bourgeoisie libérale avait ses hommes distingués : Sterbini, l'habile tacticien de la révolution, Armellini, consommé dans la science législative, Masi, remarquable par sa parole éloquente et modératrice.

Le chef du peuple était Angiolo Brunetti surnommé *Ciceruacchio*.

Dès le matin, je vis sur la place d'Espagne, vêtu de la jaquette de l'homme du peuple, un personnage touchant à la cinquantaine, allant et venant presque toujours en

compagnie de Mattia Montecchi : c'était Ciceruacchio ; ayant sa boutique tout près de là, il donnait audience, sur la place, à tous ceux qui avaient affaire à lui.

Ciceruacchio était bien le vrai type du plébéien de Rome ; il y avait en lui, je ne sais quoi d'altier, qui rappelait la majesté des maîtres du monde : cœur de César, bon sens exquis, ténacité dans les résolutions, orgueil de l'indépendance individuelle.

Ciceruacchio ne se laissait mener par personne, et lui-même ne conduisait pas le peuple, comme le berger conduit le troupeau. Il disait à ceux qui venaient lui soumettre des projets : « Tâchez de me persuader, parce qu'à mon tour, je ne fais rien que par la persuasion. » Dès qu'il était convaincu, il réunissait les hommes du peuple les plus accrédités ; il s'efforçait de faire passer en eux sa conviction, et il ne garantissait pas l'approbation du peuple, avant de l'avoir réellement et loyalement consulté.

Le parti libéral de Rome avait sa force organisée, c'était la garde nationale ; il allait avoir sa pensée directrice, la *consulte*, dont il attendait la réunion, fixée au milieu de novembre.

La garde nationale romaine se préparait, sans mystère, aux grandes luttes pour la délivrance de l'Italie. Dans les revues, les gardes nationaux chantaient des hymnes patriotiques ; au milieu de toutes ces rondes faces imberbes des hommes d'église, et de ces robes de toute forme et de toute couleur, quel étonnant contraste, entre l'aspect efféminé de la tourbe cléricale, et l'attitude virile du soldat du Capitole, avec sa dague au côté et la crinière flottante de son casque !

La *consulte* n'aurait pas eu grande importance, si elle avait dû se conformer à la lettre du *motu proprio*, qui la

convoquait pour qu'elle donnât son avis sur les affaires publiques. Mais une assemblée de laïques, à Rome, ne pouvait manquer d'entrer en lutte avec le sacré Collége, avec la secrétairerie d'État et avec la prélature. Aussi la *consulte* promettait-elle, pour la révolution, des destinées analogues à celles de l'assemblée du tiers-état en France. Le parti libéral préparait, à juste titre, un solennel accueil à ses députés, qui déjà commençaient d'arriver à Rome : c'était la fleur du libéralisme des provinces.

Il était convenu que, le jour de l'ouverture de la session, on accompagnerait les députés, en grande pompe; et pour donner à la fête une couleur nationale, dans le cortège, les Italiens des autres provinces devaient se diviser par groupes distincts, chacun avec le drapeau de son propre État. J'assistai un soir, à une séance *du Cercle*, comme on y discutait la question de savoir si, pour représenter la fusion nationale, il ne vaudrait pas mieux réunir tous les drapeaux en un seul groupe : Je crois entendre encore Sterbini s'écrier avec exaltation de sa voix de tribun, *un seul groupe*, *un seul groupe!* et tous les ardents répéter en chœur, *un seul groupe*, *un seul groupe!*

Le père Ventura et Pierre Ferretti passaient pour être les médiateurs du parti libéral, auprès du pape.

Le père Ventura était un moine de l'ordre des Théatins. Né en Sicile, et Sicilien dans l'âme, il se distinguait par une imagination exubérante, par une étonnante facilité de parole, et par un esprit plutôt tourné à la spéculation qu'à la pratique. Toujours dévoué à la papauté, d'abord il la voulait associée à l'autorité absolue d'un roi; ensuite, il tenta de l'associer à la démocratie. Il tomba dans la disgrâce de Grégoire XVI, lorsqu'à la suite de Lamennais, il eut l'imprudence de proposer à ce

pape, si hostile à toute idée de progrès, une alliance avec la liberté.

Le moine libéral supporta dignement sa disgrâce, pendant tout le long règne de Grégoire XVI. Dans la solitude du cloître, il accumulait des trésors de science, et toujours fidèle à son libéralisme papal, il écrivait des œuvres encore inédites, intitulées *la Révolution* et *l'Eglise*, où il s'attachait à démontrer que, pour clore l'ère des révolutions, le pape devait lui-même se faire révolutionnaire. Il ne faisait pas mystère de ses convictions à ceux qui allaient le visiter; dévoilant, avec l'indignation du vrai chrétien, le honteux trafic des choses saintes dont, chaque jour, il était témoin, il avait coutume de répéter : *Il n'y a qu'une révolution qui puisse porter remède à de pareilles calamités! à ce titre elle est une dette de Dieu.*

A l'avénement de Pie IX, le père Ventura croit le moment arrivé de commencer cette alliance de la religion et de la liberté, vainement demandée à Grégoire XVI. Le peuple romain n'avait pas oublié le savant Théatin qui, un jour, avait tenté de mettre le bonnet rouge sur la croix, et qui voulait que ce bonnet devînt la calotte des cardinaux; il élevait jusqu'aux nues son père Ventura, et chaque fois qu'il avait besoin de recourir au pape, il l'envoyait au Quirinal, le chargeant de faire entendre la vérité.

Ceux qui, pour juger, s'arrêtaient à l'écorce, ne manquaient pas d'accoupler Ventura à Gioberti; tous deux, il est vrai, s'accordaient à demander à la papauté des mesures libérales; mais Gioberti greffait la tradition chrétienne sur le génie philosophique et politique de l'antiquité gréco-latine; Ventura, au contraire, voulait que le christianisme s'affranchît entièrement de la civili-

sation payenne, comme d'un principe délétère. Gioberti remettait en honneur la papauté, pour reconstituer une grandeur italienne; Ventura l'exaltait pour anéantir toutes grandeurs temporelles, et sur leur ruine, élever la croix.

Dans la personne de ces deux philosophes, se reconstituaient les deux écoles catholiques rivales, qu'avait suscitées, en Italie, le génie de la renaissance; l'une, tendant à concilier le christianisme avec la tradition payenne, l'école de Dante, de Pétrarque, de Michel-Ange et de Raphaël, l'autre s'efforçant de créer une sorte de christianisme sévère, étroit et sans poésie, véritable évangile spartiate, ennemi de toute gloire mondaine, même de la beauté artistique, l'école de Savonarole. Vers la fin du règne de Grégoire XVI, le père Ventura avait entrepris, à Rome, en opposition avec les Jésuites, une croisade contre les classiques latins, qu'il voulait exclure de l'enseignement des séminaires; croisade renouvelée récemment, en France, avec tant de fracas, par l'abbé *Gaume* et par le journal l'*Univers*. Gioberti, au contraire, pour les classiques grecs et latins, se serait laissé écorcher vif.

Je me rendis au couvent des Théatins, en compagnie de Masi, pour faire visite au père Ventura. Nous le trouvâmes en train de dîner, dans sa cellule, au milieu de son petit cercle d'intimes. Cette belle grosse face rayonnante, qui tenait à la fois du séraphin et du démagogue, était consolante à voir. Ventura n'était pas très satisfait de la manière dont allaient les choses. Il disait que Pie IX n'avait encore rien fait, que la vraie révolution n'était pas encore commencée et qu'elle ne commencerait pas, tant que le pape ne serait pas convaincu que tous les gouvernements sont les ennemis de l'Église, sans

en excepter celui qui s'appelle *gouvernement ecclésiastique*. Ce trait de radicalisme me remplit d'étonnement!

Cependant le père Ventura n'avait pas renoncé à voir Pie IX agir sérieusement; il avait foi dans le cœur du pape et dans le bon sens du peuple. A propos du peuple, comme je le félicitais du fameux mot, si bien trouvé par lui, son *agitazione amorosa*, je crois le voir encore se pâmant de rire, en me racontant l'effet produit par ce mot sur les *obscurantistes*, qui lui firent dire que son *agitation amoureuse* était une *agitation infernale.*

Ventura, évidemment, se berçait de l'espérance qu'un jour Pie IX, mis en demeure par l'agitation *amorosa*, serait contraint de recourir à lui et de lui abandonner les rênes du gouvernement; alors il accomplirait bravement son œuvre de démolition, en proclamant la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté des communes, si bien que, désormais, personne n'aurait plus le droit de dire que l'Église est contraire à la liberté. Par malheur, j'avais précisément parlé à Pie IX d'appeler près de lui le père Ventura, et il m'avait répondu que c'était un saint homme, mais très exalté et incapable de gouverner.

Pierre Ferretti avait sa bonne part au gouvernement, ou plutôt il était tout le gouvernement.

Esprit sage et très honorable caractère, vieux libéral fortement trempé à l'école du malheur, d'abord négociant à Naples, il était venu à Rome, quand son frère le cardinal fut nommé secrétaire d'État. Le cardinal, qui n'entendait rien à la politique et à la législation, avait placé près de lui son frère Pierre, très versé dans ces sortes de sujets, pour qu'il l'aidât à se reconnaître dans ce dédale. Pierre s'était installé dans un mauvais petit bouge contigu à la secrétairerie d'État.

C'est là que chaque soir, vers minuit, le cardinal venait prendre ses avis; assis sur un mauvais canapé qui était le meilleur meuble de la pièce, ils faisaient ensemble leur partie de pipe, tout en discutant les affaires de l'État, et souvent la causerie dégénérait en querelle, nos deux interlocuteurs étant d'un naturel quelque peu inflammable. Le cardinal, scrupuleux à l'excès et superstitieux au point de dire, sans plaisanter, qu'une fois il avait parlé avec le diable, n'avait nulle confiance en Pierre pour tout ce qui touchait à la religion; il trouvait que, sur ces matières, son cher frère n'avait pas le sens commun. Mais sur tout le reste, il le tenait en grande estime, et ne prenait aucune résolution de quelque importance, sans l'avoir consulté.

Il suffisait de visiter une fois Pierre Ferretti pour comprendre quelle Babel c'était que ce gouvernement. Le pauvre homme n'avait pas le temps de respirer. Celui-ci allait lui recommander une supplique; celui-là lui parler d'une démonstration publique à faire; un troisième lui dire un petit mot de la part du pape, un autre, de la part de Ciceruacchio. C'était un va-et-vient continuel, sur l'escalier qui conduisait à son bouge. A peine était-on assis et prêt à entrer en conversation avec lui, que le tintement de la sonnette, ou un petit coup à la porte, le forçait de se lever. Et Pierre allait et venait, et il ouvrait lui-même, et son premier mouvement était de se fâcher, et de déclarer qu'il lui était impossible de satisfaire tous les importuns; puis il finissait par entendre tout le monde, par prendre, des mains de tous, suppliques et mémoires, et il s'épuisait dans ces minuties.

La nuit il étudiait les lois et les circulaires, au compte de son frère; c'était pitié de le voir pâle, maigre, maladif, n'y voyant plus à quatre pas, et répétant à tout

instant — je suis à bout de forces. — Et cependant c'était sur lui que reposaient les plus grandes espérances des libéraux.

Bien qu'il fût difficile d'avoir, avec Pierre Ferretti, un entretien suivi, et qu'il fallût, chez lui, saisir au vol les impressions, à la fin de ma première visite, il me fit l'effet d'un homme qui aurait écrit sur la porte du Quirinal : — *O vous qui entrez, laissez sur le seuil toute espérance.* — Il se rendait compte de tout le bien qui aurait pu se faire ; mais il voyait l'impossibité de rien conclure, surtout à cause du caractère du pape. Il jugeait excellent le cœur de Pie IX, qui même ne manquait pas d'une certaine virilité; mais, son grand défaut, c'était une versatilité désespérante. Rien, me disait-il, n'était plus insupportable, que de ne pouvoir jamais compter avec lui ni sur oui ni sur non ; il lui était arrivé souvent de le laisser le matin très chaudement disposé en faveur de projets qu'il avait désapprouvés la veille.

La faiblesse de Pie IX venait surtout de ses scrupules de conscience; nos ennemis ne le savaient que trop; c'était toujours par ce côté qu'ils le prenaient, jusqu'à le jeter souvent dans des agitations violentes. Je l'ai vu une fois, disait Ferretti, frappant du pied avec impatience et me répondre : — Je ne veux pas me damner pour le bon plaisir de Messieurs les libéraux. — Du reste, ajoutait-il, il n'y a, dans la politique du Quirinal, ni tête ni queue; la réforme procède à tâtons et sans aucune vue d'ensemble : que de fois n'avait-il pas empêché des sottises, qui eussent fait tomber le nom de Pie IX dans la boue! Il me racontait que le pape croyait avoir atteint le *nec plus ultra* des réformes, par l'institution de la consulte, et il s'était mis en tête de le déclarer dans le préambule de la loi ; pour le détourner d'une pareille imprudence,

il fallut que Pierre épuisât tous ses moyens de persuasion.

J'aurais voulu me trouver à l'installation de la consulte ; mais les affaires lunigianaises s'envenimant, j'avais hâte de retourner en Toscane.

Avant de partir, je vis de nouveau Pie IX ; mais cette fois, j'étais sans illusion, et l'entretien roula principalement sur les affaires de Lunigiana, dont il désirait être exactement informé. Comme j'entrais chez le pape, j'en vis sortir lord Minto arrivé à Rome tout récemment.

Dans la matinée du 14 novembre, une députation de libéraux se réunissait dans une maison d'Auguste Serny, sur la place d'Espagne, où mon cher camarade d'université avait voulu, avec une exquise courtoisie, me donner l'hospitalité ; ils venaient me faire leurs adieux, et ils me laissèrent quelques lignes pleines d'affectueux sentiments.

« Très honorable professeur,

» Rome qui dans ce nouveau réveil de la patrie, entendit sortir de vos lèvres la première parole de vie et » de liberté, Rome vous admirait comme le promoteur » de l'organisation nationale de l'Italie, reconstituée sur » ces franchises municipales qui, dans la période com- » prise entre Auguste et Constantin, l'élevèrent au plus » haut degré de civilisation, et dans des siècles plus voi- » sins de nous, lui donnèrent une immense force contre » les tentatives de l'étranger. Rome vous aimait déjà » comme écrivain Italien ; maintenant c'est votre chère » personne qu'elle aime plus encore, c'est cette nature » bienveillante, modeste, pleine à la fois de mansuétude » et d'énergie, et toujours prête à s'offrr en sacrifice sur » l'autel de la patrie.

» Vos frères de Rome avaient l'espoir de jouir quel-
» que temps de votre présence; mais puisqu'un noble
» et douloureux motif vous enlève à notre affection,
» veuillez accueillir cette parole d'adieu, avec ce même
» amour qui entretient si ardent dans votre âme le sen-
» timent national. Notre cité vous est reconnaissante de
» n'avoir pas désespéré d'elle, pendant ses plus tristes et
» stériles années, et d'avoir déposé dans son sein les
» germes de tout le bien qui aujourd'hui se répand dans
» l'Italie entière. Quand tout était symptômes de mort,
» vous, philosophe et chrétien, vous représentiez un
» principe qui ne peut périr. Et voilà qu'enfin la liberté
» peut embrasser la croix, et faire retentir, devant tous
» les peuples de la terre, cette parole : — par ce signe
» vous vaincrez.

» Pendant votre trop rapide passage, vous n'avez pu
» interroger nos monuments, souvenirs illustres des rois,
» des républiques, des empires, des dieux, du Christ,
» des pontifes; peut-être les froides méditations des évé-
» nements du passé et des causes qui les produisirent,
» n'ont-elles fait qu'effleurer votre esprit tout absorbé par
» les grandes préoccupations du présent et enflammé
» de l'amour des générations vivantes.

« C'est cet amour qui vous rappelle dans votre Tos-
» cane, c'est le besoin d'y venir en aide à vos malheureux
» frères; nous sommes convaincus que si le plus grand
» danger était ici, et qu'ici vos conseils fussent néces-
» saires, Rome serait votre patrie! Partez donc, portez à
» tous les Toscans le baiser de fraternité, et dites-leur
» que notre intrépide épée est prête pour la lutte.

» Quant à vous, nous n'avons à vous souhaiter qu'une
» santé parfaite; que Dieu, qui a souci de la cause des
» peuples, vous protège! Puissent vos yeux, fatigués et

» usés par les veilles incessantes de l'apostolat politique,
» rester ouverts jusqu'au jour où ils pourront voir votre
» chère Italie splendidement pourvue de fer, de vertu et
» de gloire.

» JOSEPH DEL FRATE ROMA. — TOTI TORQUATO. — » ANNIBAL MARIANNINI. — ANDRÉ PIERINI. — FER- » DINAND BATELLI. — SORMANI INNOCENTI. — SIMON » GATTAI. — L. MASI. — PIERRE REGNOLI. — » ORESTE REGNOLI. — CHARLES MONTAGNOLI. — » JEAN DURANDO. — JEAN DE ANDREIS. — ALEXAN- » DRE CASTELLANI. — FELICE SANI. — IGNACE » CIAMPI. — SERAPHIN GAROFOLI. — JOSEPH CAT- » TERINETTI. — LOUIS CECCHINI. — VICTOR ME- » RIGHI. — POMPÉE MOLMENTI. — SERNY AU- » GUSTO. »

Que le lecteur ne s'arrête pas à ce qu'il y a de beaucoup trop bienveillant pour moi, dans ces démonstrations, qu'une excessive délicatesse de cœur et l'exubérance du sentiment patriotique, inspirèrent aux auteurs de cette lettre d'adieu. Ce document étant destiné à n'être lu qu'en famille, et nullement à être publié, on doit y voir la manifestation toute naturelle des pensées qui, à cette époque, animaient la partie active des libéraux romains, au nom desquels parlaient les signataires. Nous sommes à Rome, et il n'est pas dit un mot ni de la papauté, ni de Pie IX! déjà, en ce temps-là, l'enthousiasme pour Pie IX avait singulièrement baissé; les plus clairvoyants se disaient à l'oreille qu'il ne fallait pas trop compter sur cet homme. Liberté des communes — indépendance et unité de l'Italie — évangile du Christ : tel est l'acte de foi exprimé par la jeunesse éclairée, dans l'adresse que nous venons de citer, et cette foi répondait aux instincts

du peuple romain, pour qui la cité c'est Rome, la nation l'Italie, et la religion le christianisme purifié des honteux trafics des prêtres. La majestueuse figure du Christ domine la conscience populaire de l'Italie.

Une partie de la fraternelle députation m'accompagna hors des portes de la ville; là, tout émus, nous nous séparâmes avec le mot sacramentel : *au revoir sur le champ de bataille*.

Une fois seul avec moi-même, dans cette sublime solitude qui entoure Rome, je me recueillis dans une sombre méditation. Oh! que de ruines s'étaient faites, à la place de cet édifice fantastique de *la Rome libératrice*, douce création de ma pensée, lorsqu'un mois auparavant, je m'approchai des sept collines! Alors j'avais vu s'élever, plus grande que la Rome antique, une Rome nouvelle, la géante des nations, et le sacerdoce suprême, dont elle est le trône, abdiquer l'orgueil des Césars ; je l'avais vue, cette Rome nouvelle, reconstituant spirituellement le christianisme, détruisant le règne de l'épée, fondant le règne du *Verbe*, et prêchant cette croyance qui toujours aurait rendu et qui rendra à tout jamais l'hérésie impossible, la croyance restée seule catholique, c'est-à-dire, vraiment universelle, la croyance à la justice et à la charité!

Alors je m'étais représenté Pie IX saisi d'une sainte colère, chassant les marchands du temple, et s'écriant: *Paix aux hommes de bonne volonté!* Je voyais cette douce et pacifique figure, apparaissant toute radieuse, comme l'iris dans la tempête, partout où frémissent des colères tyranniques ou rebelles, prenant la défense des peuples opprimés par les peuples, des classes opprimées par les classes, et chacune de ses apostoliques paroles répétées par des millions d'échos, dans le vieux monde et dans

le nouveau, sous les coupoles des cathédrales, et dans les modestes églises de village; je voyais enfin le vicaire du Christ ajoutant au divin sacerdoce, par une inspiration divine, la silencieuse consolatrice de toutes les victimes humaines, victime elle-même, la femme.

Hélas! en sortant de Rome, que me restait-il de la consolante vision? Il en coûte d'abandonner des illusions complaisamment caressées, et la lumière de toute vérité nouvelle se fait par degrés dans l'âme, comme la lumière du soleil sur la terre. Je ne me rendais pas encore bien compte à moi-même de tout ce qu'implique d'absurde la croyance de *Rome libératrice*. Mais il suffisait d'avoir vu de près les hommes qui auraient dû être les organes de cette vie, destinée à renouveler le monde, pour être convaincu qu'il n'y avait là que des cadavres. Je sortis du Quirinal, comme on sort des souterrains du *campo-santo* de Palerme, l'esprit rempli de pensées funèbres..... le jour de ma visite à Pie IX, c'était le jour consacré aux sépulcres — le 2 novembre — le jour des morts!

CHAPITRE XXXI.

LES FACTIONS A LIVOURNE.

Livourne n'eut point de part aux antiques gloires intellectuelles et sociales de la Toscane. Elle naquit et se développa, au temps du gouvernement des Médicis et des Austro-Lorrains; il y a peu d'années encore, elle n'était autre chose qu'une agglomération de races diverses venues pour faire fortune sur ce rivage de la Méditerranée. Elle commença peu à peu à compter dans la vie nationale de la Toscane, par son goût pour les nouveautés, aussi bien en littérature qu'en politique; elle s'initiait au génie de l'idée et de l'art indigènes, sous l'influence de l'*école romantique* qui avait fondé l'*Indicateur*, dont nous avons déjà fait mention. La première commune vraiment Livournine fut une réunion de conspirateurs libéraux sortis de cette école.

La population des gros marchands restait indifférente aux agitations des partis politiques et tenait pour quiconque réfrénait la multitude, aujourd'hui pour Guerrazzi, demain pour d'Aspre. Les artisans qui travaillaient pour les marchands et qui généralement en étaient très bien payés, avaient formé une espèce de plèbe riche. Cette classe se lia avec la jeunesse lettrée dont elle recevait la direction.

Comme tout peuple nouveau à la vie politique, chez lequel la passion l'emporte toujours sur l'idée, Livourne était exposée au danger des factions, plutôt coalitions de personnes qu'associations de principes. La chimérique

direction imprimée aux esprits par une masse de mauvais romans anglais et français, publiés dans la langue indigène, de 1815 à 1830, ne favorisait que trop les instincts factieux des Livournins. On retrouve, jusque dans les noms, les traces de la révolution morale opérée à Livourne par les romans; au lieu des Pierre, des Jean, des Madeleine, ce sont, en très grand nombre, les Arthur, les Adolphe, les Héloïse, les Édouard, les Elvire, les Alfred.

Après les fêtes populaires de septembre, que nous avons décrites, les libéraux Livournins se divisèrent en deux factions : l'une avait pour chefs J. Paul Bartolommei et Riccï; l'autre, Guerrazzi. Il y eut, dans chacune d'elles, des hommes du peuple et dans chacune d'elles aussi de bons et de mauvais citoyens. Les deux vagues dénominations de modérés et d'exaltés vinrent, fort à propos, fournir un prétexte à cette division, dont les vraies causes n'étaient guère que des questions de suprématies individuelles. Les partisans de Bartolommei prirent le nom de modérés, les partisans de Guerrazzi le nom d'exaltés.

La faction Bartolommei se maintint en bonne intelligence avec les centres libéraux qui existaient déjà dans le reste de la Toscane. La faction de Guerrazzi eut pour alliés deux proscrits, Nicolas Fabrizi et Jean La Cecilia, très étroitement liés avec Mazzini, et qui étaient venus, à cette époque, s'établir en Toscane. Guerrazzi était, depuis plusieurs années, brouillé avec Mazzini; ils se réconcilièrent à cette cocasion, et en témoignage de cette paix, Guerrazzi publia et dédia à Mazzini une apologie de sa propre conduite.

Fabrizi voulait instituer à Florence un *comité* qui prît la direction du mouvement. Je ne pus approuver cette

idée; alors, dans le seul but de faire quelque chose qui eût au moins les apparences d'une direction centrale, il me décida à présider une réunion, dans la maison du marquis Bartolommei à Florence; l'objet du rendez-vous était, disait-on, la réception d'un Espagnol délégué par un comité de Madrid pour seconder le mouvement italien, et qui demandait que des correspondances fussent entretenues avec ce comité; à cette réunion assistèrent Charles Fenzi, Antoine Mordini, Léopold Cempini, La Farina, La Masa, etc., etc. Je n'entendis plus parler ni de l'Espagnol, ni du comité de Madrid; mais le bruit se répandit que j'avais, en ce temps-là, présidé un comité, où s'était machiné un projet d'expédition contre le royaume de Naples: ce qui était faux (1).

Sur ces entrefaites les affaires de Lunigiana reçurent la solution qui devait le plus exciter l'indignation publique. Ridolfi, qui avait promis de réparer l'affront de Fivizzano, se contenta de cette réparation qu'un beau jour les commissaires Toscans et ceux de Modène se réuniraient sur les lieux pour procéder à un acte de tradition régulière. Le capitaine Guerra sortit du pays avec ses troupes, pendant que s'opérait la mise en possession; puis, quelques heures après, il y rentra. Ainsi prétendait-on avoir remédié au vice de la déloyale occupation, et satisfait à l'honneur de la Toscane.

Quant aux négociations concernant Pontremoli, Ridolfi avait obtenu du duc de Lucques qu'il laissât cette province à la Toscane, jusqu'à ce qu'il prît possession

(1) On lit dans les *Mémoires* de l'excellent Gabussi, page 140, à propos de l'expédition dans les Abruzzes: « Dans ce but, Vincent » Caldesi était envoyé en Toscane pour se mettre en relation avec » ce comité présidé par Montanelli. »

de Parme, c'est-à-dire jusqu'à la mort de Marie-Louise. Assurément, ce n'était pas peu de chose que de gagner du temps, à cette époque où, d'un moment à l'autre, ducs et duchesses pouvaient disparaître de la scène. Mais justement, à peine le traité conclu, la duchesse de Parme meurt, et aussitôt le duc de Lucques va s'installer dans son nouvel État, en compagnie d'une soldatesque autrichienne, de telle sorte que lui résister, c'eût été rompre avec l'Autriche. Les habitants de Pontremoli envoyèrent demander aux libéraux toscans ce qu'il y avait à faire, et si, dans le cas où ils tireraient les premiers coups de fusil, la Toscane leur viendrait en aide.

Les libéraux les plus influents, soit de Pise, soit de Livourne, se réunirent chez moi pour aviser, et d'un commun accord, nous répondîmes au délégué de Pontremoli qu'il y avait lieu d'engager ses compatriotes à se tenir tranquilles. Lord Minto m'avait dit à Rome que l'Angleterre ne s'opposerait pas à l'intervention de l'Autriche en Toscane, si cette intervention était demandée par le prince. Or, aucun de nous ne pouvait penser que le grand-duc voulût faire la guerre dans l'intérêt de Pontremoli. Pour que nous la fissions, nous, spontanément, un soulèvement était donc nécessaire; et le grand-duc eût été trop heureux que cette révolte lui fournît l'occasion d'appeler, pour la dompter, les armes de l'étranger.

Guerrazzi travaillait à renverser le ministère Ridolfi. L'indignation qui s'était emparée des esprits venait fort à propos favoriser ses desseins; il s'empressa d'en profiter; La Cécilia, l'épée de Guerrazzi, vint chez moi à Pise me communiquer une requête adressée par lui au gouvernement, me proposant de la signer en toute hâte. Cette requête mettait le gouvernement en demeure de

prendre les armes; c'était battre le rappel; car le ministère qui, après une pareille sommation, n'aurait pas proclamé l'État en danger, devenait, aux yeux de tous, traître à la patrie. Je conviens qu'il fallait hâter l'armement du pays; mais je ne pouvais approuver ce moyen qui était un piége tendu à Ridolfi. Les chefs du parti de Guerrazzi à Pise, le professeur Ranzi, Joseph Toscanelli, Victor Papanti, l'officier Agostini, etc., etc., furent de mon avis, et la pétition de La Cécilia fut transformée en un manifeste de la société pour la défense nationale, fondée par Pise et d'autres communes Toscanes; mais cette décision était loin de satisfaire ceux qui voulaient l'appel aux armes.

Le 6 janvier, Guerrazzi, dans une proclamation incendiaire, clandestinement imprimée à Livourne, déclarait la patrie en danger, et accusait les ministres de trahison. La nuit venue, trois cents guerrazziens environ se réunirent sur la place publique, pour demander au gouverneur qu'il fît élire sans délai, par le peuple, une députation chargée d'aller exprimer ses vœux au grand-duc. *Des armes! des armes!* criait-on avec frénésie.

Le gouverneur Sproni, bonne pâte d'homme, compagnon de promenade du grand-duc, et fait pour tout autre chose que pour ces orages, avait près de lui Celzo Marzucchi, son factotum, charmante nature, esprit lucide, mais nullement fait, lui non plus, pour les temps difficiles, et le maire comte Lardarel, riche à millions, excellent cœur, mais n'ayant qu'une autorité de parade. Ainsi assiégés, dans le palais du gouverneur, par cette foule furieuse qui, malgré une pluie battante, ne discontinuait par son terrible vacarme, ils prirent, pour se tirer d'embarras, le plus court parti; ils envoyèrent chercher

Guerrazzi lui-même, pour qu'il se chargeât d'apaiser les turbulents guerrazziens.

Guerrazzi n'eut qu'à se montrer au balcon du gouverneur pour calmer ses partisans ; le lendemain, il composa la députation qui devait porter au gouvernement les vœux du peuple. La faction Bartolommei était à ses pieds ; même parmi ses ennemis les plus acharnés, il y en eut qui, le voyant maître de la situation, allèrent l'embrasser et l'entourer de démonstrations sympathiques.

La Cécilia poussait les Pisans, ses amis, à provoquer la même scène qu'à Livourne, promettant (j'ai vu moi-même sa lettre à Ranzi) que, pour le coup, avant peu de jours, le gouvernement de la Toscane *serait entre les mains des radicaux*. Ceux-ci, jugeant au contraire que ce qu'il y avait de certain, c'était que pour le coup, avant peu de jours, le gouvernement de la Toscane serait dans les mains des Autrichiens, ne perdirent pas de temps pour empêcher l'exécution du malencontreux projet.

J'étais d'avis que pour éviter que le scandale de Livourne ne fournît à nos ennemis le prétexte si désiré d'intervenir, il fallait provoquer, dans toute la Toscane, une protestation ferme et habile de l'opinion publique, contre ce scandale. Vincent Malenchini, cœur dévoué à l'Italie, et indépendant de toutes les factions de sa ville natale, s'entendit avec moi pour cette protestation ; il la mit en avant, à Livourne, tandis que la députation guerrazzienne prenait possession du palais municipal, dans l'attitude d'hommes maîtres du gouvernement.

Ridolfi, sur ces entrefaites, arrivait à Pise, accompagné du général Trieb et du procureur général Niccolò Lami, avec pouvoir de dompter la sédition de Livourne; ap-

pelé à donner mon avis, je soutins qu'il était urgent de faire avorter, dans la nuit même, la députation guerrazzienne. Le procureur général Lami, entendant un pareil avis de la bouche d'un démagogue, ne se possédait pas de joie; seulement, il y avait cette différence entre nous deux, c'est que moi je combattais le scandale de Livourne pour sauver la révolution, tandis que pour lui, la grande affaire était de voir matière à un bel et gros procès, qui lui vaudrait décorations, augmentation de salaire et avancement. Cet homme était le vrai type du *sedicino.* On nomme *sedicini*, en Toscane, une certaine engeance d'employés qui se feraient turcs, pourvu que le *seize* (sedici) *de chaque mois*, ils continuassent de recevoir leur traitement. Le sedicino est le très humble serviteur de quiconque le paye, et il donne le coup de pied de l'âne à qui cesse de le payer. Nous verrons Niccolò et les *sedicini* ses pareils, rester fermes à leur poste, quand le grand-duc, ne payant pas, du port de *Santo-Stefano* où il est réfugié, les somme à grand cris de désobéir au gouvernement provisoire qui paye ; et puis nous les verrons, en sens inverse, poursuivre et punir le gouvernement provisoire ne payant plus, selon la volonté du grand-duc payant de nouveau !

Cependant Marzucchi, arrivé de Livourne, déclarait qu'il était impossible d'annuler la députation, sans courir le risque d'un soulèvement. Mais une lettre de Malenchini m'ayant informé qu'à Livourne, les dispositions des esprits étaient entièrement différentes de ce que supposait Marzucchi, Ridolfi persista dans les résolutions que commandait le bien du pays.

Le lendemain matin, 9 janvier, on lisait sur les murs de Livourne, le décret qui annulait la députation. On vit

quelques-uns des plus audacieux lacérant ces affiches avec leurs stylets; c'en fut assez pour qu'on s'imaginât déjà un 93 livournin; alors la panique fut telle, que des familles entières prenaient la fuite, vociférant dans les rues, qu'on était à la veille de pillages, de proscriptions, de massacres..... fantômes de la peur! L'homme d'action de Guerrazzi, c'était Henri Bartelloni; et Ridolfi n'avait à craindre de résistance populaire que si ce dernier la provoquait. Antoine Parra, mon intime ami, poussé par son noble et brave cœur, s'était rendu, ce jour-là, à Livourne, pour tâcher d'arranger les choses de façon à ce qu'on n'eût pas besoin de recourir aux moyens extrêmes; il obtint de Bartelloni qu'il quittât la ville, ce qui faisait disparaître tout danger de résistance armée.

Mais un grand nombre de personnes se figuraient que la sécurité ne serait entière que lorsqu'on aurait emprisonné Guerrazzi. Ridolfi était parti le matin de Pise pour Livourne, très décidé à ne l'arrêter qu'en cas d'extrême défense; jusqu'aux derniers moments de nos entretiens, je n'avais cessé de le confirmer dans cette résolution, lui répétant surtout qu'il devait compter que la prison serait plus préjudiciable aux emprisonnants qu'à l'emprisonné. Je sais de bonne source qu'aucun ordre d'arrestation ne sortit de la bouche de Ridolfi. Mais quelques officiers de la garde nationale lui déclarèrent qu'il fallait absolument s'assurer de la personne du chef de la faction vaincue; Ridolfi ayant répondu à ces instances réitérées, par un soulèvement d'épaules, on prit cela pour un assentiment; en conséquence, Guerrazzi et d'autres membres de sa faction furent pris et embarqués pour la forteresse de Porto-Ferraio.

Notre récit touche aux commencements de cette année

1848 où s'agitèrent les destinées du monde. Jusqu'à présent, nous nous sommes renfermés dans les minuties des événements municipaux, et pour ainsi dire domestiques. Nous voulions décrire le lent et laborieux progrès de la démocratie qui, privée de moyens légaux, et ne pouvant recourir aux armes, cherchait un point d'appui dans la réforme, seule voie que la tristesse des temps laissât ouverte à l'œuvre de la rédemption nationale ; elle en tirait avantage, en vue de plus grandes conquêtes, semblable au prisonnier qui, d'un clou trouvé par hasard, se fait une lime au moyen de laquelle il rompt les solides barreaux de sa prison.

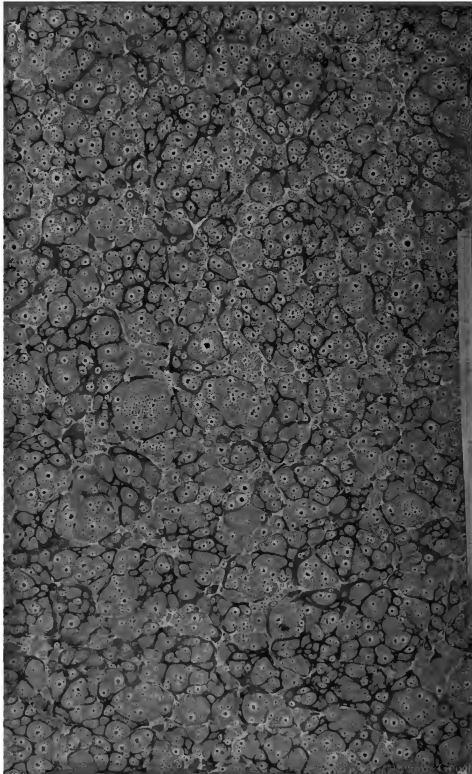
Nous voulions montrer comment des faits insignifiants par eux-mêmes peuvent acquérir une haute importance dans le vaste ensemble de la vie nationale, si ces faits ont été les germes des grands résultats obtenus : enseignement très profitable, à nous surtout peuples méridionaux, trop enclins, quand nous gémissons sous un pouvoir oppresseur, à dédaigner les humbles efforts qui n'aboutissent pas à une révolution immédiate; est-il possible qu'une nation tout entière se lève spontanément, armée pour sa délivrance, sans que les vertus patriotiques aient été développées dans son sein par le courage et la persévérance politiques !

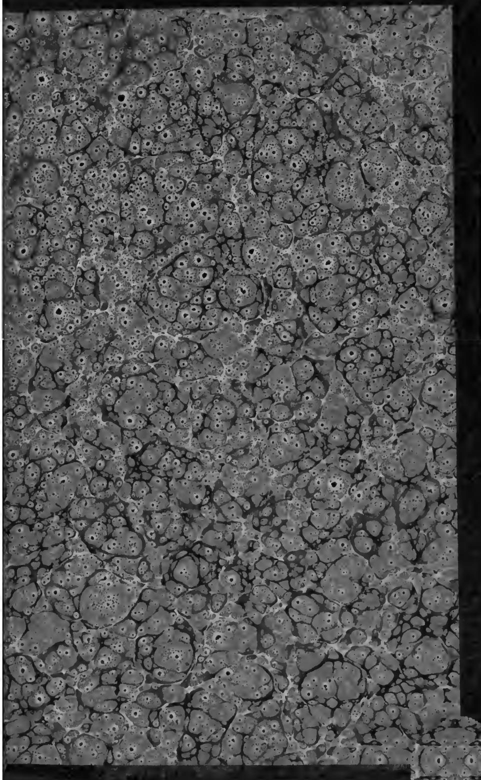
Quand les faits que nous avons à raconter se mêlent au drame national, qui commence à Palerme et finit à Venise, s'arrêter trop longtemps aux minutieux détails du mouvement de la Toscane, ce serait une profanation. La Toscane ne nous paraîtra digne de figurer dans notre récit, qu'en tant qu'elle aura secondé ou entravé le progrès de l'idée Italienne. Mais le moment est arrivé de reprendre, à grands traits, l'histoire des autres États ita-

liens, à partir de 1814, et de constater clairement, dans chacun d'eux, les forces respectives de la monarchie et de la démocratie, au commencement de 1848.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.






BIBLIOTECA